
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

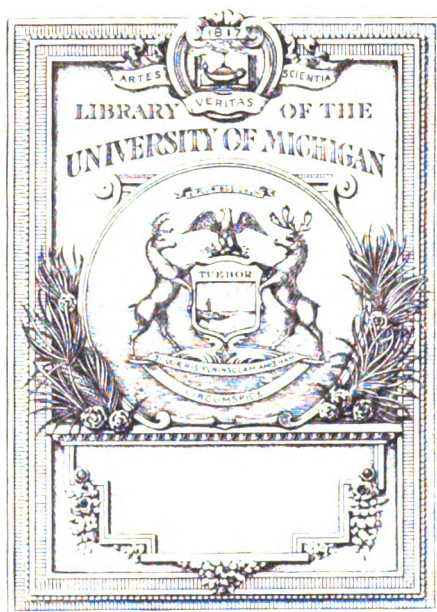
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 512380

DUPL



DC
611
.P441
S67

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLVII



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

1920

DC
611
P441
567

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLVII. — PREMIÈRE LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Janvier-Février 1920

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Membres de la Société morts pour la patrie pendant la 1914-1918.....	10
Liste des membres.....	11
Sociétés correspondantes.....	31
Séance mensuelle du jeudi 4 décembre 1919.....	33
— du jeudi 8 janvier 1920.....	49
Compte de gestion du trésorier (M. M. FÉAUX).	60
Dépense de route d'un noble plaideur de « Verng » à Nérac par Bordeaux et retour, en février 1608 (<i>suite et fin</i>) (M. F. V.)	63

General
Cont.
Highoff
6-4-48
62597

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1886.

ARTICLE PREMIER.

La Société historique et archéologique du Périgord a pour but :
la recherche, l'étude et la conservation des documents anciens, de
tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'his-
toire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas
limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en
font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par
deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix membres :

- Un Président ;
- Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
- Un Secrétaire-Général ;
- Un Secrétaire-Adjoint ;
- Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le Président, deux Vice-Présidents, le Secrétaire-Général et le Trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le Secrétaire-Général, signés de lui et du Président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit Foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans la salle de sa bibliothèque : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois, excepté en juin ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ART. 1^{er}. — Les manuscrits inédits, apportés à la Société, seront soumis à l'examen d'un comité d'impression, qui en décidera la publication ; mais, avant de la commencer, le manuscrit devra être entièrement communiqué.

ART. 2. — Ce comité de publication se composera de trois membres, outre le Président et le Secrétaire général ; il se réunira toutes les fois qu'il sera nécessaire sur la convocation du Président. Ses décisions seront prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage. Sont nommés de ce comité : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Féaux.

ART. 3. — Les auteurs sont seuls responsables des articles qu'ils signent et des idées qu'ils émettent.

ART. 4. — Aucune généalogie de famille ne sera admise, ce genre de travail étant d'un intérêt trop restreint ; pas plus que les mémoires sur des sujets d'histoire contemporaine qui pourraient froisser des susceptibilités.

ART. 5. — Les auteurs feront exécuter à leurs frais les tirages à part des travaux insérés dans le *Bulletin* de la Société. Tout tirage à part portera la mention du volume d'où il est extrait.

ART. 6. — Les volumes publiés par la Société, et non retirés dans les délais prescrits par les Membres Titulaires et Associés, qui y ont droit, seront vendus au prix que fixera chaque année l'Assemblée générale du 27 mai.

ART. 7. — Pour être élu Membre Titulaire de la Société, il faut ou être originaire du Périgord, ou l'habiter, ou y avoir des intérêts. Les Membres Associés ne sont pas tenus de remplir ces conditions ; ils peuvent être étrangers au département, mais les uns et les autres doivent être présentés par deux membres.

Délibéré à Périgueux en Assemblée générale, le 28 mai 1907.

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MORTS POUR LA PATRIE

Pendant la Guerre de 1914-1918

RENÉ DE FRÉMONT, sous-lieutenant au 250^e de ligne.

L'abbé CLODER, curé de Cognac-sur-l'Isle.

L'abbé CHANTELOUBE, curé de Doissac.

CHARLES DEVIN, lieutenant du génie, pilote aviateur, chevalier de la Légion d'honneur.

Le capitaine adjudant-major CAIEZ D'EPINAY, chevalier de la Légion d'honneur, du 234^e d'infanterie.

LOUIS SIMON, sous-lieutenant au 308^e d'infanterie.

GABRIEL LASSAIGNE, lieutenant à l'Etat-major divisionnaire.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président.

M. le marquis DE FAYOLLE, inspecteur général de la Société française d'Archéologie.

Vice-président honoraire.

M. le chanoine BRUGIÈRE.

Vice-Présidents.

M. DUJARRIC-DESCOMBES,  I.

M. Charles DURAND,  I.

M. le vicomte Gaston DE GÉRARD.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *,  I.

M. Joseph DURIEUX, *,  I.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET, *,  I, archiviste honoraire.

Secrétaire-Adjoint.

M. Charles AUBLANT,  I.

Trésorier.

M. Maurice FÉAUX,  I.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

L'abbé ACHARD, professeur, rue de la Bourse, 28, à Saint-Etienne (Loire).

AMADIEU (Marie-Antoine-Ernest), *, ancien commandant, propriétaire, à Verteillac.

Le comte E. D'ARCY, ancien officier, à la Clôserie, commune d'Antonne, par Trélissac.

Le comte D'ARLOT DE SAINT SAUD,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur de la Société française d'Archéologie, président de la Commission internationale pyrénéenne de Toponymie-Topographie, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles),  I, trésorier de l'Ecole félibréenne du Périgord, dessinateur à la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUCHÉ (Achille), chevalier du Mérite agricole, chirurgien-dentiste, allée de Tourny, 31, à Périgueux.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), au castel de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle, et avenue de Breteuil, 20, à Paris, VII^e.

Le docteur BARBANCEY (Robert), à Montpon-sur-l'Isle.

BARRET (Jean-Gaston-Louis), licencié en droit, notaire, cours Michel-Montaigne, 32, à Périgueux.

BAYLE (Emile),  I, professeur honoraire de l'Université, avenue Bertrand-de-Born, 17, à Périgueux, et rue Vernier, 12, à Nice.

BEAUCHAMPS (Georges), ancien externe de médecine des hôpitaux de Paris, maire de Pontours, à Pontours-Haut, par Lalinde.

Le marquis Georges DE BEAUMONT, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT-BEYNAC, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

BELVÈS, instituteur public, Les Eyzies de Tayac.

BENOÎT (Robert),  I, célibataire majoral, président du conseil du *Bournat*, maître en gay savoir, coiffeur, cours Montaigne, 16, à Périgueux.

BESSON (Georges), avoué-licencié près le tribunal de première instance, cours Georges Clémenceau, 3, à Bordeaux.

BESSON (Jean-Emmanuel), O. *, directeur honoraire de l'Enregistrement de la Seine, lauréat de l'Institut, boulevard de Vésone, 8, à Périgueux, et à Bussière-Badil (Dordogne).

BEYNEY (Maurice), licencié ès sciences, professeur de physique au collège, rue du Chemin de fer, 72, à Mantes (Seine-et-Oise) et rue Taillefer, 12, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉVÊCHÉ, rue de la Clarté, 3, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉOLOGIE, avenue de Paris, 38, à Périgueux, et au château de Cablanc, près Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BINGER (E.), C. *, gouverneur général honoraire des Colonies, allée de la Robertsau, 14, à Strasbourg (Bas-Rhin).

BLANCHARD (Louis), ingénieur des arts et métiers, inspecteur du Matériel et de la Traction à la C^e d'Orléans, rue Mirabeau, 9, à Périgueux.

Le vicomte **DE BOISJOSLIN**, propriétaire, au château de la Grènerie, par Verteillac.

BOISSARIE (René), *, docteur en droit, conseiller général de la Dordogne, bâtonnier de l'ordre des avocats, maire de Beaugard, rue du Palais, 6, à Périgueux.

BONFILS-LASCAMINADE (Georges), notaire, à Belvès.

Le comte **DE BOUILHAC DE BOURZAC**, au château de la Richardie, près Champagne-Fontaine.

Le marquis **DE BOURDEILLE**, membre titulaire du Conseil héraldique de France, au château de Bourdeille, et rue Mignard, 11, à Paris, XVI^e.

BOURDEILLETTE (Adolphe),  I, conseiller à la Cour d'Appel, boulevard Charles V, 18, à Nancy (Meurthe).

L'abbé BOUSSION, chanoine honoraire de la cathédrale de Saint-Front, curé-doyen, à Terrasson.

L'abbé BOUYNE (Alfred-Pierre), curé de Vanxains.

Le marquis DE BOYSSEULH, au château de Boreau, commune de Cornille, par Périgueux, et au château d'Oléon, par Rognonas (Bouches-du-Rhône).

DE BOYSSON (Richard), commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur des finances, à Cénac.

DE BOYSSON (Bernard), *, décoré de la Croix de guerre, ancien capitaine de réserve de cavalerie, au château d'Argentonnesse, par Saint-Cyprien.

Le docteur DE BROU DE LAURIÈRE (Paulin), O. *,  I, conseiller général de la Dordogne, vice-président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin du lycée, avenue de Paris, 7, à Périgueux.

DE BROU DE LAURIÈRE (Pierre), rue Crevaux, 9, à Paris, XVI^e.

Le comte DE BRUC DE CHABANS, *, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

L'abbé BRUGIÈRE, chanoine titulaire de la cathédrale de Saint-Front, à la Maison de retraite de la Madeleine, à Bergerac.

BUFFETEAU (Eugène), avoué licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue du Palais, 5, à Périgueux.

L'abbé BUGEAT (Alfred), curé de Château-l'Evêque.

L'abbé CALÈS, curé de Doissac, par Belvès.

CARDENAL (Louis GRENIER DE),  A, lauréat de l'Institut, capitaine d'infanterie, à Tholomier, par La Livinière (Hérault).

CARVÈS (Bertrand), à Beynac (Dordogne).

CARVÈS (Jean-Baptiste), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

CAZALAS (Eutrope), O. *,  A, colonel du génie breveté, commandant le génie du XIII^e corps d'armée en campagne, rue d'Erdre, 9, à Nantes (Loire-Inférieure), et à Ribérac.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

CERCLE DE MM. LES OFFICIERS du 108^e R. I., à Bergerac (Abonnement).

Le comte DE CHALUP, licencié en droit, au château du Granger, par Mensignac, et au château Darricaud, par Landiras (Gironde).

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue du Châtelou, 1, à Périgueux.

Le docteur CHAUME, ancien interne des hôpitaux de Paris, président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin inspecteur de la Compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, 12, à Périgueux.

Du CHEYRON DU PAVILLON (Xavier), au château de la Gaubertie, par Douville.

Le lieutenant-colonel CHOLET, du 50^e régiment d'infanterie, *, décoré de la Croix de guerre, rue Carnot, 5, à Périgueux.

CLÉDAT (Jean), égyptologue, ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, conservateur du Musée d'Ismailiah, rue Nouvelle-Clos-Chassaing, 26, à Périgueux; au château de Bouch, par Condat-Bersac, et à la Résidence, à Ismailiah (Egypte).

CLÉDAT (Léon), O. *, I, professeur à l'Université de Lyon, doyen de la Faculté des lettres, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

COCULA (Paul), A, architecte diplômé par le Gouvernement, architecte de la Banque de France, rue Bodin, 17, à Périgueux.

Le marquis DE COMMARQUE, au château de la Bourlie, commune d'Urval, par Le Buisson.

L'abbé COMTE, curé de Ménesplet.

M^{me} Gaston CORDIER, rue du Tribunal, 23, à Fougères (Ille-et-Vilaine).

M^{me} la marquise DE COSSÉ-BRISSAC, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

COUV RAT-DESVERGNES (Roger), chef de District à la C^e du chemin de fer de Paris à Orléans, à Terrasson.

Le docteur CROZET (Claude), *, décoré de la Croix de guerre, rue du Quatre-Septembre, 4, à Périgueux.

Le marquis DE CUMOND, au château du Lieu-Dieu, par Périgueux.

DANIEL (Jean),  A, artiste peintre, rue Alfred de Musset, 8, à Périgueux.

DANNERY (Maxime),  A, chevalier du Mérite agricole, architecte ordinaire des Monuments historiques et des Cultes de la Dordogne, rue des Mobiles de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard),  A, ancien magistrat, membre de la Chambre de commerce, maire de Trélissac, rue de Bordeaux, 31, à Périgueux.

DEJEAN (André), O.  *, maître des Requêtes honoraire au Conseil d'Etat, sous-directeur des chemins de fer de l'Etat, maire de la ville de Belvès, rue Tronchet, 23, à Paris, VIII^e.

Le docteur DELBÈS, membre de la Société d'ophtalmologie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital, rue Bourdeille, 5, à Périgueux.

DELPECH (Lucien),  A, archiviste adjoint du département, rue Cité-Champeaux, 16, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 26, à Périgueux.

DEMARTIAL (Pierre), propriétaire, cours Gay-Lussac, 48, à Limoges.

DÉROULEDE (Maxime), docteur en droit, secrétaire-général de la C^{ie} d'assurances *l'Eveil français*, rue d'Assas, 22, à Paris, VI^e.

DESCHAMPS (Charles), architecte, mainteneur du *Bournat*, rue de Metz, 29, à Périgueux.

DESPLANCHES (Remi), négociant, lauréat de l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse, lauréat de l'Académie française, maître en gai savoir et lauréat du *Bournat* du Périgord, rue des Conférences, à Bergerac.

DIDON (Louis), membre de la Chambre de commerce, secrétaire général de l'A.C.P., place du Quatre-Septembre, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, place Francheville, 11, à Périgueux.

DROUILH (Henri), agent-voyer en chef du département de la Dordogne, rue des Jacobins, à Périgueux.

DUBET (Gaston), maire de Vaunac, boulevard Pereire, 188 *bis*, à Paris, XVII^e.

DUBUR (Annet),  A, officier du Mérite agricole, ancien professeur spécial d'agriculture, instituteur public à Saint-Antoine-de-Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

DUFOURG (Jean-Paul), propriétaire, à Saint-Laurent-des-Hommes.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président d'honneur de l'Ecole félibréenne du Périgord, licencié en droit, ancien notaire, au Maine, près Celles.

Le docteur **DUMONT**, trésorier de l'Association médicale de la Dordogne, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

Le chanoine **DUPIN DE SAINT-CYR DU BASTIMENT**, vicaire général du diocèse, rue Lamartine, 1, à Périgueux.

DUPUIS (Jean), ancien notaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

DURAND (Charles),  I, sous-ingénieur des ponts et chaussées en retraite, ancien adjoint au maire de la ville, allée du Port, 24, à Périgueux.

DURAND DE CORBIAC (Adrien), maire de Lembras, au château de Corbiac, par Bergerac.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue Bourdeille, 15, à Périgueux.

Le docteur **DURIEUX** (Jean),  , décoré de la Croix de guerre, rue Lamy, à Thiviers.

DURIEUX (Joseph),  ,  I, chevalier du Mérite agricole, chevalier de l'ordre royal du Cambodge, docteur en droit, lauréat de l'Institut, secrétaire du Conseil de l'Ordre de la Légion-d'Honneur, rue Notre-Dame-des-Champs, 66, à Paris, VI^e.

Le docteur **DUSOLIER** (Maurice),  , médecin en chef du Centre réformiste de Sto-Ursule, villa des Coteaux, rue Combedes-Dames, à Périgueux.

M^{lle} DUVERNEUIL (Gabrielle), institutrice publique à Ménéstérol, par Montpon-sur-l'Isle.

ESCANDE (J.-J.),  A, publiciste, secrétaire en chef de la Sous-Préfecture, place du Peyrou, à Sarlat.

D'ESCATIA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCODECA DE BOISSE, ancien receveur des postes et télégraphes, à Ville-Verneix, par Neuvic.

Le docteur Charles FAGUET,  I, ancien interne, lauréat des hôpitaux de Bordeaux, ancien chef de clinique chirurgicale à la Faculté de médecine, chirurgien de l'hôpital, rue Maleville, 9, à Périgueux.

L'abbé FARNIER, curé de Piégut-Pluviers.

M^{lle} Irène FAURE, professeur de piano, rue de la République, à Ribérac.

Le docteur FAURE, médecin de l'asile des vieillards Jay de Beaufort, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le docteur FAURE (Maurice),  I, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien assistant à la Clinique des Maladies nerveuses de la Faculté de Paris, à La Malou-les-Bains (Hérault), et rue Verdi, 24, à Nice (Alpes-Maritimes).

L'abbé FAURE-MURET (Arthur), maître de chapelle à la cathédrale, rue Saint-Front, 4, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, conservateur des antiquités et des objets d'art de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre, et rue du Plantier, 18, à Périgueux.

FÉAUX (Maurice),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, conservateur-adjoint du Musée du Périgord, agent-voyer principal honoraire, rue Combe-des-Dames, 50, à Périgueux.

Le comte Alphonse DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 26, à Paris, XVI^e.

FORESTIER (Raymond), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à La Motte, par Hautefort, et avenue de Villiers, 76, à Paris, XVII^e.

FOULCON DE LA BORIE (Louis), publiciste, au château de Cap del Roc, commune de Manaurie, par Le Bugue, et place Royale, à Nantes (Loire-Inférieure).

FOURGEAUD (Antoine), ancien pharmacien, à Tocane-Saint-Apre.

FRAPIN (Joseph), avoué-licencié, rue de l'Hospice, 2, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

M^{me} DE FROIDEFOND DE BOULAZAC, rue du Plantier, 16, à Périgueux.

GALMOT (Jean), député de la Guyane, au château de Montfort, commune de Vitrac, par Carsac.

M^{me} GARGAUD-PASQUET, au château de Puy-Boissier, par Thenon.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, cité Vaneau, 12, à Paris, VII^e, et rue de Paris, 14, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

GILLES-LAGRANGE (Pierre), sous-lieutenant aviateur, décoré de la Croix de guerre, Ermitage du Vivier, à Niort (Deux-Sèvres).

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris, VII^e.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), *,  1, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, aux Guichards, par Mouleydier.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Albert), décoré de la Croix de guerre, ingénieur divisionnaire, service des Mines de la Sarre, secteur postal 237.

L'abbé GOULARD, ancien professeur de sciences, curé-doyen de Mareuil-sur-Belle.

Le marquis DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

DE GRAILLY (François), *,  A, chevalier du Mérite agricole, inspecteur général du Crédit foncier de France, rue de Longchamp, 158, à Paris, XVI^e.

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé GROS (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

L'abbé GROS DE BÉLER (Charles), vicaire de Notre-Dame, chalet Sainte-Elisabeth, avenue Sainte-Marie, à Arcachon (Gironde).

L'abbé JARRY, aumônier du lycée, rue des Visitandines, 3, à Périgueux.

JOUANEL (André),  I, avoué-licencié, conservateur des archives municipales, boulevard Victor-Hugo, 7, à Bergerac.

M^{me} Adhémar DE LABONNE, à La Rochefoucauld (Charente).

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

DE LA CHAPELLE (Gabriel), agent général de la C^{ie} d'assurances l'*Abeille*, boulevard Victor-Hugo, 5, à Bergerac.

LACOMBE (Maurice), *, premier secrétaire d'ambassade, boulevard Malesherbes, 20, à Paris, VIII^e.

M^{me} Edouard LACOSTE, rue Lamartine, 23, à Périgueux.

DE LA CROIX DE SAINT-CYPRIEN (Charles), à Sorges (Dordogne).

DE LACROUSILLE (Amédée), avocat, vice-président du Conseil du *Bournat*, place du Palais, 6, à Périgueux.

DE LAFILOLIE (Charles), place du Parlement S^{te}-Catherine, 2, à Bordeaux.

Le docteur LAFON (Charles), médecin oculiste, rue du Quatre-Septembre, 6, à Périgueux.

LAFON (Gabriel),  A, ancien notaire, avocat, médaillé mutualiste, aux Eyzies-de-Tayac (Dordogne).

Le marquis DE LA GARDE SAINT-ANGEL, *, ancien conseiller général de la Dordogne, au château de Lapouyade, par Nontron.

DE LAJUGIE DE LACHAPELLE (André), avocat à la Cour d'appel de Paris, membre de l'Association des journalistes parisiens, rue Lecourbe, 45, à Paris, XV^e.

M^{me} DE LAMENUZE, au château de la Côte, par Saint-Pierre-de-Chignac.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

L'abbé **LARGE**, curé-doyen, à Laforce.

M^{me} Gabriel LASSAIGNE, à Ribeyrolles, par Le Change (Dordogne).

Le marquis du LAU D'ALLEMANS (Ludovic-Emmanuel), rue de l'Université, 41, à Paris, VII^e, et au château de Montardy, par Montagnier.

DE LAULANIÉ DE SAINTE-CROIX (René), au château de S^{te}-Croix, par Montferrand (Dordogne.)

LAVERGNE (Géraud), archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, vice-président du Conseil du *Bournat*, rue Romaine, 5, à Périgueux.

LAVIGNÉ, instituteur public à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LESCA (Georges), *, rue du Palais-Gallien, 130, à Bordeaux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, rue Romaine, 5, à Périgueux.

LEYMONNERIE (Jean), décoré de la Croix de guerre et de la Médaille militaire, receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, à Limogne (Lot).

L'abbé **LIFFORT**, chanoine titulaire de la cathédrale de Saint-Front, rue La Boétie, 32 bis, à Périgueux.

M^{me} DE LOMÉNIE, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, ancien député, ancien conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, VIII^e, et au château de Trélissac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

MAISONNEUFVE-LACOSTE (André), à Bel-Air, près Thiviers.

Le marquis DE MALET, O *, colonel d'artillerie en retraite, vice-président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, au château de Puycharnaud, par Bussière-Badil, et rue de Varenne, 59, à Paris, VII^e.

MALLAT (Joseph), chevalier du Mérite agricole, officier de Takowo (Serbie), professeur d'Economie, rédacteur à l'*Argus du Périgord*, rue Gambetta, 43, à Périgueux.

MANHÈS, *, ancien capitaine, ancien président de la Société de Secours aux blessés militaires, rue Antoine-Gadaud, à Périgueux.

DE MARCILLAC marquis DE CAYRO (André DE COMBRET), membre du Conseil de la Société d'Economie sociale, correspondant de l'Académie d'agriculture de France, président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, membre du Conseil de la Société des Agriculteurs de France, président du Syndicat agricole et des mutualités rurales de Beauregard, au château de Mellet, par Beauregard-de-Terrasson.

MAREY, propriétaire, à Marsac, par Périgueux.

MARGAT (Raoul),  I, professeur à la Faculté de droit, à Bordeaux.

M^{me} MARTIN DU THEIL, rue Cyrano, 9, à Bergerac.

MAZEAU (Paul), négociant, rue Combe-des-Dames, n^o 11 et 13, à Périgueux.

Le général MAZEL (Olivier-Charles-Armand-Adrien), O. *, au château de Sibeauumont, par Cénac (Dordogne) et rue de Ponthieu, 58, à Paris VIII^e.

MILLET (Henri), avocat, maire de Saint-Crépin, au château de Saint-Crépin, par Brantôme.

M^{lle} DE MONTAIGUT (Germaine), rue Fournier-Lacharmie, 43, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elic), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

DE MONTCHEUIL (Henri), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, au château des Ages, commune de Monsec, par Mareuil sur-Belle, et rue Las Cases, 1, à Paris, VII^e.

DE MONTÉGUT-LAMORELIE (Henri), ancien vice-président du tribunal civil de Limoges, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, membre correspondant de l'Académie royale de Belgique, etc., etc., au château de Vaunac, par Thiviers, et au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château de Fayolle, commune de Villeteureix, par Ribérac.

MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire à Meyrals, par Saint-Cyprien.

Le comte Charles DE MONTFERRAND, *, directeur de la C^e d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris, VII^e.

M^{me} DE MONTIFAULT, villa Beauronne, près Périgueux.

Le docteur MOREAUD, *, médecin-major de première classe en retraite, à Tocane-Saint-Apre.

M^{me} Georges MOULINIÉ, propriétaire, au château de la Gaullerie, commune de Saint-Paul-Lizonne, par Saint-Séverin (Charente).

Le docteur MOUSSON-LANAUZE,  I, ancien interne des hôpitaux, place de la Tourelle, 3 bis, à Saint-Mandé (Seine).

Le baron DE NERVAUX-LOYS, licencié en droit, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château des Bories, par Trélissac, et rue du Plantier, 14, à Périgueux.

ODOT DE DAINVILLE (Maurice), archiviste du département du Var, rue de l'Observance, 13, à Draguignan.

PARADOL (Raoul),  I, président du tribunal civil, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Vésone, 7, à Périgueux.

PASQUET (Gabriel), pharmacien de première classe, secrétaire du *Bournat*, secrétaire général du Musée militaire du Périgord, secrétaire général de l'Union syndicale des pharmaciens de la Dordogne, place de la Mairie, 5, à Périgueux.

PAUTAUBERGE (Léon), *,  I, industriel, maire de Montignac-sur-Vézère, boulevard Péreire, 31, à Paris, XVII^e, et au château de Montignac-sur-Vézère.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

PETITHOMME-LAFAYE (Joseph),  A, percepteur des finances, à Saint-Vallier-sur-Rhône (Drôme).

PEYNAUD (Charles-Emile), licencié ès-lettres et en droit, secrétaire-général de l'Ecole Universelle par correspondance de Paris, rue de la Glacière, 4, à Paris, XIII^e.

PEYRONY (Denis),  I correspondant du Ministère de l'Instruction publique et de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bordeaux, instituteur public en congé, aux Eyzies-de-Tayac.

DE PEYRONNY DES GENDRES (Raoul), rue de l'Abbé-Groult, 18, à Paris, XV^e.

PIOLLET (Paul), docteur en droit, au château de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle.

M^{me} POUPLET LA GAUTERIE, propriétaire, au château de la Gauterie, commune de Saint-Paul-Lizonne, par Saint-Séverin (Charente).

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président de la Chambre de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, président de la Chambre de discipline, allée de Tourny, 29, à Périgueux.

POUYADON-LATOIR (René), docteur en droit, président de la Chambre des notaires, rue Gambetta, 25, à Périgueux.

Le docteur **POUYAUD**, décoré de la Croix de guerre, docteur en pharmacie de l'Université de Bordeaux, docteur en médecine, pharmacien de 1^{re} classe, ancien chef de laboratoire à la Faculté de Médecine, lauréat *bis* du Prix Godard, vice-président de l'Union syndicale des pharmaciens de la Dordogne, place du Coderc, 15, à Périgueux.

PRAT-DUMAS (Edmond), conseiller du commerce extérieur de la France, industriel, maire, à Couze.

DE PRESLE (Henry),  *, de l'ordre de Sainte-Anne de Russie, titulaire de la Croix de guerre, commandant le 3^e escadron du 8^e dragons, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

Le chanoine **PRIEUR**, curé-archiprêtre de la cathédrale, rue du Plantier, 12, à Périgueux.

RAMOND (Philippe), * A, docteur en droit, conseiller à la Cour d'Appel, à Agen (Lot-et-Garonne).

Le chanoine **REBIÈRE**, docteur en théologie, ancien curé de la Cité, à Périgueux.

RECOQUILLON, * A, mainteneur de l'École félibréenne du Périgord, notaire, à Bouniagues (Dordogne.)

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

RIBETTE, ancien chef de section de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

S. G. Monseigneur RIVIÈRE (Maurice), évêque de Périgueux et Sarlat, hôtel de l'Evêché, rue de la Constitution, à Périgueux.

ROBERT (Marc), à Monsec, par Mareuil-sur-Belle.

M^{me} la comtesse Martial DE ROFFIGNAC, rue Victor-Hugo, 33, à Périgueux.

RONTEIX (Henri), juge titulaire du Tribunal de commerce, imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

Le marquis **DE ROQUEMAUREL** (Henri-François-Marie), décoré de la Croix de guerre, au château de la Rigale, commune de Villeteureix, par Ribérac (Dordogne), et boulevard Saint-Germain, 199, à Paris, VII^e.

Le capitaine **Robert DE ROTON**, *, décoré de la Croix de guerre, rue Salle-l'Evêque, 4, à Montpellier (Hérault).

ROUDEAU (Henri), place Francheville, 23, à Périgueux.

M^{me} DE ROUMEJOUX, au château de Rossignol, par Chalanac.

ROUSSEL (Jean-Emile), greffier du tribunal correctionnel, à Montmédy (Meuse).

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, place du Palais, 2, à Périgueux.

Roux (Eugène), publiciste, boulevard de Vésone, 26, à Périgueux.

L'abbé **Roux** (Joseph), chanoine titulaire de la cathédrale Saint-Front, président de la Commission diocésaine, archéologique et artistique, rue Clos-Chassaing, 27, à Périgueux.

Le comte **DE ROYÈRE**, *, ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

Le comte Aymar DE SAINT-AULAIRE, au château de Momplaisir, par Champagnac-de-Bel-Air.

Le comte DE SAINT-EXUPÉRY, au château du Fraysse, par Terrasson.

M^{me} la comtesse DE SAINT-LÉGIER, au château de Richemont, par Brantôme.

SAINT-MARTIN (André), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, licencié en droit, vice-président de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-SERNIN (Fernand), au château de Nontron.

SAUVO-DESVERSANNES (Louis),  I, chevalier du Mérite agricole, avocat, à Bussière-Badil.

Le docteur SECRESTAT-ESCANDE (Georges), ancien député de la Dordogne, à Sorlut, par Caudéran (Gironde).

L'abbé SIGALA (Jean), *, docteur en théologie, licencié ès-philosophie, ancien aumônier militaire, professeur au Petit Séminaire, à Bergerac.

SIMONET (Jean), O *, chef de bataillon, major au dépôt du 50^e régiment d'infanterie, rue Victor-Hugo, 29, à Périgueux.

L'abbé SOUILLAC, secrétaire particulier de M^{re} Rivière, rue de la Constitution, à Périgueux.

DE TARDE (Alfred), docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel, maire de La Roque-Gajac, par Sarlat, et rue Guy de Maupassant, 5, à Paris, XVI^e.

TAREL (Raphaël), place du Port, à Bergerac.

TAUZIAC (Jean), négociant, à Moncaret.

Le docteur Léo TESTUT, O. *,  I, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, associé national de l'Académie de médecine, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon, et à Beaumont-du-Périgord.

L'abbé TEYSSANDIER, curé-doyen, à Thenon.

Le général DE TEYSSIERE (Edouard) O. *, à la Guérinchie, près Thiviers.

L'abbé THIVEAUD, chanoine honoraire, ancien curé de la paroisse St-Jacques, à Bergerac.

Le baron DE LA TOMBELLE,  I, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président honoraire de la Société

des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnau, et avenue de Breteuil, 73, à Paris, VII^e.

Le docteur VERLIAC, avenue Hoche, 4, à Paris, VIII^e, et Le Breuil, par Thenon (Dordogne).

VIGIÉ (Albert), *, doyen honoraire de la Faculté de droit de Montpellier, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, rue Foy, 16, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), et à Lascaminades, près Belvès.

Le marquis DE VIGNET, au château de Longua, par Mussidan.

VILLEPELET (Ferdinand), *,  I, archiviste honoraire du département de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert),  I, docteur ès lettres, lauréat de l'Institut, archiviste principal aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris, XV^e.

MEMBRES ASSOCIES

MM.

BERTHELÉ (Joseph),  I, archiviste du département de l'Hérault, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, rue des Patriotes, 36, à Montpellier (Hérault).

L'abbé DUBOIS, membre et ancien président de la Société des sciences et arts d'Agen, curé de Calignac, par Nérac, (Lot-et-Garonne).

DU CHEYRON DU PAVILLON (Joseph), licencié en droit, boulevard Péreire, 233, à Paris, XVII^e.

HARVARD UNIVERSITY OF CAMBRIDGE, près Boston (Etats-Unis d'Amérique), représentée par M. A. Picard, éditeur, rue Bonaparte, 82, Paris, VI^e.

HUET (Paul), ingénieur des arts et manufactures, rue de l'Université, 8, à Paris, VII^e.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut, par Lauzun (Lot-et-Garonne).

M^{me} DE LARIGAUDIÈRE, rue St-Dominique, 37, à Paris, VII^e.

LE SOUDIER, libraire, boulevard Saint-Germain, 174-176, à Paris, VI^e.

DE MONTARDY (Jean), rue Daniel-Lamazière, 4, à Limoges.

NAINFA (Révérend John-Abel), prêtre de Saint-Sulpice, docteur en droit canonique, licencié en théologie, professeur d'histoire ecclésiastique, Saint-Mary's Seminary, Baltimore, Maryland. (Etats-Unis.)

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Terquem, rue Scribe, 19, à Paris, IX^e.

DU PAYRAT (Armand), officier de cavalerie, rue Franklin, 21, à Paris, XVI^e.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au Pavillon Peiresc, par Gontaud (Lot-et-Garonne).

R. P. Geoffroy TENANT DE LA TOUR, *, ancien aumônier militaire de la 24^e division, square de La Tour-Maubourg, 6, à Paris, VII^e.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

L'abbé H. BREUIL,  I, professeur à l'Institut de paléontologie humaine, rue Demours, 110, à Paris, XVII^e.

Le docteur CAPITAN, *, membre associé libre de l'Académie de médecine, professeur à l'École d'Anthropologie et au Collège de France, membre titulaire du Comité des Travaux historiques, rue des Ursulines, 5, à Paris, V^e.

CARTAILHAC (Émile), O *,  I, correspondant de l'Institut, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, rue de la Chaîne, 5, à Toulouse.

CHAUVET (Gustave), *,  I, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers (Vienne).

COURTEAULT (Paul), *,  I, professeur à la Faculté des lettres, rue de Strashbourg, 23, à Bordeaux.

CURZON (Henri PARENT DE),  I, docteur ès lettres, conservateur-adjoint de la Section historique aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, 7, à Paris, VII^e.

Le commandant ESPÉRANDIEU (Émile), *,  I, lauréat de l'Institut, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur du Musée archéologique à Nîmes (Gard), et avenue Victor-Hugo, 208, à Clamart (Seine).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, ancien président de la Société archéologique et historique du Limousin, rue de l'École de Mars, 10, à Neuilly-sur-Seine, et au Mas du Puy, par Verneuil-sur-Vienne (Haute-Vienne).

Le docteur LALANNE, au Castel d'Andorte, Le Bouscat (Gironde).

Le comte DE LASTEYRIE, O *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur honoraire à l'École des Chartes, ancien député, secrétaire du Comité

des Travaux historiques, rue du Pré aux-Clercs, 10 *bis*, à Paris, VII^e.

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), *,  I, professeur à l'Ecole des Chartes, directeur de la Société française d'Archéologie, rue de Phalsbourg, 13, à Paris, XVII^e.

MARION (Marcel),  A, professeur au Collège de France, rue Claude-Bernard, 79, à Paris, V^e.

Le chanoine POTTIER,  I, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.

RIVIÈRE (Emile), *,  I, directeur à l'Ecole des Hautes-Etudes, au Collège de France, président fondateur de la Société préhistorique de France, boulevard de Strasbourg, 2, à Boulogne (Seine).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne, à Paris, V^e.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, I^{er}.*

Allier *Société d'Émulation, des lettres, sciences et arts du Bourbonnais, à Moulins.*

Bibliothèque de l'Université d'Aix en Provence.

Charente. *Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.*

Charente-Maritime *Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, rue Saint-Michel, 16, à Saintes.*

Cher. *Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.*

Corrèze. *Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.*

Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.

Creuse. *Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.*

Garonne *Société archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assézat, à Toulouse.*

Bibliothèque de l'Université, rue du Taur, 56, à Toulouse.

Gironde. *Société archéologique de la Gironde, rue des Trois-Conils, 53, à Bordeaux.*

Union historique et archéologique du Sud-Ouest, rue de Strasbourg, 23, à Bordeaux.

Société archéologique de Montpellier.

Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.

Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.

Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.

Société historique et archéologique du Gâtinais, rue Gay-Lussac, 38, à Paris, V^e.

Lot.	<i>Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot</i> , à Cahors.
Lot-et-Garonne.	<i>Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen</i> , à Agen.
Meurthe-et-Moselle.	<i>Société d'archéologie lorraine</i> , Palais Ducal, Grande-Rue (Ville Vieille), à Nancy.
Nièvre.	<i>Société Nivernaise des lettres, sciences et arts</i> , à Nevers.
Basses-Pyrénées	<i>Société des sciences, belles-lettres et arts</i> , à Pau.
Id.	<i>Biarritz-Association</i> .
Saône-et-Loire.	<i>Société Eduenne</i> , hôtel Rolin, à Autun.
Sarthe.	<i>Société historique et archéologique du Maine</i> , maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, Le Mans.
Seine.	<i>Académie des Inscriptions et Belles-Lettres</i> , au palais de l'Institut, à Paris, VI ^e .
Id.	<i>Société nationale des Antiquaires de France</i> , au palais du Louvre, à Paris, I ^{er} .
Id.	<i>Société française d'Archéologie</i> , rue Châteaubriand, 8, à Paris, VIII ^e .
Id.	<i>Répertoire d'Art et d'Archéologie</i> , rue Spontini, 19, à Paris, XVI ^e .
Somme.	<i>Société des Antiquaires de la Picardie</i> , au musée de Picardie, à Amiens.
Tarn-et-Garonne	<i>Société archéologique de Tarn-et-Garonne</i> , faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
Vienne.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest</i> , rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.
Haute-Vienne.	<i>Société archéologique et historique du Limousin</i> , à Limoges.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Belgique.	<i>Académie royale d'Archéologie de Belgique</i> , rue du Transvaal, 43, à Anvers.
Id.	<i>Société royale d'Archéologie de Bruxelles</i> , rue Ravenstein, 11, à Bruxelles.
États-Unis de l'Amérique du Nord	<i>Smithsonian Institution</i> , à Washington.
Suède.	<i>Académie des Antiquités</i> , à Stockholm.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 décembre 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président

La séance est ouverte à une heure, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. le marquis de Bourdeille, Annet Dubut, Durand de Ramelfort, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, M^{mes} Pouplet-Lagauterie, Moulinié, MM. Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Elie de Biran et Géraud Lavergne.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le docteur DUSOLIER et M^{me} Gaston CORDIER, élus membres titulaires dans la dernière séance, adressent leurs remerciements à la Société.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages arrivés à notre bibliothèque dans le courant du mois dernier :

Annales de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, — Mémoires, rapports et documents, tome XXVIII, un volume broché, grand in-8° avec un portrait et de nombreuses illustrations, Vromant et C^{ie}, imprimeurs, 1914-1919, à Bruxelles ;

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, comptes-rendus des séances de l'année 1919, bulletin de janvier-février, in-8° avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XLVI (deuxième partie), in-8°, Rennes, imprimerie de Vatar, 1919 ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XLI, 3^e livraison, juillet-septembre 1919, in-8°, Briye, Roche, imprimeur ; contenant deux mémoires de nos confrères : *De la forme primitive du nom de Tulle* par M. René Fage, et *Une châtelaine de Castelnau, Louise de Bretagne Avaugour*, par M. le vicomte de Lavour de Sainte-Fortunade ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 46^e année, septembre-octobre 1919, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

Annales de la Faculté de droit d'Aix, nouvelle série n° 3, *L'inégalité entre l'homme et la femme dans la législation civile*, par M. René Cassin, chargé de cours à la Faculté de droit, in-8°, typographie Barlatier, 1919 ;

Nouvelle série n° 4, En marge du livre du professeur Pillet sur *Les personnes morales en droit international privé*, par M. André Guillois, chargé de cours à la Faculté de droit d'Aix, brochure in-8° ;

Nouvelle série n° 5, *Bibliothèque de l'Université d'Aix-Marseille*, notice par M. G. Fleury, bibliothécaire en chef de l'Université, brochure in-8°, avec une planche ;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1919 (octobre), in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Gustave Chauvet, président des Antiquaires de l'Ouest, son intéressante brochure sur les *Grottes du Chaffaud, l'art primitif, Quelques Poitevins d'avant l'histoire*, in-8° avec illustrations, Poitiers, 1919 ;

Et de M. Albert Curmer, sa monographie *Les seigneurs de Chatou*, ornée de nombreuses illustrations, in-8°, Versailles, imprimerie Aubert, 1919.

M. Elie DE BIRAN veut bien aussi offrir à la Société les pièces ci-après désignées :

1^o Une lettre du maréchal duc de Mouchy, commandant en chef de la province de Guyenne, adressée le 8 septembre 1775 à M. Cosset, ancien garde du Roi, rapporteur du point d'honneur à la sénéchaussée de Bergerac : le maréchal accorde au

sieur Louis Géraud, maître en chirurgie de la ville de Bergerac « la permission qu'il a demandée de porter des pistolets lorsqu'il ira donner des secours aux malades » ;

2° Un ordre donné le 20 janvier 1783 par l'Intendant de la province au subdélégué de Bergerac, pour faire effectuer par la paroisse de Maurens la part lui incombant dans les travaux de la route de Périgueux à Bergerac, par Villamblard ;

3° Un avis officiel concernant la taxe du pain à Bergerac (21 juin 1788), avec une mention manuscrite du cours des céréales ;

4° La minute d'un mémoire présenté le 14 août 1791 par le futur général Mergier, né à Bergerac le 18 février 1750, pour obtenir un emploi de lieutenant de remplacement dans l'armée de ligne. Le pétitionnaire expose qu'il a servi comme lieutenant dans la compagnie du sieur Linars, du bataillon du fort Saint-Pierre, à la Martinique (de 1771 à 1776) et qu'il commande actuellement une des deux compagnies de la garde nationale de Bergerac, désignées dans le district pour se rendre sur la frontière ;

5° Un mémoire des administrateurs de la ville de Bergerac, au sujet des troubles occasionnés dans cette ville par la rareté des grains (septembre 1789).

M. de Biran signale à ce propos, d'après un article du *Journal de Bergerac* du 10 mai 1919, une étude due à la plume de M. E. Bougoüin et publiée récemment dans la *Revue historique de Bordeaux* ; cette étude est consacrée à la disette en Guyenne en 1777-78. L'auteur indique que l'intendant Dupré de Saint-Maur, appliquant une idée de Turgot, avait décidé d'accorder des primes aux négociants pour les inciter à apporter des grains aux marchés. Ce système obtint des résultats satisfaisants en Périgord. Le premier prix, de 10.000 livres, fut attribué au sieur Lespinasse, négociant à Bergerac ; le deuxième, au sieur Delbos, négociant à Domme ; le troisième, au sieur Lacombe, négociant à Brive ; le quatrième, au sieur Martin, négociant à Montignac.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Les documents précités seront remis à M. l'Archiviste départemental.

M. le commandant ESPÉRANDIEU écrit au Président :

« Comme suite à la lettre que je vous ai déjà écrite à cet égard, je prends la liberté de vous adresser quelques nouvelles remarques concernant le prénom *Gaius*. Je les emprunte à Léon Renier, dont M. Roux, je l'espère, voudra bien ne pas récuser le savoir.

» *Gaius* est un des prénoms les plus anciens ; il était usité à Rome avant que la lettre G fut admise dans l'alphabet latin. C'est pourquoi, dans le système des abréviations, qui date d'une époque très reculée (on le trouve, en effet, sur les monuments les plus anciens que l'on connaisse), il est toujours représenté par un C. On lit, en effet, chez Diomède, *Art. Grammat.*, lib. II, p. 417 (p. 423 de l'édit. de Keil) :

» G nova est consonans, in cujus locum C solebat adponi, sicut hodieque, cum *Gaium* notamus *Caesarem*, scribimus *C. Caesarem* ».

» Sur les monuments, ce prénom, lorsqu'il n'est pas abrégé, est toujours écrit par G. Ainsi, on lit dans les *Cenotaphia Pisana* (Orelli, n° 643) de l'an 3 de notre ère :

EQVESTRES · INAVRATAE GAI ET
LVCI CAESARVM STATVAE PONANTVR ·

» Dans une inscription que j'ai copiée à Lambaesae :

GAIAE IVLIAE
C · IVLI CELERIS
FILIAE etc.

» C'est-à-dire : *Gaiæ Juliae. Gaii Julii Celeris filiae.*

» Dans une inscription trouvée à Dijon, en 1866, et qui est de l'an 267 de notre ère :

GAIO · ESVVIO
TETRICO PIO
FELICI etc.

» Enfin, toujours en grec ce nom se traduit par l'ΑΙΟΞ, et il est représenté par un Γ lorsqu'on l'abrège.

L'orthographe *Gaius*, par un C, est donc fautive ; elle ne s'est introduite qu'au moyen âge, et l'on a tort de l'employer dans les éditions des ouvrages de l'époque classique de la langue latine. (*Revue archéologique*, 1870, I, p. 119.)

» M. E. Roux m'en voudra moins, sans nul doute, d'avoir interprété par *Gaius* la sigle C des inscriptions que je cite aux pages 20, 47, 68, 69 et 92 de mon travail sur les *Inscriptions antiques de Périgueux*. Je n'ai nullement confondu les G et les C ; il suffit, pour s'en rendre compte, de se reporter à la copie même des inscriptions. Mais j'ai lu comme tout le monde doit lire.

» Je ne crois pas, d'autre part, que M. E. Roux puisse citer un seul exemple de la sigle C interprétée par *Cnaeus*.

» Je m'empresse d'ajouter que tout cela est sans importance pour la thèse qu'il soutient. Vous avez à Périgueux, et il existe partout, des inscriptions qui se rapportent à des personnages portant le prénom et le nom de Jules César. Je ne pense pas qu'on puisse songer sérieusement à rattacher autrement que par clientèle tous ces *Caii Julii* au conquérant de la Gaule.

» Il en est de même pour les *Pompeii*. »

M. Eugène Roux croit avoir, à la dernière séance, répondu par avance à la majeure partie de la nouvelle lettre de M. Espérandieu. « Non seulement la question qu'ils débattent est, comme le fait observer M. Espérandieu, sans importance pour la thèse générale qu'a soutenue M. Roux ; mais elle est sans grand intérêt aussi pour bon nombre de lecteurs de notre *Bulletin*, que laissent plus ou moins indifférents les problèmes de la paléographie. M. Roux va donc, en ce qui le concerne, clore la discussion, quelque honoré qu'il se sente d'avoir à dialoguer avec un savant aussi consommé que M. Espérandieu.

» D'ailleurs, des explications échangées par les deux adversaires il résulte qu'ils sont bien près d'être d'accord. Sur la manière de prononcer la lettre C, dans *Caius* par exemple, et en ce sens sur la manière de la lire, pas la moindre divergence. Reste, il est vrai, la manière de l'écrire. M. Roux s'en tient à celle usitée chez les Romains, au témoignage de Quintilien et de Terentianus ; à celle adoptée dans les éditions des ouvrages de l'époque classique de la langue latine, de l'aveu, mélangé de regret à la vérité, de M. Léon

Renier; enfin à celle appliquée dans les inscriptions de notre Musée, notamment à l'inscription Marc Pompée Libo, où l'initiale placée devant Pompée Sanctus, est, non un G, mais un C, cela *de toute évidence*, selon l'expression contenue dans la première lettre de M. Espérandieu.

• Que M. Léon Renier ait trouvé à Dijon et ailleurs des inscriptions consacrant une orthographe différente, c'est possible; mais cela ne prouve qu'une chose, c'est que les lois du style lapidaire ne sont pas aussi fixes, aussi invariables, qu'on s'est plu quelquefois à le prétendre.

• Comme le rappelait tout à l'heure M. Roux, les textes, précédemment cités par M. Espérandieu, de Quintilien et de Terentianus, sont là pour établir que, tout au moins dans le temps où vivaient ces auteurs, c'est-à-dire aux premier et deuxième siècles de notre ère, époque encore de la bonne latinité, l'initiale dans Caius, tout en se prononçant G s'écrivait C. Par conséquent, contrairement au dire de M. Renier, ce n'est pas le moyen âge qui le premier a fait emploi de cette orthographe.

• Cette constatation serait, dans le présent débat, le dernier mot de M. Roux, s'il n'avait pas à relever dans la communication d'aujourd'hui de M. Espérandieu, un passage où se trouve émis l'avis que les Pompées de Vésone pouvaient être de simples clients ou affranchis des Pompées de Rome. Une telle opinion, hasardée déjà par M. Espérandieu dans son ouvrage sur le Musée du Périgord, est tout à fait inadmissible.

• M. Roux n'ignore pas que les affranchis avaient pour habitude de prendre le nom de leur ancien maître, mais en le faisant suivre de leur propre nom, ainsi qu'il est dit dans le *Dictionnaire Général* de Dezobry et Bachelet. Or, dans nos inscriptions périgourdines, les noms des Pompées sont généralement accompagnés de surnoms, mais jamais de noms patronymiques pouvant être attribués à des affranchis.

• De plus, on tenait son affranchissement d'un maître; on ne pouvait pas le tenir de deux. Donc quand un personnage porte, comme c'était le cas de Marc Pompée Libo, les noms de deux grandes familles de Rome, alliées entr'elles, mais

néanmoins parfaitement distinctes, on peut être sûr qu'il leur était uni, non par des liens de clientèle, mais par les liens du sang.

» Enfin n'oublions pas que Marc Pompée Libo était revêtu de la haute dignité de prêtre de l'autel d'Auguste ; qu'il était, en outre, citoyen romain, inscrit dans une des tribus de la Ville éternelle, et que cette inscription impliquait la possession, non de la *civitas* toute simple, mais de la *civitas optimo jure*, autrement dit la pleine jouissance de tous droits civils et politiques : ce sont là des avantages auxquels un affranchi ne pouvait pas prétendre. Les institutions romaines lui accordaient bien le *jus suffragii*, dans des conditions restrictives du reste ; mais elles lui refusaient totalement le *jus honorum*. Il était évincé du sacerdoce comme de toutes magistratures.

• Marc Pompée Libo n'était donc pas un affranchi. C'était un Pompée de race, un vrai Pompée ; et de la réunion sur sa tête des noms de Pompée et de Libo découle, non pas la probabilité seulement, mais la certitude qu'il était un descendant direct de Sextus Pompée et de Scribonie Libo.

• Ce fait n'avait pas été mis en lumière jusqu'à présent. Il importait qu'il le fût. M. Roux espère qu'ainsi se trouvera dissipée l'ombre fâcheuse qui, depuis trop longtemps, enveloppait un des points assurément les plus intéressants de notre histoire locale primitive. »

A propos de l'étude de M. Eugène Roux sur la Tour de Vésone, dont le dernier *Bulletin* vient d'achever la publication et dans laquelle notre distingué confrère semble accorder une certaine autorité à la *Vie* de saint Front par Sébalde, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande « qu'il tient de l'abbé Audierne une traduction de cette antique vie, faite vers 1659. Elle comprend 77 pages d'écriture et porte ce titre :

« *Traduction de la vie de nostre apostre S. Front, faicte par M^r Jean Dumonteil, avocat, du manuscrit latin du reverendissime et illustrissime évesque Sebaldus.*

• Ce traducteur est Jean Dumonteil, avocat en la cour de Parlement de Paris et au siège de Périgueux, qui, suivant, contrat du 27 avril 1633, épousa Julie Drapeyroux, veuve de

Jean Bouchillon. Il possédait une maison près l'église de Saint-Silain et des biens à La Bonnebanchie, paroisse de Mensignac. Son manuscrit avait été découvert par l'abbé Audierne, à Bergerac, en juillet 1861. Celui-ci l'intercala dans un cahier, où en soixante-deux pages, il critique la prétendue œuvre de Sébalde et fait connaître son opinion personnelle sur l'histoire et le culte du saint. Il résume ainsi cette opinion qu'il avait déjà exposée à la suite de son édition du P. Dupuy :

« Saint Front est considéré comme l'apôtre du Périgord, et je m'en tiens à cette croyance. Je crois seulement qu'il n'est venu dans cette province que vers le milieu du III^e siècle. Cette conviction je l'ai puisée dans des documents incontestables et j'y tiens par la force du raisonnement. »

» Le manuscrit de l'avocat et celui de l'abbé sont reliés ensemble sous ce titre, signé et daté de Périgueux en l'année 1861 :

« *La vie de saint Front, apôtre du Périgord, par Sébalde, évêque de Périgueux en 901, avec mes observations critiques* ».

» Ne trouvant cette *Vie* consignée dans aucun auteur ancien avant le P. Dupuy, l'abbé Audierne en conteste l'authenticité et n'est pas même éloigné de croire à la non-existence de l'évêque Sébalde, auquel on l'attribue. Après avoir rappelé que le concile de Limoges, en 1031, avait rejeté comme faux les actes de saint Front rédigés par le chorévêque Gausbert, vers 986, il ajoute :

« Comme on ne voyait plus d'apparence à pouvoir soutenir cette histoire de saint Front, on en inventa une autre sous le nom des évêques ses successeurs. C'est probablement cette nouvelle *Vie* qu'on aura attribuée à Sébalde, dont se sera emparé le P. Dupuy et que la *Gallia Christiana* a adoptée d'après lui, du moins quant à l'auteur ».

» M. Dujarric dit que les érudits, qui voudront connaître cette *Vie*, n'auront plus besoin d'en référer au manuscrit latin de la Bibliothèque royale de Bruxelles, ignoré par l'abbé Audierne. Ils pourront désormais en consulter la traduction française à la Bibliothèque de Périgueux, où il vient d'en déposer l'original, pour en assurer la conservation ».

M. Roux proteste vivement contre un passage de la communication de son vieil ami, notre cher vice-président, M. Dujarric-Descombes. Il y voit une sorte d'inscription en faux faite, sous le couvert d'Audierne, contre l'ouvrage de Sébalde.

» Sébalde, précisément dans la phrase où se trouve expliquée sa détermination de composer un abrégé des *Mémoires* d'Anian et de Chronope, a signé son écrit dans les termes suivants :

...Ego Sebaldus episcopus. ... quantum potui abbreviari, ad laudem et gloriam Domini nostri Jesu Christi, cui sunt honor et gloriæ in sæcula sæculorum.

» Or, si cette déclaration n'émane pas de Sébalde, que s'ensuit-il ? Que quelqu'un a usurpé son nom et l'autorité de sa haute charge ecclésiastique pour en couvrir une vie de saint Front de sa façon. Et quel nom donner à l'auteur d'une supercherie semblable, sinon celui de faussaire ; et de la plume d'un faussaire que peut-il sortir autre chose qu'une œuvre de mensonge et d'imposture ? Par là se mesure toute la portée de l'accusation contenue dans la note de M. Dujarric. Cette accusation, M. Roux la repousse de toute son énergie.

» Une inscription en faux, dit-il, est toujours chose grave. Elle ne doit être accueillie qu'à la condition d'être appuyée sur des solides raisons. Quelles raisons invoque-t-on ici ?

» Ne parlons pas de M. Dujarric. Il n'en fournit aucune. Il se contente de se retrancher derrière Audierne. *Magister dixit.*

» Mais, Audierne, qu'allègue-t-il ? Si nous nous en rapportons au court résumé que fait M. Dujarric de son opinion en la matière, Audierne conteste l'authenticité de l'ouvrage de Sébalde, parce qu'il ne l'a trouvé consigné dans aucun auteur ancien avant le Père Dupuy.

» Qu'aucun auteur ancien n'ait parlé de l'ouvrage de Sébalde avant le Père Dupuy, rien d'étonnant à cela, puisque cet ouvrage n'avait pas vu le jour ; qu'il était resté, et que, d'ailleurs, il reste encore, à l'état de manuscrit. Cependant, sans avoir été rendu public, il n'était pas ignoré de tous. Primitivement, il avait été versé dans les archives des moines

de Saint-Front. C'est des mains de ces religieux que le Chapitre de notre église collégiale recueillit par la suite ce précieux dépôt. Il mit à le conserver le soin le plus jaloux, car il importait de se garer contre ceux qui pouvaient se croire intéressés à le faire disparaître, comme ils firent disparaître des archives de l'évêché de Périgueux les *Mémoires* d'Anian et de Chronope. Le Chapitre ne laissa pas néanmoins d'entr'ouvrir à quelques privilégiés, qu'il jugeait dignes de sa confiance, les portes de son Trésor, dans lequel il le tenait enfermé.

» Au *xiii^e* siècle, cette faveur fut faite au dominicain Bernard Guidonis, auteur lui-même d'une Vie de saint Front, visiblement inspirée de celle de Sébalde. On peut dire qu'elle est calquée sur elle.

» Au *xvi^e* siècle, vinrent à Périgueux trois délégués du clergé de Neuilly-Saint-Front pour chercher des reliques de notre apôtre, que leur avait promises le Chapitre de la collégiale. Et, quand ils repartirent, ils emportèrent, avec les reliques, une copie, qu'on leur avait permis de prendre, du manuscrit de Sébalde. C'est cette copie que possède la Bibliothèque royale de Bruxelles. Elle porte sur sa première page, en une brève mention latine, l'indication de son origine.

» Enfin, au *xvii^e* siècle, un avocat, Jean Dumonteil, non seulement fut admis à copier, mais traduisit en français le même écrit. L'original de cette traduction — la note de M. Dujarric vient de nous l'apprendre — est passé des mains d'Audierne dans celles de notre vice-président, qui en a généreusement fait don à la Bibliothèque de notre ville.

» Est-ce que ces communications successives — M. Roux cite celles qu'il connaît ; mais il peut y en avoir eu beaucoup d'autres — est-ce que toutes ces communications, échelonnées tout le long des âges qui nous séparent de Sébalde, ne sont pas profondément significatives ? Est-ce qu'elles ne font pas pleine foi de l'authenticité de l'ouvrage dont nous nous occupons ?

» Mais Audierne doute de tout. Il va jusqu'à douter de

l'existence de Sébalde. C'est toujours M. Dujarric qui nous le dit.

» Singulier doute ! Il suffisait à Audierne, pour le lever, de se reporter à la *Chronologie* de nos évêques. Et quelle valeur ce doute a-t-il devant l'affirmation très catégorique d'un homme qui n'est pas suspect, car il fut un des plus opiniâtres adversaires de l'apostolicité de saint Front ! « Il est CERTAIN, écrit Léon Dessalles dans son *Histoire du Périgord*, que Sébalde était évêque de Périgueux en l'an 900. » S'il est certain qu'il fut évêque de Périgueux, il est certain, n'est-ce pas ? qu'il a vécu. Par conséquent, son existence n'est pas niable.

» Et voilà toutes les raisons énoncées par Audierne à l'appui de son inscription en faux ! Elles se réduisent à deux, et elles sont aussi peu valables l'une que l'autre.

» Il fallait chercher autre chose, et on l'a trouvé. Mais Audierne n'y est pour rien. On a dit que l'écrit de Sébalde est un ramassis de fables absurdes, un vrai fatras. Je connais cet écrit, déclare M. Roux. Je l'ai lu et relu. J'affirme qu'il n'y a pas ombre de fatras. On y trouve, à la vérité, des récits de faits extraordinaires. Mais ils ne sont extraordinaires que parce qu'ils sont miraculeux, et si l'on devait disqualifier tous les récits de miracles, il faudrait supprimer toutes les vies de saints !

» M. Roux s'empresse de reconnaître, à la décharge d'Audierne, que le grief articulé par lui contre l'ouvrage de Sébalde n'est pas de son invention. Il l'a trouvé tout forgé dans un arsenal pas très distant de nous, à Limoges.

» Les Limousins ont, de temps pour ainsi dire immémorial, voulu déboulonner saint Front de son apostolicité. Il leur déplaisait, et il leur déplait encore, que leur apôtre saint Martial ne prime pas saint Front par son ancienneté. L'ouvrage de Sébalde était gênant pour la prétention qu'ils émettent : aussi se sont-ils évertués dès longtemps à le discréditer, à le faire passer pour apocryphe ; et le Concile de Limoges de 1031, auquel il est fait allusion dans la note de M. Dujarric, fut justement une manifestation de la passion effrénée qu'en ces temps reculés ils apportaient déjà dans

la poursuite de leur but, lequel ne tend à rien moins qu'à nous arracher le plus beau fleuron de notre couronne historique.

• Il leur fallut attendre des siècles avant de trouver en Périgord des adhérents de leur entreprise. Ils finirent, il y a cent ans environ, par en recruter trois, qui, malheureusement, n'étaient pas les premiers venus ; ils comptaient parmi nos érudits les plus qualifiés : c'étaient Audierne, Taillefer et Dessalles. Ils étaient d'accord en principe contre l'apostolicité de saint Front, mais profondément divisés quant à l'époque qu'ils assignaient à la venue de notre apôtre en Périgord. Taillefer la plaçait au ⁱⁱ^e siècle, Audierne au ⁱⁱⁱ^e et Dessalles de l'an 350 à l'an 500, c'est-à-dire au ^{iv}^e ou au ^v^e siècle.

• M. Roux n'a, pour l'instant, à s'occuper que d'Audierne. Il n'a garde, en parlant de lui, de se départir de la déférence due à l'un de nos plus utiles précurseurs dans la voie des investigations locales. Mais on ne peut pas oublier que, dans la question de l'apostolicité de saint Front, il a pris une attitude qui fait, sinon tache, du moins ombre, à sa mémoire. Il était prêtre, et c'est lui qui, le premier en Périgord, a osé lever la main sur toute la tradition et toute la liturgie de l'Eglise relatives à notre apôtre !

• M. Roux le plaint de son égarement, mais il ne doute pas de sa bonne foi. Audierne qualifie lui-même de conviction raisonnée, dans un extrait que cite M. Dujarric, sa croyance en la venue de saint Front dans notre province vers le milieu du ⁱⁱⁱ^e siècle. Il ajoute que cette conviction est fondée sur des « documents incontestables » qu'il s'abstient de nous faire connaître. Ce sont sans doute les mêmes que ceux dont s'autorisent certains historiens modernes pour soutenir que la Gaule n'a pu être évangélisée qu'au ⁱⁱⁱ^e siècle. Mais ces documents sont si peu irréfragables qu'il suffit, pour en faire justice, de leur opposer trois lignes de Tertullien.

• On sait que ce célèbre docteur de l'Eglise vivait au ⁱⁱ^e siècle ; et c'est au lendemain de la persécution déchaînée par Marc-Aurèle contre les chrétiens que, dans une page à jamais mémorable, apostrophant cet empereur, il lui disait : « A quoi ont abouti tes persécutions et celles de tes prédéces-

seurs ? Regarde les Espagnes, les Gaules, les Armoriques. Toutes ces contrées sont peuplées de chrétiens ! » Et il terminait par cette parole lapidaire bien connue : « Le sang des martyrs est une semence de chrétiens ! »

• Voilà donc ce qu'écrivait Tertullien au ^{II}e siècle. Si, à ce moment, en Gaule, les chrétiens étaient répandus partout, c'est, évidemment, parce que la Gaule n'avait pas attendu le troisième siècle pour être évangélisée !

• La vérité, c'est qu'Audierne s'était laissé circonvenir et endoctriner par les Limousins. M. Roux croyait la thèse de ces derniers expirée sous les coups que lui assénèrent, dans la seconde moitié du dernier siècle, en une passe d'armes retentissante les savants abbés Dion et Pergot. Peut-être sommeillait-elle seulement, depuis. Faut-il voir dans la note de M. Dojarric un coup de cloche pour annoncer son réveil ?

• S'il en est ainsi, conclut M. Roux, « j'assemblerai toutes les forces que me laisse la vieillesse où je suis parvenu pour me mettre en travers d'une entreprise que je considère comme dirigée, non seulement contre la tradition et la liturgie catholique (que je n'ai pas charge de défendre, et que je ne défends pas), mais contre la vérité historique, et surtout contre une des plus grandes gloires de notre Périgord, la gloire d'avoir, l'un des premiers, sinon le premier, reçu la semence évangélique, et la gloire de l'avoir reçue des mains d'un des disciples directs de Jésus-Christ. »

En s'excusant de ne pas assister à la séance, M. Géraud LAVERGNE pose une question à nos confrères.

Gui de Roffignac épousa vers 1375 Catherine La Mote, fille unique de Jean La Mote et héritière de son oncle maternel, Raynald Guillaume.

Le comte de Périgord assiégea l'église pendant deux jours, alors que le mariage s'y célébrait, brûla la principale habitation, provenant de la succession de Raynald Guillaume, s'empara de Jean La Mote qu'il retint prisonnier à Montignac.

D'où procès terminé par un arrêt du Parlement rendu le 18 avril 1396 (1397 n. st.) contre Archambaud.

Où pourrait-on savoir quelle église fut le théâtre d'un mariage si mouvementé ?

Léon Dessalles (*Les deux derniers comtes du Périgord*, note 1, p. 221) donne l'analyse de l'arrêt du 18 avril, sans y rien ajouter.

Notre érudit vice-président M. Charles DURAND nous envoie une Note intéressante sur *Un héros périgourdin, Jean de la Jalage*, lieutenant du seigneur d'Auberoche (de Fanlac), qui se distingua pendant la guerre de Cent Ans contre les Anglais. Une statue sculptée en forme de bas-relief et encadrée dans le mur extérieur de l'église de Fanlac, dont M. Durand nous envoie la reproduction photographiée, le représenterait suivant la tradition.

La notice et la photographie seront publiées dans le *Bulletin*.

Notre laborieux confrère M. Richard DE BOYSSON nous adresse une notice sur *L'apostasie d'un chartreux de Vaublanc en 1627*, Philippe de Boysson, le sixième enfant de Jean-Jacques de Boysson, seigneur d'Aussonne et de Catherine de Benoît, mariés en 1589. Philippe sortit de la Chartreuse au mois d'août 1627 et se rendit à Mussidan, où le temple calviniste était l'un des plus fréquentés du Périgord ; le pasteur convoqua tous les protestants du pays bergeracois, et le chartreux apostasia solennellement en présence de cette nombreuse assemblée. Après avoir épousé une huguenote fervente, il fixa sa résidence dans le diocèse d'Angoulême.

La note de M. de Boysson sera insérée au *Bulletin*.

M. DUBUT nous lit ensuite une intéressante communication sur les établissements et les monuments publics de Ribérac et leur affectation en l'an II de la République. C'est une suite aux divers mémoires de M. Dubut sur l'époque révolutionnaire et qui, comme les précédents, sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre zélé vice-président M. Joseph DURIEX nous écrit :

« Voici quelques notes sur la famille du conventionnel Lamarque. Comme le présumait Georges Bussière et comme l'établit M. le docteur Moreaud, François Lamarque avait un frère, prénommé Jean-Baptiste, ou peut-être Nicolas, qui

devint commissaire du gouvernement près l'administration centrale de la Dordogne et postula, en 1800, une place de conseiller de préfecture.

» Il avait également une sœur, Jeanne-Rose, veuve Vandugès ou Vandryès, qui dut rejoindre son frère exilé en Suisse, vers mars 1816, avec ses deux filles âgées de dix-huit et seize ans, et un fils âgé de huit ans.

» Un cousin-germain, Etienne Lamarque, né à Bordeaux le 7 octobre 1758, fils de Jean-Joseph, négociant, et de Jeanne Pradié, servit d'abord dans la gendarmerie de Lunéville, puis, de 1780 à 1792, exerça le commerce à Bordeaux. Lieutenant dans la légion des Montagnes le 9 février 1793, il passa adjudant-général chef de bataillon le 30 septembre, par ordre du représentant Taillefer en mission dans l'Aveyron, et adjudant général chef de brigade le 13 mars 1796.

» De Tarbes, le représentant Ysabeau mandait au Ministre de la Guerre, le 23 mai 1793, qu'Etienne Lamarque joignait à son mérite personnel « l'avantage d'être le plus proche parent du malheureux prisonnier de l'infâme Dumourieux ». Blessé par coup de feu à la bataille de Biberach, Etienne Lamarque commanda ensuite la subdivision de Caen et fut réformé le 23 septembre 1801. Retraité le 14 novembre 1810, il vint habiter Montpon et y décéda vers 1828.

» François Lamarque porta toujours un vif intérêt à son cousin. En 1805 notamment, dans une visite à Saint-Cloud, il demanda à l'Empereur la remise en activité de son cousin ; l'année suivante, il renouvela sa démarche sans plus de succès.

» Dans le dernier n° de la *Révolution française* (juillet à septembre 1919), M. Charles Chevreux, ancien sous-préfet de Ribérac, a consacré un article de 25 pages aux Papiers du conventionnel François Lamarque qu'il a consultés à Montpon chez M^{me} veuve Léonardon, une de ses arrière-petites nièces, avec l'aide de M. Lacroze, ancien notaire. Le regretté Georges Bussière avait eu connaissance de ces documents « empilés pêle-mêle dans des caisses reléguées au grenier de la demeure familiale des Lamarque ; le temps malheureusement lui avait manqué pour aboutir à un résultat fructueux ».

» M. Chevreux analyse et cite textuellement ceux qui lui ont paru les plus dignes d'attention : lettres, minutes de travaux et mémoires, publications imprimées. Il s'y trouve notamment une correspondance adressée par Lamarque à sa sœur Rose et à son frère Nicolas. Il y a aussi un Journal de route, rapport confidentiel adressé le 29 mars 1796 à La Révellière-Lépeaux, qui contient, paraît-il, de très curieux renseignements sur l'état d'esprit des populations du Loiret, du Cher, de l'Indre et de la Dordogne. »

M. DURAND DE RAMEFORT nous lit ensuite deux procès-verbaux d'huissier qu'il a découverts dans un registre de la mairie de Lisle, constatant l'incarcération et la mise en liberté, en novembre 1793, de M. Merlhie-Lagrange, avocat, qui, plus tard, après un assez long séjour en Amérique, devint sous l'Empire conseiller à la Cour de Cassation. Ces pièces lui rappellent les *Histoires de ci-devant* publiées récemment dans le *Bulletin* par M. Robert Villepelet.

M. DE BOURDEILLE demande à la Société d'exprimer le vœu que le pont ancien de Bourdeille soit classé comme monument historique. Il le mérite à tous égards, par son antiquité et sa situation pittoresque ; il présente d'ailleurs toute sécurité pour les voyageurs, ayant été rebâti en partie au XVIII^e siècle.

La Société s'empresse d'accueillir ce vœu qui sera transmis à l'Architecte des Monuments historiques.

Notre honorable confrère M. DANNERY écrit au Président en lui envoyant la facture du pépiniériste et du treillageur qui ont travaillé à la mise en état des abords de notre salle des séances et à préserver les vestiges romains du Château-Barrière. Il souhaite que la Société paye pour sa part contributive la somme de 150 francs environ.

La proposition, mise aux voix par le Président, est adoptée, mais à condition qu'elle sera payée sur le crédit de 1920, après les observations présentées par le Trésorier.

L'assemblée profite de l'occasion pour voter des remercie-

ments à notre confrère M. Dannery, pour les soins constants qu'il apporte à la conservation de nos anciens monuments.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après trois votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le lieutenant-colonel CHOLET, du 50^e régiment d'infanterie, rue Carnot, 5, à Périgueux, présenté par M. Dubut et M. Lavergne ;

M. Albert DE BIRAN, ingénieur divisionnaire, direction des Mines de la Sarre, secteur 237, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. Villepelet ;

Et M. Gabriel DE LA CHAPELLE, agent général de la Compagnie d'assurances l'*Abeille*, boulevard Victor-Hugo, 5, à Bergerac, présenté par M. Elie de Biran et M. Jouanel.

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 8 janvier 1920.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis de Bourdeille, le colonel Cholet, Jean Dupuis, le docteur Maurice Dusolier, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Eugène Roux, le chanoine Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Lavergne.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. le colonel CHOLET et à M. le docteur DUSOLIER que nous voyons pour la première fois à nos séances.

M. le colonel Cholet profite de la circonstance pour remercier la Société de son élection.

M. Albert DE BIRAN envoie également « ses vifs remerciements à la Société dont il apprécie les intéressants travaux et à laquelle il sera heureux de communiquer à l'occasion des études personnelles ».

M. LE PRÉSIDENT exprime ses vœux de bonne année à tous les membres de la Société et à leurs familles.

L'assemblée touchée de ses sentiments l'en remercie vivement.

Il a reçu la carte suivante de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne qui ne nous oublie chaque année.

1920

En Bellona feris tandem discessit ab armis !
En decorat patriæ victricis laurea frontem !
Ejus dextra tenet fecundæ pacis olivam !
Roma iterum clausit, post prælia, limina janî,
Et nobis rerum faustarum enascitur ordo.
Nunc silet in campis ensis, sed fervet aratrum,
Tormenti ignivomi strepitus non æthera pulsât,
Et cum secessum scribentis carmina poscunt,
Ecce tibi occurrit pro scriptis utile tempus.
Ergo, sume, soror, calamum et compone libellos ;
Nam si gaudenter de ventis navita narrat,
Fortia tu memoras majorum gesta triumphans.
Historia est messis, spicas tu sogis opimas.
Heroas nostros celebrabis nomine claros
Qui dulcem emerunt generoso sanguine pacem !
Sic decus illorum notum super astra volabit,
Et dabit afflictis animis solatia grata !
Hæc mea vota Deus plenus bonitate secundet ! !

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes-rendus des séances de l'année 1919 de l'Académie

des Inscriptions et Belles-Lettres, bulletin de mars-avril, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Société des Antiquaires de l'Ouest, bulletin du 2^e trimestre de 1919, in-8°, Poitiers, rue des Grandes-Ecoles ;

Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, fondée en 1832, tome XXI, premier fascicule, in-8°, avec illustrations, Limoges, imprimerie Guillemot et de Lamothe, 1919 ; contenant p. 173, une notice nécrologique par M. Antoine Thomas sur notre ancien et regretté confrère M. Roger Drouault, mort à Limoges, le 23 février 1919, des suites d'une opération chirurgicale ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 23^e-24^e livraisons, novembre-décembre 1919, in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du *Livre d'Or* du Bournat, par M. Aublant, un sonnet *Ou marechau Joffre*, par M. Robert Benoit ; *La mort de la cigale*, de Maurice Faure, traduit par M. Léon Clédat ; *Les loisirs de Périgord*, idylles par M. Géraud Lavergne ; et *Un rouiage manca* par M. D. de R. ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, revue bibliographique d'histoire régionale, 11^e année, n^{os} 3 et 4, juillet-octobre 1919, un fascicule in-8°, Bordeaux, Feret et fils ; contenant p. 37-40 une analyse complète des procès-verbaux de nos séances du 5 février au 4 septembre 1919 par M. Paul Courteault ;

De M. Joseph Berthelé, archiviste du département de l'Hérault, son intéressante brochure sur *Les Villes Militaires du Bas-Languedoc dans la seconde moitié du xviii^e siècle*, notices descriptives, in-8° avec une planche, Montpellier, Imprimerie générale du Midi, 1917 ;

Et de M. Dujarric-Descombes, un numéro de la *Revue des Etudes historiques* de juillet-octobre 1919, contenant ses annotations sur le *Portrait inédit de Louis XIV* par le chevalier de Lagrange-Chancel.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. PEYRONY nous transmet une correspondance qu'il a eue avec M. Tarel au sujet de son article sur les galets à cupule

et il nous répète qu'il a dit tout ce qui peut plaider en faveur de sa thèse. Il considère cette discussion comme terminée.

En s'excusant de ne pas assister à la séance, M. LAVERGNE nous adresse un mémoire sur un don, qui a été fait aux Archives départementales par un des habitués M. Dumas de Payzac, d'un document inédit sur les archives et l'histoire de Périgueux. « Il s'agit d'un cahier de 14 feuillets, papier, qui n'est autre que la Table des noms contenus dans l'inventaire des archives de Périgueux fait en 1534. auquel ont été ajoutés ceux de quelques sénéchaux, maires et premiers présidents au Parlement de Bordeaux, etc.... Tout contribue à dater ce précieux document du milieu du xviii^e siècle ».

Annoté par M. Lavergne, ce mémoire paraîtra dans le *Bulletin*.

M. le chanoine Roux a consulté aussi, ces temps derniers, un fonds de papiers provenant des Souc de Plancher, dans lequel il a trouvé une lettre intéressante, datée de 1761, d'un chirurgien militaire de l'armée de Soubise.

Il nous dit en même temps qu'il lui paraît utile « de présenter quelques réflexions au sujet du travail de M. Eug. Roux sur la Tour de Vésone et de faire les réserves que je crois nécessaires relativement à ce qu'il dit de la tradition de l'Eglise de Périgueux sur la façon dont cette Tour de Vésone fut démolie.

« Pour que mes remarques ne prêtent à aucune confusion, je dois d'abord faire observer qu'il y a une distinction essentielle à établir entre la tradition théologique et la tradition historique.

» En matière de théologie, la tradition est une preuve concluante pour les vérités de la foi. Le divin fondateur de la religion chrétienne a donné oralement son enseignement à ses apôtres ; ceux-ci en ont écrit une partie ; ils ont transmis le reste de vive voix à leurs successeurs, qui l'ont enseigné à leur tour. Cet enseignement transmis de vive voix, c'est la Tradition théologique qui par un privilège spécial de Dieu, s'est conservée intacte, de telle sorte que nous avons en elle l'enseignement même de Jésus-Christ.

» A côté de cette tradition des vérités de la foi, il y a pour l'Eglise, comme pour toutes les sociétés humaines, la tradition historique qui porte simplement sur des faits ne touchant pas à la foi et qui ont eu lieu dans le cours des siècles. Cette tradition purement historique n'a pas reçu le privilège d'être préservée de l'erreur ; aussi, sans aller en rien contre la foi, on peut ne pas admettre certaines de ces traditions conservées dans l'Eglise, et, à plus forte raison dans les églises particulières.

» Cependant, l'argument des traditions historiques a une réelle valeur en histoire, parce que là, comme en fait de propriété, possession vaut titre. Et du fait que ces traditions existent actuellement, on peut (je ne vais pas jusqu'à dire on doit) les tenir pour vraies, à moins qu'il soit possible de prouver qu'elles ne remontent pas à l'époque des faits qu'elles relatent, et pourvu que l'on n'ait pas des raisons sérieuses et péremptoires qui établissent qu'elles sont fausses.

» L'autorité de la tradition historique repose tout entière sur le témoignage véridique de ceux qui ont été les témoins du fait qu'elle relate, et sur la transmission fidèle de ce témoignage jusqu'à nous, sans aucune altération. Qui ne voit que, comprise ainsi, la tradition est la grande source de l'histoire, et le fondement de sa véracité.

» Pour qu'il en soit ainsi, il faut donc que la tradition soit ancienne et authentique ; mais il faut de plus la prendre telle qu'elle est. Un historien n'a pas le droit de faire un choix dans les faits qu'elle rapporte, de rejeter les uns et d'accepter les autres à son gré. Choisir entre les faits rapportés, c'est ruiner la valeur historique du témoignage, puisque c'est avouer que dans la tradition le faux se mêle au vrai, et que cette tradition n'est pas acceptable telle qu'elle est, ou parce que les premiers témoins ont été trompés ou trompeurs, ou parce que leur témoignage ne nous arrive qu'avec des altérations.

» Toutes ces considérations un peu longues étaient nécessaires pour remettre au point ce que M. Eug. Roux dit sur la tradition de l'Eglise de Périgueux relativement à la démolition de la Tour de Vésone.

» D'après son travail, le temple de Vésone fut démoli par les chrétiens disciples de saint Front; il éprouve même le besoin de faire intervenir des machines de guerre pour cette destruction.

» La tradition locale est tout autre. Elle dit que saint Front lui-même, par un miracle, fit s'écrouler une partie du temple, sur un signe et par un commandement impératif : « *Corruat pars hujus fani, cum idolis* ». Qu'une partie de ce temple s'écroule, avec ses idoles. C'est ainsi d'ailleurs que le fait nous est représenté partout.

» La démolition du temple par un soulèvement des chrétiens est une simple dénaturation de la tradition qui ne semble avoir pour but que d'expliquer naturellement un fait miraculeux.

» Cette nouveauté, si on l'accepte, tend à bien amoindrir, sinon à ruiner, la valeur historique de la tradition périgourdine. N'est-ce pas en effet une attestation qu'on croit ou que cette tradition a été adultérée ou qu'elle ne remonte pas jusqu'aux témoins de l'événement ? Ceux-ci, en effet, n'auraient pas pu se tromper sur l'auteur même de cette destruction.

» Je suis certain que si M. Roux avait envisagé cette conséquence, qui me paraît inévitable, il n'aurait pas introduit un fait de cette sorte dans le récit de la tradition qu'il a l'intention de défendre.

» Moi qui suis regardé par certains comme l'adversaire de la tradition périgourdine, je n'aurais jamais pensé qu'il me serait nécessaire de faire ces remarques contre un de ses chauds partisans pour la maintenir dans son intégrité ».

M. Eugène Roux répond « qu'il n'a pas à suivre M. le chanoine Joseph Roux dans la distinction qu'il établit entre la tradition théologique et la tradition historique de l'Eglise. Il trouve cependant qu'il y a quelque inconséquence à proclamer d'une part que chacun est libre de croire ou de ne pas croire aux traditions historiques de l'Eglise, et à prétendre d'autre part qu'une tradition historique de l'Eglise est un bloc, comme d'autres l'ont dit de la Révolution ; qu'il faut accepter cette tradition dans son intégrité ou ne pas l'accepter du tout. Il semble que puisque chacun est libre de la rejeter

toute, il est libre à plus forte raison de repousser une de ses parties seulement ; car qui peut le plus peut le moins.

» Si M. E. Roux relève cette contradiction, c'est uniquement par manière d'acquit, car il ne fait pas, quant à lui, de différence entre le bloc et les détails de la tradition historique de l'Eglise. Il n'en fait pas non plus entre cette tradition et la tradition théologique. Il les respecte profondément l'une et l'autre, et il ne se demande pas s'il existe des degrés dans le respect qui leur est dû.

» Aussi se croit-il sûr de ne pas avoir encouru le reproche que lui adresse M. le chanoine quand il l'accuse d'avoir, et par deux fois, *dénaturé* la tradition historique de l'Eglise, en sa modeste étude sur *La Tour de Vésone*.

» Il l'aurait dénaturée premièrement en faisant concourir nos premiers chrétiens périgourdens à l'attaque de saint Front contre le temple de la divinité tutélaire. Cette attaque, selon la tradition interprétée par M. le chanoine, aurait été l'œuvre exclusive de l'Apôtre.

» Sur ce point, M. E. Roux n'a fait qu'adopter la version d'interprètes de la tradition, non moins autorisés que M. le chanoine, la version d'hagiographes divers de saint Front, celle en particulier du docte dominicain Bernard Guidonis. Que M. le chanoine veuille bien se reporter à l'extrait de cet auteur, cité dans une note du travail de M. E. Roux. Il y verra que tout ce qui restait de païens dans Vésone se groupa derrière ses prêtres, et que tous ensemble opposèrent une résistance opiniâtre, les armes à la main, à ceux qui venaient renverser leurs idoles. *Restiterant armati*. Il y eut résistance armée, par conséquent combat. Et s'il y eut combat, ne va-t-il pas de soi que saint Front ne fut pas, du côté chrétien, seul à le soutenir ; pas seul non plus à se frayer un passage à travers la foule des païens déchainés et vociférants contre lui, *maleficum acclamantes*, pas seul à pénétrer dans la *cella* par la brèche qui venait d'être miraculeusement ouverte, pas seul enfin à se jeter sur les images des faux dieux et les anéantir ? Il est évident qu'il fut accompagné et appuyé par bon nombre de ses adeptes ; et quelle exagération y a-t-il à qualifier de soulèvement leur marche commune contre le temple ?

» M. E. Roux aurait, secondement, élagué pour ainsi dire de son récit de l'effondrement de partie de la Tour de Vésone le miracle opéré par saint Front et y aurait substitué l'intervention de machines de guerre.

» Qu'il soit permis à M. E. Roux de faire respectueusement observer à son très distingué censeur qu'ici c'est lui qui *dénature* son langage.

» C'est seulement, en effet, après avoir très fidèlement reproduit la tradition de l'Eglise du Périgord sur le rôle miraculeux joué par saint Front dans cette circonstance, c'est alors seulement que M. E. Roux a cru pouvoir ajouter : « Et que ceux qui ne croient pas aux miracles ne se récrient pas ! Il leur est loisible de *supposer* que l'intercession du saint fut efficacement appuyée de puissants coups de béliers ou autres engins semblables ». C'était là, comme on voit, non pas l'affirmation de l'intervention de machines de guerre, mais une simple supposition offerte, un peu ironiquement, à titre de fiche de consolation, aux contempteurs de miracles.

» Et si, dans un autre passage, M. E. Roux a déclaré faire abstraction des détails miraculeux, contenus dans les récits qu'Anian et Chronope ont tracés de l'événement dont il s'agit, il en a très nettement indiqué la raison. Ce n'est pas le moins du monde parce qu'il révoquait en doute ces détails. C'est seulement parce qu'il ne s'est pas jugé suffisamment qualifié pour placer sa discussion sur le terrain religieux. Dans la question de la démolition de la Tour de Vésone, aussi bien que dans celle de l'apostolicité de saint Front, il tient à se cantonner rigoureusement sur le terrain historique et péri-gourdin. Il a conscience, non seulement d'user ainsi de son droit, mais de rester dans son rôle, c'est-à-dire dans le rôle que lui dicte sa collaboration, non à une semaine catholique, mais au *Bulletin* de notre Société d'histoire et d'archéologie.

» On ne dénature pas un fait, lorsque, sans nier d'autres aspects qu'il peut revêtir, et même tout en les constatant expressément, on l'envisage de préférence sous ceux dont on s'estime à même d'avoir personnellement une vision plus claire, une notion plus sûre.

» M. E. Roux n'a donc rien dénaturé, et la critique, qui lui

vient aujourd'hui d'un côté d'où il ne l'attendait pas, n'a pas plus de fondement et ne porte pas à sa thèse d'atteinte plus sérieuse que d'autres auxquelles il a précédemment répondu. »

Notre zélé vice-président M. Joseph DURIEUX nous mande « qu'il a recueilli quelques nouvelles indications sur un gendarme de la Garde ordinaire des rois Louis XIV et Louis XV.

» Né vers 1662, Antoine de Loulme était issu du second mariage de Jean de Loulme, écuyer, « consul et magistrat de la noble et ancienne Cité de la ville de Périgueux », avec Jeanne Du Chassin. Il entra au service, comme nous l'avons mentionné, en 1707 dans la Garde du Roi.

» Veuf de Marie-Madeleine de Courlay en 1729, il épousa Marie d'Amelin de Puymaurin et de Rochemorin, veuve de François de Brochard, demeurant à Puy-Joly, paroisse d'Eyvirat ; le contrat du 26 novembre 1731 le qualifie Antoine sieur de Lagrange, écuyer, seigneur de Courlay, Stracelle et Oignonville, l'un des deux cents hommes d'armes de la garde ordinaire du Roi, habitant Saint-Jean-de-Côle. Il mourut à la Poumarède ou Pommarède, âgé de 87 ans ou environ, et fut inhumé le 23 février 1749 en la chapelle de Messieurs de la Poumarède jointe à l'église paroissiale de Saint-Romain, dans l'actuel canton de Thiviers. Sans enfants, il avait disposé en 1745 de ses biens en faveur de la famille de son neveu François de Loulme de la Poumarède, époux de Marie de Champagnac. »

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie aussi quelques renseignements destinés à compléter ce que, dans deux précédentes séances, MM. Joseph Durieux et Robert Villepelet ont fournis sur le mathématicien Lidonne.

» Ce dernier appartenait à une famille originaire de Saint-Aignan. Son quatrième aïeul, Léonard Lidonne, avait épousé la fille de l'architecte connu du château d'Hautefort, Nicolas Rambourg, et était juge de la juridiction et marquisat d'Hautefort, charge exercée par ses descendants durant trois générations.

» Le dernier de ces juges sénéchaux, Nicolas Lidonne,

s'établit à Périgueux, où il acquit, le 8 juillet 1727, de Jean de Bertin, maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du Roi, une maison sise dans la paroisse Saint-Silain, près de la porte de l'Eguillerie, et remplit la charge, qu'il tenait de Jean Aumassip, de procureur du Roi, de laquelle il se démit, en 1741, en faveur de Nicolas, son fils.

» Celui-ci, devenu premier consul, s'unit, en janvier 1745, à quelques autres bourgeois pour adresser une demande à Louis XV, dans l'espérance que, à l'occasion du mariage du Dauphin, le Roi voudrait fixer plus particulièrement leur état, en les anoblissant, eux et leur postérité, en leurs qualités de bourgeois et de magistrats municipaux électifs de Périgueux. Il mourut le 6 mars suivant.

» Son fils et successeur à la sénéchaussée, Nicolas, sieur de La Genèbre, paroisse de Saint-Aignan, eut, de son mariage avec Louise Ouby de Boulouneix la dame de Villereynier et deux fils : Jacques-François, capitaine au régiment de Turenne, et l'écrivain, dont la *Bibliographie générale du Périgord* a mentionné les ouvrages.

» Reçu avocat, Nicolas-Joseph de Lidonne professa d'abord les mathématiques. Partisan de la Révolution, il fut nommé chef de division au département de la Justice. Employant tous ses loisirs à l'étude, il put prendre une part active aux travaux de l'Athénée des Arts, où il fut admis, en 1825.

» Par contrat du 3 juillet 1769, il avait épousé Françoise de Montozon, fille de Jean-Baptiste, seigneur de Puyrance, et de Jeanne de Cosson. Leur fils, Jean-Baptiste de Lidonne, marié à M^{lle} de Benoit de Laubresset, a été lieutenant de l'ouvèterie et receveur particulier à Nontron. »

M. l'abbé JARRY nous communique ensuite une quittance datée du 13 mars 1791 et signée de l'abbesse de Ligeux, M^{me} de Saint-Aulaire du Pavillon, de la somme de 200 livres pour six mois de la pension de M^{les} Dubut aînée et cadette. Cette pièce a été trouvée dans les archives du noviciat de Sainte-Marthe de Périgueux.

Puis, M. le docteur DUSOLIER, qui a le dessein de faire un petit travail sur les origines de Ribérac, et qui ne trouve à

peu près rien aux Archives départementales, fait un bienveillant appel à la mémoire de nos confrères, pour avoir des indications de sources, des précisions sur les anciens monuments, etc.

M. LE PRÉSIDENT indique tout de suite le voyage en Périgord du chevalier de Lagrange-Chancel où il est assez longuement question de la collégiale de Ribérac, où se trouve un croquis du château par Léo Drouyn, et une récente communication de notre confrère M. Dubut sur l'affectation révolutionnaire des anciens monuments de la ville.

Enfin, notre trésorier M. FÉAUX nous donne lecture de son compte de gestion de nos finances pour l'année 1919. De son exposé, il résulte que vingt-trois de nos confrères démobilisés sont rentrés dans nos rangs et qu'un certain nombre de recrues des derniers mois de l'année nous ont permis d'atteindre un excédent de recettes de 816 francs sur lequel notre trésorier ne comptait pas. Il résulte des détails mis sous nos yeux que les recettes se sont élevées à.... 4.708.71 et les dépenses à..... 3.892.70 de sorte qu'il y a un excédent de..... 816.01 dont l'assemblée est heureuse de remercier et de féliciter notre zélé trésorier.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord M. Maxime DÉROULÈDE, docteur en droit, secrétaire général de la Compagnie d'assurances *l'Eccil Français*, rue d'Assas, 22, à Paris, VI^e, présenté par M. Joseph Durieux et M. Robert Villepelet.

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER

De l'année 1919.

Messieurs,

Suivant l'usage, j'ai l'honneur de vous soumettre mon compte de gestion pour l'année 1919, en vous demandant de vouloir bien l'approuver.

Ce compte, comparé à celui de l'année précédente, présente des écarts appréciables, surtout en ce qui concerne les recettes ; celles-ci, en effet, se sont trouvées sensiblement augmentées du fait de la rentrée dans nos rangs d'un certain nombre de nos collègues mobilisés qui avaient cessé de verser leur cotisation, quelques-uns depuis le début de la guerre, d'autres à des dates plus ou moins éloignées, plusieurs depuis la dernière année seulement ; au moment où la démobilisation a été terminée, j'ai dû régler avec eux leur situation à ce sujet, et le résultat de mes démarches a été le suivant :

Sur 23 membres qui se trouvaient dans ce cas :

Ont donné leur démission ou n'ont pas répondu à aucune des lettres que je leur ai adressées.....	4
Ont déclaré vouloir rester membres de la Société, mais sans effet rétroactif.....	4
Enfin, ont consenti à payer les cotisations dues et ont reçu les <i>Bulletins</i> auxquels ils avaient droit.....	15
TOTAL ÉGAL.....	23

De ce chef, le chiffre des rentrées s'est élevé à 440 francs.

Quant aux dépenses, nous avons eu à solder une facture imprévue de près de 300 fr., montant de reliures commandées et partiellement exécutées avant la guerre ; malgré cela, nous n'avons dépensé, en 1919, que 142 fr. 36 de plus qu'en 1918.

En résumé, le compte de 1919 se solde par un excédent de recettes de 816 fr. 01.

Je crains, Messieurs, qu'en entendant l'énoncé de ce chiffre et en vous souvenant que je n'ai cessé, cette année comme

les précédentes, de vous conseiller l'économie, vous ne soyez tentés de m'accuser d'avoir grandement manqué de clairvoyance ; il me suffira, je pense, pour remettre les choses au point, de vous faire remarquer que dans les premiers mois de l'année, alors que le prix de revient de nos *Bulletins* subissait une hausse croissante, bien faite pour m'inspirer des appréhensions, relativement au règlement de mon futur compte, je voyais l'équilibre de ce compte encore plus compromis par le paiement inattendu de la forte facture du relieur, que le règlement de la question des mobilisés, dont je ne pouvais prévoir le résultat, a été terminé seulement en août et, qu'enfin, je ne pouvais escompter les demandes d'admission, heureusement nombreuses, qui se sont produites dans ces derniers mois.

Du reste, Messieurs, il ne faut pas perdre de vue que la situation présente est toute exceptionnelle, la cause qui l'a créée ne devant pas se renouveler ; cet excédent de recettes inattendu nous permettra de faire, en 1920, quelques dépenses supplémentaires, telles par exemple que la reliure d'un certain nombre de volumes ; mais seules nos ressources permanentes devront, à l'avenir comme par le passé, faire face à nos dépenses courantes et si les premières sont heureusement un peu grossies par l'admission dans nos rangs de membres nouveaux, ce dont nous devons être très satisfaits, nous ne devons pas oublier que les dernières suivent, elles aussi, une marche ascendante dont nous ne pouvons encore prévoir la fin.

Recettes.

Cotisations de l'année.....	2.360	»
Cotisations arriérées.....	440	»
Droits de diplôme.....	160	»
Subvention du Département.....	1.000	»
Vente de <i>Bulletins</i>	37	»
Remboursement de frais de tirage à part de des-		
sins.....	17	85
Intérêts du capital placé.....	693	86
TOTAL.....	4.708	71

Dépenses

Payé à l'imprimerie Ribes	2.003 50
— MM. Richer et C ^{ie} , imprimeurs à Paris, pour les planches du <i>Bulletin</i>	190 75
Payé à M. Ronteix, imprimeur à Périgueux, plan- ches et carnet à souches	140 20
Payé à M. Vincent, relieur à Périgueux	296 20
Loyer de la salle	375 »
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	60 23
Frais de bureau du Secrétaire général	300 »
— du Trésorier	200 »
Concierger (y compris une augmentation de 10 fr.)	90 »
Prime d'assurance	15 30
Chauffage de la salle	20 »
Abonnement à l' <i>Union historique et archéologique du Sud-Ouest</i>	20 »
Abonnement aux <i>Archives historiques de la Gironde</i>	12 »
Cotisation à la Société du Musée militaire	2 »
— Ligue des Mères de France	20 »
Timbres-poste, colis postaux, confection de diplô- mes, étrennes et autres dépenses dont le détail est porté au livre de caisse	147 52
TOTAL	3.892 70

Récapitulation.

Recettes	4.708 72
Dépenses payées	3.892 70
Excédent de recettes	816 01
L'actif de la Société au 31 décembre 1918 étant de	19.001 96
s'élève donc, au 31 décembre 1919, (toujours en comptant les obligations à leur prix d'achat et non à leur valeur réelle) à	19.817 97

Cette somme est représentée par :

1° Un certificat nominatif n° 88.814, de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées.....	13.153 20
2° Un titre de rente nominatif de 45 francs 3 %. n° 12.121, vol. 7, acheté.....	1.456 90
3° Un autre titre de rente nominatif de 30 francs 3 %, n° 0018.656, vol. 8, acheté.....	992 »
4° Un troisième titre de rente nominatif de 30 francs 3 %, n° 0673.756, acheté.....	936 »
5° Quatre bons de la Défense nationale, dont un de 1000 fr., deux de 500 fr. et un de 100 fr..	2.100 »
6° Somme placée à la Caisse d'épargne, intérêts compris.....	134 92
7° Argent en caisse.....	1.044 95
TOTAL égal.....	49.817 97

Périgueux, le 31 décembre 1919.

Le Trésorier, M. FÉAUX.

DÉPENSE DE ROUTE D'UN NOBLE PLAIDEUR

DE « VERNG » A NÉRAC PAR BORDEAUX ET RETOUR

En février 1608.

(Suite et fin)

• En un barillet de sire blanche en bougie	XX s.
Pour une consultation à Monsieur Dubernet, six livres huit solz.....	VI ^{ff} VIII s.
A son cler, trante-deux solz.....	XXXII s.
En un chappeau pour Périgord, vingt-quatre solz.....	XXIII s.
Au grand laquay, pour payer la fason de ses chausses, vingt-cinq solz.....	XXV s.
A Viroullet, six solz pour achever de payer une chemize.....	VI s.
Au cler de Monsieur de Laborie, procureur, pour avoir porté l'arrest contre Madamoizelle de.....	XXII s.

Audict cler, pour bailher à Laborie, qu'il disoit avoir fourny pour Monsieur pour ces procès, trois livres, quatre solz.....	III n III s.
Audict cler de Laborie, pour donner au cler de M. du Bernet, qui avoit cerché ledict arrest, trente-deux solz..	XXXII s.
Au notere qui a passé la quittance de quatre mille livres, que Monsieur a prins de Monsieur Paty seze solz.....	XVI s.
Aux pauvres, au partemant de Monsieur de Bourdeaux, quinze solz.....	XV s.
Pour la despance du mardy, du mercredi, du jeudy, et pour la disnée du vandrety, pour sept hommes à cheval à cinquante solz pour homme, monte dix-sept livres dix solz pour jour, quest pour les trois journées soixante-une livres cinq solz.....	LXI " V s.
Pour la despance des cinq laquais à quinze solz pour homme pour jour, que monte pour les trois jours et demy, treze livres troys solz.....	XIII n III s.
Pour la despance de deux jours de Mouytinat trante solz.....	XXX s.
Pour l'avoine de surcret, à vingt-huict mesures pour jour, monte quatre-vingtz-dix-huict meures à deux solz la mesure, neuf livres seze solz.....	IX " XVI s.
Aux deux servantes, ou someiller, au cuysinier et aux vallets destable, trois livres quatre solz.....	III n III s.
Le vandrety [9 février], Monsieur est party de Bourdeaux pour aller à Neyrat. J'ay donné aux laquais pour boire par les chemins sept solz.....	VII s.
A Langan (1) pour la souppée du vandrety et pour la disnée du sabmedy, pour homme à cheval quarante-cinq solz, monte quinze livres quinze solz.....	XV " XV s.
Pour vingt-huict mesures avoyne de surcretz, a deux solz, la mesure, cinquante-six solz.....	II " VI s.
Pour les cinq laquais à raison de douze solz pour homme, monte trois livres.....	III n
Aux serviteurs de l'ostellerie..	VIII s.
Aux pauvres.....	III s.
Aux laquais pour boire par les chemins.....	VI s.

(1) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Bazas, sur la rive gauche de la Garonne.

Le sabmedy à Castel-Jaloux (1) pour avoir faict enbourer la selle du mallier, deux corroyes au cuissinet et avoir accoustré la selle de Laterye et couzu le licou du mallier, douze solz.....	XII s.
Pour avoir faict mettre des cloux au mallier.....	II s.
A Castel Jaloux pour la souppée dix livres dix solz...	X n x s.
En vingt-une mesures d'avoyne de surcret quarante-deux solz.....	II n II s.
Pour les cinq lacquais quarante solz.....	II n
Aux serviteurs ou à deux garçons qui ont aydé aux pallafreniers unze solz.....	XI s.
Le sabmedy j'ay douné aux laquais pour boire par les chemins cinq solz.....	V s.
Aux pauvres un sou.....	XII d.
Ledict jour de sabmedy, aryvé à Nerac (2), Monsieur est allé voir le Jardin et ay baillé au consierge du chasteau..	VIII s.
A la filhe de la jardinière.....	VIII s.
En un flambeau vingt-cinq solz.....	XXV s.
En cinq onces clou quanelle, musquade, gingembre et poyvre, pour faire un brevage pour le mallier, vingt-cinq solz.....	XXV s.
Pour deux potz de vin pour faire ledict brevage.....	VII s.
Au mareschal qui a baillé ledict brevage et presté les flammes pour lui hoster les avives (3) au mallier.....	XVI s.
Aux viollons, trante-deux solz.....	XXXII s.
Pour deux cloux d'argen pour la platine de Monsieur, cinq solz.....	V s.
En vin blanc deux solz six deniers.....	II s. VI d.
A Richaud, pour une chemize.....	XXIII s.
Aux pauvres.....	III s.
A deux soldatz mandians pour Dieu.....	VIII s.
En deux tranche plumes pour le Rousseau.....	XII s.
Pour avoir faict accoustrer la monstre.....	XVI s.
A Geneste.....	II s.
Aux prizonniers aux palaix ou aux pouvres.....	VII s.
En cousteaux et tranche plumes pour le cabynet....	III n

(1) Castel-Jaloux, canton de l'arrondissement de Nérac (Lot-et-Garonne), sur la Vence.

(2) Sur la Baise. Promenade de la Garenne, de 2 kilomètres de long, arrosée par quatre fontaines.

(3) Engorgement des glandes de la parotide du cheval.

Pour le pain benist.....	XVI s.
Pour un patté et du vin blanc.....	XVI s.
Aux pauvres.....	II s.
A M. Tanières, advocat, quatre carnes (1) de quardz d'escu valants.....	XII ^e XVI s.
A son clerc, un quar d'escu.....	XVI s.
A M. Rodard, procureur.....	IX ^e XII s.
A ses clerz.....	III ^e III s.
A Bondoire, procureur, et à ses clers huict cardz d'escu.	VI ^e VIII s.
Au clerc de M. de Fanas (2) huict quardz d'escu.....	VI ^e VIII s.
A Monteil (3) ay douné pour consigner et payer les espices contre les bourdicaux (4) vingt-quatre escuz un quard qui revienent à soixante-seze livres seze solz..	LXXVI ^e XVI s.
Plus ay douné aud. Monteil pour sa despanse.....	XXX ^e
Plus ay douné aud. Monteil six quardz d'escu pour lever les arrestz et payer les actes de sommation et consignation au proces de M. des Bories (5), qu'est.....	VIII ^e 7.
Plus ay douné le tout, par le commandement de Monsieur audict Monteil vingt et quatre livres pour payer les espices à M. de Fanas du dernier arrest contre les bourdicautz.	XXVIII ^e .
Pour la despanse à Neyrat du sabmedy, du dimenche, du lundy, du mardy et du mercredy, la disnée à quarante cinq solz pour homme à cheval, monte pour jour quinze livres quinze solz qu'est pour les quatre jours et demy, qu'est soixante-dix livres dix-huict solz.....	LXX ^e XVIII s.
Pour soixante-trois mesures avoyne de surcret à deux solz la mesure monte six livres six solz.....	VI ^e VI s.
Pour la despanse des laquais à dix solz pour homme, sont cinq, monte quarante-cinq solz pour homme, quest en tout.....	XI ^e V s.
Au cuyseinier, someiller, vallet d'estable et servantes quarante-cinq solz.....	II ^e V s.
Le mecredy [14 février] party de Neyrat, j'ay douné aux laquais pour boire cinq solz.....	V s.

(1) « Carne », un quarteron, plus 1 = 26 (*Dict. de l'anc. langue française*, de Godefroy).

(2) Le scribe a dû faire là une erreur. Le conseiller se nommait M. de Fabas.

(3) Peut-être l'un des aïeux de l'écrivain vernois Fulbert-Dumonteil.

(4) Les « bourdicaux » sont, je crois, des pêcheurs en fraude. Voir le mot *bourdique* dans La Curne de Ste-Palaye et *burdiculum* dans Du Cange.

(5) M. des Bories est Henri de Saint-Astier.

Pour passer l'eau à Tousvens (1).....	XII s.
A un maréchal, pour vingt-quatre cloux qu'il a mys aux chevaux.....	VI s.
Pour la souppée à Thouvens pour homme à cheval à trante solz, monte dix livres dix solz.....	x " x s.
Pour les laquais.....	XXX s.
Pour l'avoyne de surcret.....	II " II s.
Aux serviteurs et servantes.....	VIII s.
Le jedy, pour aller à Bregerat, douné aux laquais....	VII s.
A un garçon de Tousvens qui a monstre le chemin...	II s.
Aux pauvres sur le chemin.....	XII d.
A Myramont (2) le jedy pour la disnée.....	XX s. pour homme.
à cheval qu'est.....	VII #.
Deux mesures de surcret.....	III s.
Pour les laquais vingt-cinq solz.....	XXV s.
En pain pour le mallier, un sou.....	XII d.
Aux filhes et vallet d'estable.....	VI s.
A M. Eymert, de Bregerat, soixante livres que Monsieur luy devoit pour le bigage (3) du mallier et l'ay payé en pistollets.....	LX #.
Pour un bout de croupière du petit courtau.....	II s.
Pour un fer au mallier et des cloux au petit courteau..	VII s.
A l'appotiquaire pour un enplatre qu'il a mis sur la jambe de Monsieur.....	XXXII s.
Au courdounier, pour labilliage des soilhers des laquais huict solz.....	VIII s.
Pour deux lenproyes, cinquante solz.....	II " x s.
Pour la souppée et disnée à Bregerat à quarante solz pour homme à cheval, quatorze livres.....	XIII #.
Pour l'avoyne de surcret.....	XLII s.
Pour la despance des cinq laquais, cinquante solz....	II " x s.
Aux serviteurs et servantes.....	X s.
Aux pauvres, un sou.....	XII d.

(1) Tousvens est une localité que nous ne retrouvons pas. En reportant les dépenses sur le registre que nous avons sous les yeux, le scribe ne se serait-il pas trompé et n'aurait-il pas écrit Tousvens pour Tonneins ?

(2) Miramont (Lot-et-Garonne) commune du canton de Lauzun.

(3) Le mot est encore usité par les marchands de chevaux. Il signifie le troc, l'échange.

Aux laquais pour boire à la Monzie (1) et à la Resique (2).....	III s.
A La Monzie pour un fert pour le cheval de M. de Villars cinq solz.....	V s.
Au fontanier douné à la Ronsique.....	V s.

La susdite despance escripte en cinq feuilletz de pappier, monte six cents soixante seze livres six solz. J'ay receu deux cens livres en monnoye et trante pistolles qui vallent deux cens dix livres, quest quatre cent dix livres. Le reste quest deux cens soixante six livres six solz que la despance monte de plus, sont estés prins de l'argen que Monsieur a prins de Mon^r Paty.

Notta que Monsieur a consigné à Neyrat entre les mains de M. de la Burte, greffier, treze cens livres en quardz d'escu. C'est pour le procès que Monsieur a aveq Mon^r des Boryes. »

(Livre de comptes de la seigneurie de Ladouze, de 1608-1609, folios 97 à 101. Fonds des St-Astier, aux Archives de la Dordogne).

F. V.

(1) La Monzie sur Dordogne, aujourd'hui La Monzie-Saint-Martin.

(2) La Resique. — Serait-ce La Ressègue, aujourd'hui station de la ligne de Bergerac à Mussidan ?

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLVII. — DEUXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Mars-Avril 1920

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du mercredi 4 février 1920.....	69
— du mercredi 3 mars	75
La bastide du Pic (Puoch de Pico) dans le canton de Beaumont (M. le docteur L. TESTUT).....	79
A propos de lampes et galets à cupule de l'époque magdalénienne. Réponse à l'article de M. Tarel (M. D. PEYRONY)	84
Un héros périgourdin : Jean de la Jalage (M. Ch. DURAND).	89
Un lettré du xvi ^e siècle : Louis Arnaud de Laborie, maire de Périgueux (M. Géraud LAVERGNE).....	95
La tour de la Vizonne ou enclos près de la tour de la Vizonne (M. le chanoine J. Roux).....	96
Monseigneur du Lau (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	99
Les établissements et les monuments publics à Ribérac en l'an II de la République française (M. A. DUBUT)....	101
VARIA. — Le comte de Rions : Contribution nouvelle à sa biographie (M. Joseph DURIEUX)	104
Un témoignage de l'esprit public dans la Dordogne en mars 1814 (M. R. V.)	113

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du mercredi 4 février 1920.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, M^{me} de Lamenuze, M^{sr} Rivière, évêque de Périgueux et Sarlat, MM. Eugène Roux, le chanoine Joseph Roux, l'abbé Souillac et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Tout d'abord M. LE PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M^{sr} Rivière que nous n'avions pas eu jusqu'à présent l'honneur de voir à nos séances. Dès son arrivée en Périgord, nous l'avons remercié d'être venu à nous ; nous en avons été touchés et il nous a donné ainsi plus de force.

MONSEIGNEUR est très sensible aux souhaits de bienvenue que veut bien lui adresser M. le Président. Depuis longtemps il désirait venir à l'une de nos réunions, mais il n'en avait pas le loisir. Il a le goût des vieilles choses, comme on l'avait dans sa famille. Il n'aura pas le temps de nous faire des communications, mais il fera ce qu'il pourra pour nous seconder dans nos études et nos travaux.

M. le Président nous annonce la mort de deux de nos confrères M. ROMANET DU CAILLAUD et de l'abbé MAGAT, curé du

Monteil, près Lamonzie-Saint-Martin, tous les deux depuis longtemps des nôtres.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

M. Maxime DÉROULEDE, élu membre titulaire dans la séance précédente, adresse ses remerciements à la Société.

« Je réalise bien tard un projet déjà ancien et j'espère qu'un jour, redevenu habitant de notre chère province, il me sera donné de pouvoir suivre assidûment les séances de notre Société.

» Il m'a été très agréable d'avoir pour parrain M. votre fils, qui est un de mes meilleurs amis. Je sais que dans vos nombreux travaux et dans les siens, je trouverai la meilleure initiation. »

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Œuvre internationale de *Louvain*, bulletin publié par le Commissariat général, in-8°, n° 1, octobre 1919, Louvain, rue des Flamands, 1 ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, LXXIX, 4^e-6^e livraisons, juillet-décembre 1918, un volume broché in-8°, avec une planche, Paris, Auguste Picard, éditeur, 1919 ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XVIII, n° 216, 1^{er} et 2^e trimestres de 1919, in-8° avec trois planches, Orléans, imprimerie Paul Pigelet et fils ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, tome XXXIV, in-8° en feuilles, Fontainebleau, Bourges, imprimeur breveté, 1918-1919 ;

Mémoires de la Société Eduenne, nouvelle série, tome XLIII, un volume broché in-8°, Autun, imprimerie Dejussieu et Xavier, 1919 ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 4^e livraison 1914 et 1919, octobre-novembre-décembre, in-8° avec deux planches, Tulle, imprimerie Juglard, 1919 ;

Et de M. Edouard Decoux-Lagoutte, son intéressante brochure *Examen de quelques questions actuelles*, in-12, Périgueux, imprimerie Ribes, 1919.

M^{lle} Gabrielle Charavay veut bien nous envoyer sa *Revue des Autographes* de janvier 1920 où figure une belle lettre relative à l'affaire de la fabrique de Mesnil Saint-Denis, et datée de Léri Saint-Non, le 3 juillet 1825, de Joseph de Beaupoil, marquis de Saint-Aulaire, qui émigra et servit dans l'armée de Condé ; né en 1738 à Périgueux, mort en 1829.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous adresse une circulaire et un programme concernant le 53^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements qui s'ouvrira à Strasbourg le mardi 25 mai 1920, à 2 heures. Les journées des mardi 25, mercredi 26, jeudi 27 et vendredi 28 mai, seront consacrées aux travaux du Congrès. M. le Ministre de l'Instruction publique présidera la séance générale de clôture, le samedi 29 mai, à 2 heures.

Pour ce qui concerne les communications, les manuscrits entièrement terminés devront être adressés, avant le 25 février 1920, au 3^e Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur, au Ministère.

M. le marquis de Fayolle est désigné pour être notre délégué au Congrès.

M. LE PRÉSIDENT fait passer sous nos yeux une série de vervelles en bronze et émaillées, portant souvent des armoiries ou une lettre couronnée, que dans les chasses, du XIII^e au XVI^e siècle, l'on suspendait à la patte des faucons ou au cou des chiens pour les reconnaître. Ces petits objets appartenant au Musée ont été donnés par MM. Féaux, Lespinas, Auché, etc.

L'assemblée les regarde avec curiosité.

Notre zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie l'original d'une lettre, écrite, de Périgueux, le 3 mars 1740, par un des hommes les plus estimés de la ville, Pierre-Joseph Chevalier de Cablanc, petit-fils du maire historien, au père gardien des Récollets de Bergerac, pour le prier de recevoir un encrier qu'il faisait venir de Saint-Céré. Lorsque nos pères du XVIII^e siècle voulaient se payer la fantaisie d'une

écritoire en marbre, ils étaient obligés d'en faire la commande à des sculpteurs spéciaux du Quercy et devaient supporter ensuite les longueurs et les difficultés du transport, jusqu'à Périgueux, de l'objet désiré.

« Mon très reverend père,

» J'ai pris la liberté de vous faire adresser une écritoire de marbre, de la part du sieur Haget, marbrier de Saint-Céré. J'ai pensé que vous voudriés bien me le permettre. L'attachement que ma famille a toujours eu pour les religieux de Saint François et la qualité de syndic de votre couvent de Périgueux, que j'ai l'honneur d'avoir, m'ont porté à cela, d'autant mieux que je ne cognoissois personne à Bergerac. Je vous serés bien obligé d'avoir la bonté de le livrer au sieur Jaquelin, porteur de celle-cy, qui me le fera conduire, avec d'autres marchandises, qu'il prend pour luy. J'ai l'honneur d'être, avec une reconnaissance filiale et un très profond respect,

» Mon très révérend père,

» Votre tres humble et tres obéissant serviteur,

» CHEVALIER DE CABLANC.

» A Périgueux, ce 3^e mars 1740 »

Cette lettre, qui porte une belle empreinte sur cire rouge du cachet de l'auteur, sera déposée aux Archives de la Dordogne, dans le fonds Chevalier de Cablan.

M. le chanoine Roux fait ensuite passer sous nos yeux les positions d'une thèse de licence en droit, imprimée en 1770 à Toulouse et soutenue par Jean-Baptiste Pontard et il se demande quelle parenté pouvait exister entre celui-ci et l'évêque constitutionnel de la Dordogne, Pierre Pontard.

Notre honoré confrère nous donne en même temps communication de plusieurs actes notariés, du commencement du xvii^e siècle, provenant du fonds des Souc de Plancher et établissant que la Tour de Vésone est alors appelée la Tour de la Vizonne. Ces actes relatent les formalités requises à cette époque pour la vente d'une terre, appartenant au Chapitre de la Cité et joignant la Tour de la Vizonne.

La communication sera publiée.

S. G. M^{re} RIVIÈRE n'a pas demandé la parole à l'occasion de la lecture du procès-verbal, mais il désire dire un mot au

sujet de la discussion religieuse qui s'est élevée pendant plusieurs séances entre M. Eugène Roux, M. le commandant Espérandieu et M. le chanoine Roux.

S. G. a bien voulu faire deux remarques sur la note de M. le chanoine Roux et la réponse faite par M. Eugène Roux à cette note.

« La distinction, nous dit-il, établie par M. le chanoine entre la tradition théologique et la tradition historique est très légitime ; devant la première, un chrétien doit s'incliner avec soumission, tandis que la tradition historique, suivant les règles ordinaires de l'histoire, a simplement l'autorité des témoins qui la rapportent. Mais j'aurais aimé que dans la tradition historique qui, seule, fait l'objet des études de votre Société, M. le chanoine Roux fit une nouvelle distinction, pour donner à la tradition historique *ecclésiastique* une valeur plus grande qu'à la tradition qui ne concerne que les choses civiles ; et cela parce que, dans l'Eglise, la perpétuité de la hiérarchie favorise la conservation des traditions, plus que dans toute autre société.

« D'un autre côté, Monseigneur fait aussi remarquer que M. Eugène Roux, dans sa réponse, a certainement dû dépasser sa pensée, quand il dit qu'il met la tradition théologique et la tradition simplement historique sur le même plan dans son respect. En effet, avec une semblable théorie, il ne serait plus possible à un chrétien de discuter un seul point d'histoire. Une Société comme la vôtre n'a pas à s'occuper de la tradition théologique ; mais tout le champ de la tradition historique reste ouvert à ses études. »

Ces réflexions de M^r l'Evêque, ajoute LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, cadrent si bien avec la devise de notre Société historique, *Acta majorum serva*, et avec l'objet de nos investigations, que tous les membres présents ont été heureux de les entendre.

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX veut bien nous signaler, parmi les récentes nominations au grade de chevalier de la Légion d'honneur sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, celle de

M. Henry-Léon Rapine, architecte en chef des monuments historiques.

» M. Rapine, nous écrit-il, est bien connu dans le département de la Dordogne comme architecte des monuments historiques et de l'administration des cultes. Avec la collaboration de notre excellent confrère, M. Maxime Dannery, il a restauré notamment le cloître de Cadouin, l'église de Cénac, l'ancienne église Sainte-Marie de Sarlat, ainsi que l'ancien hôtel de ville et la maison de La Boétie.

» Notre Société, en particulier, lui est redevable de la restauration du Château-Barrière à Périgueux où elle a élu domicile. Elle sera sans doute heureuse d'applaudir à la distinction qui vient d'être si justement conférée à M. Rapine. »

L'assemblée y applaudit des deux mains.

Il reste à procéder à l'élection de plusieurs candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après plusieurs votes à main levée, M. le Président déclare admis membres de la Société historique et archéologique du Périgord :

LE CERCLE DE MM. LES OFFICIERS DU 108^e R. I. à Bergerac (abonnement) ;

M^{me} MARTIN DU THEIL, rue Cyrano, 9, à Bergerac, présentée par le général de Teyssière et M. Villepelet ;

M. Pierre DE BROU DE LAURIÈRE, rue Crevaux, 9, à Paris, XVI^e, présenté par M^{me} de Roumejoux et M. le docteur de Brou de Laurière ;

Et M. BLANCHARD, ingénieur des arts et métiers, inspecteur du matériel et de la traction à la C^e d'Orléans, rue Mirabeau, 9, à Périgueux, présenté par M. Aublant et M. Féaux.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du mercredi 3 mars 1920

Présidence de M. marquis de FAYOLLE
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Géraud Lavergne, le capitaine Manhès, Eugène Roux, le chanoine Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté

M^{me} MARTIN DU THEIL et M. BLANCHARD, élus membres titulaires dans la dernière séance, adressent leurs remerciements à la Société. M. Blanchard ajoute en termes trop flatteurs pour nous :

« Si mes occupations me privent souvent du plaisir d'assister aux séances, je goûterai, par la lecture du *Bulletin*, le savoir de confrères dont la science et l'érudition m'ont souvent confondu. »

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes rendus des séances de l'année 1919 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de mai-juin, in-8°, avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, neuf fascicules in-8°, en feuilles, Moulins, imprimerie Etienne Auclair et Révéret, successeur, 1914-1919 ;

Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, de 1914 à 1919, tomes 39 et 40, trois fascicules in-8°, avec illustrations, Cahors, imprimerie Rougier ; — et la première partie, XIII^e siècle (1200-1300) de l'*Inventaire raisonné et analytique des Archives municipales de Cahors* par M. le chanoine Albe, un fascicule, in-8°, imprimerie Rougier ;

Bulletin de Biarritz-Association, Société des sciences, lettres et arts, 25^e année, n^o 1, janvier 1920, in-8°, Biarritz, typographie Soulé ;

De notre correspondant M. René Fage, sa brochure *Dé la forme primitive du nom de Tulle*, in-8°, Brive, imprimerie de *La République* ;

Et de M. Eugène Roux, sa brochure sur *La Tour de Vésone*, in-8°, extrait du *Bulletin* de la Société.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le chanoine Roux nous dit qu'il résulte de nouvelles recherches qu'il a faites que la chapelle Saint-Jean de la Cité était bien la chapelle épiscopale, ce qui avait donné lieu à une assez longue discussion contradictoire à la dernière séance.

M. LAVERGNE nous communique un document du 11 novembre 1391 qui se trouve aux Archives de la Dordogne dans les cartons de la famille d'Aitz de Meymy, et concerne l'histoire des derniers comtes de Périgord. C'est le procès-verbal d'une assemblée générale du Conseil de ville de Périgueux. La ville que la prise du château de la Rolphie, dans l'enceinte de la Cité, par les troupes d'Archambaud V, avait mise dans la position la plus critique qu'elle eût connue depuis 1378, venait d'être secourue, sur l'ordre du Roi, par Robert de Béthune, vicomte de Meaux et Aimeri de Rochechouart, sénéchal de Périgord. La Rolphie avait succombé sous l'élan des gens du Roi, et des bourgeois de Périgueux ; ils en avaient pris possession le 10 novembre et avaient décidé de raser cette forteresse. D'un autre côté, sur les démarches pressantes du maire de Périgueux, Guillaume de Botas, le procureur général du Roi avait cité à son tribunal, au nom de la Couronne, de la Ville et des chapitres de Périgueux, Archambaud V et ses complices. Ils étaient ajournés à Paris pour le 27 novembre, ainsi que les représentants de la communauté. Il fallait maintenant pourvoir aux dépenses !

Cette pièce, que M. Lavergne vient de nous analyser, sera publiée.

M. LAVERGNE demande ensuite la permission de rectifier M. de Montégut dans un passage de ses *Dix entrées solennelles à Périgueux* (1470-1566). Notre confrère M. de Montégut attribue au maire Raymond Dupuy, dit Bingou, seigneur de la Garde, la rédaction de la curieuse entrée d'Henry d'Albert, roi de Navarre et gouverneur de Guyenne, le 10 janvier 1530, et les discours qu'en qualité de maire il prononça. Raymond Dupuy fut maire de Périgueux de 1527 à 1528. Le maire, qui en 1530 eut l'honneur de recevoir et de haranguer le roi de Navarre, était Louis Arnaud, licencié, seigneur de Laborie. C'est le père du savant auteur et érudit périgourdin, l'archidiacre François Arnaud de Laborie.

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES veut bien nous signaler le rôle joué, à Périgueux, sous l'épiscopat de Philibert de Brandon, « par un ecclésiastique, originaire de la Saintonge, auteur de plusieurs écrits dignes de l'estime du monde religieux, Denis Amelote.

» En 1648, l'évêque prit pour grand vicaire ce prêtre remarquable, dont il avait été l'élève en théologie.

» Auxiliaire précieux de M^{re} de Brandon, l'abbé Amelote donna une impulsion particulière aux publications diocésaines. L'année même où il entra dans la congrégation de l'Oratoire, qui devait l'élire supérieur, il avait travaillé à diverses impressions commandées par l'évêque.

» Le fameux *Rituale Petrachoricense* de 1651 fut son œuvre. Ce recueil a été en usage jusqu'à l'année 1763, où M^{re} de Prémieux, qui en faisait grand cas, jota le diocèse d'un nouveau *Rituel*, avec les changements devenus nécessaires.

» M. Dujarric tient à rappeler surtout un *Advertissement aux confesseurs* et un *Advertissement aux prédicateurs*, sortis en même temps des presses de Pierre Dalvy, imprimeur et marchand libraire de Périgueux :

» Le premier, in-douze de 156 pages devait être réédité et augmenté par M^{re} Le Boux, en 1679.

» Le second, in-octavo de 57 pages, a mérité l'attention des auteurs de la *Bibliothèque ecclésiastique* (tome II, p. 169) et du *Dictionnaire portatif des prédicateurs français* (Lyon, Bruyssonet,

1757, p. 296). Ils s'accordent à reconnaître l'excellence des avis que cet *Advertissement* renferme, non seulement pour la conduite du prédicateur, mais aussi pour la manière de prêcher et les qualités d'un bon discours. Après avoir recommandé au prédicateur de bien étudier sa langue avant que d'oser paraître en public, le P. Amelote ajoutait cette réflexion digne d'être retenue : C'est une chose honteuse que nous travaillions si longtemps à apprendre toute la beauté du Grec et du Latin et que jamais nous ne nous appliquions au Français ».

» En 1652, Dalvy imprimait encore l'ouvrage suivant, dont l'auteur n'est révélé que par ses initiales, indiquées dans l'approbation finale des censeurs : *Office de la semaine sainte, nouvellement mis en français, selon le bréviaire et missel réformé, suivant le décret du Concile de Trente, par le commandement de Pie V et Clément VIII*, vol. de 352 pages, avec gravure sur bois représentant Jésus et la Vierge. Les docteurs en théologie Dadret et Dufaux, qui ont approuvé le livre, certifient « avoir lu très exactement l'Office de la Semaine Sainte, traduit du latin par M. D. A. » Le traducteur ainsi désigné n'est autre que Denis Amelote.

» Ni cet *Office*, ni les deux *Advertissements* aux confesseurs et aux prédicateurs ne figurent dans la *Bibliographie générale du Périgord*. »

A l'occasion du centenaire, célébré à Périgueux ces jours derniers, de la naissance de M^{me} Octave Saint-Martin, notre zélé vice-président M. Joseph DURIEX nous signale plusieurs Périgourdins centenaires qu'a mentionnés le *Bulletin du département de la Dordogne* sous le Consulat, le Premier Empire et la Restauration.

« En 1803 vivait dans la commune de Saint-Rémy un sieur Jean Massias, âgé de 107 ans ; il succomba des suites d'un accident où il s'était fracturé la cuisse douze jours auparavant. En 1812, s'éteignit un laboureur, Jean Lallemand, à l'âge de 106 ans.

» Le record semble avoir été tenu en 1823 par Pétronille Lestang, qui décéda à l'hospice de Périgueux âgée de 107

ans, 11 mois et 17 jours. Ces cas de longévité périgourdine s'ajoutent à ceux que nous avons cités précédemment (*Bulletin* 1913, p. 273) et à de nombreux autres qu'on pourrait encore indiquer. »

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire général,

Ferd. VILLEPPELET.

Le Président,

M^r DE PAYOLLE.

LA BASTIDE DU PIC

(PUOCH DE PICO)

DANS LE CANTON DE BEAUMONT

De tout temps, le roi d'Angleterre s'était préoccupé de s'établir fortement sur la frontière nord de ses possessions en Guyenne, notamment sur les plateaux, très boisés alors, qui s'élevaient entre le haut Dropt et la Dordogne. C'est pour répondre à ces préoccupations que ses officiers construisirent successivement les bastides de Beaumont, de Montpazier et de Molières, trois positions défensives qui, en se soutenant mutuellement, rendaient bien difficile le passage, sur ce point, d'une troupe armée venant du nord.

À l'ouest de Beaumont, du côté du vaste territoire qui appartenait à Marguerite de Turenne, seigneur de Bergerac, la frontière était absolument dégarnie. Il était prudent d'établir là aussi un système défensif et les officiers royaux rêvaient d'y bâtir quelque nouvelle place forte, quand, justement, le 7 mars 1273, deux frères, Pierre et Amanieu de Machinon, par acte passé à Beaumont chez Hugo de Agia, notaire public, firent don au roi Edouard d'une colline appelée le *Puoch de Pico*, sous la condition qu'il y fonderait une bastide.

Cet acte, qui se trouve dans les *Recogniciones feodorum* in *Aquitania* sous le n° 234 et qui a été transcrit par Charles Bémont (1), est rédigé partie en latin partie en gascon. Je le

(1) Charles Bémont, *Recueils d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au xiii^e siècle*, etc. 1914.

reproduirai ici in extenso, en plaçant en regard du texte original, une traduction française que j'ai faite aussi littérale que possible.

Donatio facta regi de podio de Pico per P. et Amanieu de Machinon, fratres.

Notum sit omnibus presentibus pariter et futuris que P. de Machinon et N'Amaneus de Machinon, fraires, no forsat, no destrech, no decebut, mas de lor bona, pura e agradable voluntat e acort, de lor drech, an dat, autreiat, doneren i autreiren, en non e en titol de perfitha e de no revocabla donacio, perpetualmen, per lor e per tots lor hereters e per tots lor successors, al honorat e al noble senhor N'Adoard, per la gracia de Deu reis d'Angl., senhor d'Irlanda, duc de Guayna, e a tât son heret, es so assaber lo puoch apelat vulgarment le puoch de Pico, del diocèse de Perigort, peusatz en la paroquia de S. Savi, entre lo riu del Drot d'una part, e entre la frontat d'autra, per far bastida e poblacio ; se es assaber, tan quan mestier ne serra, a far la bastida e la poblacio, que lodith senhor reis fassa vila al dith puoch e desuiro, e aia e uze plainer senhoria perpetualmen, el e ses heretz, reis d'Anglaterra, o si successors.

Tamen lidith P. e N' Amanieus de Machino retengren a lor i a lor heret, II ayrials al dit puoch, el loc o mais volien en luoc covenable, delivres e quita de tot so e de tot son servesi ; mays ly avandith donador recebent e prenent a feus de luoc tenen domini regis predicti I arial al dith puoch per far forn ; e d'aco soh tengut de redre cada an II sol de ces a la festa de Totzsans, e II sol d'acaptas, senhor mudan ; e promeiro e obligueiro ly avandih donador lor e totz lor bes mobles e immobles, par far bona e ferma guerentia de l'avandith puoch e de ses apertenences, de lor mes e de lor heret e de totas personas que alcuna causa i demendessan.

Es, enaissi cum es dith, li avandith P. et N'Amaneus de Machinon desuestiren lor en la ma del senhor Hyzarn de Balenx, cavalier, en nom de se e d'en Aymeric de Biron, donzel, delqual li avandith donador reconegre e confessero se tenir a feus per non de la castallania de Monferran l'avandith puoch ; pouseren en corporal possession, vel quasi, l'amat (1) en Crist, lo senhor B. Reuelho, capella de Barbas, en non e en persona del avandith noble rei d'Anglaterra, del dith puoch e de sas apertenanssas, aissi cum desobre es dith ; e l'avandith senhor Hyzarn, per se e per lodith Aymeric, de part senhoria, li ad e

(1) *L'amat*, pour *la mat* (la main).

tene aquesta donacio (fol. 130) per bona i acceptable, e la autreiat, e la lauet, e la aproet per bona, e la hat ferma ; e vol que l'avandith reys haia e uze alta e bassa senhoria en dith luoc e en sas apertenessas.

Aisso fo aissi acordat e fath VII dies, a l'intran del mes de marchz. Test : lo comandaire de Nausanas, dominus Bertrans de Mons, cavaleius, Vidal de Migranh, prebost de Belmon, magister P. de Morlas, H. capellas de Santa-Crotz, maiestre Hel. Rotbert, et ego Hugo de Agia, communis notarius Bellimontis, qui hanc cartam scripsi, anno Domini M^o CC^o LXX^o tercio. Regnante domino Edwardo, illustri rege Anglie, Helia, Petragoricensi episcopo (1). Tali signo signavi ./.

TRADUCTION

Donation faite au Roi du puy de Pico par P. et Amanieu de Machinon frères.

Qu'il soit connu de tous présents et également à venir, que P. de Machinon et Amanieu de Machinon frères, sans être forcés, ni contraints, ni trompés, mais de leur bonne, pure et agréable volonté et accord, et dans leur droit, ont donné et octroyé, donnèrent et octroyèrent, en nom et titre de parfaite et irrévocable donation, perpétuellement, pour eux et pour tous leurs héritiers et successeurs, à l'honorable et noble seigneur Edouard, par la grâce de Dieu roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande, duc de Guyenne, et à tous ses héritiers, c'est à savoir le puy vulgairement appelé le puy de Pico, au diocèse de Périgueux, situé en la paroisse de Sainte-Sabine, entre la rivière du Dropt d'une part, et la frontière d'autre part, pour y faire une bastide et peuplement ; c'est à savoir, tant que besoin sera, à faire la bastide et le peuplement, que ledit seigneur Roi fasse une ville audit puy et aux environs et possède et jouisse entièrement de la seigneurie perpétuelle, lui et ses héritiers rois d'Angleterre ou ses successeurs.

Cependant lesdits P. et Amanieu de Machinon retinrent pour eux et leurs héritiers deux eyriaux (2) audit puy, au lieu ou endroit qui leur semble convenable, délivrés et quittes de tout et de tout son service ; mais les avantdits donateurs reçoivent et prennent à fief de

(1) Il s'agit d'Elie, évêque de Périgueux depuis 1269 (voy. *Gallia Christiana*, t. II, col. 1476).

(2) Le mot *eyriaux* (pluriel de *eyrial*) doit être pris dans le sens de *emplacements*, probablement, pour y bâtir des maisons. On pourrait encore peut-être l'interpréter comme une unité de mesure pour les surfaces agraires.

lieutenant dudit seigneur Roi un eyrial audit puy pour faire un four ; et, pour cela, sont tenus de rendre chaque année deux sols de cens à la fête de la Toussaint, et deux sols d'acapte à changement de seigneur ; et lesdits donateurs promirent et obligèrent eux et leurs biens, meubles et immeubles, pour faire bonne et ferme garantie de l'avantdit puy et de ses appartenances, de leurs mandataires et de leurs héritiers et de toute personne qui ne puissent demander aucune chose.

De cela, comme il est dit, les avantdiths P. et Amanieu de Machinon se dévêtirent en la main du seigneur Hyzarn de Balens, chevalier, en son nom et en celui d'Aymeric de Biron, damoiseau, desquels les avantdiths donateurs reconnaissent et confessent qu'ils tiennent à fief, au nom de la châtelainie de Montferrand, l'avantdith puy : ils mirent en possession corporelle, pour ainsi dire, la main sur le Christ, le seigneur B. Reuelho, chapelain de Barbas, au nom et en personne de l'avantdit noble roi d'Angleterre, dudit puy et de ses appartenances, ainsi comme dessus est dit ; et l'avantdit Hyzarn, pour lui et pour ledit Aymeric, comme part seigneuriale, a et tient cette donation pour bonne et acceptable, et l'a octroyée, et la possède et l'approuve pour bonne et ferme ; et veut que l'avant dit Roi use de la haute et basse justice dudit lieu et de ses appartenances.

Et cela fut fait et accordé le VII^e jour du mois de mars, témoins : le commandeur de Naussannes, Mr. Bertrand de Mons, chevalier, Vidal de Migranh, prévôt de Beaumont, maître P. de Morlas, H. chapelain de Sainte-Croix, maître El. Robert, et moi Hugo de Agia, notaire public de Beaumont, qui écrivis cette charte l'année du Seigneur 1273 régnant Edouard roi d'Angleterre, Hélie, évêque de Périgueux. Et j'ai signé de mon seing ./.

Le Puoch de Pico doit évidemment être identifié avec le Pic, qui fut longtemps une paroisse et qui n'est plus aujourd'hui qu'un village de la commune de Naussannes dans le canton de Beaumont. Déjà en 1053, dans une bulle d'Eugène III (*Gallia Christiana*), cette localité est indiquée sous le nom de Sanctus Sulpitius de Pico ; et en 1273 (Collect.-Gaguair, vol. II), nous trouvons l'appellation de Podium de Pico. On pourrait objecter peut-être que le Puoch de Pico était situé dans la commune de Ste-Sabine, tandis que le Pic appartient à la commune de Naussannes. Mais cette objection est sans valeur : la paroisse du Pic a été pendant longtemps une annexe de l'ancienne paroisse du Bel, laquelle elle-même

était, au même titre que l'ancienne paroisse de St-Germain, une annexe de Ste-Sabine. Du reste, le Pic n'est séparé de Ste-Sabine que par une distance de cinq ou six kilomètres.

Qu'advint-il de cette bastide du Pic ? Nous l'ignorons entièrement. Et, en effet, nous n'en trouvons plus aucune mention dans les documents ultérieurs. Il est très probable que, comme beaucoup d'autres qui avaient été projetées, elle ne fut jamais construite. En tous cas, nous n'en voyons aucun vestige sur le coteau du Pic ou dans les environs. L'église même de l'ancienne paroisse, avec son cimetière, a entièrement disparu. Il n'en reste plus aujourd'hui que le souvenir et l'emplacement.

A propos de la bastide projetée au Puoch de Pico, L. Dessalles, dans son *Histoire du Périgord* (t. II, p. 29) écrit que « le terrain cédé ne parut sans doute pas bien choisi » et que « l'entreprise fut ajournée » ; et, ajoute-t-il, « Pierre de Gontaud (seigneur de Biron) s'empara du puy du Pic et en jouit jusqu'en 1289, que le roi Edouard ordonna de restituer à Pierre de Maumont ». Il existe, en effet, dans les *Rôles Gascons* (t. II, n° 1643) une lettre d'Edouard, en date de 1289, dans laquelle il demande à son sénéchal en Périgord de restituer au donateur un emplacement qui lui avait été offert pour fonder une bastide. Mais il s'agit dans cette lettre, non du Puoch de Pico, mais d'une autre colline appelée Puypito, laquelle se trouvait située, d'après la lettre elle-même, entre la bastide de Montpazier et Rives près Villereal et avait été offerte au roi d'Angleterre par un certain Petrus de Magno Monte (1), chevalier, et non par les frères Pierre et Amanieu de Machinon. L'auteur de l'*Histoire du Périgord* me paraît donc avoir confondu le Puoch de Pico avec le Puypito, deux collines qui sont séparées l'une de l'autre par plus de 10 kilomètres. Le Puoch de Pico, comme nous l'avons vu plus haut, est représenté aujourd'hui par le village du Pic, dans la commune de Naussannes. Quant au Puypito, il faudrait

(1) Je me demande pourquoi on a traduit Petrus de Magno Monte par Pierre de Maumont. Je préférerais de beaucoup la traduction littérale Pierre de Grand Mont, dont on a fait Pierre de Grammont.

l'identifier, d'après Bémont avec Puybeton dans la commune de Nojals, d'après Vigié avec Pebeton que l'on voit, sur la carte d'Etat-Major, un peu au nord du Rayet, entre cette localité et Malbos. Je me range sans hésiter à cette dernière opinion ; Pebeton, en effet, se trouve situé, comme le veut la lettre des *Rôles Gascons*, entre Montpazier et Rives, tandis que Puybeton est au nord de Rives et au nord-ouest de Montpazier, relativement très éloigné de ces deux localités.

A la suite de L. Dessalles, Curie-Seimbres (1) confond lui aussi les deux collines de Puypito et de Puy de Pico ; mais il aggrave son erreur en écrivant que c'est sur cette dernière que fut construite la bastide de Montpazier. Nous savons que cette dernière bastide se trouve à 16 ou 17 kilomètres du Pic et nous savons aussi qu'elle fut bâtie sur un plateau, dit Mons Passerius (Mont Passager, Montpassier, Montpazier), situé tout à côté du Dropt, au nord-est de Biron.

Docteur L. TESTUT.

A PROPOS DE LAMPES ET GALETS A CUPULE

DE L'ÉPOQUE MAGDALÉNIENNE

Réponse à l'article de M. Tarel.

Ma réponse à l'article de mon aimable collègue M. Tarel « A propos de lampes et galets à cupule de l'époque magdalénienne » paru dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, de mars-avril 1919, sera aussi courte que possible.

Sans jeu de mots, M. Tarel me permettra de lui faire remarquer amicalement qu'un axiome est une vérité évidente par elle-même : $1+1=2$.

Littéralement, l'hypothèse est une « supposition que l'on fait d'une chose possible ou non » (Larousse). Cette définition

(1) Curie Seimbres, *Essai sur les villes fondées dans le sud-ouest de la France aux XIII^e et XIV^e siècles, sous le nom générique de Bastides*, Toulouse 1880.

générale convient-elle toujours ? Comment appellera-t-on celle dont une grande partie des points seront prouvés, qui se rapprochera le plus possible de la vérité sans toutefois l'atteindre ?

En l'occurrence, son galet n'offre aucune trace de matières colorantes. Si cette *preuve* même existait, pourrait-on dire sûrement que c'est un mortier à couleur ? Ne pourrait-il pas être aussi un godet à peinture ou un récipient à poudre ?

Je ne conteste pas l'existence de godets à peinture, ni de mortiers à couleurs. Je connais tous ceux que M. Tarel veut bien énumérer. Je lui sais gré pour nos lecteurs d'avoir bien voulu faire ces citations.

Mais il reconnaît avec moi que ces différents récipients portent encore les traces des matières qu'ils ont contenues (1). Leur destination, sans être sûre, est peu douteuse. Il est non moins indéniable que la « grande meule et les pierres à broyer les couleurs » de M. Tarel (2) ont été employées à préparer les couleurs dont leur surface est maculée.

Les nombreux faits constatés par divers chercheurs et par M. Tarel en particulier, tant au cours de fouilles que de recherches dans les cavernes ornées, prouvent que les minéraux colorants se conservent indéfiniment dans le sol ou à l'abri des intempéries, sans se décomposer, sur les surfaces où ils ont été fixés, s'il n'y a pas altération de la roche.

Ces quelques explications fournies, remettons la question sur le terrain limité où elle s'est engagée. Il s'agissait en l'espèce d'un galet à cupule, trouvé au Soucy et ne présentant aucune trace de matières colorantes. Je mettais en doute la destination probable (*je ne dis pas sûre*) que M. Tarel lui assignait, me basant sur l'absence de taches de couleurs.

« L'observation tirée du manque de coloration sur la cupule n'est nullement insoluble. On peut admettre, dit notre collègue, que le

(1) Celui trouvé à Laugerie-Basse par Lartet et Christy figurant dans les *Reliquiae Aquitanicae*, A. Planche XXIII, fig. 4 a, 4 b, a une couleur naturelle marron extérieurement et la cupule n'est pas colorée.

(2) Raphaël Tarel, *L'Abri sous roche du Soucy*. « *L'Homme préhistorique* », 1912, n° 5 et 6.

mortier du Soucy n'a jamais servi ou que, par suite de circonstances spéciales, les traces colorantés ont disparu. Rien d'in vraisemblable à ces suppositions. »

La dernière hypothèse serait acceptable s'il y avait désagrégation de la roche. Est-ce le cas ? Les incrustations calcaires qui « revêtent le mortier », ne plaident-elles pas contre cette idée ? N'auraient-elles pas fixé la couleur au lieu de l'enlever ? Ce phénomène ne se remarque-t-il pas sur de gros galets broyeurs de couleurs et sur les parois des grottes ornées pour ne citer en Périgord que Font-de-Gaume, Les Combarelles, La Mouthe ? Ne retrouverait-on pas le rouge ou le noir en enlevant, comme l'a fait l'abbé Breuil à Font-de-Gaume, une partie des concrétions voilant l'ancienne surface ?

J'admets que le « mortier n'a jamais servi » s'il ne présente aucune trace d'usage pouvant lui assigner une destination autre que celle proposée par M. Tarel.

Mais « plusieurs de ces galets (à cupule) ont déjà été recueillis au Soucy : Deux moyens et trois petits par MM. de Bracquemont et Masson et un en gneiss par M. de Coincy » (1). Ils n'ont pas de traces de couleurs. La partie de celui que j'ai ramassé n'en offre pas davantage. Faut-il alors supposer qu'ils ont été tous abandonnés à la sortie des mains du fabricant ?

Je ne connais pas les autres, mais celui en calcaire que je possède est usagé ; sur certains points du périmètre de la cavité, il présente des *traces ignées* évidentes qui ne sauraient se confondre avec celles de l'ocre rouge.

Ce n'était certainement pas un godet à peinture, ni un mortier à couleurs. Était-ce une lampe ?

« Les galets rencontrés par M. Peyrony, dit M. Tarel, offrent-ils tous des stigmates de matières charbonneuses ? La cupule de son galet fragmenté du Soucy en offre-t-elle elle-même ? »

Je réponds affirmativement pour tous ceux de La Madeleine

(1) Raphaël Tarel. *Loc. cit.*

qui n'ont pas été lavés (1). Quant à celui du Soucy, je l'ai trouvé dans les déblais gisant sur la pente, lessivés par les eaux pluviales tombées depuis 1884. Les matières qui le recouvraient ont presque toutes disparu. Cependant, sur un point, M. Tarel lui-même pourrait remarquer des traces brunes, fixées par de légères concrétions calcaires, qu'on ne saurait confondre avec le noir bleuâtre de l'oxyde de manganèse. Mais négligeons même cette *preuve* qu'une analyse chimique seule rendrait sûre.

Quelques parties du bord de la cupule ont une coloration rose identique à celle que prennent certains calcaires ayant subi l'action du feu ; elle ne saurait se confondre avec celle des ocres rouges. La pièce, dira-t-on, a alors séjourné dans un foyer ? L'observation serait juste si les traces ignées se remarquaient sur toutes les parties de l'ustensile ; mais les rougeurs affectent seule la périphérie de la cavité. Il paraît plus logique de penser et d'admettre que c'est le feu, au contraire, qui a séjourné sur la pierre.

M. Tarel admet seulement comme lampe les godets des grottes de La Mouthe (Dordogne) et de Mouthiers (Charente) à cause de leur manche épais. Après examen, il y classerait, peut-être aussi, un galet identique de La Madeleine, mais à *cupule peu profonde*. Quant aux autres, ronds ou ovales, sans traces colorantes, ce serait des mortiers à cause du manque d'appendice.

Mon aimable collègue et moi appartenons à peu près à la même génération. Dans notre enfance, les lampes à pétrole et à essence, les bougies, l'électricité étaient peu ou pas connues. On trouvait la chandelle de suif et de résine et le légendaire « chaleil », mais varié de formes depuis le beau lustre en cuivre à cinq bocs suspendu jusqu'au modeste « chaleillou » le plus souvent en fer à un seul bec, pendu à une queue de même matière, ou plus modestement posé sur

(1) Je ferai remarquer que le noir de fumée, provenant de la combustion incomplète de matières organiques, se décompose et disparaît avec le temps, à l'inverse des matières minérales colorantes naturelles inorganiques. La suie des cheminées des vieilles constructions abandonnées disparaît assez vite sous l'action de l'humidité.

un rondin de bois, souvent de betterave. Y a-t-il plus de dissemblance entre la lampe de La Mouthe et les godets du Soucy ? Et cependant, n'était-il pas plus facile à nos aïeux de façonner ces formes qu'à nos ancêtres primitifs de trouver les pierres naturelles à queue ?

M. Tarel ne se souvient-il pas qu'on ne remplissait jamais complètement d'huile le récipient à bec ? car le liquide arrivait tout à fait au bord et humectant trop la mèche, la « *noyait* » et la lumière s'éteignait. Pour son bon fonctionnement, il ne fallait donc pas trop d'huile dans la lampe.

Il ne fallait pas non plus que la coupe fût trop profonde : les corps gras remontant plus difficilement dans la mèche que l'essence ou le pétrole, celle-ci se serait brûlée quand le niveau du liquide aurait été trop bas. Ne fallait-il pas aussi très souvent avancer la mèche et la moucher ?

Notre collègue pense-t-il que cette lumière fût plus intense que celle de ma lampe préhistorique ? Nos grands-parents n'y voyaient-ils pas ainsi ? Ne faisaient-ils pas parfois à cette faible clarté des travaux minutieux ? Les femmes n'y cousaient-elles pas, voire même à la lueur vacillante et pétillante des chandelles de résine ?

Faut-il alors nous étonner, avec M. Tarel, que les troglodytes magdaléniens aient pu se contenter de ces lampions pour faire leurs chefs-d'œuvre dans les grottes, eux dont l'œil était encore mieux exercé à voir dans l'obscurité ? Nous mêmes qui sommes gâtés sous ce rapport, au bout d'un séjour de quelques minutes dans une caverne, ne voyons-nous pas très bien les dessins avec une simple bougie ?

Toutes ces raisons et l'expérience me portent à répéter que « les corps gras brûlent mieux dans des récipients peu profonds qu'en grande masse. C'est ce qui explique, pour moi, le peu de profondeur des cupules préhistoriques. Le foyer de lumière pouvait être alimenté constamment par des matières grasses suspendues au-dessus de la flamme et gouttant continuellement dans le godet, par exemple, sur des mousses servant de mèche » (1).

(1) Système trop ingénieux pour ces gens-là, dira-t-on ? Ingénieux pour nous plutôt que pour eux. Reportons nous par la pensée à la préparation d'un

De cette *fiction* « peut-être légèrement hasardée », je donnerai la *preuve* à ceux qui me feront le plaisir de faire le pèlerinage au pays des grottes.

D. PEYRONY,

Chargé de Mission scientifique aux Eyzies-de-Tayac.

UN HÉROS PÉRIGOURDIN

JEAN DE LA JALAGE

Le Périgord fut à toutes les époques — le fait est notoire — une terre classique de bravoure. Compulsez, en effet, ses anciennes annales et ses « Livres d'or » nouveaux ; lisez les noms gravés sur le marbre de ses colonnes commémoratives ; considérez enfin le nombre des monuments élevés un peu partout, sur son territoire, à la mémoire de ses morts glorieux et vous apprécierez combien de ses enfants moururent pour la défense de notre douce France, leur Patrie immortelle.

Jean, de la Jalage (1), lieutenant du seigneur d'Aubero-

repas à cette époque : Un quartier de renne embroché par un bâton rôtit sur un brasier. Le suif qui en dégoutte tombe sur les charbons ardents et s'enflamme. En fallait-il davantage pour inventer la lampe ? N'était-il pas même naturel de copier ce que le hasard mettait sous les yeux ? Prendre une pierre à cupule, placer dans la cavité des fibres végétales ou des mousses, y recueillir le suif bouillant, enflammer le tout, suspendre au-dessus de la flamme à un trépied formé de trois bâtonnets liés ensemble à un bout, les autres extrémités écartées, un morceau de suif et voilà un luminaire d'une puissance de plusieurs bougies et brûlant jusqu'à épuisement du bloc de suif. Cette même lampe brûle aussi, sans apport nouveau de matières grasses, jusqu'à épuisement de celles du godet.

(1) Ce Jean de la Jalage était apparemment périgourdin. Au dire, en effet, des Registres des Comptables de nos archives communales (C. C. 94, 96 et 97), un Jalage Helies fut quatre fois en 1472, 1475, 1480 et 1489, consul de la ville de Périgueux. Un autre Jalage Forton fut aussi, en 1492, consul de notre ville, enfin un troisième Jalage Jacques fut par deux fois en 1500 et 1505, comptable dans l'administration consulaire.

Nous devons en fin à notre obligeant vice-président, M. Dujarric-Descombes, communication d'une lettre de convenances, de beaucoup postérieure (1667),

che (1), (de Fanlac) (2) fut un de ces braves et voici, d'après une tradition bien conservée par la population Fanlacoise, le beau fait d'armes qui, de lui, fit un héros.

A l'époque de la guerre de Cent Ans, au XV^e siècle, un lieutenant du seigneur d'Auberoche, fut un jour attaqué par les Anglais dans le bourg de Fanlac. Il se nommait Jean de la Jalage. Retranché avec sa troupe dans l'église actuelle qui était un fort, il se défendit avec courage et eut, au cours de l'action engagée, le bras droit abattu d'un coup de hache d'armes. En souvenir de ce fait glorieux pour le héros, le seigneur d'Auberoche décida qu'une statue nettement incrustée dans le mur extérieur de l'église, rappellerait aux habitants du bourg, la lutte héroïque de son lieutenant.

Cette statue sculptée en forme de bas-relief fut alors encadrée à l'endroit désigné, on l'y voit encore aujourd'hui.

• •

Nous avons, dans un intérêt historique, cherché à dater l'attaque de Fanlac. Toutes nos tentatives à ce sujet ont été vaines. Les historiens, conteurs de la guerre dont il s'agit ne se sont, en effet, que peu étendus sur les événements qui se passèrent alors en Guyenne. Leur attention s'est surtout

écrite par un Jalage au Chevalier de Puymartean, près de Brantôme, alors blessé de guerre à Tournay.

Cette lettre porte un intéressant cachet de cire rouge inédit aux armes de cette famille qui, d'après notre érudit confrère M. de Saint-Saud, peuvent être définies comme il suit :

D'argent à 2 chevrons de... au chef de... L'écu surmonté d'une couronne comtale et supporté par deux lions.

Ces indications ne sont évidemment pas suffisantes pour identifier notre personnage. Il en résulte toutefois qu'il exista jadis à Périgueux notamment, une famille de son nom, ce qui est déjà, en attendant mieux, un point acquis à notre thèse.

(1) Commune de Fanlac, ancien repaire noble avec haute justice sur Fanlac. Cette seigneurie est distincte d'autre Auberoche situé dans la commune du Change près de Périgueux, siège d'une châtellenie formé de 14 paroisses qui joua, pendant les guerres anglaises, un rôle très important.

(2) Commune, canton de Montignac, ancien fief de la seigneurie d'Auberoche était une des 12 paroisses qui constituaient la châtellenie de Montignac-sur-Vézère, jadis le Comte.

portée sur les provinces du Nord où plus étroitement se joua, en un drame poignant, le sort de la France.

Cette guerre qui, par sa durée (1337-1453) et les désordres qui en furent la conséquence, désola notre pays et le couvrit de ruines, présente dans ses grandes lignes les deux phases suivantes d'avance et de recul des armées anglaises d'invasion.

Première phase d'avance, du début des hostilités (1337) au Traité de Brétigny (1360).

Sur cette phase, Froissart (1) donne, en ce qui concerne la Guyenne qui nous intéresse plus particulièrement, de très instructifs détails.

Il nous montre le comte de Derby débarquant à Bayonne, le 5 juin 1344 (*alias* 1345), une armée qu'il conduit et concentre à Bordeaux pour de là rayonner sur la contrée qu'il se propose d'envahir.

De son côté, pour lui barrer la route, le comte de l'Isle Jourdain, sénéchal de Guyenne, rassemble à Bergerac une armée, notamment composée de chevaliers gascons plus braves qu'aptés à une action militaire disciplinée, aussi cette armée est elle battue par deux fois : la première devant Bergerac qui se rend après quelques jours de siège ; la seconde sous les murs d'Auberoche (du Change) « qui est beau chatel et fort » (2) depuis peu au pouvoir des Anglais.

A cette dernière rencontre, l'armée du comte de l'Isle

(1) *Histoire et chronique mémorable de Messire Jehan Froissart*, Paris, 1574. Volume premier, page 107 et suivantes.

(2) Ce château dont la garnison causa tant de maux à la communauté de Périgueux, fut pris en 1415 par les bourgeois de cette ville et détruit (*Archives communales*, B. B. 13).

Cette destruction ne paraît cependant pas avoir été aussi complète que le mentionnent nos archives, à moins toutefois que le château retombé par la suite aux mains des Anglais n'ait été restauré puisque huit ans plus tard, le 30 mars 1423 (1424 nouveau style), 39 bourgeois de Périgueux se rencontrèrent à la Baconie (commune de Boulazac) en un combat singulier qu'aucune histoire ne relate, avec 23 hommes d'armes de la garnison d'Auberoche, renouvelant ainsi le combat fameux des Trente qui, en 1351, fut livré près de Ploermel entre 30 chevaliers français et autant d'anglais.

surprise par le comte de Derby est taillée en pièces et lui-même est fait prisonnier avec un grand nombre de chevaliers.

Dès lors l'invasion s'étend sans résistance sérieuse et atteint au sud Bonneval (Lot-et-Garonne), au nord Angoulême (Charente).

Plus au Nord, les désastres de Crécy (1346) et de Poitiers (1356) mettent le royaume à la merci du roi d'Angleterre qui impose à Jean-le-Bon, le honteux traité de Brétigny.

Première phase de recul, de 1360 à l'avènement de Charles VI (1380).

Le traité de Brétigny qui confirmait au roi d'Angleterre la possession de la Guyenne, causa dans cette province un très vif mécontentement. Un certain nombre de villes refusèrent d'ouvrir leurs portes à l'étranger et les seigneurs fidèles à la foi française (1) reprirent les armes.

Bientôt, grâce à la sage administration de Charles V, combinée avec l'habileté et la valeur du connétable Duguesclin, l'influence anglaise fut ruinée et les provinces perdues reconquises.

Il ne restait en 1380, à l'envahisseur, à la mort de Charles V que les cinq ports de Bayonne, Bordeaux, Dunkerque, Cherbourg et Calais.

(1) Il s'en trouva et non des moindres qui, pour satisfaire leurs intérêts, leurs passions ou leurs haines se firent tour à tour anglais et français ; de préférence anglais pour mieux opérer sur terre française.

Alliés aux capitaines anglais et aux bandes de routiers qu'ils conduisaient, ils pillaient les habitants des campagnes et volaient leur bétail, ils détroussaient les voyageurs qu'ils rencontraient sur les chemins et rançonnaient tout ce qui passait à portée de leurs repaires.

Les archives communales de Bergerac possèdent un registre spécial intitulé « *Lo libre de Vita* » (*Bulletin*, tome XIV, page 104 et suivantes) qui évoque ces temps douloureux et mentionne les méfaits qui, de 1378 à 1382 désolèrent cette communauté.

Périgueux n'a pas de registre analogue ; mais des inscriptions nombreuses de même nature que son *Livre Vert* contient (B.B. 13) permettraient d'en dresser un plus complet en ce qu'il s'étendrait sur toute la période afférente à la Guerre de Cent ans et non moins suggestif que celui de Bergerac.

Deuxième phase d'avance de 1380 à l'entrée en scène de Jeanne d'Arc (1429).

A l'avènement de Charles VI, la guerre fut en fait suspendue jusqu'en 1392. A cette époque, la folie du Roi, la discorde existant entre son frère et son oncle qui se disputaient le pouvoir, d'où naquit l'effroyable guerre civile des Armagnacs et des Bourguignons, plongèrent la France dans un état complet d'anarchie.

Les Anglais que leurs propres dissensions avaient depuis longtemps empêché de recommencer leurs attaques contre la France, profitant des circonstances, reprirent l'offensive. La victoire d'Azincourt (1415) leur ouvrit, toutes grandes, les portes de la Normandie et le traité de Troyes (1420) les rendit maîtres de toute la partie septentrionale de la France et aussi de Paris.

Jamais péril ne parut plus grand. Une ardente patriote, Jeanne d'Arc, le conjura.

Deuxième phase de recul de 1429 à l'expulsion définitive des Anglais (1453).

Humble fille des champs lorrains, Jeanne d'Arc eut sa jeunesse bercée au bruit des maux dont souffrait la France qu'elle se prit à aimer passionnément et qu'elle dit vouloir sauver.

En 1429 le rêve devint une réalité.

Par elle, en effet, Orléans est délivrée et l'indolent Charles VII est sacré à Reims.

Mais peu après, en 1431, faite prisonnière à Compiègne, elle est livrée à un tribunal ecclésiastique dévoué à la cause anglaise, qui n'hésite pas à envoyer au bûcher, comme hérétique, l'héroïne qui cependant méritait si bien de l'Eglise par sa piété et de la France par son patriotisme.

Cette mort, escomptée par les Anglais, ne leur fut d'ailleurs pas profitable, car peu à peu refoulés et enfin culbutés en 1453 près de Lamothe-Montravel (bataille dite de Castillon), nos

« bons amis » furent, cette année même, « boutés hors de France » (1).

A laquelle des deux phases d'avance qui caractérisent la guerre précitée, peut être rattachée l'attaque de Fanlac ? Aucune indication certaine ne nous permet de l'établir. Elle peut tout aussi bien dater de l'une que de l'autre. Qu'importe, au surplus ! Le bel exploit de Jean de la Jalage peut-il être amoindri du fait que reste inconnu le moment où il se produisit ? Nous ne le croyons pas. Contentons-nous donc, en attendant le document qui jettera la clarté nécessaire sur ce point obscur, de rester dans la tradition qui assigne e xv^e siècle, c'est-à-dire la seconde phase d'avance, à l'attaque dont il s'agit.

•••

La représentation, dans une attitude martiale, de Jean de la Jalage amputé du bras droit et la main gauche paraissant



appuyée sur la garde de son épée, fut exécutée, ainsi que l'avait ordonné le seigneur d'Auberoche et encastree à sept mètres au-dessus du sol, dans la façade latérale orientée Nord, de l'église actuelle de Fanlac. Le personnage qu'elle comprend et que reproduit au 1/10^e la photo-ci-contre, mesure 0^m50 de hauteur.

Ajoutons que si, d'une part, les intempéries de cinq siècles ont, en effritant la pierre, dégradé ce petit monument et

(1) A l'exception de Calais qu'ils possédaient encore et conservèrent jusqu'en 1558.

que si de l'autre sa facture est grossière et révèle la main inhabile d'un artisan local, le beau trait d'héroïsme qu'il rappelle permet de passer outre à toute considération d'esthétique le concernant et justifie pleinement, pensons-nous, sa mention dans les annales de notre Société.

Ch. DURAND.

UN LETTRÉ DU XVI^e SIÈCLE :

LOUIS ARNAUD DE LABORIE,

MAIRE DE PÉRIGUEUX.

Dans son livre : *Dix entrées solennelles à Périgueux* (1470-1566), publiées pour la première fois d'après les manuscrits de la Bibliothèque nationale et les Archives de la ville de Périgueux, Bordeaux, P. Chollet, 1882 ; in-8° de 122 p. ; le Président de Montégut, à qui l'on doit tant de précieux travaux sur l'histoire de l'art en Périgord, a attribué au maire Raymond Dupuy, dit Bingou, seigneur de la Garde, la rédaction de la curieuse entrée d'Henri d'Albret, roi de Navarre et gouverneur de Guyenne, à Périgueux, le 20 janvier 1530 n. st., et les discours qu'en qualité de maire, il prononça à cette occasion (p. 22, n. 2 et p. 30, n. 1) (1).

Il y a dans cette attribution une erreur qu'il importe de redresser. Comme l'a établi M. Froidefond (2), Raymond Dupuy fut maire de Périgueux de 1527 à 1528. Le maire qui, en 1530, eut l'honneur de recevoir et de haranguer le roi de Navarre, était Louis Arnaud, licencié, seigneur de Laborie, qu'on retrouve en 1548 avec le titre d'avocat au Parlement de Bordeaux. C'est le propre père du savant auteur et érudit périgourdin, l'archidiaque François Arnaud de Laborie (3).

(1) Conservés dans le registre BB 14 des Arch. mun. de Périgueux.

(2) *Liste chronologique des maires de Périgueux*, Périgueux, 1873, p. 41.

(3) Cf. Dujarric-Descombes, *Recherches sur les historiens du Périgord au XVII^e siècle* dans le *Bull. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, t. IX, 1882, p. 162 et sq.

Louis Arnaud de Laborie était un lettré, versé dans la connaissance des deux Testaments et surtout de la mythologie. Sa prose narrative et oratoire, où le Président de Montégut n'a relevé que les marques du mauvais goût du temps, offre en réalité une précieuse image du style à la mode de 1530. Il est plein d'un aimable paganisme, d'épithètes calquées sur le latin et se montre déjà rompu à l'art difficile de la période. Pour avoir eu un tel père, le chanoine François de Laborie ne pouvait manquer d'être voué aux lettres et de leur faire honneur au pays de La Boétie et de Montaigne.

Géraud LAVERGNE.

LA TOUR DE LA VIZONNE •

OU ENCLOS PRÈS DE LA TOUR DE LA VIZONNE

En dépouillant un dossier concernant les Souc de Plancher, mis aimablement à ma disposition par M^{me} la comtesse Martial de Roffignac, j'ai trouvé une série d'actes qui me semblent présenter un intérêt particulier ; ils nous apprennent d'abord comment on appelait la Tour de Vésone au commencement du xvi^e siècle et de plus ils relatent les formalités requises à cette époque pour la vente d'une propriété appartenant au Chapitre de la Cité.

Le 23 mars 1607, M^e Joseph Guinabert, maître de la psallette de St-Etienne et vicaire de Ste-Radegonde, se présente au Chapitre pour se plaindre de ce que cette vicairie, n'ayant pour toute dotation qu'une terre de la contenance de près d'un journal et située près de la Tour de la Vizonne, il n'en peut retirer aucun bénéfice parce qu'elle n'est pas clôturée. Le Chapitre délègue deux de ses membres pour faire une enquête à ce sujet.

Dans la séance capitulaire du 30 mars, les délégués présentent leur rapport au Chapitre et celui-ci, ne pouvant faire la dépense de clôturer cette terre, arrête que

« le syndic du Chapitre fera publier aux prosnes de l'église de la Cité

• et pareillement de celle de St-Front, et par les cantons et carrefours
• de la présente ville s'il y a aucun qui se veuille charger de fermer
• cette terre pour la jouissance de quelques années, à défaut de ce si
• quelqu'un la veut prendre en emphythéose en baillant rante. ou,
• l'un et l'autre de ces moyens cessant, qu'elle sera vendue ».

Aux délibérations du Chapitre sont joints les procès-verbaux des proclamations susdites faites à St-Front, à la Cité et aux carrefours de la ville.

Les publications se firent à St-Front les 1^{er}, 8 et 16 avril 1607 par le vicaire Pierre Lasvigniac, à l'issue de la messe paroissiale.

Celles de la Cité se firent aux mêmes jours « dans l'église Monsieur St-Jean de la Cité ». A cette époque, l'église cathédrale St-Etienne était encore en ruines et l'ancienne chapelle épiscopale, dédiée à St-Jean, servait d'église paroissiale.

Les criées aux carrefours de la ville se firent les 31 mars, 4 et 7 avril. C'est le sieur « Jacques Sirioys, sergent de
• Messieurs les Maire et Consuls et trompette ordinaire de la
• présente ville » qui les fit aux jours ordinaires de marché, samedi et mercredi, sur la place de la Clautre, puis ensuite dans les cantons et carrefours accoutumés où il laissa copie de la criée.

Le 10 avril, le maître de la psallette revient au Chapitre pour connaître la suite de l'affaire. On lui apprend que les propositions n'ont tenté personne.

Ce n'est que dix jours après, le 20 avril, que Arnaud de Vige fait savoir au Chapitre qu'il serait acquéreur de la terre pour la somme de « six vingt livres ».

Mais les chanoines ne trouvant pas l'offre suffisante demandent aux sieurs Jean Souc, receveur du Chapitre, et à son frère, de faire une estimation de la valeur de cette terre. Ceux-ci déclarent qu'elle vaut 50 écus.

Sur cela, nouvelle criée du trompette de la ville qui, le 28 avril, annonce aux lieux-publics accoutumés que l'on a offert « six vingt livres » de la terre de la Vizonne et que si quelqu'un veut en bailher davantage il n'a qu'à se présenter au Chapitre.

Le 4 mai, M. le conseiller Martin se présente et en offre

200 livres ; la terre lui est cédée à ce prix et l'acte de vente est dressé le 4 août 1607 par le notaire royal Maigne, puis ratifié par le Chapitre le 31 août suivant.

Dans l'acte de vente, la situation de cette terre est ainsi décrite :

« Une pièce de terre sise et située en ladite Cité et joignant la Tour
» de la Vizonne, contenant un journal au courdeau, moins neuf
» escats, confrontant au grand chemin qu'on va de la porte de la
» Cité appelée Romane (sic) au pont de ladite Cité d'une part, au
» chemin que l'on va de ladite Tour de la Vizonne, d'autre, au chemin
» qui part du dit grand chemin allant au port de Campniac, d'autre
» part ».

Ailleurs on spécifie que cette terre est entourée de trois côtés par des chemins et que par le quatrième côté elle touche à la terre du sieur Martin.

Si l'on consulte le plan de Périgueux dressé par Lallier de la Tour et publié par le *Bulletin* de notre Société (tome XXVIII, p. 490) il est facile de constater que l'enclos qui contenait la Tour de Vésone correspondait parfaitement à ces conditions et qu'il est entouré sur trois côtés par les chemins spécifiés dans ces documents.

Toutefois on ne peut en conclure que la Tour de Vésone elle-même était comprise dans cet enclos appartenant au Chapitre, car cette terre est toujours dite « joignant la Tour de la Vizonne » ou « près la Tour de la Vizonne ». De plus un acte du même dossier, daté de 1609, parle d'un « Claux de la Vizonne » qui paraîtrait plutôt contenir lui-même la tour ; or cette dernière terre, par sa superficie, diffère totalement de celle dont nous parlons.

La terre du Chapitre devait être tout à fait dans l'angle des trois chemins et devait s'étendre en profondeur jusque tout près de la Tour de Vésone.

Ce nom de « Tour de la Vizonne » était l'appellation courante admise sans conteste à cette époque, car il se trouve dans dix-neuf actes différents, toujours très bien écrit, quoique par diverses mains, et avec la même orthographe.

J. Roux.

MONSEIGNEUR DU LAU

Le portrait, qu'accompagnent ces lignes, est la reproduction d'une gravure, donnée au Musée du Périgord par notre confrère M. le marquis du Lau d'Allemans. C'est celui de M^r du Lau, archevêque d'Arles, qui tint si dignement la tête de cette phalange de prêtres lâchement égorgés, en haine de la religion, le 2 septembre 1792 (1).

Diverses biographies ont été consacrées à l'illustre prélat. Dans ce *Bulletin*, il a été plusieurs fois question de lui. J'ai apporté moi-même (2) quelques renseignements, auxquels je vais ajouter des détails peu connus.

Jean-Marie-L'Evangéliste du Lau, né au château de La Coste, paroisse de Biras (3), avait trente-deux ans, lorsque la province ecclésiastique de Vienne le désigna, en 1770, pour l'agence générale du clergé, poste difficile, où « il donna l'exemple du savoir joint aux plus hautes vertus ». Cinq ans après, il était appelé à l'archevêché d'Arles, sans avoir occupé aucun siège inférieur. Cette nomination ne surprit que lui-même.

Le trait suivant témoignera de la confiance qu'il avait su inspirer et de l'estime dont il était entouré. Son élévation lui fut notifiée au cours de l'assemblée du clergé. Les membres présents décidèrent qu'ils assisteraient en corps à la cérémonie du sacre du nouvel archevêque, dans l'église des Grands-Augustins, où se tenaient les réunions. L'abbé de La Rochefoucauld, son successeur comme agent général du clergé et son futur compagnon de martyre comme évêque de Saintes, assista à la cérémonie, qu'il avait été chargé de préparer.

(1) M. le marquis du Lau possède, au château de Montardy, une peinture de l'archevêque d'Arles. J'ai entendu dire à son oncle, notre regretté confrère, que ce portrait n'était pas authentique. On avait fait poser devant le peintre la vicomtesse Henri du Lau, morte à Montardy en 1798, qui avait avec le prélat, son frère, des traits frappants de ressemblance.

(2) Tome I, p. 61, et tome XLIII, p. 316.

(3) Son acte de baptême a été publié dans la *Semaine religieuse du diocèse de Périgueux et de Sarlat*, numéro du 24 septembre 1892.

A l'Assemblée de 1782, M^{sr} du Lau obtint les suffrages de ses collègues, dont il continua à être « l'oracle », en faveur de la béatification de la vénérable Marie de l'Incarnation. Quand, trois ans plus tard, la province d'Albi réclama les bons offices du clergé pour la canonisation de notre compatriote Alain de Solminihac, le président, M^{sr} de Dillon, archevêque de Narbonne, répondit en citant les paroles prononcées par M^{sr} du Lau, en 1782 :

« Il est digne du zèle des pasteurs de réveiller la foi languissante des peuples par le spectacle des honneurs publics rendus sur nos autels à la vertu ».

Et, sur l'avis favorable de l'assemblée, l'archevêque d'Arles donna lecture de la lettre postulatoire, rédigée par l'abbé d'Osmond, depuis évêque de Comminges.

M^{sr} du Lau ne se doutait point que les paroles, par lesquelles il recommandait à la vénération publique les grands serviteurs de Dieu, lui seraient applicables un jour et que l'Eglise l'honorerait lui-même comme un saint.

Il est inutile de rappeler le sanglant épisode de la Révolution, qui eut pour théâtre les jardins du couvent des Carmes de la rue Vaugirard, à Paris, le massacre, par une horde de misérables stipendiés, d'environ cent dix-sept prêtres, parmi lesquels l'archevêque d'Arles et l'abbé de Foucauld de Pontbriand, de Celles, son cousin-germain et grand-vicaire. M^{sr} du Lau tomba, avec courage, sous les coups de ses assassins, justifiant sa devise familiale : *Vaillance mène à la gloire*.

Sa mémoire est restée populaire dans le diocèse, dont il fut le bienfaiteur et le père. Le *Museon Arlaten* conserve son image dans la galerie des notabilités de la Provence. « Son souvenir, dit une de ses admiratrices, s'enroule autour des cloîtres solitaires et exquis de Saint-Trophime ; il est gardé par les « saints de pierre » chantés par Mistral, veilleurs solennels qui, depuis des siècles, montent la garde aux portes de la basilique », où une simple plaque de marbre commémore le glorieux martyre du dernier archevêque d'Arles.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.



JEAN MARIE DULAU

Archevêque d'Arles

Né au Ch.^{au} de la Corte D.^{re} de Perigueux le 30 Mars 1738

Député d'Arles

aux Etats Généraux de 1789



Lafosse del.

le Tellier sc.



LES ÉTABLISSEMENTS ET LES MONUMENTS PUBLICS

A RIBÉRAC

EN L'AN II DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Les procès-verbaux des séances de la municipalité de Ribérac pendant la Révolution française permettent de faire connaître la situation des établissements et des édifices publics de cette ville en l'an II.

Tout d'abord, il n'y avait pas de halle ou marché couvert pour l'installation des marchands forains et des colporteurs. L'église de la Trinité, nouvellement désaffectée, servait de minage et nécessitait d'importantes réparations pour être close et salubre, de façon à être utilisée comme Temple de la Raison (1). Celle de Notre-Dame (2) était devenue une annexe de l'atelier de salpêtre qui fonctionnait dans la chapelle de l'hôpital, sous la direction de Jeannet Duvignaud, agent salpêtrier du district. Les cloches avaient été expédiées à la fonderie de Limoges, et les cordes servaient aux pesées des fourrages réquisitionnés. Les objets et ornements religieux avaient été vendus le 7 floréal, après une expertise des plus minutieuses, les galons d'or et d'argent ayant été mis à part pour être livrés à l'administration.

Le Tribunal du district et la Société populaire occupaient une pièce « dans laquelle tous les citoyens confondus ne pouvaient mettre l'ordre nécessaire aux discussions de leurs délibérations (3) ».

L'hôpital consistait en « un corps de bâtiments très délabrés dont plusieurs murs menaçaient ruine » (4), et d'une valeur de 25.000 livres, y compris le jardin et l'enclos attenants, de cinq journaux d'étendue. Ses ressources provenaient des

(1) Actuellement le théâtre municipal.

(2) Actuellement, l'église paroissiale de Ribérac, après avoir, sans nul doute, subi de nombreuses réparations.

(3) Voir registre de correspondance de la mun. de Ribérac, n° 19, fol. de

1 à 4. Archives de cette ville.

(4) L'emplacement est occupé actuellement par la maison de M. de Puylorac.

libéralités de particuliers et se chiffraient par un actif de 34.637 livres. Des sœurs, notamment la fondatrice de l'hôpital, « à défaut de prestations de serments civiques », avaient été expulsées de l'établissement. De sorte que le nombre en était réduit à deux. Il n'y avait plus que cinq lits pour le personnel de l'hôpital et sept pour les malades. Peu de linge. Peu de meubles. Pas du tout de pharmacie !

Le fonctionnement des agences de secours laissait à désirer, bien que le représentant du peuple Roux-Fazillac, par son arrêté du 26 frimaire, eût prescrit de l'accélérer. Les dernières listes établies accusaient, pour une population de 3.230 habitants, 109 familles nécessiteuses ayant droit aux secours déterminés par les lois des 28 juin 1793 et 24 brumaire an II.

Les établissements d'instruction primaire n'existaient pas. Cependant, à la date du 15 pluviôse an II, le citoyen Soubiran se fait inscrire à la municipalité pour enseigner la langue française et les principes de la nouvelle Constitution, par application de la loi du 30 mai 1793. Quelques jours après, le citoyen Perrogon fait la même déclaration.

Une bibliothèque municipale était en projet, destinée essentiellement à l'instruction des citoyens susceptibles d'occuper des fonctions publiques.

Il était, en outre, question de choisir « un ou plusieurs domaines nationaux dont la direction et l'exploitation seraient confiées à des agriculteurs intelligents. Le manoir deviendrait un hospice où l'on placerait les orphelins et les pauvres, valides, sur le retour de l'âge. Ces domaines, mieux exploités que ceux qui les environnent, deviendraient un modèle et même un objet d'émulation. Le jeune agriculteur s'y perfectionnerait. Les expériences les plus utiles s'y tenteraient avec avantage ». Mais, les domaines nationaux se vendaient « rondement », si bien que la municipalité craignait de n'en pas trouver « de propres à un établissement d'économie rurale ».

Il manquait surtout au chef-lieu une maison d'arrêt. Les prévenus étaient enfermés dans les maisons de certains particuliers, notamment celle de l'ex-prêtre Dusolier-Des-

granges, lorsque les prisons et les écuries du château étaient insuffisantes pour les contenir tous.

Ce château (naguère au ci-devant comte de Chapt), « antique et hideux, semblait toujours menacer, de son roc escarpé, les chaumières qu'il dominait ». Aussi, sa démolition fut décidée. L'entrepreneur Bardeur se chargea de ce travail, aussitôt après la mise sous séquestre par le citoyen Desvernines, agent de l'administration. On lessiva les premiers matériaux en même temps que les pavés des églises, pour en extraire le salpêtre. D'autres durent être employés aux réparations des chemins et aux constructions projetées : chaussée sur la Dronne ; ponceau sur le Ribéragnet, rue Couleau ; grenier communal ; maison de réclusion, etc.

Ainsi, en fait d'établissements et d'édifices publics, Ribérac n'en avait point d'intéressants. Pour en créer, la municipalité fit appel à la générosité des citoyens du district. Les souscriptions furent reçues du 20 Irimaire au 6 nivôse. Voici les noms des principaux donateurs :

Beaudoin Pierre, de Villeteureix, offre 2.000 livres « pour l'acquisition d'emplacements et l'édification des monuments publics ». Agréé.

Chabaneix Jean, de Saint-Privat, souscrit 150 livres. Agréé.

Marie-Charles, épouse du citoyen Denois, ex-maire de Sainte-Aulaye, souscrit 1.000 livres. Agréé.

Jean Lussau, de Saint-Privat, s'inscrit pour 1.000 livres et déclare qu'il donnera davantage dans l'avenir, si ses moyens le lui permettent, car « il n'aura pas de plus grand plaisir que celui de faire cette offrande, pour l'utilité de ses concitoyens ». Agréé.

Bataille Repaire, procureur de la commune d'Allemans, offre 150 livres. Agréé.

Décombe Guillaume, d'Allemans, 150 livres. Agréé.

Guy Bordier, maire d'Allemans, 25 livres. Agréé.

Léonard de Belhade, de Saint-Privat, détenu dans la prison de Ribérac, fait offrir par Jean Desvernines, gardien de cet établissement, la somme de 4.000 livres. Agréé.

Pierre Villesuzanne La Peyrière, juge au tribunal du district, souscrit 400 livres. Agréé.

François Guichard, maire de Saint-Aquilain, 150 livres. Agréé.

Léonard Boisseuil, de Saint-Aquilain, 150 livres. Agréé.

Gérard Fourgeaud, de Saint-Aquilain, 150 livres. Agréé.

Léonard Gibouin, de Champagne, 1.500 livres. Agréé.

Pierre Bazillet, de Vanxains, 200 livres. Agréé.

Saint-Saud, de Saint-Privat, 300 livres. Agréé.

Pierre Denois-Lamothe, de Sainte-Aulaye, 4.300 livres. Agréé.

Henri-Louis Dulau de Montardie, commune de Celles, 3.500 livres. Agréé.

Louis Arlot et sa sœur Françoise Arlot « pour laquelle il se porte fort », 6.000 livres. Agréé.

Pierre Brachet-Laboitière, de Saint-Apre, 200 livres. Agréé (1).

En totalité, la souscription produisit 25.433 livres, sans compter des prestations en nature. Cette somme reçut sans doute son affectation, car, peu de temps après, des ouvriers furent demandés aux municipalités et requis par elles au besoin pour travailler au chef-lieu du district.

A. DUBUT.

VARIA

LE COMTE DE RIONS

CONTRIBUTION NOUVELLE A SA BIOGRAPHIE

Notre distingué confrère, M. le comte de Saint-Saud, a consacré ici même une intéressante notice à Armand-Auguste d'Aydie de Rions (1692-1741), second mari de la duchesse de Berry. Voici aujourd'hui, sur ce personnage fameux de la Régence, diverses notes que nous avons recueillies, il y a plusieurs années déjà, au cours de recherches historiques sur le canton de Mareuil.

L'origine périgourdine du comte de Rions est indéniable. Quoique Alexandre Dumas, dans son roman *Une Fille du Régent*, et Paul de Musset, auteur d'une galerie de portraits des *Femmes de la Régence*, confondant Riom avec Rions (2), fassent de lui un cadet d'Auvergne,

(1) Registre des procès-verbaux de la municipalité de Ribérac, n° 12, fol. 39, 42 et 43. Archives de cette ville.

(2) Rions, commune du canton de Cadillac (Gironde), à trente kilomètres de Bordeaux. La seigneurie appartient successivement aux Seguin, aux d'Albret, à Louis XIII, au duc d'Epemon, aux Chabannes Curton, aux d'Aydie de Ribérac, aux Sallegourde.

débarquant du « carrosse de voiture » de Clermont en 1717 et cherchant fortune à Paris « sous les mauvais auspices de la modestie et de la timidité », il n'est pas contestable qu'Armand-Auguste-Antonin-Sicaire d'Aydie était, comme l'établit M. de Saint-Saud, cadet de Périgord.

Il naquit, en effet, le 22 septembre 1692, à Bernardières, paroisse de Champeaux (1). Il était fils de Blaise d'Aydie d'Armagnac, marquis de Bernardières et de Montcheuil, comte de Benauge, baron de Rions, et de Diane de Bautru de Nogent, fille du lieutenant-général et sœur de la maréchale de Biron. On l'appela le chevalier, puis le comte de Rions. On est assez peu fixé sur sa jeunesse. Il servait comme lieutenant de dragons, petit enseigne d'infanterie, ou bien vivait au fond de sa province natale, lorsque des parents ou voisins de sa famille le firent venir à Paris. M. de Pons, que Lauzun avait mandé du Périgord, avait été chargé de la garde-robe du duc de Berry et M^{me} de Pons était dame d'atours de la duchesse (2). Marie-Françoise-Angélique d'Aydie, une de ses sœurs (3), ayant remplacé M^{me} de Brancas comme dame de la duchesse de Berry, parut à la Cour le dimanche 1^{er} mars 1716 et fit la révérence au Roi; elle s'installa quelques jours plus tard au palais du Luxembourg et resta pendant dix-huit mois la fidèle suivante de la duchesse qu'elle accompagnait dans ses séjours aux Petites-Carmélites de la rue de Grenelle, où celle-ci avait sa cellule quand, dit La Beaumelle, elle était lasse du péché (4).

1) Commune du canton de Mareuil (Dordogne).

2) Cf. Saint-Simon, annotations sur Dangeau.

(3) Née à Bernardières, le 12 février 1691, ondoyée le 18 et baptisée le 23 mars, elle eut pour parrain François-Louis de Ranconnet, marquis d'Escoire, son oncle, et pour marraine Marie de Saint-Aulaire, vicomtesse d'Aydie. Elle épousa son cousin Antoine-Armand d'Aydie, né à Vaugoubert paroisse de Quinsac en 1686, et mourut à Paris, le 18 septembre 1717 à quatre heures du matin. Son mari continua de loger au Luxembourg et disparut au moment où la conspiration de Cellamare fut découverte. Frère du beau chevalier d'Aydie qui fut l'ami de la belle Aissé, il devint plus tard vice-roi de Castille et mourut en 1761 à Vaugoubert qu'il avait fait reconstruire. L'un des premiers, il fit connaître en France la philosophie de Bacon dont il avait traduit les *Essais* sur divers sujets de politique et de morale (édition de 1734). Voir *Le comte d'Aydie écrivain*, par A. Dujarric-Descombes.

(4) C'était une parente des D'Aydie, cette marquise de Rambures, née Beaunrunogent, morte en 1683, qui disait au cours d'une grave maladie qu'il était fort utile de mourir en la grâce de Dieu, mais qu'il était fort ennuyeux d'y vivre. *Les cahiers de M^{me} d'Aumale*, p. 105 note.

C'est dans ces circonstances qu'Auguste-Armand d'Aydie vint à Paris, peut-être même avant 1715 (1). Il plut à la marquise de Mouchy et, concurremment si l'on en croit Duclos (2), à la duchesse de Berry qui le prit pour lieutenant de ses gardes (3).

On pourrait s'imaginer qu'il possédait la beauté d'un héros de roman, bien que dans la réalité les grands amoureux de l'histoire n'aient eu, le plus souvent, presque rien d'Adonis. Lauzun, par exemple, alors simple marquis de Puyguilhem, qui fut choyé de la Grande Mademoiselle, l'altière et impérieuse M^{lle} de Montpensier, et finalement l'épousa, n'était qu'un petit bonhomme « à figure de chat écorché », au nez rouge et aux cheveux filasse. Les témoignages contemporains parvenus jusqu'à nous sont unanimes sur la laideur physique de Rions. On a lu, dans l'article de M. de Saint-Saud, le portrait qu'en trace Saint-Simon le comparant à un abcès. Ailleurs il le dépeint comme un petit homme trapu, grasset, engoncé, au visage écrasé et blafard, plein de gros boutons : « en un mot, un vilain petit courtant de boutique, mais râblu et dans la première jeunesse ». La duchesse d'Orléans, belle-sœur de Louis XIV, la rogue Palatine, déteste « ce jeune impertinent, ce vilain Rions qui a l'air d'un ondin ». Quant au duc de Richelieu (4), il assure que Rions était mal fait et avait la figure d'un Chinois. De ces comparaisons disgracieuses il faut conclure que notre cadet de Périgord n'était qu'un séducteur fort peu séduisant. Volontiers on le chansonnait, en raillant sa faible stature :

Ce n'est qu'un avorton, boudrillon !

Il avait vingt-trois ans, la duchesse de Berry en avait vingt.

Il était laid, elle était grande, bien faite, et les yeux s'arrêtaient sur elle avec plaisir, encore que la Princesse Joufflotte, comme on l'appelait, s'enivrât parfois dans les soupers du Palais-Royal sur lesquels couraient des bruits infâmes. Née le 19 août 1695, mariée en la chapelle de Versailles, le 7 juillet 1710, avec Monsieur le duc de Berry, cette « très haute et puissante princesse » était devenue veuve le 4 mai 1714. Les visiteurs du Musée de Versailles peuvent voir, entre les portraits austères de Fénelon et du conseiller d'Aguesseau,

(1) En tous cas, l'accusation portée contre Rions par Arsène Houssaye (*La Régence*), d'avoir empoisonné le duc de Berry en mai 1714, nous paraît absolument fantaisiste.

(2) *Mémoires secrets*, éd. Barrière, p. 112.

(3) *Journal du marquis de Dangeau*, 29 octobre 1715.

(4) *Mémoires*, éd. Barrière, I, 59.

le charmant portrait, peint par Louis de Silvestre cette même année 1714, de Marie-Louise-Elisabeth d'Orléans, duchesse de Berry ; ils ne soupçonnent guère en voyant la jeune veuve, dont les voiles blancs adoucissent encore la candide physionomie, que cette princesse mariée à quinze ans, veuve à dix-neuf ans, morte à vingt-quatre ans, mena la plus licencieuse existence et que sa viduité était des moins recommandables.

Rions lui inspira une passion qui en moins de rien, dit Saint-Simon, devint effrénée. Il fut l'objet de multiples faveurs qu'il nous paraît curieux d'énumérer. En 1716, il obtenait pour dix mille écus le régiment de Soissonnois de Barville qu'il troqua bientôt contre un guidon de gendarmerie à M. de Courtomer, mais en gardant le rang de colonel ; il paya le surplus de l'argent à quoi étaient taxés les guidons de gendarmerie. Il touchait alors 4.000 fr. de pension sur les bals. L'année suivante, il achetait de M. de Lourdât une charge de sous-lieutenant de gendarmerie, fixée à 90.000 francs, dont il paya la moitié avec son guidon de gendarmerie. Il quittait la charge de lieutenant des gardes et devenait premier écuyer de la duchesse concurremment avec le chevalier de Hautefort qui l'était déjà. Il se voyait conférer, le 2 novembre 1717, le gouvernement de Cognac, rapportant douze mille livres de rente et n'obligeant point à résidence, et donnait 40 ou 50.000 francs et 2.000 de pension à Saint-Viance qui en était gouverneur et qui était fort vieux (1). A propos de cet autre degré d'élévation, de cette nouvelle *chasse*, l'annotation de Saint-Simon est intéressante à rapporter ici :

« Voilà trop souvent marquer toutes les chasses de Rions sans oser faire mention de la véritable et qui fait si exactement suivre toutes les plus petites par Dangeau, qu'il faut enfin l'expliquer. Rions était

(1) *Journal* du marquis de Dangeau : 30 juillet, 10 novembre et 27 décembre 1716 ; 9 mars, 30 août, 3 et 5 septembre, 2 novembre 1717. Il s'agit du marquis Louis de Phelip de Saint-Viance (1642-1726), ancien lieutenant aux gardes du corps, lieutenant général et gouverneur de Cognac depuis 1702, marié à une petite-nièce de Fénelon.

Le comte de Rions demanda le rétablissement des anciens privilèges de Cognac : le scrutin pour la désignation du maire devait lui être présenté comme gouverneur, et il nommerait lui-même, pour la première fois seulement, les échevins et conseillers. *Mémoire*, signé Delamet, avocat, pour M. le comte de Rions, premier écuyer de Mme la duchesse de Berry, colonel du régiment Dauphin - dragons et gouverneur de la ville et château de Cognac, reçu opposant à l'exécution de l'arrêt du Conseil du 11 décembre 1717 (Paris, Imp. Thihoult. s. d., in-4°, 12 pages).

un cadet de la maison d'Aydie, dont la mère était sœur de la femme de Biron, si longtemps après duc, pair et maréchal de France. Ce cadet n'avait pas de chausses. Il était voisin de M. et de M^{me} de Pons, dame d'atours de M^{me} la duchesse de Berry, qui le firent venir petit enseigne d'infanterie, et le produisirent à Luxembourg, où il donna tout aussitôt dans l'œil à M^{me} de Berry, quoique sa figure goussaude, ramassée, basse, son visage qui n'avait pas un trait, mais des boutons assez pour dégoûter, et un esprit très court et que l'usage du monde n'avait pu étendre, ne dut pas lui promettre de bonne fortune. La sienne toutefois alla si vite qu'il devint le maître de sa maîtresse avec un empire dont elle aimait jusqu'aux rigueurs, qui toutefois la rendirent très dépendante et très malheureuse, et dont la puissance fut si démesurée qu'avec tout son orgueil elle l'épousa, et qu'elle était sur le point de déclarer ce beau mariage, lorsqu'elle mourut, malgré Madame et malgré M. et M^{me} la duchesse d'Orléans. Il y avait eu des scènes de toutes les sortes. Le Régent était entre les extrémités contre Rions et les misères dont l'ascendant de sa fille sur lui le tenait enchaîné; et le retour de la campagne du Guipuzcoa, où était Rions, était l'époque qui allait forcer la décision entre les deux, lorsque la mort de M^{me} la duchesse de Berry mit fin à tant de scandale.

N'anticipons pas.

Rions fut nommé, le 8 mars 1718, chef de corps du régiment Dauphin-Dragons (1). La même année, il recevait le gouvernement de Meudon qu'avait Dumont (2).

L'empire qu'il exerçait sur la duchesse était absolu. Il la dominait despotiquement, comme dit Richelieu. Sa tactique était inspirée vraisemblablement par Lauzun, son oncle (3), qui l'incitait à n'avoir pour elle que peu d'égards; mais Saint-Simon exagère, selon son

(1) Général Susane : *Histoire de la Cavalerie française*, II, 328 et 332. — Dauphin-Dragons est aujourd'hui le 7^e dragons.

(2) Dangeau, 31 octobre 1718. — La duchesse de Berry avait obtenu, dit Saint-Simon, le gouvernement de Meudon en échange du château d'Amboise.

Quelques jours auparavant, à Chantilly, un tigre échappé de la ménagerie du duc de Bourbon causa une panique dans les jardins. Rions s'élança résolument sur l'animal qui, hébété par le bruit, se laissa reprendre par son gardien.

(3) Lauzun devenu vieux se fit professeur d'intrigue et poussa son neveu jusque dans la famille d'Orléans. Paul de Musset composa sur ce sujet une comédie en quatre actes, en prose, jouée au théâtre de l'Odéon, le 19 janvier 1856 : *La Revanche de Lauzun* (Paris, Michel Lévy, in-12, VIII-76 pages).

habitude, en écrivant que Rions faisait essuyer chaque jour à l'altière princesse des caprices qui lui ôtaient jusqu'à la moindre liberté, et des humeurs brutales qui la faisaient pleurer quotidiennement, et plusieurs fois.

L'engouement de la duchesse de Berry pour le lieutenant de ses gardes était si vif que finalement, « après maintes passades », elle épousa le comte de Rions, à l'exemple de Louis XIV et du grand Dauphin qui avaient donné le ton d'épouser leurs maîtresses, elle fit de son amant son époux. Ce mariage, conseillé par Massillon, dut exister bien antérieurement au mois de février 1719 et se placerait dès la fin de 1716. La cérémonie se fit en secret, dans la chapelle de la duchesse, par les soins du curé de Saint-Sulpice. Rions ne voulut jamais avouer son mariage ; cependant il ne le nia point (1), le Régent s'était opposé à la déclaration du mariage.

Saint-Simon et de nombreux contemporains ont admis cette union morganatique (2). On pense, écrit Pierre de Narbonne (3), que la duchesse se maria secrètement avec le comte de Rions. Le marquis d'Argenson mandait à M^{me} de la Cour de Balleroy, le 9 janvier 1717 :

« On parle d'une grande conversion au Luxembourg. Le P. Massillon en a été l'instrument ; véritablement jamais prêtre ou moine n'a mieux mené une affaire. Il a persuadé, au bout de plusieurs retraites qui ont été faites aux Carmélites, qu'il fallait se marier pour ôter le péché. *Elle a épousé Rions*. Je vous en parle pour avoir vu l'habit de noces qui est fort beau ».

Pendant quelque temps, l'entourage même immédiat ne s'était pas douté du mariage. Un jour, après une communion fervente, précédée d'une longue retraite aux Carmélites, la duchesse de Berry remit à M^{me} de Mouchy une lettre pour M. de Rions. La dame d'honneur ne put cacher la surprise et l'effroi que lui causait un si horrible sacrilège. La duchesse cria, pleura ; elle finit par avouer qu'elle avait épousé son amant (4).

Bientôt la brouille se mit entre beau-père et gendre.

Au milieu d'un souper, le Régent voulut reprocher à Rions certaines aventures qu'il connaissait par des rapports de police. Rions, « chaud d'un peu de vin », prit la chose avec hauteur : « Qu'importe !

(1) *Mémoires du Duc de Richelieu*, I, 59. Voir aussi *La Beaumelle, Mémoires*, V, 277, et *Maurepas*.

(2) Cf. Edouard de Barthélemy, *Les Filles du Régent*, I, 213.

(3) *Journal de P. de Narbonne*, p. 24.

(4) *Mémoires de La Beaumelle*, V, 278.

répliqua-t-il, je ne suis pas comme vous, puisque dans mes amours je m'élève au lieu de descendre ». La vérité n'est pas toujours bonne à dire. Le Régent, piqué, obligea Rions à quitter Paris, avec défense d'y rentrer (1).

Rions reçut, à Meudon, après Pâques, l'ordre de se mettre en route sur le champ pour l'armée du maréchal de Berwick : il devait rejoindre à Perpignan son régiment qui allait servir en Espagne et dont beaucoup d'officiers étaient déjà partis (2). Il vint faire ses adieux à la duchesse alitée et souffrante.

— Pourquoi pleurez-vous ? Je reviendrai.

— Je pleure, parce que, quand vous reviendrez, je serai partie.

— Vous serez partie ?

— Oui. La Mort a frappé cette nuit à ma porte : je me suis réveillée dans l'épouvante.

Ce furent les dernières paroles, ce fut le dernier adieu (3). On était à la fin d'avril. La nouvelle du mariage secret s'ébruita, et le public attribua la disgrâce à M^{me} la Douairière qui n'avait pu souffrir que le mariage fût divulgué. On prétendit même que Rions avait été arrêté et conduit à Lyon, au château de Pierre-Encise (4).

Moins de trois mois après, l'ex-duchesse de Berry, épouse de Rions, mourait en couches à La Muette, sur le minuit du 21 juillet ; on l'inhuma à Saint-Denis, et son cœur fut porté au Val-de-Grâce. Quant à Rions, une « aussi terrible » nouvelle le désespéra : il essaya de se tuer et fut longtemps gardé à vue par des amis que la pitié lui fit. La duchesse, avant d'expirer, avait chargé un courrier de lui porter plusieurs pierreries de grand prix, suprême témoignage de son amour ; mais le Régent, averti par La Vrillière, secrétaire d'État, réclama ces pierreries comme héritier (5).

(1) *Mémoires* du duc de Richelieu, I, 60. — Le Régent aurait lancé une assiette au nez de Rions : la duchesse qui s'interposait aurait reçu de son père un coup de pied au ventre, Cf. *Hist. du système des finances en 1719 et 1720* (La Haye, 1739), page VII.

(2) Saint-Simon et Dangeau.

(3) *La Régence*, par Arsène Houssaye.

(4) *Journal de la Régence* (1715-1723), par Jean Buvat, écrivain de la bibliothèque du Roi, publié par E. Campardon, I, 376 et 383 ; *Gazette de la Régence* (janvier 1715-juin 1719), d'après le ms. de La Haye, éd. par le c^{te} E. de Barthélémy, pp. 334 et 336.

(5) *Mémoires* du duc de Richelieu, I, 60. — La duchesse ne se ruinait pas pour son époux. Lauzun le voyant partir pour l'armée avec des housses mesquinement brodées d'or, lui avait dit : « Mon cousin, quand je couchais au

Au mois d'avril suivant, Rions obtenait enfin la permission, la première depuis sa campagne en Espagne, de revenir à Paris ; et le bruit courait, faussement, qu'il allait se marier (1). Au fond, il demeura obscur, a rapporté Saint-Simon, et cette obscurité l'absorba. Son veuvage lui avait fait perdre sa situation (2), son crédit. Le Régent ne recevait pas volontiers ce gendre qu'il n'avait point choisi, et Rions lui faisait rarement la cour (3) ; il restait manifestement antipathique à la famille d'Orléans. Mais comme il avait été doux et poli avec ses amis, il en conserva et fit, paraît-il, bonne chère en leur compagnie pour se consoler.

Il ne négligea pas ses affaires. A Cognac, il s'occupa activement de son gouvernement, dans lequel le duc de Richelieu, futur maréchal, lui succéda au mois de septembre 1722 (4). Il fut fermier judiciaire de la terre de Ribérac, mais se déchargea de la régie et administration de cette terre pendant la durée du bail judiciaire à partir du 1^{er} janvier 1722, en donnant procuration à Pierre Dusolier de Fontjaumar (5).

Il vendit son régiment en 1725. Ses ressources étaient si médiocres qu'il pouvait à peine s'entretenir « honnêtement » et garder son carrosse ; toutefois il regrettait moins la fortune qu'il n'avait pas faite qu'une bonne amie dont il avait abusé (6). On croit qu'il recueillit une assez forte somme donnée par Lauzun dans son testament. On prétend même qu'il refusa, à deux reprises, de se marier richement (7).

Nous avons retrouvé quelques détails sur son existence. Il accompagna en Normandie le duc de Luxembourg, gouverneur de cette

Luxembourg, mes houpes étaient brodées à deux endroits ». *Mémoires de La Beaumelle*, V, 278.

(1) *Journal de Dangeau*, 24 avril 1720.

(2) Le gouvernement de Meudon fut rendu à Dumont dès le 28 juillet 1719 et l'appartement, qu'avait Rions au Luxembourg, fut donné à Mme de Caux, le 5 août. *Journal de Dangeau*.

(3) *Mémoires du duc de Richelieu*, I, 60.

(4) *Bulletin de la Soc. hist. de la Charente*, 1875 : *Les gouverneurs de Cognac*, par M. P. de Lacroix. — Selon les *Mémoires de Luynes*, Rions dut racheter vers août 1740 le gouvernement de Cognac, qui, quelques mois plus tard, à sa mort, passa au chevalier d'Allemands.

(5) Arch. dép., Charente, E. 648.

(6) *Mémoires du duc de Richelieu*, I, 60.

(7) On lui attribue des amours avec la duchesse de Retz, fille du duc de Luxembourg, liée avec un autre D'Aydie. Lettre du 6 août 1722, *Correspondance de Madame la duchesse d'Orléans*, traduite de l'allemand, III, 124.

province ; il eut à Rouen, à cette époque (juillet 1731), un duel avec le chevalier de Caux et reçut trois coups d'épée : « Cela est venu sur de mauvais propos, tenus à table, dans le vin, raconte Barbier. Par bonheur, les blessures ne sont pas dangereuses, et l'affaire n'a pas de suites » (1). Il conserva, jusqu'à la fin, l'estime du monde si difficile cependant et si changeant de la Cour (2). Il avait toujours été, excepté avec sa princesse, le plus doux et le plus obligeant des hommes. Aussi fut-il regretté unanimement (3), lorsqu'il mourut à Paris le 26 mars 1741, dans sa quarante-neuvième année (4). L'appréciation de Saint-Simon, trop souvent dur aux autres, pourrait, au demeurant, lui servir d'oraison funèbre : c'était un bon et honnête garçon !

En 1719, la duchesse de Berry (c'est le nom qu'elle continuait de porter), grosse de Rions, était accouchée d'une fille que M^{me} de Mouchy confia secrètement « à des inconnus par ordre de sa maîtresse » et qui fut mise dans un couvent de Paris. Cette fille, qu'on appelait M^{lle} Benoit, fut envoyée à Amiens après la mort de sa mère et élevée chez les dames de Maurencourt, de la règle de Fontevrault : elle passait pour une bourgeoise, mais elle était fort considérée, et servie comme une princesse. Envoyée pensionnaire à Valenciennes, elle y prit le voile.

« Elle vit encore, notait La Beaumelle vers 1756, elle ressemble trait pour trait à sa mère : des yeux bien fendus, une bouche vermeille, des joues pendantes, un teint de lait » (5).

Elle devint ensuite religieuse à Pontoise avec trois cents livres de pension (6).

Ainsi, par bonheur, M^{lle} Benoit n'offrait avec son père aucune ressemblance physique, ni avec sa mère aucune similitude morale. Arrière-petite-fille de M^{me} de Montespan, petite-fille du Régent, la

(1) *Journal* de E. J. F. Barbier (Soc. hist. Fr.), tome 1^{er}, p. 354.

(2) Il était devenu un homme à la mode et avait acquis un ton dans la société qui lui donnait de la prépondérance. *Mémoires* du baron de Besenval.

(3) *Mémoires* du duc de Richelieu, I, 60.

(4) *Gazette de France*, 16 avril 1741 ; *Mercur*e de 1741, p. 385. — On l'enterra dans le cimetière des Petits-Augustins, près du duc de Lauzun. La pierre tumulaire était revêtue d'une inscription qu'a citée Paul de Musset.

(5) *Mémoires* pour servir à l'histoire de M^{me} de Maintenon et à celle du siècle passé (1756). Tome V, 280 ; *Galerie de l'ancienne Cour* ou *Mémoires anecdotes* pour servir à l'histoire des règnes de Louis XIV et de Louis XV (1786), Tome III, p. 39.

(6) *Mémoires* de Duclos.

filie du comte de Rions et de la duchesse de Berry menait une vie pure, chaste, effacée. Elle réparait et rachetait loin du monde, dans le renoncement et la sanctification, les désordres galants et les scandales d'une lignée voluptueuse.

Ce fut la pieuse fin d'une histoire romanesque.

Joseph DURIEUX.

UN TÉMOIGNAGE DE L'ESPRIT PUBLIC

DANS LA DORDOGNE EN MARS 1814

Le document reproduit ci-dessous est un rapport adressé de Périgueux, le 21 mars 1814, au Ministre de la Police générale Savary par le sénateur comte de Lapparent (l'ancien conventionnel Cochon de Lapparent), alors chargé d'une mission politique extraordinaire dans l'étendue de la 20^e division militaire, comprenant les territoires des départements de la Charente, Corrèze, Dordogne, Lot et Lot-et-Garonne. Ce rapport n'est pas inédit. Il a été publié en 1890 par M. E. Welvert, d'après un dossier de police des Archives nationales (F^o 6710), dans les *Archives historiques, artistiques et littéraires*, sous ce titre : *Le sud-ouest de la France en mars 1814* (tome I, 1889-1890, p. 512-515). Mais cette revue, dont la publication ne dura, d'ailleurs, que deux ans, étant devenue presque introuvable, il nous a paru qu'il y aurait utilité à rééditer ce document, dont l'intérêt n'est pas seulement périgourdin. Il constitue un témoignage sincère et évidemment exact, puisque Lapparent n'inclinait, certes, pas à pousser les choses au noir, de l'esprit de notre région, et, sans doute, de la France entière, à ce moment. Le pays, saturé de gloire, mais saigné aux quatre veines, ne voulait plus que la paix, et il la voulait à tout prix. L'Empire avait fait ce miracle que l'étranger apparaissait presque comme un libérateur.

R. V.

Périgueux, le 21 mars 1814.

Le sénateur, comte de l'Empire, officier de la Légion d'honneur, commissaire extraordinaire de Sa Majesté l'Empereur et Roi dans la 20^e Division (militaire), à Son Excellence le duc de Rovigo, Ministre de la Police générale.

Monsieur le Duc, j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence copie d'une lettre que j'ai reçue du préfet du département du Lot. Les rapports que je reçois du commandant du département, de celui de la

gendarmerie et les lettres de plusieurs citoyens me prouvent que la situation de ce département devient de jour en jour plus inquiétante. Il faudrait bien peu de choses pour y exciter un soulèvement général, et nous n'avons aucune force à y envoyer. Dans ces circonstances, j'ai cru devoir autoriser le préfet à suspendre l'organisation de la Garde nationale (1). Mais cette organisation n'est pas la seule cause des troubles. Le pays est épuisé de toutes les manières et le mécontentement est à son comble de voir qu'on exige toujours de nouveaux sacrifices sans espoir d'obtenir la paix.

J'ai aussi beaucoup d'inquiétude sur le département de la *Corrèze*. Je n'avais demandé à ce département que trois cents hommes de garde nationale, et jusqu'à présent je n'ai pu en obtenir un seul (2).

La moitié du département de *Lot-et-Garonne* est occupée par l'ennemi, et il a été impossible de faire partir la garde nationale, malgré tous les efforts du général de division et du préfet.

La garde nationale de la *Dordogne* est organisée, c'est-à-dire les contrôles sont faits, ainsi que les désignations pour la garde active ; mais bien peu se présentent pour partir et nous n'avons aucun moyen de contraindre les refusants.

Il n'y a que le département de la *Charente* où il se présente quelques gardes nationales, et encore je suis instruit que l'esprit public s'y détériore et qu'on aperçoit des semences de troubles.

Je ne dois pas dissimuler à V. E. que la fermentation est générale dans tout ce pays-ci. A l'influence de l'occupation de la ville de Bordeaux (3) est venue se joindre la nouvelle répandue depuis quatre à cinq jours de la séparation du congrès de Châtillon (4) ; elle a produit la plus funeste sensation. Déjà des germes d'insurrection se sont manifestés dans plusieurs communes. Les esprits sont tellement

(1) Deux décrets des 30 décembre 1813 et 6 janvier 1814 ordonnaient la formation de légions de gardes nationales actives qui devaient être levées successivement et selon les besoins de la défense du territoire.

(2) En réalité, cette levée était une conscription déguisée, car, une fois embrigadées, les gardes nationales n'étaient plus distinguées de l'armée active. Comme elle portait à peu près exclusivement sur les hommes mariés ayant échappé aux levées précédentes et sur les hommes au-dessus de trente-trois ans, presque tous mariés aussi, du moins dans les campagnes, on comprend le peu d'empressement des intéressés. (Cf. H. Houssaye, 1814, p. 10.)

(3) Bordeaux avait été livré le 12 mars par Lynch, son maire, aux Anglais et au duc d'Angoulême qui avait proclamé roi Louis XVIII.

(4) C'est seulement le 20 mars que le congrès de Châtillon fut définitivement rompu.

fatigués et irrités qu'il ne faudrait qu'une étincelle pour allumer un grand incendie, et si on ne nous envoie pas bientôt des forces suffisantes pour en imposer, je crains bien qu'il y ait un soulèvement général dans cette partie du Midi. La levée en masse (1), si on persistait à l'ordonner, se tournerait plutôt contre le gouvernement que contre les ennemis.

Les conscrits ne partent pas; les désertions se multiplient; le recouvrement des contributions se ralentit d'une manière très alarmante (2); une résistance générale s'oppose à la perception des droits réunis; les employés, insultés et menacés, n'osent plus se montrer dans plusieurs communes, et le recouvrement est presque nul. Les huissiers et les garnisaires, redoutant les effets du mécontentement général, se refusent au service, les caisses sont vides; bientôt il ne sera plus possible de payer la solde des troupes. Il faut subvenir à tous les services par les réquisitions auxquelles on a déjà commencé à se refuser dans plusieurs endroits, et, pour peu que cet état continue, et si la paix ne vient pas y mettre un terme, l'administration tombera en dissolution, quelques efforts que nous puissions faire pour la soutenir.

J'ajouterai à V. E. que les observations du préfet du Lot sur les droits réunis me paraissent de la plus grande justesse. Ces droits sont extrêmement odieux dans ce pays-ci, parce qu'ils y étaient inconnus autrefois et que le mode de perception est très vexatoire. D'après tous les renseignements qui me sont parvenus, je crois que la haine qu'on porte à ces droits a beaucoup contribué aux événements de Bordeaux. Je sais que l'Etat a plus que jamais besoin d'argent; mais s'il était possible de les supprimer ou, au moins, de changer le mode de perception, je suis persuadé que cela contribuerait puissamment à rétablir la tranquillité dans ces contrées.

J'ai dû faire connaître à V. E. la situation politique des départements où je suis en mission. Je la prie de faire en sorte de nous procurer de prompts secours. Le préfet (3) et moi nous faisons tous nos

(1) Le décret sur les levées en masse est du 4 janvier.

(2) Malgré les surimpositions des décrets du 11 novembre 1813 et du 9 janvier 1814, les contributions directes de 1814 accusent une moins-value de plus de 50 pour 0/0.

(3) Le préfet de la Dordogne était alors le baron Maurice. Jean-Frédéric Théodore Maurice, né le 13 octobre 1776, à Genève, était le fils d'un maire de cette ville. Il était donc d'origine suisse. Professeur de mécanique analytique à l'Académie de Genève en avril 1798, examinateur des aspirants à l'Ecole Polytechnique, en juillet 1801, il fut nommé auditeur au Conseil d'Etat, le

efforts pour relever l'esprit public, ranimer la confiance des citoyens, leur rappeler ce qu'ils doivent à notre auguste Souverain, à la patrie, à leurs propres intérêts, et quelles que soient les circonstances, notre zèle et notre dévouement ne se démentiront point.

Notre position militaire ne s'améliore pas. L'ennemi (1) a passé la Garonne à Cadillac et a forcé les postes qui étaient à Saint-Macaire et à La Réole de se replier sur Aiguillon. Le général de division y est avec environ 11.500 hommes de toute espèce pour défendre autant qu'il pourra le passage du Lot.

Les troupes de la 11^e division ont évacué Libourne. Cependant l'ennemi n'y est pas encore entré. Mais le département de la Dordogne est tout à fait découvert. En rassemblant les employés des douanes, quelques militaires isolés et quelques hommes de bonne volonté, nous avons au plus 4 à 500 hommes à opposer à l'ennemi, s'il vient de ce côté-ci. Mais je ne crois pas qu'il vienne en force ; et, s'il ne se présente que quelques partis, j'espère que nous les repousserons. Il est bien à désirer que les 6.000 hommes qu'on nous avait annoncés pour le 28, arrivent bientôt pour inquiéter l'ennemi vers Bordeaux et l'empêcher de se porter en force sur Toulouse pour attaquer le duc de Dalmatie, comme il paraît en avoir le projet.

Je prie V. E. d'agréer l'assurance de mon respect.

Le comte DE LAPPARENT.

8 février 1806, préfet de la Creuse le 6 mars 1807, baron de l'Empire le 2 décembre 1809, préfet de la Dordogne le 12 février 1810, en remplacement de M. Rivet, nommé préfet de l'Ain, qui devait, à son tour, le remplacer le 10 juin 1814. (Archives nationales, F^{1b} I 167¹³ doss. *Maurice*).

(1) Il s'agit de l'armée anglaise.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente une Tête encastrée dans le mur extérieur de l'église de Fanlac ; — la 2^e est le portrait de M^{sr} du Lau, archevêque d'Arles.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLVII. — TROISIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14. .

Mai-Juin 1920

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 3^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du mercredi 7 avril 1920.....	117
— du mercredi 5 mai.....	133
Fouilles de Vésone : Fragments de peinture murale (M. Ch. DURAND).....	141
Les Bastides du Périgord et les <i>Rôles Gascons</i> (M. A. VIGIÉ).....	143
Notes archéologiques : Travaux à la cathédrale de Sarlat au xvi ^e siècle (M. Géraud LAVERGNE).....	155
Incarcération et mise en liberté de Merlhie-Lagrange (M. A. DURAND DE RAMEFORT).....	161
NÉCROLOGIE. — M. Henri de Montégut.....	163

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du mercredi 7 avril 1920.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Pierre de Brou de Laurière, le docteur Dusolier, le marquis de Fayolle, Féaux, Géraud Lavergne, le docteur Moreaud, Eugène Roux, le chanoine Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

S'excusent : MM. Charles Aublant, Dujarric-Descombes, Charles Durand, qui a perdu subitement sa chère compagne, la semaine dernière, comme nous l'apprend M. le Président. L'assemblée s'associe à son deuil.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Le Président souhaite la bienvenue à notre jeune confrère M. Pierre DE LAURIÈRE que nous voyons ici pour la première fois et qui s'intéresse aux choses anciennes.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les publications suivantes :

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1919, 3^e et 4^e trimestres, un fascicule in-8° avec illustrations, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1920 ; contenant une Note de M. Ponchon sur les Carrières et Souterrains Reluges ;

Mémoires de la Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain, tome LXIV (4^e série, 11^e volume) 1914-1919, un

vol. broché in-8°, avec des planches, Nancy, imprimerie Crépin-Leblond ;

Bulletin Archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1918, 2° livraison, un vol. broché in-8°, avec planches, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur ; contenant, p. 283, un mémoire de notre regretté confrère M. Roger Drouault sur *La Vierge à l'enfant de Saint-Pardoux-la-Rivière* ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, 38° volume, 6° livraison, décembre 1919, in-8°, Saintes, librairie Prévost ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XLI, 4° livraison, octobre-décembre 1919, in-8° avec deux planches, Brive, Roche, imprimeur ; contenant la suite de l'étude de notre confrère M. Richard de Boysson sur *L'Invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Haut-Quercy* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 46° année, novembre-décembre 1919, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin de la Société archéologique du midi de la France, nouvelle série, n° 44 et 45, séances du 24 novembre 1914 à juillet 1917, deux gros fascicules in-8°, avec planches, Toulouse, Edouard Privat, libraire, 1915-1919 ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, et de la Société des Etudes du Couserans, 13° volume, n° 6, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1920 ;

De M. Jean Clédat, ses *Notes sur l'isthme de Suez* (suite), in-4° avec planches, Le Caire, 1919, extrait du Bulletin de l'Institut français d'archéologie orientale, tome XVII ;

Et de M. Dujarric-Descombes, son intéressante brochure sur *Les ex-libris de la famille Arnault, de l'Angoumois*, in-8°, orné de trois figures, librairie héraldique Daragon, éditeur, Paris, 1919.

L'habile artiste M. Georges MARGAT veut bien offrir aussi à la Société deux jolies photographies peintes, représentant la vue du bout des allées de Tourny, en 1889, avec les ponts, au bas de chacune desquelles il a écrit deux vers latins de sa

composition, — et un beau portrait du poète Mistral, qui est une réduction photographique d'après l'eau-forte du graveur Desmoulin, né à Nontron et mort à Venise (juillet 1914). Au dos de ce portrait, M. Margat a écrit un joli sonnet, adressé à M^{lle} Priolo, reine du félibrige dont il célèbre la beauté.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Charles DURAND veut bien nous informer que l'impression de son dernier fascicule sur les fouilles de Vésone se poursuit normalement : trois feuilles sont aujourd'hui tirées et la quatrième sur sept est en composition. D'autre part, M. Ronteix lui a enfin envoyé les épreuves des trois premiers dessins ; il espère ne pas avoir de retard de ce côté. Enfin il attend vers le 20 avril les planches en phototypie exécutées par MM. Catala et il ajoute qu'à en juger par les épreuves qui lui ont été communiquées, nous aurons un très beau tirage.

Le tout sera probablement prêt vers le milieu de l'année.

Notre savant président M. le marquis DE FAYOLLE fait les deux communications suivantes :

• La Société avait voté, il y a deux ans, une somme de vingt francs pour pratiquer une fouille dans la partie supérieure de la pente Est du coteau d'Ecorneboeuf, à la surface de laquelle on rencontre à la fois des fragments de poteries romaines et de poteries néolithiques et gauloises.

• Les débris de vases de toutes formes, d'anses ou de fonds d'amphores romains voisinent à des terres épaisses, grossières et mal cuites, parfois plus finés et décorées au pinceau par des dépressions ou des torsades et par des traits qui caractérisent les époques néolithique et protohistorique. Il s'agissait de savoir s'il n'existe pas des couches stratigraphiques dans lesquelles les poteries, mêlées à la surface du sol, se rencontrent séparées à des niveaux différents, et la question offre d'autant plus d'intérêt que les archéologues comme M. de Tallefer, de Mourcin, Audierne, Jouanet, Hardy, qui ont recueilli tant d'objets sur le versant Ouest d'Ecorneboeuf, ne se sont jamais occupés du versant Est qu'ils considéraient comme ne fournissant rien.

» La fouille ouverte par une tranchée perpendiculaire au plateau, à peu de distance de la butte artificielle, formée des débris d'une construction romaine qui domine la coupure au Sud, a montré un terrain peu épais, formé de terre végétale reposant sur une couche d'argile, au-dessous de laquelle règne une certaine épaisseur de pierrailles. Celles-ci semblent au premier abord assez régulièrement disposées pour qu'on puisse les prendre pour les restes d'une muraille de moëllons ; mais elles se composent seulement de la surface décomposée de la roche calcaire dont est formée la carcasse de tous ces terrains. Une seconde tranchée, pratiquée plus au sud, a donné le même résultat, c'est-à-dire épars dans les déblais quelques fragments de poterie, appartenant aux mêmes époques diverses qu'à la surface et au fond mêmes pierres calcaires.

» Votre Commission, composée de MM. Féaux, Didon et de Fayolle, a constaté qu'il n'existe pas de couches archéologiques différentes les unes des autres, ce qui est d'ailleurs naturel, à cause de la faible épaisseur de terre végétale qui recouvre la couche d'argile et qui est bouleversée par la culture depuis des siècles. Elle a aussi observé que les murailles, remarquables par la dureté des mortiers romains qui relient les moëllons, entre lesquelles apparaissent des traces d'incendie et une abondance de poteries romaines, ne se prolongent pas sur la pente, située au-dessous de la butte qu'elles forment encore, et paraissent avoir été établies dans un but de défense de la coupure qu'elles dominent. Et enfin qu'en remontant le plateau vers le Nord, il paraît former des terrasses superposées, peut-être jadis soutenues par les murailles dont on aperçoit des traces sur la pente Est, mais plutôt produites par les dépressions naturelles de la roche calcaire qui forme le fond du terrain.

» Ainsi se trouve élucidée la question douteuse jusqu'ici de l'existence possible d'une stratigraphie quelconque sur ce point, correspondant aux débris de la surface. »

« Les jardins, situés dans la boucle de l'Isle, entre la rivière et la ligne du chemin de fer de deux côtés et le chemin qui

va de la Tour de Vésone au bac de Campniac du troisième côté, sont en ce moment l'objet de lotissements, qui vont achever de faire disparaître la topographie ancienne de cette plaine sous laquelle reposent les restes de la ville romaine. Il sera nécessaire de surveiller les fouilles que nécessitera la construction de maisons ou de hangars dans chacun de ces lots et il serait très utile d'en faire, au fur et à mesure des découvertes, un relevé que l'on reporterait sur le plan général et qui, en reliant de nouveaux documents à ceux qu'ont fournis les fouilles, si habilement dirigées par M. Durand, nous donneraient les plus précieux renseignements sur la configuration de la ville antique.

• Le 18 mars dernier, notre confrère M. Géraud Lavergne a bien voulu me signaler une fouille, pratiquée pour l'établissement d'une cave, dans un de ces lots situé le long de la rue Sainte-Claire, à environ cinquante mètres de l'embranchement de cette rue avec le chemin latéral au canal, près du pont de Campniac. Nous y fûmes ensemble et j'y suis revenu avec M. Féaux, avec lequel nous avons pris des mesures exactes de la fouille qui a 6^m80 de longueur, 5^m10 de largeur et 1^m50 environ de profondeur.

• La tranchée coupe à 0^m55 de la surface du sol un béton rose de 0^m12 centimètres d'épaisseur, composé de chaux et sable mêlé à des débris de tuile. A l'angle de la fouille se trouvaient deux fortes dalles en pierre ; mais aucun mur n'a été rencontré. Ce béton reposait sur un blocage de 0^m35 de hauteur et, quoiqu'on remarque dans certaines parties des différences de qualité et de niveau, il devait constituer le dallage d'une cour ou d'une dalle qui se prolongeait au Sud sous la rue Sainte-Claire. Dans la coupe de ce béton à l'Ouest, on voit d'épais carreaux de terre cuite qui le recouvrent encore par place. Au Sud, sous ce premier béton et à 0^m55 environ plus bas, on a trouvé une autre couche d'un béton gris très dur dans lequel ne figure que de la chaux et des cailloux de rivière. Ce dallage est certainement le reste d'une plus ancienne habitation, au-dessus de laquelle on en a superposé une seconde, à un niveau plus élevé. L'espace compris entre ces deux bétons avait été remblayé avec des terres

contenant de nombreux fragments de tuiles à rebords, de plinthes en terre cuite et de plaques brisées d'enduits muraux, recouverts de stucs colorés. Ces enduits, dont plusieurs ont été déposés au Musée, avec l'assentiment du propriétaire M. Cellerier, témoignent par leur variété qu'ils décoraient des pièces différentes d'une ou de plusieurs habitations. Ils se composent d'un mortier de trois à quatre centimètres d'épaisseur, revêtu d'un stuc très fin de un millimètre à peine, soigneusement poli, sur lequel est appliquée une peinture à l'encaustique formant des bandes de tons différents, séparées par des filets plus ou moins rapprochés. On y voit aussi des feuillages et des lignes de points. Les couleurs utilisées sont le rouge, connu sous le nom de rouge Pompéien, le blanc, plusieurs verts, le noir ou gris foncé, le jaune et le violet. Il est à remarquer que la plupart des tons sont superposés à une première couche rouge qui les réchappe. Quelques fragments de poteries vernissées rouges à décor en relief ou noires ont été rencontrés dans les terres de déblai de cette habitation, située dans le quartier des Thermes de Vésone. »

L'assemblée prend un vif intérêt à ces deux communications.

A la suite de cette lecture, sur une question de M. Eugène Roux, M. le Président rappelle qu'il a été trouvé jadis sur Ecornebœuf des débris romains en assez grande quantité.

M. Eugène Roux fait observer « qu'à lire Audierne et Taillefer, il semblerait que des débris de cette nature auraient été plutôt abondamment exhumés du sol du coteau de Laboissière. Les conséquences que ces savants auteurs tirent de ce fait ne sont peut-être pas toutes admissibles. Il est difficile, par exemple, selon M. Roux, de croire exacte la façon dont Taillefer explique l'origine, non seulement du camp de Laboissière, mais de divers autres camps dits romains épars dans le Périgord, où ils sont plus nombreux que dans aucun autre pays.

» Il en existe, en effet, un dans La Bécède, sur le territoire de la commune d'Urval ; un autre près La Chapelle Saint-Jean ;

un autre entre le château de Marquessac et le bourg de Sainte-Eulalie-d'Ans ; un autre à Puy-de-Pont, à pic sur le ruisseau Le Salembre, — sans préjudice de ceux que Taillefer prétend avoir été créés pour loger ce que les Romains appelaient leurs troupes *alliées*, c'est-à-dire des contingents qu'ils levaient parmi des peuplades qu'ils avaient antérieurement soumises, contingents qu'ils encadraient dans leur propre armée.

• Une trace du passage chez les Pétrocoriens de quelques-uns de ces contingents alliés résiderait, toujours d'après Taillefer, dans l'étymologie des noms d'Atur, Champceviuel, Chanseigne et Chambareau, ces deux dernières localités situées dans la commune de Montrem.

• Atur, autrefois Astur, serait l'emplacement d'un campement d'Asturien ; Champcevinel, autrefois Chansavinel, d'un campement de Sabins ou Sabelliens ; Chanseigne d'un campement de Ségnien ; enfin Chambareau d'un campement d'Eburons.

• Les Asturiens étaient une peuplade de l'Espagne citérieure ; les Sabelliens une peuplade de l'Apennin ; les Ségniens et les Eburons des peuplades de la Belgique.

• Si Taillefer s'en était tenu à ces constatations, M. Roux n'aurait rien à y redire. Mais Taillefer va plus loin. Il soutient que tous les camps qui viennent d'être énumérés auraient fait partie d'un vaste plan, conçu et exécuté par les Romains, pour l'enveloppement de la capitale des Pétrocoriens. Il ne se serait agi de rien moins que d'organiser le blocus de cette capitale, en prévision du cas où elle se serait soulevée. Eh bien ! c'est cette version que M. Roux estime invraisemblable.

• Quand donc, dit-il, les Romains auraient-ils pris ces précautions militaires contre nos aïeux gaulois ?

• Ce ne peut pas être avant le siège d'Uxellodunum, qui eut lieu en l'an 50 avant J.-C., puisque c'est seulement alors que les Romains se sont approchés de notre territoire.

• Ce n'est pas non plus pendant ce siège, car les Romains eurent assez à faire pour venir à bout de l'héroïque résistance des Uxellodunois, et ce n'était pas pour eux le moment de se distraire de cette occupation en allant, à plus ou moins

grande distance, élever des fortifications contre les Pétrocoriens.

» Et c'est encore moins après la prise d'Uxellodunum, car l'exemple cruel que fit César en faisant couper la main droite à tous les défenseurs survivants de cet oppidum, jeta la terreur partout et consumma la sujétion définitive de la Gaule entière.

» À ce moment, César lui-même jugea qu'il n'avait plus à craindre aucun soulèvement, et qu'il pouvait se donner le loisir d'aller visiter l'Aquitaine qu'il ne connaissait pas. C'est dit en propres termes dans le VIII^e livre des *Commentaires*.

» Nous possédons, d'ailleurs, un document d'où l'on peut inférer que c'est bien à dater de la chute d'Uxellodunum que les Périgourdins renoncèrent à toute velléité de résistance. Un mot d'ordre circula de village en village dans toute leur contrée sous la forme d'une complainte dont le refrain est ainsi traduit dans la *France illustrée* de Malte-Brun :

Prends garde, fier Pétrocorien !

Réfléchis avant de prendre les armes.

Car si tu es battu

César te coupera les mains.

» La soumission des Pétrocoriens fut donc désormais, comme celle de toute la Gaule, un fait acquis. Les Pétrocoriens en arrivèrent même très vite à l'adulation vis-à-vis de leurs nouveaux maîtres. César était à peine mort qu'ils érigeaient des bustes en l'honneur des trois triumvirs. Nous savons par Audierne et Taillefer que ces bustes ont subsisté jusqu'à la Révolution. Ils étaient exposés aux regards des curieux dans la cour des vieilles casernes de la Cité, au-dessus de la grande porte intérieure.

» Il y eut, pendant l'occupation romaine, diverses insurrections en Gaule. Une première se produisit en Aquitaine sous l'Empereur Auguste. Elle fut réprimée par Messala. Mais ce fut avant l'incorporation du Périgord dans l'Aquitaine, incorporation qui n'eut lieu qu'en l'an 27 avant J.-C. Le Périgord ne prit donc aucune part à ce mouvement.

» Une autre insurrection, organisée par Vindex, éclata sous Néron. Mais on a la liste des peuplades gauloises qui

entrèrent dans cette conspiration, et le Périgord n'y figure pas.

» Enfin, au III^e siècle, soulèvement des Bagaudes, qui étaient les Croquants de l'époque. Mais ils s'attaquaient aux cités gauloises devenues métropoles romaines, ce qui était le cas de Vésone. Les Pétrocoriens furent donc, non les auxiliaires des Bagaudes, mais leurs ennemis.

» En définitive, les Pétrocoriens, romanisés de bonne heure, le restèrent invariablement jusqu'à la fin. Les Romains, d'ailleurs, merveilleux colonisateurs, surent s'attacher Vésone par des faveurs insignes. Ils firent d'elle, presque dès le début, une ville municipale, puis une des soixante métropoles de la Gaule, et sauf qu'ils ne l'élevèrent pas, comme Burdigala, au rang de *libera*, et qu'ils la laissèrent *stipendiaria*, c'est-à-dire sujette aux tributs, ils la comblèrent de privilèges et de bienfaits, et les quatre siècles de leur domination furent pour elle une ère ininterrompue de bien-être et de prospérité. Aussi ne songea-t-elle pas à se révolter, et l'on ne peut concevoir, dans toute cette longue période gallo-romaine, une époque quelconque où les Romains auraient éprouvé le besoin de prendre contre nos pères les mesures extraordinaires de sauvegarde dont il est parlé dans les *Antiquités de Vésone*.

» M. Roux ajoute qu'Audierne, de son côté, lui paraît exagérer fortement, quand il écrit, dans son *Périgord illustré*, que les Romains occupèrent militairement le camp de Laboisière pendant presque tout le temps que dura leur domination dans les Gaules.

» Passe pour une occupation momentanée, pour un passage accidentel de troupes, comme aurait été celui des deux légions emmenées par César dans son voyage en Aquitaine. Mais une occupation aussi prolongée que celle qu'allègue Audierne est tout à fait impossible, car les Romains n'ont jamais entretenu dans les Gaules qu'une armée d'occupation infime. Dans sa *Géographie historique et archéologique de la Gaule romaine*, Ernest Desjardins constate que, dès l'époque d'Auguste, les seules légions existant en Gaule étaient cantonnées sur les bords du Rhin, et qu'il n'y eut jamais dans les trois provinces qu'une cohorte urbaine venue de Rome et établie à Lyon. »

M. Robert VILLEPELET nous signale un intéressant article du savant historien de l'art religieux en France au Moyen-Age, M. Emile Mâle, publié dans la *Revue de Paris* (n° des 13 octobre 1919 et 13 février 1920), sous ce titre : *L'Art du Moyen-Age et les pèlerinages ; les routes de France et d'Espagne*. S'appuyant sur le Guide du pèlerin de saint Jacques de Compostelle, écrit, au xii^e siècle, l'auteur montre que de grandes routes unissaient alors entre eux les principaux sanctuaires où les fidèles allaient vénérer les reliques d'un saint, Saint-Martin de Tours, Saint-Hilaire de Poitiers, Saint-Eutrope de Saintes, Saint-Léonard, Saint-Front de Périgueux, Sainte-Foy de Conques, Saint-Pierre de Moissac, Saint-Gilles, Saint-Sernin de Toulouse, et que toutes ces voies se rapprochaient en Gascogne pour traverser les Pyrénées, après lesquelles elles n'en faisaient plus qu'une, la route de Saint-Jacques de Compostelle. L'église de Saint-Front de Périgueux était une des stations de la route des pèlerins de l'Est, route qui, se dirigeant de Vézelay sur Saint-Léonard, courait, après Périgueux vers La Réole, Bazas, Mont-de-Marsan et Orthez. Le Guide des pèlerins expose qu'aucun saint de France n'avait un plus beau tombeau que saint Front : ce tombeau était circulaire comme celui du Seigneur. »

Notre érudit correspondant M. René FAGE mande au Président « qu'il a trouvé à la Bibliothèque Mazarine une collection de manuscrits en plusieurs volumes in-folio sous le titre de « Histoire des fondations ». Il s'agit de la fondation de nombreux monastères de l'ordre de la Visitation.

» Un des mémoires est intitulé : « Fondation du monastère de Périgueux, ville capitale du Périgord, établie le 24^e de mars 1641. » Il a 76 pages. Ce couvent est situé à côté des ruines de l'amphithéâtre ; aussi un des chapitres est consacré à la « description de l'amphithéâtre de l'ancienne ville de Périgueux en la Cité. » Ce chapitre est assez intéressant ; il contient la description très sommaire et très naïve des ruines, et aussi des grottes ou chapelles, qui y furent installées par les religieuses,

« Ce mémoire a-t-il été publié ? En connaît-on l'auteur ? Mes recherches à ce sujet n'ont donné aucun résultat... »

Quelques membres croient que ce mémoire a été sinon publié en entier, du moins résumé dans l'*Histoire de la Visitation*, par le conseiller Condaminas, Périgueux, imprimerie Cassard, 1891.

Notre zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande « que, lorsqu'il consacra, dans ses *Recherches sur les historiens du Périgord au XVII^e siècle*, une notice à Jay d'Ataux (*Bulletin*, tome IX, pp. 278-284), il n'était en mesure de donner aucun aperçu de l'*Histoire du Périgord*, composée, en 1538, par cet ancien magistrat et maire de Périgueux.

» Cette histoire aurait été poussée au moins jusqu'à la fin du XVI^e siècle, ainsi qu'il résulte d'un passage de l'*Histoire de la ville de Périgueux* par Chevalier de Cablanc, dont notre vice-président possède les deux premiers tomes manuscrits.

» Cet autre maire-historien, qui avait entre les mains l'œuvre de son prédécesseur, le cite notamment à propos du mystérieux assassinat de Pierre Fournier. Après avoir dit qu'il avait emprunté aux livres de la mairie de Périgueux et à l'*Estat de l'Eglise du Périgord* par le P. Dupuy, le peu qu'il avait avancé sur cet évêque, Chevalier de Cablanc ajoute ceci :

« Tout le monde n'approuve pas cependant ce qu'ils en disent, et M. d'Ataux, qui n'est pas accusé d'avoir trop de penchant à dire du bien, le loue si fort qu'il y a lieu de croire qu'il se savait beaucoup de choses à son avantage, qui ne sont pas venues à la connoissance du père Dupuy, ni de ceux qui ont composé les mémoires de la maison de ville ».

» Cet extrait, dit M. Dujarric, est d'autant plus intéressant qu'il révèle un défenseur inattendu de la mémoire d'un prélat, dont l'orthodoxie a été plus d'une fois mise en doute. On regrettera plus vivement encore la perte d'une *Histoire*, dont le manuscrit aurait été vu à la Bibliothèque du Roi et n'a pu depuis être retrouvé. Elle nous eût certainement édifiés sur des faits restés obscurs dans nos annales périgourdines. Car ils sont bien rares, chez nous, les écrivains qui, dans le passé,

ont eu, comme le seigneur de Saint-Germain-du-Salembre et d'Ataux, le souci de transmettre à la postérité le récit de ce qui s'est passé de leur temps. »

M. Eugène Roux fait observer que, dans l'étude de M. Dujarric-Descombes sur nos anciens historiens périgour-dins, à laquelle il vient d'être fait allusion, Jean d'Ataux est mentionné comme décédé en 1647. C'est une erreur. Jean d'Ataux vivait encore en 1652 en pleine Fronde. Balthasar, étant à la poursuite de Folleville après le combat de Monclar qui fut livré le 15 mai de ladite année, rencontra Jean d'Ataux et le fit prisonnier. Cette capture n'était pas très régulière. Jean d'Ataux n'avait pas fait et ne faisait pas acte de combat-tant. Il se rendait paisiblement de sa maison de Ferrières à Saint-Astier. Aussi, à la demande de son fils aîné, Bernard de Jay, lieutenant-particulier au Présidial de Périgueux, le comte de Ribérac pressa Folleville de réclamer la libération sans conditions de Jean d'Ataux. Il y eut, à ce propos, échange de lettres entre Balthasar et Folleville. Balthasar tint bon. Il ne consentit à relâcher son prisonnier que moyennant rançon. Cependant il le renvoya sur parole, c'est-à-dire sous la promesse qu'il réviendrait, à un jour déterminé, lui porter 200 pistoles. Jean d'Ataux, accompagné d'une de ses filles, fut exact au rendez-vous ; et Balthasar, après avoir reçu d'une main la somme versée par le père, la remit de l'autre main, généreusement et galamment, à la fille.

M. Roux ne se porte pas garant de l'exactitude de ce récit, qu'il emprunte à Chevalier de Cablanc. Tout ce qu'il en retient, c'est que Jean d'Ataux n'était pas mort en 1647, puisqu'il vivait en 1652.

M. DE SAINT-SAUD nous signale ensuite dans le dernier numéro de 1919 de la *Revue de Bordeaux*, d'intéressantes pages dues à M. Courteault et concernant un projet d'embel-lissement de Bordeaux « document capital pour l'histoire de la Place-Royale » dû à un certain marquis de Boissière, qui nous appartient un peu. Il s'agit, en effet, de Jean-Sylvestre de Durlfort, marquis de Boissière, sénéchal d'Agenais, devenu baron de Piles, en Bergeracois, par sa femme Elisabeth de

Clermont, dame de Piles, dernière du nom de cette vieille famille périgourdine, arrière-petite-fille du célèbre chef protestant Armand de Clermont, capitaine Piles, tué à la Saint-Barthélemy.

Profitant de sa présence à la séance, M. DE SAINT-SAUD nous rappelle qu'il avait été le promoteur, il y a un an, de l'idée de faire apporter à nos réunions pour leur donner plus de variété, de menus objets d'antiquité. Il n'a pu assister à aucune. Aujourd'hui il met sous nos yeux un trébuchet de changeur du *xviii^e* siècle, avec ses poids pour peser les menues monnaies, les pesetas par exemple.

L'assemblée regarde cette pièce avec curiosité.

M. CARAMAN, professeur au lycée de Bordeaux, nous adresse la copie du voyage de l'abbé Bellet, chanoine de Cadillac sur-Garonne, à la Chartreuse de Vauclaire en 1738.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL en lit quelques extraits et remercia M. Caraman. Il lui fera remarquer que M. Courteault en a tiré, avec tout son talent, les parties les plus intéressantes dans son article biographique sur l'abbé Bellet, après lequel il ne reste rien à glaner, et que notre président M. le marquis de Fayolle en a utilisé ce qui pouvait être le plus intéressant pour le travail qu'il a publié dans notre *Bulletin* sur les boiseries de la Chartreuse. Il n'y a donc d'inédit que la description de certains livres et du trésor du monastère et le récit assez curieux pour les mœurs de l'époque de la vie que menaient au *xviii^e* siècle les Chartreux et surtout les officiers de l'ordre. Au point de vue historique, il y a bien des réserves à faire : l'abbé Bellet confond le village de Montignac, situé sur un coteau au-dessus du monastère, avec Montignac-le-Comte, capitale féodale du comté de Périgord, qui n'a rien à voir avec les considérations que l'abbé Bellet peut en tirer relativement aux Talleyrand.

M. le chanoine Rotx nous communique ensuite quelques indications précieuses qu'il a recueillies aux Archives départementales dans une minute de M^e Maigne, notaire à Périgueux, du 11 juin 1623, sur l'ermitage du Pont de la Cité,

et qui viennent compléter les articles du Secrétaire général et de M. Charles Durand parus en 1916.

Cet acte de prise de possession sera publié dans le *Bulletin*.

M. le docteur MOREAUD nous communique aussi le testament rédigé par le curé de Saint-Privat, le 6 septembre 1724, de Florence Peyronneau ou Peyronnet, veuve, demeurant au village de Plaineserve, paroisse de Saint-Privat.

A propos de testaments, M. DE SAINT-SAUD nous dit qu'il y a aux Archives de la Dordogne, parmi les minutes de notaires, de nombreux testaments mystiques qui n'ont jamais été ouverts, ayant encore tous leurs cachets de cire sur lesquels figurent des armoiries. Il désire mettre en garde nos confrères contre une créance assez répandue. Ces armoiries ne sont pas celles du testateur, comme beaucoup de familles le pensent : le plus souvent c'est le sceau du notaire ou celui des témoins qui est représenté.

M. le docteur Emile DUSOLIER nous apporte une ordonnance de police du 28 août 1733 qu'il a recueillie dans le fonds de la juridiction de Ribérac aux Archives de la Dordogne et qui concerne la malpropreté des rues, toutes ou à peu près, encombrées de fumiers. Par cette pièce, dont lecture est donnée, on peut constater l'exiguité de la ville qui n'abordait la rive droite du Ribéragnet que près de l'église de la Trinité (emplacement du théâtre actuel). A cette époque, la ville devait conserver quelques vestiges de défenses puisqu'il est question de la Porte de Saint-Martin. Il existait un moulin sur le Ribéragnet, dans le prolongement de la rue Notre-Dame, appelé le moulin du Faure. L'hôpital était, non pas en son emplacement actuel, mais proche de la petite place où se tient maintenant le marché de la volaille.

Ce document sera publié dans le *Bulletin*.

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX, qui ne nous oublie pas, nous apprend que « l'un des quatre gardes nationaux du IV^e arrondissement de la Dordogne, qui étaient

nommés pour assister au sacre de l'empereur le 2 décembre 1804, Pierre Reclus aîné, descendit à Paris « rue Jussienne, hôtel de Lion » et prit le titre de colonel des gardes nationales de la Dordogne députées au couronnement de Sa Majesté.

» Né à Bergerac le 17 février 1757, il avait servi de 1776 à 1783 dans le régiment de Neustrie et fait deux campagnes sur mer à bord de la flotte du comte d'Orvilliers. Il s'établit ensuite propriétaire-agriculteur dans sa ville natale et commanda, pendant la Révolution, la garde nationale sédentaire « avec prudence, zèle et fermeté ».

» C'était, atteste le maire de Bergerac en septembre 1804, un citoyen vertueux et recommandable par ses bonnes mœurs et par des sentiments distingués qui l'ont toujours caractérisé, même dès sa plus tendre jeunesse, tout en professant le métier de soldat que constamment en rentrant dans la classe de bourgeois de cette cité qui le vit naître. Voici la fin du certificat municipal du 24 fructidor an XII, signé par l'adjoint Larmandie en l'absence du maire Jean Valeton-Boissière, et par le secrétaire Cailloux, et conservé aux Archives de la Légion d'honneur :

« Certifions, en outre, qu'il a sincèrement aimé la Révolution française et sa République, mais d'un amour de républicain sage, désintéressé, zélé observateur des lois, soumis et docile à leurs véritables interprètes qui en étaient les organes.

» Certifions enfin qu'ayant été chargé plusieurs fois, tant par des représentants du peuple en mission dans ce département que par les autorités constituées, de différentes missions délicates, importantes et périlleuses, soit pour le maintien du bon ordre, la conduite des deniers publics, pour les soustraire des mains d'une horde de bandits qui enlevaient très souvent les recettes publiques, soit pour achats de grains, exploitation de bois pour la construction maritime, etc., ledit sieur Reclus s'en acquitta avec louanges et satisfaction de ses commettants. »

» Le général Olivier, commandant à Périgueux la 20^e division militaire, le procureur général impérial Lanxade et le sous-préfet Prunis garantissaient également l'estime dont jouissait M. Reclus et les services par lui rendus.

» C'est vraisemblablement ce même Reclus qui, le 7 juillet

1794, avait reçu l'ordre, conjointement avec un citoyen Imbert, de faire couper les arbres propres à la construction du pont de Bergerac, dans l'étendue du département, jusqu'à concurrence de 15.000, et d'aviser aux moyens de loger et nourrir les ouvriers employés à la coupe et à l'équarrissage des bois (cf. *La Mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II*, par H. Labroue, p. 582).

» Membre de la Société populaire de Bergerac, dont les procès-verbaux de séances ont été publiés par M. H. Labroue, il signa l'adresse envoyée à la Convention pour exposer les services que Lakanal, au cours de sa mission, avait rendus au bien particulier de Bergerac et aux intérêts généraux de la République. »

Avant que la séance ne soit levée, notre trésorier M. FÉAUX croit devoir nous prévenir qu'avec les nouveaux tarifs postaux, le chiffre des recouvrements des cotisations de la Société sera porté de 0.75 à 1 franc et pour la ville à 0.50 ; plus, une quittance sous enveloppe, si l'on en veut une, 0.25, total 1 fr. 25 à ajouter au montant de la cotisation. Il engage donc ses confrères à lui envoyer sans frais la somme de dix francs.

Il reste à procéder à l'élection d'une personne qui désire entrer dans notre compagnie. Après un vote à main levée, M. le Président déclare admise membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} Anne-Marie GARGAUD-PASQUET, au château de Puy-Boissier, par Thenon, présentée par M. Durand de Ramefort et le comte de Lestrade.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du mercredi 5 mai 1920.

Présidence de M. FÉAUX, trésorier

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Châtaignon, Féaux, l'abbé Jarry, Ribette, Eugène Roux, le chanoine Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de notre confrère M. le comte Robert DE FLEURIEU, arrivée subitement dans l'Isère. Il s'intéressait à nos travaux. De ses archives domestiques, il avait fait autrefois déchiffrer et traduire quelques pièces. Il avait pris part à quelques-unes de nos excursions archéologiques.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les publications suivantes :

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, 1919, II, in-8°, Anvers, imprimerie Secelle ;

Œuvre internationale de Louvain, bulletin publié par le Commissariat général, n° 2, janvier 1920, in-8° avec une planche, Louvain, rue des Flamands, 1 ;

Revue des Etudes grecques, tome XXXI, n° 143-144, juillet-septembre 1918, in-8°, Paris, éditions Ernest Leroux ;

Comité des Travaux historiques et scientifiques, liste des membres et des Sociétés savantes de Paris et des départements, brochure in 8°, Paris, 1920 ;

Société des Antiquaires de l'Ouest, bulletin des 3^e et 4^e trimestres de 1919, in-8°, Poitiers ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 25^e-26^e-27^e livraisons, janvier-mars 1920, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; conte-

nant la suite du *Lierre d'Or du Bournat* par M. Ch. Aublant ; et une notice de M. Dujarric-Descombes sur *Nos mainteneurs, M. le marquis de Fayolle* :

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 1^{re} livraison 1920, janvier-février-mars, in-8° avec plans, Tulle, imprimerie Juglard ; contenant un intéressant article de notre correspondant M. René Fage sur les *Devotions populaires en Limousin. Fontaines à chiffons et Saints à rubans*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Notre érudit confrère M. Vicié mande au Secrétaire général qu'en classant de vieux papiers, il a mis la main sur un petit cahier qu'il avait copié autrefois et qu'il a collationné à nouveau, à notre intention, avec soin et vérification complète.

• Je vous envoie la copie de l'intitulé au dos : 1628, *Procès-verbal de la maladie de la contagion arrivée en la ville [de Belvès]*. Ce procès-verbal est l'œuvre d'un des consuls de Belvès de cette époque, nommé Sauret.

• C'est plutôt une série de procès-verbaux, tous signés de Sauret, consul, aux dates du 21 avril 1628 (le premier) ; 22 avril 1628 (le second) ; 4 mai 1628 (le troisième) ; 7 mai 1628 (le quatrième) ; le 8 mai 1628 (le cinquième) ; le 10 mai 1628 (le sixième) ; le 19 du mois de mai (le septième) ; requête adressée aux consuls (huitième pièce) ; réponse à la requête (folio 21) ; 9 août 1628, procès-verbal du même jour 1628 et dernier procès-verbal. Il ne manque aucune pièce.

• C'est l'histoire d'une famille (parents et amis) comprenant treize personnes, enfermées dans une maison de la rue Tourcal et dont, à la fin de la contagion, une dizaine au moins était morte. Au cours de ces procès-verbaux, des indications sont précieuses pour donner une idée de la vie municipale, de son fonctionnement et de la manière dont on paraît au développement des épidémies. Vous verrez ce qu'on en peut tirer.

• Je serais tout disposé, à me dessaisir de l'original pour les Archives de la Dordogne, si vous jugez la pièce intéressante.

• Le consul Sauret, fondateur d'une famille bourgeoise importante, a laissé un livret de famille dans lequel il a

relaté les faits intéressant sa famille, les fonctions municipales par lui remplies : on pourrait en extraire deux ou trois pages, qui ne seraient pas sans intérêt. Je m'offre à vous préparer ce travail, si vous le desirez ».

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a répondu à M. Vigie qu'il acceptait sa proposition. Il l'engageait en même temps à verser la pièce aux Archives départementales où la ville de Belvès a déjà un fonds spécial.

Notre confrère M. d'ESCODECA DE BOISSE nous adresse un mémoire sur l'assassinat d'un de ses aïeux à Gensac en 1621, Pierre d'Escodeca, baron de Boisse-Pardaillan. Dans la seconde partie, il traite du siège de Monheur en Agenais, qui a été publié, il y a plusieurs années, par le regretté Tamizey de Larroque dans ses *Plaquettes Gontaudaises*.

Le manuscrit de M. d'Escodeca sera soumis au Comité de publication.

M. le chanoine Roux nous donne ensuite communication d'une notice sur l'ancienne chapelle de Notre-Dame de la Garde, située dans l'enclos de Bellussière, qui a dû être démolie, comme les autres églises, au moment de l'invasion protestante, et qui a été reconstruite en 1619, aux termes d'un contrat passé le 22 février entre R. P. messire Nicolas Dumazeau, sieur abbé de Peyrouse, chantre et chanoine de l'église cathédrale de la Cité, et les maîtres maçons Giraud de la Peyronie et Léonard Eymerie. Elle fut démolie en 1826.

Cette notice, dont lecture nous a été donnée, sera publiée dans le *Bulletin*.

M. l'abbé JARRY nous présente un carnet de comptes et quittances entre un propriétaire et son métayer de 1748 à 1785, concernant une propriété sise à la Chapelle de Miremont. Ce petit carnet en fort mauvais état, qui appartient à M^{me} Diéras, institutrice, présente peu d'intérêt.

M. Robert VILLEPELET nous signale une petite rectification de date qu'il y a lieu, d'après lui, d'apporter à la notice qu'il a consacrée à *Debets-Lacrousille fils* dans ses *Histoires de ci-*

devant (t. XLVI, 1919, p. 283-285). Cette correction lui a été fournie par l'examen du dossier administratif (Arch. nat., F¹^b I, 1663, dossier *Lacrousille*) du fils du personnage en question, M. Jules Debets de Lacrousille, qui, après avoir été avocat à Périgueux, conseiller municipal de cette ville, fut nommé conseiller de préfecture de la Dordogne en remplacement de son père, le 14 juillet 1833, révoqué après la révolution de Février 1848, réintégré dans ses fonctions, le 23 janvier 1849 et retraité, le 24 mars 1867 en même temps qu'il était fait chevalier de la Légion d'honneur. Il était le beau-père de M. Armand de Siorac, directeur du *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, le grand-père par alliance de notre regretté confrère M. Romanet du Caillaud et l'arrière grand-père d'un autre de nos confrères, M. Maurice Lacombe.

« Son dossier contient un extrait de son acte de naissance, du 13 nivôse an VI (2 janvier 1798), « fils légitime de Pierre Debets-Lacrousille, homme de loi, âgé de 30 ans, et de Anne Mazet, conjoints, âgée de 21 ans, demeurant à Périgueux ». A s'en rapporter aux mentions de cet acte, Pierre Debets-Lacrousille (c'est notre *ci-devant*), serait né vers 1768 et non vers 1763. D'autre part, il serait rentré à Périgueux sensiblement avant l'an VIII, puisqu'il y demeure déjà quand lui naît son fils, en janvier 1798. Il y fit, d'ailleurs, une longue et honorable carrière. *Lacrousille fils* est désigné comme conseiller de préfecture de la Dordogne par l'*Annuaire du département de la Dordogne pour l'an XI*. Plus tard, avocat, membre du Conseil général, il redevint conseiller de préfecture de la Dordogne en 1830, résigna ses fonctions en faveur de son fils en 1833, (Bugeaud, alors simple général s'employa activement au succès de cette transmission), fut nommé juge de paix de Périgueux et mourut après avoir rempli pendant dix ans cette dernière fonction ».

A propos de la même question sur un autre sujet, notre vénéré confrère M. le marquis DE GOURGUE écrit à M. Robert Villepelet, qui a travaillé avec un dossier de la Police générale sous les yeux, pour le prier de rectifier ce qu'il dit de son grand-père *Joseph-Marie de Gourgue, un émigré malgré lui*.

« Vous établissez qu'à la date du 23 juin 1792, la municipalité de

Lanquais ne voyant pas Joseph-Marie de Gourgue l'avait porté sur la liste des émigrés et qu'en même temps à la date du 9 février 1793 la municipalité de Bordeaux l'y avait porté également.

» C'est par suite d'une erreur, dites-vous, Monsieur, qu'aussi bien dans le district de Bergerac que dans celui de Bordeaux, Joseph-Marie de Gourgue avait été porté comme émigré, car d'après la pièce authentique du 8 germinal an IX (sur laquelle vous vous appuyez pour établir votre thèse), Joseph-Marie de Gourgue n'aurait pas émigré puisqu'il aurait séjourné à Versailles sans interruption du 12 mars 1792 au 7 septembre 1797.

» Par conséquent votre titre : un Émigré malgré lui, semble bien justifié.

» Malheureusement pour votre thèse, je suis parfaitement au courant des circonstances de la vie de mon grand-père et je puis vous affirmer que dès 1792, il était en émigration. Il n'a pas résidé à Versailles du 12 mars 1792 au 7 septembre 1797, comme l'indique la pièce sur laquelle vous vous appuyez.

» Vous avez cité plusieurs personnes importantes de l'époque, amies de ma famille, qui avaient prêté leur appui pour obtenir sa radiation d'émigré.

» Qui nous dit que cette pièce établissant le séjour à Versailles n'est pas une pièce de complaisance ?

» En effet, mon grand-père a été à l'Armée des Princes dans le corps du Duc de Lorge.

» Il était en 1795 à Quiberon, heureusement pour lui sur l'un des derniers vaisseaux qui n'ont pas débarqué. Il est revenu en Angleterre.

» Très bon musicien, son violon lui permettait de subvenir à ses besoins. Il allait dans les familles de l'aristocratie anglaise et dans l'une d'elles, celle de Lord Henderson, il rencontra une jeune française Mademoiselle Augustine Lecointe de la Grave dont il s'éprit et qu'il épousa.

» Son mariage fut béni à Londres par Monseigneur Jérôme-Marie Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, le 15 juillet 1797 (j'ai cette pièce sous les yeux).

» Ont signé au mariage : Jérôme-Marie, archevêque de Bordeaux, Durfort, duc de Duras, de Senneville, duc de Gadagne, Lucie Stuart, Lord Henderson, Antoine-Nicolas de la Grave.

» Antoine-Nicolas de la Grave avait été fait prisonnier par les Anglais dans la guerre de l'Indépendance. Pendant sa captivité, il s'était lié d'une si grande amitié avec Lord Henderson que, quand en

1789 les événements prenant une mauvaise tournure. Lord Henderson offrit à son ami de prendre chez lui sa dernière fille Marie-Augustine.

» Elle vécut dans cette famille jusqu'à son mariage. Elle resta intimement liée jusqu'à sa mort en 1853 avec la fille de la maison Lady Durrham.

» Mon grand-père et ma grand-mère quittèrent cette maison hospitalière et s'embarquèrent pour Hambourg. C'est dans cette ville que naquit ma tante devenue plus tard Madame Charles des Moulins. Je n'ai pas besoin de vous parler de mon oncle. Vous le connaissez tous de réputation.

» Mon arrière grand-mère Catherine du Lyon, mère de Joseph-Marie de Gourgue étant morte en 1792, les métairies lui appartenant dans le district de Mont-de-Marsan (Landes) ont été les 28 mai, 25 juin et 9 juillet 1793 séquestrées et mises en ferme comme biens d'émigré.

» Comment les différentes métairies appartenant à Catherine du Lyon auraient-elles été mises en ferme comme biens d'émigré alors que son fils Joseph-Marie de Gourgue était tranquillement à Versailles ? S'il avait été en France, il n'avait qu'à se présenter et à éviter la perte de tous ses immeubles ?

» J'ai été entretenu toute mon enfance par ma grand-mère des récits de l'émigration, des amis qu'on y avait connus et aimés ; de son voyage, seule, de Hambourg à Paris pour solliciter auprès des pouvoirs publics, auprès de Cambacères la radiation de mon grand-père de la liste des émigrés ; du retour imprudent de mon grand-père, s'impatiant de voir qu'elle n'aboutissait pas à obtenir cette radiation, arrivant à Paris, se logeant rue St-Nicaise (1) et sauvé miraculeusement par la soirée passée ce jour-là à l'Opéra, la police faisant immédiatement irruption dans toutes les maisons avoisinant celle de l'attentat.

» Je vous serais très reconnaissant, Monsieur, de faire publier cette rectification dans le *Bulletin*, car je suis fier et heureux de tous les faits qui concernent mes parents dont je conserve le plus religieux souvenir. J'ai un regret, Monsieur, que mon grand âge ne me permette pas de vous porter moi-même ces renseignements ».

Cette lettre fort intéressante sera communiquée à M. Robert Villepelet, qui répondra directement à notre vénéré confrère.

Notre zélé vice-président M. Joseph DURIEUX, poursuivant sa communication du mois précédent, mande au Secrétaire

1) 3 nivôse an 9 (21 décembre 1800).

général que le Bergeracois fut représenté au sacre de Napoléon I^{er}, non seulement par Pierre Reclus dont il a été question le mois dernier, mais aussi par M. Doussault de la Primaudière, qui vint à ses frais assister au couronnement.

» Joseph-Michel-Jean Doussault chevalier de la Primaudière, né le 8 mai 1768 au château de Peyronie, paroisse de Princé (Ille-et-Vilaine), reçu à vingt ans avocat au Parlement de Bretagne, avait servi à l'armée des Pyrénées, comme officier, à partir de 1793, et s'était retiré « sur ses foyers dans le département de la Dordogne », à la suite d'une blessure reçue par coup de sabre dans la vallée du Bastan.

» Il devint maire de trois communes, notamment de Fougueyrolles, présida le canton de Vélignes, fit partie du Conseil général de la Dordogne depuis l'an VIII et du collège électoral dès sa formation. Il fut l'un des trois députés du département à la fête du 1^{er} vendémiaire an IX à Paris. Plus tard il présida une députation des présidents de cantons de France qui se rendit auprès de Joseph Bonaparte.

» En outre, les fonctionnaires publics des deux départements de la Charente, qui composaient le diocèse d'Angoulême, le chargèrent d'être leur organe près de Sa Sainteté le Pape qu'il harangua en latin en leur présence. Une apostille de M. de Ségur, grand maître des cérémonies, attestait ses services, sa bonne conduite, son zèle, et qu'il présidait le canton « où sont les propriétés de ma famille ».

» Cependant il regrettait l'état militaire et ne se consolait pas de n'avoir point pris part aux batailles d'Austerlitz et d'Iéna, quoiqu'il se répétait le mot de Cicéron : *Sunt domesticæ virtutes non inferiores militaribus*. Quand il apprit les troubles d'Espagne, il alla à Bayonne demander à Napoléon sa remise en activité de service dans son grade. Il obtint, le 16 juillet 1808, d'être employé à l'état-major de l'armée d'Espagne, comme capitaine, et fit le service des courriers et des colonnes mobiles. Le 20 avril 1811, à la tête d'un détachement de cinquante hommes, il effectua une charge de cavalerie qui renversa huit cents insurgés et nous valut de conserver la place forte de Loxa; il fut blessé dans cette affaire, d'un coup de feu à travers la poitrine. Le général Horace Sébastiani le proposa

alors pour la Légion d'honneur, à laquelle il fut nommé le 6 septembre de la même année. Chef de bataillon en 1813, il fit les campagnes de Saxe et de France.

La Restauration lui conféra la croix de Saint-Louis et la rosette de la Légion d'honneur; elle le chargea du commandement temporaire de la place de Versailles.

Le 18 février 1814, au péril de ses jours, il avait sauvé à Paris un officier français au service de la Russie. Cet acte lui valut les félicitations des généraux alliés, de Louis XVIII et du czar.

Il mourut à Gageac-Rouillac, le 9 mai 1839. De son mariage il avait eu au moins trois enfants: 1° Joseph-Paul-Emile-Nestor; 2° Anne-Jeanne-Virginie; 3° Napoléon-Pierre-Louis, auquel il donna, écrivait-il, « le nom immortel de Napoléon », et qui fut propriétaire à Pechaurieu près Port-Sainte-Foy ».

Notre érudit et infatigable vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous adresse, avec un portrait photographié du *chimiste Pierre-François Chabaneau*, une notice très complète sur la vie et les travaux du savant Nontronnais, cousin du célèbre romaniste Camille Chabaneau.

Lecture en est donnée et l'assemblée décide qu'elle sera publiée dans le *Bulletin* avec le portrait.

Enfin il est procédé à l'élection d'une personne qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après avoir voté à main levée, M. le Président déclare admise comme membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{re} ANDRIEU DE LILLE, à Rouffignac, présentée par MM. les abbés Jarry et Souillac.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M. FÉAUX.

FOUILLES DE VÉSONE

FRAGMENTS DE PEINTURE MURALE

Le *Forum* de Vésone, découvert de 1909 à 1912, au sud de la Tour de ce nom, dans un terrain mis gracieusement à la disposition du Service par notre collègue M. de Lestrade, comprenait sur son front Sud, tout au moins dans sa partie mise au jour entre les rues Saint-Pierre-ès-Liens prolongée et de Vésone, une file de substructions de destination non encore déterminée, dont l'une desquelles, affectant la forme d'une salle, nous parut présenter un certain intérêt.

Dans cette salle, en effet, entourée d'un large marchepied, existait un bassin rectangulaire de grandes dimensions, profond de 0m30 seulement, dont de minces plaquettes de pierre tendre, encore partiellement en place, dallaient le fond.

Ce bassin était alimenté par les eaux d'un puits creusé dans son intérieur même et au joignant de l'un de ses longs côtés. Les eaux usées étaient évacuées par un conduit dans l'égoût en pente vers l'Ouest, longeant au Sud l'ensemble des bâtiments.

Des peintures à fresque décoraient les murs de cette salle et ajoutaient à l'importance que lui donnait son singulier dispositif.

Lors de son dégagement, nous découvrîmes au pied de ces murs ruinés, mais non encore, en plusieurs points, complètement détruits, une grande quantité de décombres parmi lesquels un certain nombre de débris d'épais enduits de mortier lisse, en manière de fine poterie, recouverts de peinture. Mais ces débris étaient si fragmentés et presque tous en si mauvais état, qu'après triage nous n'en trouvâmes que trois ayant quelque valeur et pouvant permettre d'apprécier l'ouvrage.

Sur l'un (planche I) est figurée une curieuse tête d'homme à la chevelure noire, ondulée, le buste en partie conservé, recouvert d'un *peplum*, agrafé sur l'épaule gauche.

Le second, même planche, montre la partie gauche d'un buste d'homme avec bras correspondant cerclé d'anneaux, armés de pointes en métal, offrant, au point de vue de l'équipement d'un gladiateur, un vif intérêt.

Enfin le troisième (planche II), de plus grandes dimensions, représente, sur une hauteur de 0^m36, un gladiateur qui, bien qu'atteint au flanc gauche par la pointe d'un glaive, conserve néanmoins une attitude de combattant vu de dos, tête, torse, bras et jambes nus ; son vêtement est réduit à une sorte de court caleçon collant, tenu à la taille par une large ceinture. Le pied gauche seul visible, le droit ayant disparu par suite de la cassure de l'enduit, porte une chaussure de haute tige qu'ornent quatre anneaux et, au-dessus immédiat du talon, une délicate fleurette. Son armement ne comprend qu'un trident à long manche, tenu par les deux mains, en un geste offensif. Ses bras sont cerclés d'anneaux : le droit d'un seul, le gauche de plusieurs. De plus, la partie haute de ce dernier est munie d'une spallière avec garde supérieure très élevée qui lui protège à la fois l'épaule et le côté correspondant de la tête. A droite et à gauche, quelques amorces de personnages et de choses laissent supposer une scène continue de combat se déroulant dans des proportions inconnues sur les parois murales d'une salle dont la destination primitive reste indéterminée (1).

••

Vésone, brûlée par les Barbares, fut démolie par ses habitants pour en extraire les pierres de grand appareil ou à gros blocs que nécessitait la construction du rempart de la Cité. Le surplus, composé de matériaux de petit échantillon, servit à compléter l'ouvrage et aux besoins du voisinage.

Et dans la vaste plaine devenue silencieuse ou sauf la ruine grandiose du sanctuaire de sa divinité tutélaire, rien n'appar-

(1) Voir, pour plus amples détails, *Fouilles de Vésone*, compte-rendu de 1912-1913, pages 10 et suivantes

Ce fragment de peinture a été offert par M. de Lestrade au Musée du Périgord. Le don est d'autant plus intéressant qu'il ajoute à nos collections gallo-romaines, qui n'en possèdent pas d'analogue, une pièce rare de plus.



Demi-grandeur



Grandeur naturelle

Fouilles de Vésone. — Combat de gladiateurs.
(Fragments de peinture murale).



Réduction au quart

Fouilles de Vésone. — Combat de gladiateurs.
(Fragment de peinture murale).

IMP. CATALA FRÈRES, PARIS.

CF

raît de l'ancien municipale, mais que chaque fouille rappelle ; la ville détruite n'est plus que par ses substructions. Tout fut rasé jusqu'au niveau du sol antique, que recouvre aujourd'hui un manteau plus ou moins épais de terre en culture et de jardins fleuris. Aussi est-il difficile de dire quelle fut en élévation la consistance des monuments et des maisons d'habitation de nos ancêtres Vésoniens.

Mais si on considère, d'une part, que des dallages faits de riches mosaïques et de carreaux de marbre sont rencontrés un peu partout dans le sous-sol de l'agglomération de Vésone (1) et que, de l'autre, on trouve parmi des décombres de toute nature dans les locaux, jadis habités de la même agglomération, de nombreux fragments d'épais enduits de mortier couverts de peinture à fresque (dessins géométriques et sujets de genre) (2), on est conduit à conclure que les constructions et intérieurs Vésoniens ne différaient pas de ceux que le génie du peuple romain, en son uniformité classique, érigea dans toutes les parties de l'empire, où il eut à bâtir : Pompéï notamment nous en montre de très instructifs exemples (3).

Ch. DURAND.



LES BASTIDES DU PÉRIGORD ET LES ROLES GASCONS

Un des hommes les plus importants de l'administration anglaise, qui a été mêlé de très près à la fondation et au fonctionnement des bastides du Périgord, est Bertrand de Panissals. D'après un des documents du fonds Périgord (Bibl. nat. vol. I, fol. 256, v^o), il se présente de la manière suivante : io, senher Bertrand de Panissals, lavoier, luoc tenen, entre Drot et Dordogne, del noble baro Jehan de Greyle senescale..... del noble rey d'Angleterre.

(1) Voir *Fouilles de Vésone*. Comptes rendus 1908, 1909, 1910, 1911.

(2) Voir *Fouilles de Vésone*. Comptes-rendus 1906, 1912, 1913.

(3) Voir *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines* de MM. Daremberg et Saglio, volume IV, pages 455 et suivantes.

Après la guerre de Gascogne, Panissals, qui avait servi le roi d'Angleterre *per triginta annos vel amplius*, comme le disent les pièces officielles, en 1303, avait perdu tous ses biens meubles et immeubles ; fait prisonnier, dépouillé de sa fortune, exilé, et tout cela *pro servicio domini Regis*, il demande au Roi, de venir à son aide et à celui de sa famille. Le Roi l'appela à des fonctions lucratives et lui octroya des pensions en argent. (Voir *R. G.*, n° 4.475 et la pièce insérée à l'introduction des *Rôles Gascons*, tome III, p. XCVII, a. Dom. 1303.)

Dans sa pétition, Bertrand Panissals rappelle qu'il a procuré au Roi profit et honneur (*commodum et honorem*) et il relate les faits principaux de sa carrière, intéressants pour notre sujet ; par ses actes, il avait procuré au Roi le *castrum de PodiiGuillermi* (Puyguillein) et, en conséquence, *ipse procuraverit terram de Bayanès* (voir n° 713 *R. G.*) qu'il avait extorquée des mains de la dame de Bergerac ; dans ce même territoire, ledit Bertrand avait construit *bastidam de Rocapina* (Roquépine, commune de Sainte-Radegonde (Dordogne), canton d'Issigeac, arrondissement de Bergerac).

Le même, dans un autre territoire, près du précédent, avait construit une autre bastide, *scilicet Molieras prope abbatiam de Cadoino...* (Molières, canton de Cadouin...).

Panissals, dans un autre territoire, près des premiers, avait construit une autre bastide, *quæ vocatur Monspassereus* (Montpazier, canton de l'arrondissement de Bergerac, Dordogne).

A cette époque, comme en beaucoup d'autres endroits, l'état du pays était très mauvais *in quibus locis tunc temporis, commitebantur multa Furta, Rapine et omicidia. Peregrini, clerici. et alii homines interficiebantur.*

Après la construction de ces trois bastides, Panissals s'occupa de l'établissement de la Pêcherie de Lalinde dont personne, avant lui, n'avait eu l'idée, *que domino nostro regi est magni honoris et commodi.*

Sans insister davantage sur l'administration de ce haut fonctionnaire, dont nous aurons dans la suite à constater l'activité et que l'origine rattache peut être au Périgord, car on trouve un fief de Panissa, dans le territoire de Montignac,

relevons dans les *Rôles Gascons*, les textes intéressant les bastides du Périgord.

La plus ancienne (1) de nos bastides est Villefranche-du-Périgord, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Sarlat.

Comme bastide, elle porte le nom de *Villafrancha*, nom générique, qui, à la rigueur, pourrait s'appliquer à toutes les bastides, car toutes sont des villes franches ; mais on la distingue, dans les textes, par l'indication du pays dont elle faisait partie. On la désigne généralement par le vocable *Villafrancha Petragoricensis diocesis*.

C'est ce que fait le n° 856 des *Rôles Gascons*, qui nous apprend que la baillie, dont elle était le chef-lieu, avait été confiée, probablement par voie de fief, au chevalier Hugo de Montmaynard ; son administration avait prêté à des critiques, et le Roi, en 1285, ordonne contre lui une enquête confiée au sénéchal Jean de Greyly.

Une autre Villefranche appartenait au Périgord ; cette bastide revit dans Villefranche-de-Longchapt ; et ainsi ces deux villes ne peuvent pas, pour la période moderne, se confondre l'une avec l'autre ; il en était de même dans les *Rôles Gascons*, dans lesquels Villefranche-de-Longchapt est désignée sous le vocable *Villafrancha in honore castri de podio Guielemi* ou *juxta podium Normanni*.

Mais les textes des *Rôles Gascons* ne sont pas toujours aussi explicites : ainsi dans le n° 516, où il est question d'une bastide sous le simple vocable de *Villafranchia* : l'annotateur des *Rôles Gascons* n'hésite pas à croire qu'il s'agit de *Villefranche-du-Queyran*, bastide du Lot-et-Garonne, se distinguant des autres Villefranche, en général du moins, par la mention de *Cayrano*, nom du pays de sa situation et qui manque dans notre numéro 516.

Nous n'hésitons pas à croire que cette identification est erronée, car il faut remarquer qu'il s'agit dans notre texte de difficultés dans l'administration de Hugo de Montmaynard, que le n° 856 a mentionné comme bailli de Villefranche-du-Périgord.

(1) Fondée en 1261.

Or l'identification certaine pour ce premier texte, doit comporter l'identification pour le second, et elle doit être uniforme.

Nous en disons autant du n° 1795 des *Rôles Gascons* dans lequel se trouve pour la Villefrancha une détermination irrégulière.

Le titre s'occupe de la recette des droits de l'Agenais : le receveur était chargé de faire rentrer les revenus des territoires de l'Agenais, du Quercy, de Lectoure, des diocèses d'Auxitanie et de la bastide « *nostre de Villafranca site in Petragoricensi propre castrum nostrum de Salva terra...* » M. Charles Bémond n'hésite pas à identifier cette bastide de Villefranche avec Villefranche-de-Longchapt, et *Salvaterra* avec Sauveterre (Gironde), arrondissement de La Réole. Or nous croyons qu'il faut ne pas hésiter à identifier cette Villefranche du n° 1795 avec Villefranche-du-Périgord ; car le rapprochement de notre numéro avec les n° 1390 et 1797 montrent que Villefranche-du-Périgord, quoique du diocèse du Périgord, était rattachée à la sénéchaussée d'Agen, au moins financièrement, ce qui n'a jamais été pour Villefranche-de-Longchapt. En outre, cette dernière Villefranche est presque toujours suivie d'une suffixe explicative ou *podii Guillelmi* ou *juxta podium Normanni*, qui fait défaut ici. Quant à Sauveterre, nous y verrions une allusion au *castrum* de Sauveterre la Lémance, dans lequel le roi d'Angleterre avait des droits, qui est près de Villefranche-du-Périgord, qu'il sert à déterminer.

Non seulement le n° 1390 *R. G.* rattache au point de vue financier Villefranche-du-Périgord à la sénéchaussée d'Agenais ; mais en outre il détermine très exactement le territoire et les dex de Villefranche-du-Périgord.

Le n° 1797 *R. G.*, dans le même ordre d'idées, fait dépendre Villefranche-du-Périgord du greffe du Quercy installé pour le territoire entre Lot et Dordogne et pour Villefranche *in Petragoricensi*, greffe confié au clerc Fulcon de Soyritz.

Les *Rôles Gascons* ne contiennent rien autre sur Villefranche ; mais n'insistons pas davantage, ayant présenté l'histoire de cette bastide dans notre étude des *Bastides du Périgord*, surtout au point de vue des coutumes qui lui étaient propres

La bastide de Lalinde, fondée en 1267 (le 26 juin) par le prince Edouard, fait l'objet de nombreux numéros dans les *Rôles Gascons*. Notre confrère le regretté abbé Goustaï en a présenté l'histoire ; je ne fais qu'indiquer les n° des *Rôles Gascons* qui s'appliquent à elle, soit : les n° 25, 26, 334, 336, 802, 804, 2135. 1726, 1767, 2004, 1720, me bornant à insister sur les n° 1720 et 1726.

Le dernier 1726 est relatif à un pont à établir sur la Dordogne, et pour assurer les ressources nécessaires à ce grand travail d'utilité publique, un péage était établi pour dix ans, suivant le tarif suivant : un homme à cheval payait un denier bordelais, un homme à pied une obole, une bête chargée avec son conducteur trois oboles de la même monnaie.

Le n° 1720 a pour objet l'établissement d'une pêcherie à Lalinde. Ce travail, construit par Panissals, et dont, dit-il, personne n'avait eu l'idée avant lui, fut une des conditions à lui imposées, lorsqu'on lui concéda à cens les baillies de Lalinde et de Saint-Jean-de-Molières.

En 1279, le Roi avait indiqué, au connétable de Bordeaux, ce travail utile à réaliser à Lalinde, en lui donnant le nom de *Nassa* ou *paxeria piscatoria* (voir n° 334 *R. G.* an. 1279).

Dix ans plus tard, en 1289, Panissals réalisa ce grand travail (n° 1720, *R. G.*) et une convention fut signée entre lui et les représentants du Roi, nous dirions aujourd'hui qu'il fut dressé un cahier des charges.

La pêcherie devait être établie aux frais de Panissals ; elle devait être au fleuve de Dordogne, entre l'église de Lalinde et l'église de Saint-Front, sur le fleuve même ; elle devait être construite en pierre et bois, bonne et solide, suivant l'examen qui en serait fait par une commission d'agrément des travaux, composée de deux maîtres pêcheurs de Limeuil, de deux maîtres pêcheurs de Castelnaud (probablement Castelnaud au confluent de la Dordogne et du Céou) et de deux autres maîtres choisis par les agents du Roi. Cette pêcherie devait comporter en outre deux moulins à quatre roues, semblables à ceux qui sont établis à la pêcherie de Limeuil, suivant l'examen et la décision de la même commission.

On donnait à Panissals pour l'exécution de ces travaux trois

ans pleins, à partir de la Décollation de Saint-Jean-Baptiste (29 août); à cette échéance, les moulins devaient être mou-lants et tournants et la pêcherie propre à la pêche, et le bon état des uns et de celle-ci devait se maintenir pendant un an, à partir de la même fête, pendant lequel temps toute ruine et toute avarie, même fortuite, restaient à la charge du constructeur.

La fin du texte contient l'énumération des sûretés fournies par Panissals, en garantie de ses engagements.

La convention analysée plus haut à la date du 2 avril 1280 a été approuvée par le roi d'Angleterre le 7 juin 1289.

Le n° 1767 (*R. G.*) (an. 1290, 25 février), nous apprend que le Roi avait concédé à Etienne de Lalitte, receveur des revenus royaux en Agenais, les jeudi ou vendredi de chaque semaine du carême, sa vie durant, un saumon frais, deux aloses fraîches, deux lamproies vivantes, choisis parmi les plus gros et meilleurs poissons de ces variétés, qui seront pris, aux jours indiqués, dans notre pêcherie de Lalinde, située au rocher de Gortine (*le saut de La Gratusse*) et fournis par les tenanciers de la pêcherie.

S'il arrivait qu'aux jours indiqués, jeudi ou vendredi, lesdits poissons ou quelques-uns d'entre eux fissent défaut, dans la pêcherie, nous voulons, ajoute le Roi, qu'au premier jour suivant où seront pris des poissons de cette nature, on en prélève le nombre nécessaire pour parfaire le chiffre dû, au compte du tenancier ou fermier de la pêcherie. (*R. G.* an. 13 février 1290).

Ce n'était pas sur un seul point, que la sollicitude de l'administration anglaise se faisait sentir; elle avait pris des déterminations de grande importance pour tous les points du territoire.

C'est ainsi que nous constatons l'établissement de pêcher-ies et de moulins sur toutes les grandes rivières, la Baïse, le Gers, le Drot, etc.

L'administration se préoccupait de la réfection du pont de Bergerac (n° 1702 *R. G.*); de l'établissement d'un port sur le Drot en face de la bastide de *Monsegur*, n° 1618; de la construction d'un pont sur la Baïse à Condom, avec tarif de

péage pour sa construction et réparations, n° 461 (*R. G.*); d'un pont sur la Dordogne, en face de la bastide de *Ste-Foy-la-Grande*, n° 4738 (*R. G.*); d'un autre sur la même rivière à *Lalinde*, n° 726 indiqué plus haut, d'un pont sur la Garonne à Agen (n° 1428 *R. G.*).

Vers la même époque, on étudiait un projet de régularisation de la navigation du Lot, et la construction d'un canal dans le lit de cette rivière (*Comp. R. G.* n° 753, 920, et 1121, etc.).

On décidait la construction d'une chaussée à Libourne et de fortifications à établir autour de cette ville, n° 448 et 460 *R. G.* Comme aussi on excitait toutes les bastides à se protéger par des fortifications et par des enceintes continues (n° 752, *R. G.* et autres).

Enfin comme nous intéressant particulièrement, on envisageait la régularisation de la rivière de l'Isle; les *Rôles Gascons* contiennent sur ce point deux documents importants les n° 19 et le n° 4890. Le n° 19 nous apprend que le Roi, en 1274, avait chargé Luc de Tany, son sénéchal de Gascogne d'assurer la navigation, dans la rivière de l'Isle, de faire disparaître tous les obstacles existants et de l'ouvrir « *ita quod ibidem valeat navigari* » en faisant tous les travaux nécessaires à cet objet.

En 1305 (31 ans après), la situation n'avait pas beaucoup changé et le Roi s'adressant à son sénéchal du duché, Jehan de Havering, et à Arnaud de Calvapena, son sénéchal du Périgord, etc., leur donne le mandat, dont l'exécution intéresse le comte de Périgord et bien d'autres personnes avec lui, d'étudier et réaliser les travaux nécessaires en vue « *de aperiendo aquam insule Lybor[n]ensis usque Psrguz* » (de Libourne à Périgueux), de façon que la navigation, sans danger et sans inconvénient, permette de passer par la dite rivière; le Roi au reste ne veut abandonner aucun des droits de péage qu'il a sur la dite rivière (8 avril 1305).

J'ai hésité à reproduire ce texte et à le traduire; il est connu de tout le monde ici, car, il a été publié par Delfau, dans l'*Annuaire de Statistique du département de la Dordogne* de l'an XII, page 35 en note, d'après un original conservé à

la Tour de Londres et, d'après Delfau, mais (ajoute l'éditeur des « *Rôles Gascons*, M. Charles Bémont) avec des lacunes » et des erreurs qui le rendent inintelligible par Jullien » dans son *Histoire de la rivière de l'Isle*, partie comprise entre » Libourne et Périgueux, bref mémoire inséré au *Bulletin* de » la Société historique et archéologique du Périgord, t. V, » p. 69 à 81, 1878 ».

Je n'avais pas, au moment où j'écrivais ces notes sur nos bastides périgourdines, d'après les *Rôles Gascons*, les moyens de vérifier, ce que peut avoir de fondé cette critique un peu vive. Je n'ai pu que reproduire exactement le projet de régularisation de la navigation de la rivière de l'Isle, envisagée par l'administration anglaise et qui est resté, jusqu'à la période moderne, à l'état de simple projet.

Enfin d'autres textes des *Rôles Gascons*, rapprochés de textes plus modernes, nous servent à identifier très exactement et sûrement la position de quelques bastides périgourdines et de faire cesser, quant à elles, les controverses existantes. Je veux parler des bastides faisant partie de la châtellenie de Puyguilhem.

Le château de Puyguilhem, dont les ruines imposantes avaient tant impressionné M. Audierne, a été très anciennement mêlé à notre histoire. En 1265, il fut cédé par les seigneurs du lieu au roi d'Angleterre à la condition. «... qu'el dis senhor Reis, ne l'avant dita dona sa molhier, n'il senhor N. Audouars los fis et los bailes, auran mestier de far una bastida clausa.... fora lo castel de Puy Wilhem (manusc. de Wolfenbüttel (n° 432).

La cession était faite par Auger de Puychagut, Grimoart de Picon, Hélie St-Michel et quelques autres chevaliers et seigneurs de Puy Guilhem.

Cette forteresse de Puyguilhem, tantôt française, tantôt anglaise, devint le chef-lieu d'une des châtellenies les plus importantes du Périgord.

De cette châtellenie dépendaient plusieurs bastides ; la première, celle que le roi d'Angleterre devait établir comme conséquence de la cession du château mentionnée plus haut, porta le nom de bastide *Ste-Eulalie de Puyguilhem*. M. de

Gourgues dit d'elle qu'elle fut construite en 1265 par Henri II, roi d'Angleterre : cette bastide a porté jusqu'au xvii^e siècle le nom de bastide *Ste-Eulalie de Puyguilhem*, qu'elle a changé dans la suite en celui de bastide *Ste-Eulalie d'Eymet* : elle est située au sud du *castrum* de Puyguilhem, sur un des affluents du Drot ; elle forme actuellement une commune du canton d'Eymet ; elle figurait au fouage de 1365 pour 24 feux, dans la châtellenie de Puyguilhem.

Trois autres bastides faisaient partie de cette même châtellenie ; elles sont toutes trois mentionnées dans un des titres les plus importants des *Rôles Gascons* : ce numéro a pour objet la cession à ferme, faite par le roi Edouard, en 1284, à un citoyen de Londres, Henri le Waleis. Ce personnage obtenait du roi la concession du château de Puyguilhem et des bastides de *Fonroque*, de *Bello loco* et de *Villafranca que fuit in honorem ejusdem castri* ; au même personnage et par le même titre, le Roi accordait d'autres bastides du Périgord, *Beaumont*, *Molières*, *Lalinde*, et d'importants territoires.

Cet Henri le Waleis (Gallois, Galeys, Walis ou Wallace) avait été maire de Londres en 1275 ; il le fut de nouveau en 1277 ; le redevint en 1298. En 1284, dans notre numéro, il est désigné comme simple citoyen de Londres, fort riche, il avait prêté au Roi des sommes importantes : ces relations expliquent les belles concessions que le Roi lui accordait en 1284 (1).

R. G., t. 2, n^o 802. Pro Henrico le Waleys, de Castro de Podio Guillelmi, cum bastidis, etc. ei commissis.

Rex omnibus ad quos, etc., salutem.

Sciatis quod nos pro nobis et heredibus nostris tradimus et concedimus ad firmam dilecto nostro Henrico le Waleys, civi Londonie, pro se et heredibus ac assignatis suis recipienti, castrum nostrum de Podio Guillelmi cum bastidis nostris de Fonroqua, de Belloloco et de Villafranca, que fuit in honore ejusdem Castri ;

(1) Comp. sur ce personnage l'introd. p. LXX, note 3 de la collection générale des Docum. franç. qui se trouvent en Angleterre, par Jules Delpit, 1847.

Item bastidam nostram de Bellomonte, cum alia bastida nostra eidem vicina, vocata Sancti Johannis de Moleriis;

Item bastidam nostram de Lindia, cum communi de Clarenzio, de Bassaco, de Sancto Avito Seniore, et aliorum loccorum qui sunt in honore dudum per nos eidem bastide nostre de Lindia assignata (?);

Item terras et tenementa nostra de Goose, de Senhas et de la Bene....

Usque ad decem annos continuos et completos;

In cujus, etc. T. R. apud Kaernarvan xvj die julii (1284 A. R. XII.) Comp. 803. 804.

Des trois bastides mentionnées au n° 802 *R. G.*, la bastide de *Fonroque* est située au nord d'Eymet, un peu à l'ouest de *Ste-Eulalie de Puyguilhem*; elle revit aujourd'hui dans la commune rurale de Fonroque, du canton d'Eymet. En 1365, au rôle du fouage, elle comptait dans la châtellenie de Puyguilhem.

Bastida cum parrochia de Fonroqua pro XLI 1/2 foc. : elle avait donc une certaine importance; sa population devait s'élever aux environs de 300 habitants.

Quant aux bastides de *Beaulieu* et de *Villefranche*, où étaient-elles situées, et quelle identification faut-il proposer pour elles ?

Le savant éditeur des *Rôles Gascons*, Charles Bémont, a proposé pour la première, *bastide de bello loco*, Beaulieu commune d'Annesse-et-Beaulieu, canton de St-Astier; il est vrai, avec une certaine hésitation que marque le point d'interrogation placé à la suite de l'identification. Mais, dans la liste des bastides donnée par lui, dans l'introduction du tome III, des *Rôles Gascons*, page CXII, reproduisant cette identification, M. Charles Bémont ajoute : « le doute émis au » n° 802 sur l'identification proposée me paraît maintenant » peu fondé ».

Nous sommes sur ce point, d'une opinion tout à fait contraire et nous pensons qu'il faut abandonner absolument l'identification proposée et affirmer que la bastide de *Beaulieu* (*bello loco*) de la châtellenie de Puyguilhem doit être placée au village du Pertus dans la commune de Sigoulès.

Voici nos motifs : le rôle du fouage pour 1365 porte *Parochia de Percusio cum bastida belli loci* avec LXXV foc. Voilà notre bastide de Beaulieu de la châtellenie de Puyguilhem : elle était dans la paroisse de Percusio. Cette paroisse, anciennement existante avait été attribuée au monastère de Sarlat en 1153 ; elle disparut au xvi^e siècle ; les nom et souvenir s'en sont conservés par le village de Pertus, paroisse de Sigoulès.

La description du Périgord (manuscrit de St-Germain n° 1414) mentionne parmi les bastides du patrimoine du Roi *Parochia de Pertusio, cum bastida Belli loci.*

Dans la carte de Tarde de 1624 la paroisse du Pertus était séparée de la paroisse de Lenville par la paroisse de Lestignac ; les deux paroisses, Pertus et Lenville (quelquefois Hemville) ont disparu toutes deux : elles étaient l'une et l'autre sous le patronage de St-Martin.

Le document n° 1719 des *Rôles Gascons* est intéressant pour notre bastide *Belli loci* qu'il mentionne très exactement sous son véritable nom (il importe peu que dans l'intitulé on ait porté la forme Bastide de *novo loco*).

Dans ce titre les consuls de la bastide de Beaulieu donnaient l'authenticité, par l'apposition du sceau de leur bastide, sur un engagement pris par leurs concitoyens, à l'occasion de redevances dont ils obtenaient la diminution, portant sur des territoires de la commune de Flaageac : ils venaient en voisins, aurait-on fait appel à leur concours, s'il eût fallu aller les chercher à St-Astier ?

La dernière bastide dont s'occupe le n° 802 est la bastide Villafranca que *fuit in honore ejusdem castri (P. G.)* donc elle était située sur un territoire, dépendance féodale du dit château « *in honore* ».

Cette bastide Villafranca était d'après le rôle du fouage de 1365 dans la paroisse de Lenville (aujourd'hui disparue) « *bastida Villafranca ad parrochiam del Henvila cum XLIII foc. et dimi* ».

Cette paroisse de Lenville, ou Hemville (man. de Wolfb. n° 228) dont se rapproche notre numéro, *Del Hemvilla.*

Elle avait été attribuée en 1153 au monastère de Sarlat.

Elle a été remplacée par la paroisse du Moustier.

Et la localité marquée à la carte d'Etat-major sous le nom de *Bastide* près du Moustier est la *Bastide de Villafranca* du n° 802.

Ces identifications proposées par nous, déjà indiquées dans notre opusculé des *Bastides du Périgord*, nous paraissent résulter des textes anciens, rapportés, qui leur servent d'appui et, bien mieux justifiés, que celles proposées aux titres gascons : qui dans notre Villafranca verrait Villefranche de Longchapt, qui n'a jamais été in honore de Puyguilhem ; et dans notre bastide de Beaulieu, va chercher une bastide aux environs de St-Astier, loin de notre région : ces identifications, purement divinatoires, sont contredites par les textes formels que nous avons rapportés.

Ces critiques faites, nous nous empressons de reconnaître hautement le grand mérite du travail de M. Charles Bémont sur les *Rôles Gascons* et la grande utilité de cette publication pour les travailleurs et les historiens.

A. VIGIÉ.



NOTES ARCHÉOLOGIQUES

TRAVAUX A LA CATHÉDRALE DE SARLAT AU XVI^e SIÈCLE

L'église abbatiale de Sarlat, dont on fait remonter la fondation à Pépin et à Charlemagne (1), avait été érigée en cathédrale par le pape Jean XXII, le 13 janvier 1317, sous le titre de Saint-Sacerdos, qui tient une si grande place dans l'hagiographie périgourdine (2). C'était, à en juger par ce qu'il en reste, un édifice de style roman qu'il eût été bon de conserver (3).

Au début du XVI^e, l'évêque Armand de Gontaud entreprit de le raser pour le rebâtir dans le goût de son époque avec la splendeur requise pour une cathédrale. Le 18 juillet 1504, on commença à démolir l'ancienne église; le 6 février 1505, furent jetés les fondements de celle qu'on voit aujourd'hui, et les premières pierres posées par Jean de Magnanat, vicaire général, et Guillaume de Plamon, prévôt du Chapitre, dans les chapelles construites autour du chœur, celle de Saint-Pierre et celle du Saint-Esprit (4). L'architecte était le fameux Pierre Esclache, qui avait récemment travaillé à l'église paroissiale (5); l'entrepreneur, Blaise Bernard, maître-maçon de Sarlat (6).

(1) Selon d'autres, à Pépin d'Aquitaine et à Charles-le-Gros. Cf. Marmier (G.), *De l'origine du monastère de Sarlat*, dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. IX, p. 542-546.

(2) Cf. sous réserves la *Vie de saint Sacerdos...*, par l'abbé Pergol, Périgueux, 1865, 8°.

(3) Mourcin, dans ses *Notes de voyages en Périgord (1824-1828)*, parle de deux groupes et d'une ou deux figures rajustées au dessus du portail. Il y voit des « allegories », comme on en faisait avant le IX^e ou X^e siècle. Cf. *Bull. précité*, t. V, p. 449.

(4) Cf. *Gallia Christiana*, éd. de 1720, t. II, col. 1522.

(5) M. de Roumejoux a donné des détails sur l'activité d'Esclache en Périgord. Cf. *Bull. cité*, t. XXXIII, p. 39.

(6) La *Gallia Christiana* se trompe en disant que la nouvelle église fut consacrée par l'évêque sous le vocable de Sainte-Marie, le lundi de Pâques 1507. Elle a confondu la cathédrale avec l'église *Sainte-Marie du Mercadil*.

La bâtisse était loin d'être achevée quand Armand de Gontaud résigna l'évêché de Sarlat en faveur de Charles de Bonneval (1519) et devint archevêque de Nazareth. Mais il s'était réservé la collation et l'institution des bénéfices du diocèse, ainsi que la jouissance du doyenné d'Issigeac et de ses dépendances.

On s'explique assez par là que ses quatre successeurs, Charles de Bonneval (1519-1527), Guy d'Aydie (1527-1529), Jean de Rilhac (1529-1530) et Jacques de Larmandie (1530-1533), privés d'une partie de leurs ressources temporelles, et restés fort peu sur le siège épiscopal de Sarlat, se soient peu souciés de continuer à leurs frais les travaux de la cathédrale. En 1530, le Chapitre de Sarlat rendait Armand de Gontaud seul responsable des lenteurs apportées à l'achèvement de l'édifice et introduisait une instance contre l'archevêque de Nazareth par devant le Parlement de Bordeaux.

Un arrêt de cette cour du 4 mars 1530 ordonna que les arrérages de revenus dûs aux feus évêques de Bonneval et d'Aydie seraient payés et employés à la réparation de l'église cathédrale.

Un arrêt du 2 août suivant condamna Armand de Gontaud à payer annuellement au Chapitre, tant qu'il jouirait des revenus d'Issigeac, une somme de 660 livres pour la continuation de l'œuvre. En outre, Etienne Bardoin, Giraut, Pommier, Guillaume Médron et Mathurin Galopin, maîtres architectes de Bordeaux, furent chargés par la Cour de visiter le chantier et de décider si la construction serait poursuivie ou recommencée sur un autre plan. Après expertise faite en présence de Jean de Ferron, conseiller également délégué par le Parlement, les experts présentèrent un rapport dans lequel ils reconnurent unanimement que l'ouvrage déjà fait devait être démoli, comme manquant de solidité (1).

(1) Tous ces renseignements, à partir de 1504, sont empruntés aux *Chroniques de Tarde*, éd. de Gérard, 1887, p. 213, 222, 223 et reproduits dans Escande, *Histoire de Sarlat*, 2^e éd., 1912, p. 112. Voir aussi une communication de M. Dujarrie-Descombes, *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. XXVI, p. 201-202.

Armand de Gontaud mourut le 17 septembre 1531. Un arrêt du Parlement du 4 juin 1532, décida que les fondations de l'église de Sarlat seraient recommencées. Qu'allait, à ce sujet, faire le successeur de Jacques de Larmandie, décédé en octobre 1533 ?

Assez peu sans doute, puisque le document de 1546 (1) que nous transcrivons à la suite de ces notes, nous montre l'évêque Nicolas de Gaddi (1534-1546), aux prises avec le Chapitre sur l'achèvement de la cathédrale.

En 1536, ce prélat apparenté aux Médicis et diplomate subtil, qui devait l'évêché à François I^{er}, s'était engagé envers les Chanoines à employer annuellement une somme de 600 livres tournois à la réparation de l'église. Or, dix ans après, vers le moment où il résigna son évêché en faveur de François de Sennetière (1546), un procès était pendant au Parlement de Bordeaux entre Nicolas de Gaddi et le syndic du Chapitre de Sarlat.

Le syndic prétendait que l'évêque n'avait pas tenu ses promesses et que l'église était encore en ruine. Il avait fait saisir les revenus affermés par l'évêque et en réclamait la main-levée au profit des réparations de la cathédrale, à raison de 600 livres par an, sauf à déduire les dépenses dont l'évêque pourrait justifier.

A ces prétentions, le Cardinal de Gaddi opposait des arguments pleins d'intérêt pour nous. Il disait qu'il n'était pas lié par ses engagements de 1536, parce qu'à la suite de pertes de biens subies par lui en Italie pour soutenir la politique du roi de France (2), il avait été dispensé par François I^{er} de contribuer aux réparations ; que nonobstant cette licence, et après avoir payé au Roi plusieurs dons gratuits (3), il avait

(1) Original parchemin, aux Archives de la Dordogne, Série G., II 56.

(2) On voit en effet, dans le *Catalogue des actes de François I^{er}* t. VIII, n° 31462, qu'en juillet 1538, ce Roi donna à Nicolas de Gaddi, 2.250 livres en récompense de ses services et pour l'aider à soutenir la dépense qu'il devait faire auprès de la personne royale.

(3) Pourtant, le 5 mai 1536, le Roi lui avait abandonné tout ce qui lui revenait pour l'évêché de Sarlat sur le don du Clergé au Roi, *ib.*, t. III, n° 8434.

employé au bâtiment de la cathédrale une somme de 2.600 livres tournois, estimant qu'ainsi, il avait fait plus qu'il ne devait.

La Cour ayant ordonné que le Cardinal de Gaddi rendrait compte des réparations qu'il avait faites et des deniers qu'il avait payés au Roi pour le diocèse de Sarlat, l'opération n'aboutit qu'à quelques observations du syndic du Chapitre sur certains articles des comptes épiscopaux. On en vint à envisager que le différend pouvait se terminer par une transaction amiable.

Le représentant du Chapitre abandonna toutes ses prétentions à l'égard de Nicolas de Gaddi. De son côté, le représentant du Cardinal, Eusèbe de Carbon, son maître d'hôtel, fit don aux Chanoines d'un certain nombre d'ornements destinés au service divin, énumérés dans l'acte ci-dessous.

L'abbé Audierne ne s'était pas trompé lorsqu'en se fondant sur l'un des vitraux de la Cathédrale de Sarlat, il reconnaissait dans le Cardinal évêque de Gaddi un bienfaiteur de cette église (1). Il reste entendu qu'il ne faut rien exagérer, ce Florentin nous semblant avoir mesuré ses dons au plus juste.

Géraud LAVERGNE.

1546. Sarlat. — *Transaction entre le Chapitre de la Cathédrale de Sarlat et l'évêque Nicolas de Gaddi, représenté par son procureur et maître d'hôtel Eusèbe Carbon, terminant leur procès au sujet des travaux de l'Eglise cathédrale.*

Saichent tous que aujourd'hui vingt troisiemes..... quarante six, regnant François, par la grace de Dieu roy de France, par devant moy notaire roial soubzsigné et tesmoins dessoubz escriptz et noméz, en l'église cathédrale de la ville et cité de Sarlat et au chapitre d'icelle, estans illec assemblés, à son de la campane, religieuses personnes frères Bertrand de Salignac, grand prieur, François de Serveilh, enfermier, Jehan Milonis, prebendier, Léonard Du Bois, Ramond de Gavel, ouvrier, Jehan de Cheylard, soubz prieur et François de Bruzac, prevost, religieux de lad. esglise, ordre de Sainct

(1) Dans son *Précis historique sur la ville de Sarlat et ses évêques* (suite). *Calendrier de la Dordogne*, 1833, p. 278-279.

Benoist, le chapitre de lad. esglise faysant d'une part, et noble Eusebe Carbon, maistre d'hostel et procureur de monseigneur le Reverendissime Cardinal de Gaddis, naguieres evesque de lad. esglise, d'autre ; sur le procès et different qu'estoict en la Court de Parlement de Bourdeaulx entre le scindic desdictz religieulx et chapitre, demandent et requerant main levée d'une part et le Reverendissime Cardinal de Gaddis, défendeur, d'autre, led. scindic disant que dès l'an mil cinq cens trente six, estant lors led. Cardinal Evesque de Sarlat, par accord et transaction entre led. seigneur et led. scindic et religieulx faicte, icellui cardinal auroict promis employer chacune année la somme de six cens livres tournois à la réparation de lad. esglise et pour ce faire, auroict obligé tous et chacuns ses biens ; que durant led. temps, il n'auroict satisfait aud. accord, dont l'esglise estoict encores en ruyne ; à ceste cause auroict faict saisir soubz la main du Roy ce que estoict deu aud. seigneur par Gabriel et Jehan de Sezatz, ses fermiers, et requis que la main luy fust levée au profit de lad. réparation jusques à la concurrence de ce qu'il se trouveroit redevable, à la raison de ses six cens livres tournois pour an. du temps qu'il a tenu led. evesché, desduict ce qu'il monsteroit y avoir employé ; led. Cardinal disant que le Roy, en contemplation des services qu'il luy avoit faictz, et que, pour tenir son parti, il auroict perdu de grans biens en Italie, l'auroict par ces lettres patentes sur ce dès led. temps exempté de lad. réparation et, outre ce, pour les affaires du Roy, il auroict aud. temps octroyé au Roy, tant pour luy que pour tout le Clergé de sond. diocese, plusieurs dons gratuitz et iceulx payez, que montoit une grande somme de deniers, plus haute que celle qu'il estoit par led. accord tenu employer à lad. réparation, lesquels deniers le Roy entendoit luy estre alouués à lad. réparation, comme il l'avoit par ses lettres patentes déclaré ; et neantmoins, auroict employé plusieurs et grandes sommes de deniers à lad. réparation ; par quoy disoit led. debte avoir esté à tort et sans cause saisy et lad. main lui devoit estre levée avecques despens, domages et interestz, et tant sur ce auroict esté procédé que, par arrest de lad. Court, parties ouyes, auroict esté ordonné que led. Cardinal rendroit compte des reparations par luy faictes en lad. esglise, ensemble des deniers qu'il a au Roi payées depuis led. accord. Pour ouyr lesquels comptes, auroict esté commis M^e Leonard Vacquier, juge ordinaire pour le Roy à Domme Vieilhor, par devant lequel, en presance de religieuses personnes frères Bertrand de Salignac, grand prieur de lad. esglise, Pons de Salignac, chambrier, Jehan de Mylon, religieulx de lad. esglise, commis par led. Chapitre, auroict led. Cardinal exhibé ses

comptes et monstre clairement qu'en dix années qu'il avoit tenu led. evesché depuis led. accord, il avoit payé au Roy vingt decimes du revenu de son evesché, et oultre ce, auroit employé deulx mil six cens livres tournois et plus à lad. reparation, qu'est plus qu'il n'estoit tenu suyvant le bon plaisir du Roy et que led. scindic, après avoir veuz et calculéz lesd. comptes, ayt dict qu'il avoit eu juste cause de faire s'ysir lad. debte, jusques à ce qu'il a veu lesd. comptes et, sur aulcuns articles d'iceulx, desduict quelques pretendences qui ont esté arrestées et clozes par led. commissaire pour éviter frais et despens ; et pour entretenir l'amityé dud. seigneur Cardinal avec lesd. religieulx et esglise, par le conseil et adviz de leurs amis, sont venus à telle transaction et accord soubz le bon plaisir de lad. Court de Parlement et non aultrement, scavoyn est que led. Cardinal, jaoit que par sesd. comptes, clos et arrestez par led. Commissaire, ne soit trové redevable et ne puisse estre contrainct à payer aucune chose à lad. reparation, ains luy fust tenu led. scindic ès despens, domaiges et interest du retardement et arrest de sond. debte, icelluy Carbon, au nom que dessus, a liberalement et de sa volonté, promis donner et donne dès à present à lad. esglise deux chappes pluviaux, une chasuble et deux courtibaultz d'une mesme couleur de soye et de la couleur qu'il plaira aud. seigneur Cardinal, garnies d'orfroys beaulx et riches, sellon l'exhigence desd. ornemens, et moyennant lesd. ornemens et vestemens, la fasson desquelz lesd. religieulx remectent au bon plaisir et liberalité dud. seigneur, led. scindic a promis bailler procuration à consentir à lad. Court de Parlement, comme dès à present conscent, que la main du Roy apposée sur led. debte, soit levée au proffict dud. seigneur Cardinal, et ce sous despens de lad. instance et à requerir que ce présent accort soit auctorisé par lad. Court ; et à tenir ce que dessus lesd. parties d'ung cousté et d'autre, respectivement, au nom que dessus, se sont obligées elles et leurs biens presens et advenir et pour ce faire ont renoncé à tout previlleige de droict, de faict et de coustume, par laquelle pourroit venir au contraire de ce que dessus, et ont voulu et consenti, pour l'entretenement de ce que dessus, estre contrainctz et compellez par la Court de M^{sr} le Seneschal de Perigourt et par toutes aultres courtz de ce Royaulme, tant d'esglise que temporelles, l'une ne cessant par l'autre et ont promis et juré lesd. parties, respectivement. au nom que dessus, sur les Saintz Evangilles Nostre Seigneur, de leurs mains dextres touchés, ne venir au contraire de ce que dessus, et neantmoins iceulx religieulx sus... led. Chapitre... comme dessus à faire et prester led. consantement, faict et constitué leurs procureurs

à comparoyz pour eulx en la souveraine Court de Parlement de Bourdeaux, maistres Jehan Chassaing (un blanc) et chacun d'eulx avec puissance de substituer, et promis avoir pour agreable ce que sera faict par sesd. procureurs et ung chacun d'eulx, et iceulx relever indempnes, soubz obligation des biens dud. chapitre, et ne venir au contraire des choses susd., comme ont juré aux Saintz Dieu Evangilles et, neantmoins, ont louué, approuvé et ratifié l'arrest de compte faict par devant led. Commissaire, par lesd. de Salignac, prieur; de Salignac, chambrier et de Mylon, religieulx de lad. église. Desquelles choses susd., lesd. parties d'un cousté et d'autre respectivement, au nom que dessus, ont requis instrument à moy, notaire royal soubz-signé, que leur ay octroyé faire et bailler, les jours moys et lieu et regnant que dessus, es presences de maistres Jacques Ceron et Jehan Plamon jeune, notaires et procureurs aud. Sarlat, tesmoins cogneuz à ce dessus presens et appelez. Dorlac, notaire royal, que soubz lad. auctorité ay receu ce que dessus à ce requis.

INCARCÉRATION ET MISE EN LIBERTÉ

DE MERLHIE-LAGRANGE

Dans son très intéressant article intitulé *Histoires de ci-devant*, M. Robert Villepelet notait avec beaucoup de raison le caractère essentiellement policier de la Révolution et observait qu'à cette époque, tout le monde était soumis à un régime de surveillance et de réglementation qui aboutissait souvent à des poursuites judiciaires.

Le hasard d'une recherche dans un vieux registre de la commune de Lisle — sorte de répertoire où sont recueillis pêle-mêle des procès-verbaux de livraisons d'armes, d'engagements volontaires, et toutes sortes de documents relatifs à l'administration de la commune de Lisle et au fonctionnement des divers comités — m'a fait découvrir deux procès-verbaux d'huissier constatant l'incarcération et la mise en liberté, en novembre 1793, de M. Merlhie Lagrange, avocat, qui, plus tard, après un assez long séjour en Amérique, devint sous l'Empire conseiller à la Cour de Cassation. Ces deux

procès-verbaux sont muets sur les causes de la procédure suivie contre M. Merlhie Lagrange. Mais, dans leur sécheresse ils sont assez curieux, car ils nous font voir comment le formalisme judiciaire avait survécu au bouleversement révolutionnaire et s'appliquait encore au moment où commençait la période la plus violente de la Révolution.

Voici donc les deux procès-verbaux dont nous venons de parler :

Le 13 du mois de novembre dix-sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française, une et indivisible, nous, Bonnefond, huissier public national ayant serment de justice, résidant aux Faux Bourgt de la ville de Lisle, à la requête des citoyens membres composant le comité de surveillance de la commune de Périgueux, y habitant par vertu d'un jugement rendu par le citoyen juge de paix du canton de Lisle et de ses assesseurs, contre le citoyen Georges Merlhie Lagrange, homme de loi, habitant actuellement des Faux Bourgt de la ville et commune du dit Lisle, en date du vingt-unième brumaire, signé par expédition Manière, juge de paix, et Testu, greffier, et par vertu aussi de la signification du dit jugement faite au dit Lagrange ce jourd'hui, portant le dit jugement que le dit Lagrange est condamné à un emprisonnement de dix jours dans la maison de correction, située en la dite commune de Lisle, en outre, à une amende de cinquante livres et aux dépens. Sur quoi, et sur la dite signification et sommation le dit Merlhie Lagrange a hobi (obéi) à nous huissier sus dit et soussigné, nous a suivi et l'avons conduit dans ladite maison de correction du dit Lisle, là étant l'avons mis dans la dite maison de correction sous bonne et sauve garde de Léonard Thomas, gardien, lequel dit Lagrange l'avons écroué et l'avons laissé à la garde du dit Thomas, et à la surveillance des officiers municipaux de la dite commune, auxquels avons laissé copie du dit jugement ainsi que du présent procès-verbal d'écrou. Fait et parlant à la personne du dit Thomas, gardien, fait par moi et parlant aussi au dit Lagrange.

Signé : BONNEFOND.

Et advenant le vingt-deux du dit mois de novembre dix-sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République française, une et indivisible, je Etienne Bonnefond, huissier sus dit et soussigné, résidant aux Faux Bourgt de la ville de Lisle, sur la réquisition verbale du citoyen Lagrange Merlhie tendante à sa sortie de la maison de correction. Attandu que les dits jours de détention porté par le juge-

ment de police correctionnelle son espié, ay bien et duement d'écroué le dit Lagrange Merlhie, lequel pour la plus ample exécution du dit jugement, nous a tout présentement fait la remise de la somme de cinquante livres, pour le montant de la mande portée par le dit jugement la dite somme consistant en un assignat de vingt-cinq livres, deux de dix livres, plus en un de cinq livres. Dont acte signé de nous, et du dit citoyen Lagrange Merlhie.

BONNEFOND, MERLHIE LAGRANGE.

Pour extrait :

A. DURAND DE RAMEFORT.

NÉCROLOGIE

M. HENRI DE MONTÉGUT

Nous empruntons au journal le *Courrier du Centre* l'article suivant qui répond bien à nos sentiments de regrets :

Un homme qui avait occupé jadis une haute fonction dans la magistrature de Limoges vient de s'éteindre pieusement à un âge fort avancé, ayant conservé jusqu'à la fin sa belle intelligence.

M. de Montégut, ancien procureur de la République à Ribérac, ancien vice-président du tribunal civil de Limoges, est décédé le 24 mai, au château des Ombrais, près de La Rochefoucauld (Charente), où il s'était retiré encore jeune, frappé par les décrets de 1883.

Il consacra son activité intellectuelle aux recherches historiques et archéologiques, vers lesquelles son goût le portait. Ce goût, il l'a conservé jusqu'à sa mort, bien que sa vue se fût affaiblie peu à peu. Membre distingué des Sociétés savantes du Limousin, du Périgord, de la Charente, il a publié plusieurs travaux importants, qui lui ont valu le titre de correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

De toutes ses publications, telles que celle sur les Jarrige, de Saint-Yrieix, et autres, trop longues à énumérer ici, il convient de mentionner son œuvre sur le cartulaire de Vigéois, parue en 1890, dans le *Bulletin archéologique du Limousin*. Ce travail, enrichi de nombreuses notes, prouve l'érudition de son auteur et son esprit éclairé et sagace. Il fut, à juste titre, très apprécié de tous les

chercheurs, à tel point qu'il en a été donné une nouvelle édition, précédée d'une importante introduction.

M. de Montégut, doué d'une mémoire des plus heureuses, possédait des connaissances étendues et variées.

C'était un homme d'une grande distinction, d'une éducation parfaite, doublé d'un aimable et charmant causeur, qu'on aimait à entendre.

Il laisse pour les chercheurs une œuvre durable. Tous ceux qui l'ont connu le regretteront.

Deux planches accompagnant cette livraison : toutes deux, fragments de peinture murale, provenant des fouilles de Vésone, représentent un combat de gladiateurs.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLVII. — QUATRIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14

Juillet-Août 1920

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^e LIVRAISON

	Pages
Assemblée générale du 27 mai 1920.....	165
Séance mensuelle du mercredi 7 juillet.....	174
Réponse à une notice de M. Eugène Roux sur la Tour de Vésone (M. Ch. DURAND).....	184
Réponse à une notice de M. Eugène Roux sur la ruine de Vésone (M. Ch. DURAND).....	195
Ermitages du Pont de la Cité et du Toulon à Périgueux en 1623 et 1636 (M. J. Roux, <i>chanoine</i>).....	197
La municipalité de Ribérac et le commissaire militaire du district en l'an III de la République française (M. A. DUBUT).....	201
Célébration de la fête de la souveraineté du peuple à Lisle sous le Directoire (M. A. DURAND DE RAMEFORT).....	205
Le chimiste Pierre-François Chabaneau (M. A. DUJARRIC- DESCOMBES).....	207

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

du 27 mai 1920

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Châtaignon, Lucien Delpech, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, Eugène Roux, le chanoine Joseph Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de notre érudit confrère M. Henri DE MONTÉGUT, ancien magistrat, dont on apporte aujourd'hui même le corps de La Rochefoucauld au cimetière de Vaunac. Il assistait autrefois à nos séances d'octobre, pendant son séjour de vacance à Vaunac. Il a publié dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, de 1855 à 1856, une *Galerie militaire* des lieutenants généraux, maréchaux de camp, brigadiers des armées du Roi, fournis par les anciennes provinces de Périgord et Limousin, et dans notre *Bulletin* divers mémoires intéressants, notamment un *Inventaire du château de Montréal en Périgord* (1569-1570), etc.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

M^{lle} ANDRIEU DE LILLE, qui a été élue membre titulaire à la dernière séance, adresse ses remerciements à la Société.

M. LE PRÉSIDENT nous rappelle qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, nous avons à procéder aujourd'hui à l'élection du Bureau rééligible chaque année le lendemain de la Saint-

Mémoire et engage les membres présents, malheureusement peu nombreux, à venir voter immédiatement bien que l'urne doive rester ouverte jusqu'à la fin de la séance.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant de ce mois, les brochures suivantes :

« *Pro Alesia* », nouvelle série, revue trimestrielle des fouilles d'Alise et des questions relatives à Alesia, n° 19, 5^e année, février 1919, un fascicule in-8°, Paris, éditions Ernest Leroux ;

Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, tome XXI, 2^e fascicule, mars 1920, in-8°, Guéret, imprimerie Lecante ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, 12^e année, n° 1, janvier-avril 1920, in-8°, Bordeaux, Feret et fils ; contenant une consciencieuse analyse des procès-verbaux de nos séances du 2 octobre 1919 au 8 janvier 1920 ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 47^e année, janvier-février 1920, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie moderne ; contenant un intéressant mémoire de M. René Bonnat sur *L'initiation maçonnique en Agenais au XVIII^e siècle* ;

Bulletin de Biarritz-Association, Société des sciences, lettres et arts, 25^e année, n° 2, avril 1920, in-8°, avec une planche, Biarritz, typographie Soulé ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 15^e volume, n° 7, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1920 ;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1920 (janvier-avril), 207^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De notre savant confrère M. Joseph Berthelé, le fascicule XIV de son *Ephemeris Campanographica*, in-8° avec illustrations, mai 1920, Montpellier, librairie Louis Valat.

M. Georges MARGAT veut bien nous offrir, comme à son habitude, une belle photographie qu'il a coloriée du vieux donjon de Piégut (Dordogne).

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Président nous communique une lettre qu'il a reçue de notre savant correspondant M. le commandant ESPÉRAN-DIEU, datée de Nîmes le 17 mai.

« Je vous suis reconnaissant de l'honneur que vous avez bien voulu me faire en publiant ma lettre relative au prénom *Gaius*. Je n'ai pas à la modifier ; mais je voudrais ne pas laisser sans réponse le commentaire dont l'a fait suivre M. Roux.

» Quintilien et Terentianus ne disent pas qu'il faut écrire *Caius* le prénom *Gaius* abrégé par un C. Ils écrivent même tout le contraire, et si M. Roux veut bien se donner la peine de relire mes citations de ces deux auteurs, il sera le premier, j'en suis sûr, à reconnaître loyalement qu'il s'est trompé.

» Je répète qu'il n'y avait pas de prénom *Caius*, mais seulement un prénom *Gaius*. On écrit indifféremment aujourd'hui de l'une ou l'autre manière ; mais il ne faut pas oublier que la seconde seule est exacte, et qu'il n'y a, par suite, pas lieu d'incriminer son usage.

» Je répète aussi que la sigle C, devant un nom, ne peut être lue que *Gaius* ou *Caius*. « Pourquoi Caius, dit M. Roux, plutôt que Claudius, Cecilius, Cornelius, Camillus ou tout autre des centaines, peut-être des milliers de prénoms latins commençant par un C ? »

» M. Roux veut-il me permettre encore de lui dire qu'il se trompe ? *Claudius*, *Cæcilius* et *Cornelius* ne sont pas des prénoms, mais des noms gentilices. Ce n'est pas à des centaines ni à des milliers, mais à trente seulement que s'élevait le nombre des prénoms. *Gentilicia nomina*, dit l'auteur du *Liber de prænominibus* — *Varro putat fuisse numero mille, prænomen circa triginta* ». (*Lib. de prænomen*, parag. 3, à la suite des œuvres de Valère Maxime).

» En réalité, on ne s'est jamais servi, au moins dans les derniers temps de la République et sous l'Empire, que de dix-sept prénoms dont les abréviations, parfaitement connues, furent *invariables*. En voici, du reste, la liste : A, Aulus ; AP, Appius ; C, Gaius ; CN, Gnaeus ; D, Decimus ; L et très rarement LV, Lucius ; M, Marcus ; MV, Manius (très rare) ; N, Numerius (très rare) ; P, Publius ; Q et très rarement QV, Quintus ; SER, Servius (très rare) ; SEX, Sextus ; S ou SP,

Spurius (très rare); T, Titus; TI ou TIB, Tiberius, et V, Vibius (très rare).

» Rien n'oblige à traduire une abréviation quand on n'en connaît pas le sens », dit M. Roux. Je suis entièrement de son avis. Mais le sens des abréviations des prénoms romains ne fait pas le moindre doute, et je ne vois pas que l'on soit davantage fondé, pour les besoins d'une thèse, à donner à ces abréviations un autre sens que celui qui leur convient. »

M. Eugène Roux, pour clôturer une discussion qui a déjà trop duré, se déclare tout enclin à faire de larges concessions à son éminent contradicteur. Il ne peut cependant lui accorder que Quintilien et Terentianus lui donnent raison sur sa manière d'écrire Gaius pour Caius.

» Que dit, en effet, Quintilien ? Qu'il y a des mots qui s'écrivent en latin autrement qu'ils ne se prononcent, et que, par exemple, le prénom qui se prononce Gaius s'écrit par la lettre C : *litteré C. notatur*. Et Terentianus s'exprime exactement de la même façon : *litteré C. notatur, G. sonat*. Donc, on prononce Gaius, mais on écrit Caius.

» M. Espérandieu voudrait-il faire entendre qu'en cela Quintilien et Terentianus constatent un usage, mais ne traient pas un précepte ? Ce serait jouer sur les mots ; car, en la matière, c'est l'usage qui fait loi. Quintilien est le premier à le reconnaître dans un autre passage de son *Institution de l'orateur* : « Pour moi, déclare-t-il, je suis d'avis qu'on écrive chaque nom comme on le prononce, à moins que l'usage n'en ordonne autrement. »

» Et si, dans les textes invoqués par M. Espérandieu, Quintilien et Terentianus ont écrit Gaius, c'est en une forme elliptique qui nécessite, dans la traduction française, le recours à cette circonlocution : « le prénom qui se prononce Gaius ». Sans quoi, l'on serait obligé d'admettre que Quintilien et Terentianus ont pu, dans le même moment, formuler une règle et la transgresser : ce qui serait, on l'avouera, de la part d'auteurs d'un aussi grand mérite, une inconséquence par trop paradoxale.

» M. Roux ne conteste pas que Cæcilius, Cornelius et Claudius ne soient des noms gentilices. Mais cela ne les empêche

point d'être aussi des prénoms, et d'avoir été portés comme tels par des personnages n'ayant rien de commun avec les *gentes*, ou grandes familles romaines, des Cœciliï, des Corneliï et des Claudii.

» Le poète comique Statius n'appartenait nullement à la *gens* Cœcilia, pas plus que l'historien Nepos à la *gens* Cornelia. Ils n'étaient même ni l'un ni l'autre de race romaine. Le premier était né dans le pays des Insubres, et le second était originaire des environs de Vérone. Cependant ils s'appelaient Cœcilius Statius et Cornelius Nepos. Cœcilius et Cornelius étaient leur prénom respectif, comme Claudius était celui d'un autre auteur latin, de Claudianus, ou Claudien, natif d'Alexandrie.

» Chez nous abondent des exemples analogues. Napoléon est un nom dynastique — sorte de nom gentilice — quand il désigne nos anciens empereurs ou leurs héritiers. Mais c'est un prénom, quand il précède le nom de notre honorable confrère M. Magne, et de bien d'autres.

» Nos prénoms les plus usités sont Pierre et Jean. Or, qui ne connaît, ou n'a connu, des familles ayant pour nom patronymique les unes Pierre, et d'autres Jean ? Il n'est presque pas de prénoms français auxquels ne puisse être étendue la même observation.

» Il y a tout lieu de croire que, quand Varon chiffre à une trentaine les prénoms latins, et quand M. Espérandieu rabat même ce nombre à dix-sept, c'est parce qu'ils ne tiennent pas compte de ceux qui ne sont pas exclusivement des prénoms.

» Le *Nouveau Larousse illustré* parle bien aussi de dix-sept prénoms. Mais il ne les donne pas comme les seuls. Il les donne comme les plus fréquents. La nuance est appréciable ! L'existence de dix-sept prénoms, cotés comme les plus usuels, voire même, si l'on veut, comme les seuls usuels chez les Romains, n'exclut pas l'existence d'autres prénoms d'un emploi moins courant. Elle l'implique, au contraire. Dès lors, loin d'infirmar, elle confirme ce fait : que tout en étant, par ailleurs, un des noms gentilices, Cœcilius, Cornelius et Claudius sont des prénoms. Or, nous savons par un célèbre philologue du siècle dernier, Orelli, que Cornelius se rencontre

dans les inscriptions abrégé par son initiale C. (*Grand Dictionnaire latin* de Frund, notice sur la lettre C, *in fine*.) Et Natalis de Wailly en dit autant de Claudius, dans ses *Eléments de paléographie*, tome I^{er}, page 412. Donc, le sigle C. s'appliquait à Cornelius et Claudius ; par conséquent il ne s'appliquait pas uniquement à Caius.

» Où M. Roux se croit permis surtout de demeurer sceptique, c'est quand M. Espérandieu proclame *invariables* les abréviations des dix-sept prénoms auxquels notre docte confrère réduit la liste des prénoms latins invariables ? Mais le principal d'entre eux lui-même, Caius, ne l'est pas. Il est représenté le plus souvent par le sigle C, mais pas toujours. Il s'abrège quelquefois par C. S. C'est encore Natalis de Wailly qui le constate (ouvrage et tome précités, page 418).

» Et puis, à côté de ce sigle allongé, il y a, ne l'oublions pas, les sigles raccourcis. Ce sont les plus nombreux, et leur raccourcissement est d'ordinaire le fait du manque de culture, ou simplement du caprice, des lapicides.

» M. Roux a montré précédemment les lapicides abrégiant les abréviations elles-mêmes, pour peu que fût longue l'inscription qu'ils avaient à graver, et que fût courte la pierre dont ils disposaient. Il en a conclu qu'ils ont pu plus d'une fois exprimer par une seule lettre des prénoms qui, comme celui de Cnéus, en auraient régulièrement exigé deux. Et, dit-il en terminant, « n'en déplaise à M. Espérandieu qui me décoche à ce propos sa plus acérée flèche du Parthe, je n'ai fait ainsi que tirer une conséquence rationnelle et légitime d'un fait absolument constant. »

M LE PRÉSIDENT nous présente ensuite un petit flacon en terre cuite rouge à panse circulaire aplatie, décoré de reliefs rappelant la technique des lampes romaines. Il a été trouvé par M. Lavaud, adjudant au 50^e, dans un jardin qu'il possède dans la plaine du Petit-Change, au bord de l'Isle, non loin du Pavillon. Notre confrère le commandant Simonnet, auquel M. Lavaud l'avait offert, a fait don au Musée de ce curieux objet qui est une ampoule à eulogies de saint Ménas, soldat romain martyrisé à Alexandrie, en Egypte, sous le règne de

Dioclétien et dont le pèlerinage fut un des plus célèbres des premiers siècles du christianisme.

Dès les temps de la primitive Eglise, les pèlerins rapportaient, en souvenir des lieux saints ou des tombeaux des saints qu'ils avaient visités, des objets recueillis dans leur voisinage et qu'ils considéraient comme sanctifiés; mais surtout de l'huile des lampes qui brûlaient devant les tombeaux des saints ou de celle que l'on croyait suinter de leurs parois. Ces huiles, objet d'un culte fort ancien, étaient contenues dans des ampoules en terre cuite, généralement décorées de la figure du saint et qui portaient le nom d'eulogies ou ampoules à eulogies. Le plus grand nombre de celles qui sont conservées proviennent du pèlerinage de saint Ménas. On en connaît plusieurs variétés; le saint est presque constamment représenté debout en attitude d'orant, vêtu d'une tunique courte et d'un long manteau, accompagné de deux animaux prosternés à ses pieds dont l'aspect bizarre a fait donner du sujet jusqu'à nos jours les interprétations les plus diverses. On a reconnu sur un ivoire conservé à Milan saint Ménas entre deux chameaux, et un épisode de son martyre explique la disposition symétrique de ces animaux à ses pieds. Il avait ordonné de placer après sa mort son corps sur un chameau laissé en liberté et de l'ensevelir là où il s'arrêterait. Ce qui fut fait. Le Musée possédait déjà une ampoule de saint Ménas que M. de Fayolle montre comme point de comparaison. Celle-ci, en terre cuite, a été achetée en 1881 à Feuardent et provient d'Arles où on en a trouvé plusieurs et où il existait un oratoire de saint Ménas. La dernière trouvée à Périgueux a seulement 0^m06 de diamètre; son col a 0^m02 de longueur et les deux anses qui le reliaient à la panse sont brisées. Mais le type paraît plus ancien. Le saint est représenté sur une des faces dans un médaillon très saillant; il est nimbé, vêtu de la tunique courte, sans le manteau et les croisettes, placées au-dessus des épaules que l'on remarque dans l'autre exemplaire, les deux chameaux à ses pieds; sur la face opposée, une inscription de trois lignes en caractères grecs entourée d'une couronne de laurier de haut style : ΑΓΙΟΥ ΜΗΝΑ ΕΥΛΟΓ.

• Eulogie de saint Ménas. • D'après le *Dictionnaire d'antiquités*

chrétiennes de dom Cabrol, ce type paraît être des plus anciens. Il est intéressant de l'avoir trouvé à Périgueux dans un lieu qui ne paraissait pas avoir été très anciennement habité.

L'assemblée remercie M. le Président de cette communication qui l'a instruite autant qu'intéressée.

M. VIGIÉ nous envoie, comme il nous l'avait annoncé, le résumé du livre de raison de Jean Sauret, notaire, officier municipal de Belvès et propriétaire, dont des extraits pourront être publiés.

En même temps, il nous rappelle qu'il désirerait voir imprimer l'écrit antérieurement envoyé sur les bastides du Périgord et les Rôles Gascons. Il ajoute que généralement les chartes accordées à ces diverses bastides en 1277 par Edouard duc d'Aquitaine sont calquées les unes sur les autres et qu'elles ont été publiées dans le recueil de la Société.

Au sujet des camps romains dont M. le Président nous a entretenus dans la réunion précédente, M. Eugène Roux nous communique une étude qu'il a composée sur les camps de César périgourdins. Elle sera publiée dans notre *Bulletin*.

Notre zélé vice-président M. Joseph DURIÉUX mande au Secrétaire général : « Permettez-moi de vous signaler une petite rectification à l'un des procès-verbaux de la dernière livraison du *Bulletin*.

» Contrairement à l'opinion répandue, Georges-Pierre Mergier (1752-1806), né et mort à Bergerac, n'a pas été général. A l'armée des Pyrénées Occidentales, il avait été promu seulement adjudant général.

» Ainsi qu'on le verra dans mon livre sur les Militaires de la Dordogne pendant la Révolution et l'Empire, ouvrage qui sera très prochainement livré au public, la loi du 29 octobre 1790 avait remplacé les maréchaux des logis et leurs aides de l'ancien Corps d'état-major par des adjudants généraux. Ceux-ci reçurent en 1794 le grade de chef de brigade et furent assimilés ainsi aux colonels ; mais ils n'avaient point le rang d'officier général. M. le capitaine de Cardenal a reproduit avec un portrait de Mergier les états de services de cet

adjudant général dans sa publication sur le *Recrutement de l'armée en Périgord*. »

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous signale une double erreur contenue dans une des communications faites à la séance du 4 décembre dernier.

A propos de « l'incarcération et de la mise en liberté, en novembre 1793, de M. Merlhie-Lagrange, avocat », il est dit que celui-ci, « après un assez long séjour en Amérique, devint, sous l'Empire, conseiller à la Cour de Cassation. »

» Cette victime éphémère de la Terreur était Georges Merlhie de Lagrange, né aux faubourgs de Lisle le 24 décembre 1732, d'abord avocat au Parlement de Bordeaux, pourvu ensuite de la Commission d'assesseur en la maréchaussée générale de Guyenne, à la résidence de Périgueux. La suppression de sa charge, les persécutions dont il fut l'objet l'obligèrent de se retirer dans sa propriété de Vaudou, commune de Celles, où il mourut le 30 octobre 1803.

» Au moment où les procès-verbaux d'huissier, constatant son emprisonnement et son élargissement, étaient transcrits sur le registre de la mairie de Lisle, son fils, Joseph-Elisabeth-Georges Merlhie de Lagrange, qui devait laisser un nom estimé dans le barreau parisien, était, depuis plus de deux ans, avocat au Cap-Français, dans l'île de Saint-Dominque. La révolution de cette colonie l'ayant forcé de se réfugier aux Etats-Unis, il ne rentra que dix ans plus tard en France, où il fut notamment, à la Cour de Cassation, avocat, mais non conseiller. M. Dujarric l'avait déjà rappelé dans une courte notice biographique, insérée au *Bulletin* (tome XXXIII, p. 456) ».

Avant de clore la séance, M. le Trésorier nous fait entrevoir que la cotisation des membres, après qu'il aura examiné ses comptes de fin d'année, pourrait donner lieu à une augmentation. Dans une séance ultérieure, de novembre, par exemple, transformée en assemblée générale, la question pourrait être résolue. Il est désirable que la réunion soit alors aussi nombreuse que possible,

Tous nos confrères sont prévenus.

Après un dernier appel aux votants, M. LE PRÉSIDENT déclare le scrutin clos et procède aussitôt au dépouillement des bulletins qui donne les résultats suivants :

Sont élus pour l'année 1920-1921 :

Président : M. le M^{re} de Fayolle ;

Vice-Président : Pour l'arr^t de Périgueux, M. Charles Durand ;

— Pour l'arr^t de Bergerac, M. Gontier de Biran ;

— Pour l'arr^t de Nontron, M. Joseph Durieux ;

— Pour l'arr^t de Ribérac, M. Dujarric-Descombes ;

— Pour l'arr^t de Sarlat, M. le vicomte de Gérard ;

Secrétaire général : M. F. Villepelet ;

Secrétaire adjoint : M. Charles Aublant.

Trésorier : M. Féaux.

M. LE PRÉSIDENT, en son nom et au nom du bureau, remercie l'assemblée de la nouvelle marque d'estime et de sympathie qu'elle vient de leur donner. Ils feront leur possible, comme dans le passé, pour la justifier. Pour donner plus de variété et d'intérêt à nos séances, il invite nos confrères à y apporter de nombreuses communications.

La séance est levée à quatre heures un quart.

Le Secrétaire général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du mercredi 7 juillet 1920.

Présidence de M. FÉAUX, trésorier

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le capitaine Bernard de Boysson, Châtaignon, Féaux, le docteur Moreaud, Eugène Roux, le chanoine Joseph Roux, le comte de Royère et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, le comte de Saint-Saud et notre président le marquis de Fayolle,

retenu à Saintes en revenant de Vendée par une panne de locomotive.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à nos deux confrères sarladais MM. Bernard de Boysson et de Royère que nous avons le plaisir de voir pour la première fois à nos séances.

Notre bibliothèque a reçu, ces jours-ci, les publications suivantes :

Le fascicule 20 du *Répertoire d'art et d'archéologie*, dépouillement des périodiques et des catalogues de ventes français et étrangers, Index alphabétique, quatrième année 1913, grand in-8°, Paris, Bibliothèque d'art et d'archéologie, rue Spontini, 16, 1919, dont la publication est suspendue ;

De notre éminent confrère M. Léon Clédat, doyen de l'Université de Lyon, qui envoie un bon souvenir à ses confrères, le 2^e fascicule 1919 du tome XXXI de sa *Revue de philologie française et de littérature*, in-8°, Paris, librairie Edouard Champion ; contenant une lettre inédite de Boileau, du 13 novembre 1683 et une remarque sur un passage de la « scène du pauvre » de don Juan, de Molière (acte III, scène 2) ;

De M. Dujarric-Descombes, *Le Combat Périgourdin*, du 2 mai 1920, contenant son article nécrologique sur le vaillant Capitaine Raymond d'Escodéca de Boisse, tombé glorieusement le 21 octobre 1914, chevalier de la Légion d'honneur, fils de notre confrère ;

De notre érudit vice-président M. Charles Durand son dernier compte-rendu de 1912-1913 sur les *Fouilles de Vésone* qui vient de paraître, in-8°, avec de nombreuses planches, Périgueux, imprimerie de l'U. A. P., place Francheville, 1920. Ce dernier Rapport aussi consciencieusement étudié que les précédents sur l'ancienne ville romaine et ses alentours, est d'une lecture attachante ;

Et de M. le chanoine Roux, le savant ouvrage auquel il travaillait depuis une quinzaine d'années sur *La Basilique Saint-Front de Périgueux*, ses origines et son histoire jusqu'en 1383, un volume broché in-4°, avec de nombreuses planches,

Bordeaux, imprimerie Delbrel, rue Condillac, 20. Cette œuvre élevée en l'honneur de notre vieille cathédrale et du plus grand intérêt, sera définitive. Nous ne saurions trop en recommander la lecture à nos confrères.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Le Secrétaire général rappelle qu'au Congrès des Sociétés savantes, qui s'est tenu à la fin de mai à Strasbourg, nos deux vice-présidents MM. Joseph Durieux et Dujarric-Descombes y ont fait d'intéressantes communications, le premier sur la mort de Kléber, le second sur une Société formée, en 1765, à Périgueux, pour l'établissement d'un commerce de liqueurs en Espagne, et sur une loge française, créée, aux Etats-Unis, pour venir en aide aux réfugiés de Saint-Domingue.

Le Secrétaire général ajoute que M. Durieux vient d'obtenir, de l'Académie française, un prix de 500 francs sur la fondation Montyon, pour un important ouvrage sur la *Dordogne militaire (Généraux et soldats de la Révolution et de l'Empire), 1792-1815*.

M. Eugène Roux nous rappelle également que M. l'abbé Souillac vient d'être nommé chanoine honoraire de la cathédrale Saint-Front.

L'assemblée envoie ses félicitations à nos deux confrères.

M. DUJARRIC-DESCOMBES fait remarquer au Secrétaire général qu'à la fin de son procès-verbal de la séance du 4 février, il a commis un oubli qu'il conviendrait de réparer. « A propos de la nomination de M. H. Rapine, architecte, au grade de chevalier de la Légion d'honneur, divers monuments de la Dordogne, restaurés par lui, ont été énumérés ; mais on a omis sa première œuvre, peut-être la plus remarquable, la restauration de l'église byzantine du Grand-Brassac, accomplie au temps où j'étais notaire dans cette commune. Je m'honore d'avoir été, avec notre regretté confrère M. le marquis du Lau d'Allemans, l'initiateur du classement comme monument historique et de la demande à l'Etat des subventions nécessaires pour réparer cette église, qui, aujourd'hui consolidée et rajeunie grâce à l'intelligente restauration de

M. Rapine, secondé par M. Dannery, excite l'admiration de ses visiteurs. »

L'oubli est ainsi réparé.

M. le docteur MOREAUD lit une communication sur les
« Fortifications du camp retranché de Saint-Méard-de-Drôme.

» Ces fortifications, dont il a été plusieurs fois question dans le *Bulletin*, nous dit-il, se trouvent à cinq ou six cents mètres du bourg de Saint-Méard, à l'est et légèrement au sud.

» Elles sont situées sur le penchant d'une petite colline dont la pente assez douce est dirigée du sud au nord vers la Drôme et de l'ouest à l'est vers le ruisseau du Maine.

» On n'en connaissait jusqu'à ce jour qu'une butte allongée du sud au nord, ayant une longueur d'environ 250 mètres, quinze mètres de largeur à la base et deux à trois mètres de hauteur, dans laquelle des fouilles furent faites, vers 1888, par M. L. Besse, beau-frère de M. Moreaud et membre de notre Société.

» Les frères Dupeyri, du village de Moulin-Neuf, ont signalé à M. le docteur Moreaud l'existence, dans leur propriété, de restes d'anciennes murailles éparpillés sur une ligne d'une quarantaine de mètres dirigées de l'ouest à l'est, par conséquent à peu près perpendiculairement à la butte signalée plus haut, murailles dont il ne reste plus que quelques traces.

» Sur l'emplacement d'une partie de ces murailles, M. le docteur Moreaud a recueilli des débris d'une sorte de mortier ou de béton contenant des cailloux et autres pierres ; dans un bloc semblable, MM. Dupeyri ont trouvé, encastré, un morceau de bois très durci ; il y a aussi, en quelques endroits, des fragments d'une matière noire, ressemblant à des scories de forge, dans lesquels sont empâtés des cailloux. Ces fragments sont les uns très lourds, d'autres plus légers, avec traces de vitrification et quelques empreintes de bois ; ces éléments, assez nombreux autrefois pour avoir fait supposer la possibilité de l'existence d'une ancienne forge, ne paraissaient pas entrer dans la construction des fondations de la muraille, car

on les voyait à la surface du sol d'où ils ont été enlevés, ainsi d'ailleurs que beaucoup de restes de la muraille elle-même, pour être utilisés comme moellons.

» Enfin M. le docteur Moreaud a recueilli également des fragments d'argile légèrement cuite provenant du sous-sol et plusieurs débris de poteries qui se rencontrent, paraît-il, en assez grand nombre ; il montre à l'assemblée, à l'appui de sa communication, des morceaux de ces différents matériaux et aussi un plan d'ensemble du terrain permettant de se rendre compte de l'existence d'une sorte d'éperon, situé au confluent de la Drône et du Maine, éperon dont la fortification signalée aurait barré l'accès du côté sud-est.

» Les conclusions que notre confrère tire de son étude sont les suivantes :

1° Que les fortifications du camp retranché de Saint-Méard-de-Drône ne se bornaient pas à la butte anciennement connue, mais qu'elles étaient complétées par une muraille en potence sur cette butte et que ce mur avait au moins un mètre cinquante d'épaisseur ;

2° Que de cette muraille il ne reste plus que les fondations réduites à quelques parcelles qui ont échappé à la destruction qu'elle a subie ;

3° Que l'argile et le sable furent employés dans certaines parties de cette construction, comme le prouve l'existence des pseudo-scories à traces de vitrifications que j'ai signalées ;

4° Que, comme à Castelsarrazzy, le bois a figuré dans cette muraille, mais probablement dans de moindres proportions ;

5° Que le camp de Saint-Méard-de-Drône s'étendait sûrement jusqu'au ruisseau du Maine. Peut-être — qu'on me pardonne cette supposition — allait-il jusqu'au gué de la Drône qui en est très proche et était-il destiné à surveiller ce passage de la rivière ?

6° Que ces fortifications paraissent avoir été incendiées dans toute leur étendue.

» C'est avec intérêt que l'assemblée entend la communication de M. le docteur Moreaud et examine les divers objets que nous montre notre confrère, objets dont ceux qui paraîtront mériter d'être conservés sont offerts au Musée du

Périgord par lui et par MM. Dupeyri, à qui des remerciements sont adressés.

» M. Féaux, qui pense que les fragments de poteries peuvent être d'origine gauloise, engage notre confrère à en recueillir le plus grand nombre possible, car il se peut que ces poteries donnent quelques indications sur l'époque des fortifications dont il vient d'être parlé. »

M. DE SAINT-SAUD nous demande si on sait exactement à quelle époque la partie périgourdine de la ville de Castillon-sur-Dordogne (l'autre était agenaise) cessa d'être de notre province. On sait que, comme de nos jours au point de vue départemental, la Lidoire faisait la séparation des provinces à la fin du XVIII^e siècle (Cassini, Belleyme) et que par conséquent la célèbre bataille, qui nous délivra du joug anglais, ayant eu lieu sur la rive gauche, ce fut en Périgord. De Gourgues, dans son *Dictionnaire*, indique bien que Castillon relevait de notre province; mais il ne précise rien. Or j'ai trouvé dans un acte de 1517 que Guillaume Forthon se qualifiait à Castillon de prêtre recteur de l'église paroissiale de Saint-Symphorien «ès-Périgort». L'union totale de Castillon à l'Agenais est donc postérieure à cette date. En 1477 Jean de Foix est vicomte de Castillon-de-Périgord, pour différencier du reste de son autre châtellenie Castillon-de-Médoc.

» Dans les pages que Guinodie consacre à l'histoire si variée de Castillon, il n'y a rien qui réponde à la question posée. Il est cependant intéressant de savoir, à cause du rôle joué par cette ville, jusqu'à quel point elle appartient au Périgord. »

La question est soumise à l'étude de nos confrères.

M. DE SAINT-SAUD ayant trouvé le testament de Jeanne de Tustal, mère d'Aimar de Ranconnet (daté de juillet 1509), nous donne en même temps quelques détails à ce sujet et sur la famille maternelle de cet érudit.

Sa note sera publiée dans le *Bulletin*.

Dans un petit volume du XVIII^e siècle, contenant un *Voyage en France*, M. le chanoine Roux trouve encore citée la Tour de la Vizonne à Périgueux.

M. AUBLANT nous dit, à propos de la note de M. le chanoine Roux relative à l'appellation Tour de la Vizonne, pour Vésone, relevée par lui dans de nombreux actes du xvn^e siècle, que dans ses *Antiquités de Vésone*, tome I, p. 123, de Taillefer, essayant de fixer l'étymologie du nom de l'ancienne capitale des Petrucorii, cite Bullet, de Besançon ; lequel, auteur d'un *Mémoire sur la langue celtique et d'un Dictionnaire des termes qui la composent*, a écrit que le mot *ves* ou *vis* exprimait quelquefois en langue celtique le contour que décrit le lit d'une rivière. Or l'origine celtique du mot *Vesona* n'étant pas douteuse et les parties qui le composent : *ves* ou *vis*, contour de rivière si l'on admet l'opinion de Bullet, et *ona*, fontaine en celté, répondant à la topographie de l'emplacement de l'antique ville, ne pourrait-on pas trouver ainsi par l'emploi très ancien de la forme *Visona* concurremment à *Vesona* avec survivance de cet usage dans le peuple jusqu'à une époque où notre langue n'était pas fixée comme elle l'est aujourd'hui, le pourquoi de l'appellation *Vizonne* pour *Vésone*, donnée parfois par nos aïeux à la tour qui a toujours porté le nom de la ville où elle était située ?

M. AUBLANT demande à dire encore quelques mots au sujet d'une communication parue dans la livraison, mars-avril 1920 de notre *Bulletin*. « Il nous dit, tout d'abord, qu'au cours de son intéressante notice sur Jean de La Jalage, M. Ch. Durand ne pouvant affirmer, avec preuves à l'appui, que le vaillant mutilé de Fanlac appartenait au Périgord, a écrit : « Jean de La Jalage était apparemment périgourdin... » et cite plusieurs consuls de la ville de Périgueux qui, au xv^e siècle, ont porté ce nom. Ce qui, en effet, permet de supposer que Jean de La Jalage appartenait à la même famille, laquelle était plus que probablement de notre province.

» Mais je crois aussi, ajoute M. Aublant, que de la signification du nom du personnage qui nous occupe, on peut tirer une présomption de plus en faveur de son origine périgourdine.

» Jalage, à mon humble avis, n'est que le mot de langue

périgourdine à terminaison française : *Jalajo*, mot couramment employé par les habitants de la campagne pour désigner l'ajonc épineux, à fleurs jaunes, de nos laudes et de nos bois.

• Ce nom de plante piquante a servi anciennement à qualifier des individus dont l'humeur était plus ou moins commode, et la fréquentation relativement agréable, comme on en trouve encore aujourd'hui, qualificatif qui, dans la suite, est devenu nom de famille, ainsi que l'on peut le constater pour une infinité d'autres noms propres.

• De plus, les dérivés du mot *Jalajo* ont été employés pour désigner des lieux couverts d'ajoncs — de *jalajas* — ou dont le terrain était favorable à la propagation de cette plante.

• Je pense donc que les noms de lieux actuels, appelés en Périgord, la Jalage, la Jalagie, le Jalager, le Jalageix, etc., n'ont pas d'autre origine, et que le héros qu'a fait revivre notre érudit vice-président est bien périgourdin, ne serait-ce que par l'étymologie de son nom.

M. le docteur Emile DUSOLIER veut bien nous envoyer deux communications, l'une qui nous est arrivée le lendemain de notre assemblée générale, et l'autre récemment. La première est une *Note sur l'ancienne église de la Trinité de Ribérac*, et la seconde est un historique sur *Le prieuré du Chalard de Ribérac*.

Lecture est donnée de ces deux mémoires qui seront publiés dans le *Bulletin*.

M. Robert VILLEPELET, à qui nous avons communiqué, dès qu'elle nous fut parvenue, l'intéressante lettre de notre vénéré confrère M. le marquis de Gourgue, du 1^{er} mai, relative à la notice sur *Un Emigré malgré lui : Joseph-Marie de Gourgues* contenue dans les *Histoires de ci-devant* et publiée ici-même (t. XLVI, p. 285-288), nous adresse à ce sujet une lettre d'où nous extrayons le passage suivant :

« ...Je suis pleinement d'accord avec M. le marquis de Gourgue sur le fond de l'affaire. A m'en tenir au dossier des Archives nationales que j'ai utilisé (je ne connaissais pas alors la contre-partie), ma version était irréfutable. Elle se basait, en effet, sur une déclaration

authentique et autographe de l'intéressé lui-même du 1^{er} germinal an IX (22 mars 1801) (voir ma notice), déclaration corroborée par maintes pièces annexes, notamment un certificat de résidence à Versailles, 33, rue de l'Orangerie, ininterrompue du 12 mars 1792 au 19 fructidor an V (5 septembre 1797) et attestée par neuf citoyens domiciliés dans cette ville, ledit certificat transmis au Ministre de la Police générale le 15 nivôse an IX, (5 janvier 1801) par l'épouse « Augustine La Grave, maison de sa mère, rue Harlay, n° 341, au Marais ». Mais il est évident que la tradition familiale dont M. de Gourgue est le dépositaire et l'acte du mariage à Londres de Joseph-Marie avec Augustine Le Cointe de La Grave le 13 juillet 1797, autorisent l'autre version, de préférence à celle qui se fonde uniquement sur un dossier administratif. Voici ce qui, à mon avis, a dû se passer. L'arrêté du Conseil d'Etat du 28 vendémiaire an IX (20 octobre 1800), qui réglementait les radiations d'émigrés, excluait formellement du bénéfice de cette mesure tous ceux qui avaient porté les armes contre la République. Tel étant justement le cas de Joseph-Marie de Gourgue, au témoignage de son petit-fils, il lui fallut, pour solliciter sa radiation, faire une déclaration conforme à la loi, mais contraire à la réalité des faits. Ainsi s'expliquent la déclaration et les pièces qui l'appuient. Ces supercheries, en somme assez innocentes, étaient alors d'usage courant, et jamais l'adage : la fin justifie les moyens, ne trouva meilleure application. Voilà mon erreur corrigée. *Felix culpa*, puis-je dire, car elle nous a valu, de la part de notre vénéré confrère, et pour notre commun agrément, cette lettre où il nous a ouvert le trésor de ses souvenirs de famille... Je tiens à ajouter que j'ai communiqué à M. le marquis de Gourgue, ainsi que je le devais, le sens de la réponse que je comptais faire à sa lettre du 1^{er} mai, et que notre vénéré confrère a bien voulu y donner son adhésion. »

Notre zélé vice-président M. Joseph DURIEX veut bien nous envoyer « le libellé de la nomination de notre regretté confrère M. Gabriel Lassaigue au grade de chevalier de la Légion d'honneur, tel qu'il a paru au *Journal officiel* du 22 juin (décret du 19 mai) :

LASSAIGNE (Gabriel-Louis), lieutenant au 108^e régiment d'infanterie. A été tué au P. C. de l'I. D. en pleine bataille, le 25 juillet 1918. N'avait cessé de rendre depuis le début de la grande offensive du 18 juillet 1918 les plus signalés services, multipliant les reconnaissances en première ligne pour aller jusque sur la ligne de feu chercher les renseignements les

plus exacts, se dépensant sans compter pour assurer la transmission des ordres. A été cité.

L'*Officiel* a également publié dans son numéro du 21 juin la décoration conférée, hélas ! à titre posthume, au sous-lieutenant Alain de Fayolle, du 50^e d'infanterie et dans son numéro du 23 celle du lieutenant Jean Saint-Martin, du 3^e chasseurs à cheval, glorieusement tombé au champ d'honneur. »

Avant de lever la séance, le Président tient à faire voter des remerciements à M. le chanoine Roux qui, en deux mois, a bien voulu dresser un catalogue sur fiches de toute la bibliothèque de notre Société.

L'assemblée trouve que ce travail si utile mérite bien, en effet, ses chaleureux remerciements.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} Henri DE MONTÉGUT, née de Saint-Romain, au château des Ombrais, près La Rochefoucauld (Charente), présentée par MM. de Monteil et Dujarric-Descombes ;

Et M. le vicomte Maxence DE MASSACRÉ, propriétaire, à Saint-Geniès, et rue de Grenelle, 22, à Paris, VII^e, présenté par M. André Saint-Martin et le marquis Soffrey de Beaumont.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M. FÉAUX.



RÉPONSE A UNE NOTICE DE M. EUGÈNE ROUX

SUR LA TOUR DE VÉSONE

Dans une notice sur la Tour de Vésone, publiée par le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord (1), notre confrère M. Eugène Roux émet, au sujet de la ruine de ce monument, l'opinion que le Temple de Vésone eut à subir « non pas une démolition, mais deux ». La première due à un acte de violence de saint Front au cours de laquelle, sur un geste miraculeux de l'apôtre, la *cella* s'entrouvrit par l'écroulement de sa façade tournée vers l'Orient.

La seconde, attribuée à l'une des causes suivantes :

1° A l'écroulement d'un muraillement de la brèche par défaut de soudure des maçonneries anciennes et d'âge plus récent ;

2° Aux chrétiens sous Constantin.

3° Enfin, on n'a, on le voit, que l'embarras du choix, à une ruée de hordes barbares au v^e siècle.

Et comme cette opinion, tout au moins en partie inspirée par la tradition catholique faite de légendes, nous paraît contraire à la vérité historique, nous croyons, suivant nos moyens et en nous aidant des découvertes faites au cours des fouilles pratiquées de 1906 à 1912 dans le sous-sol de Vésone, devoir mettre cette très intéressante question au point.

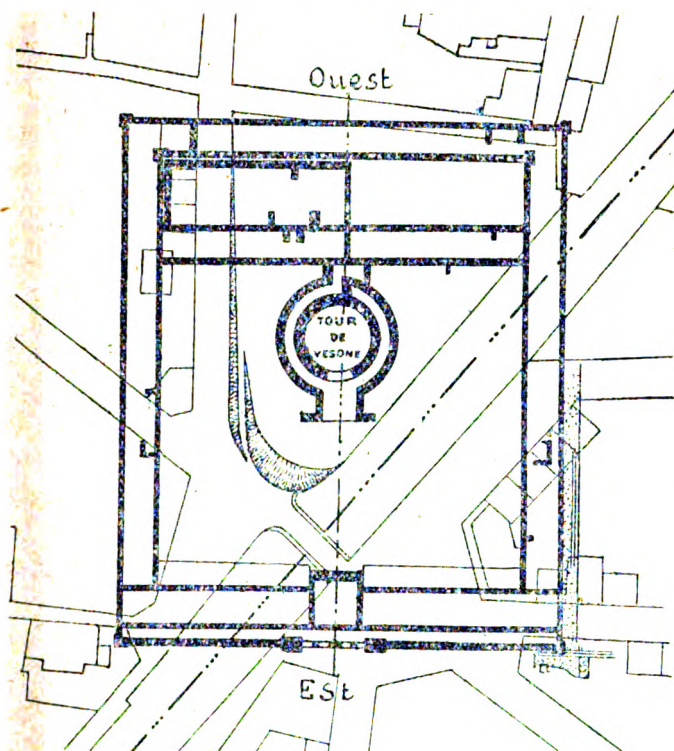
* * *

Une inscription antique, possédée par le Musée du Périgord, nous fait connaître que M. Pompeius, prêtre.... reconstruisit ou restaura (*restituit*) à ses frais le Temple de la déesse *Tutele* et les bains publics, l'un et l'autre tombés de vétusté.

(1) Tome XLVI, pages 117 et suivantes.

Quelle était, tout d'abord, la consistance de ce temple de Tutèle qu'un mot seul désigne dans l'inscription précitée.

Les fouilles de 1907 et 1908 l'ont révélée.



Le temple de la déesse tutélaire de Vésone comprenait (voir croquis ci-dessus, à l'échelle de 0^m001 pour 2^m00), érigé dans un quadrilatère, entouré de murs d'au moins un hectare soixante-dix ares d'étendue, un vaste ensemble de constructions qui, accolées au mur susdit, encadraient une cour centrale, à l'Ouest de laquelle se dressait, grandiose, la *cella* ou sanctuaire de la divinité. Cette *cella*, en forme de tour ronde, du type périptère, était entourée d'un péristyle avec colonnade surélevé d'environ quatre mètres au-dessus de la cour, auquel on parvenait ainsi qu'à la *cella* dont les dallages se trouvaient au même niveau, au moyen d'un important perron sur lequel s'ouvrait une porte monumentale, unique,

donnant accès à l'intérieur du sanctuaire. L'entrée de ce groupe cultuel se faisait par trois baies ouvertes dans le mur orienté à l'Est, c'est-à-dire vers l'Orient, baies symétriquement disposées par rapport à la médiane qui se trouvait située de même que le perron et la porte monumentale de la *cella*, sur la ligne axiale Ouest-Est, passant par le centre de la tour.

Il résulte de nos constatations formelles sur ce point que la brèche actuelle — il n'en exista d'ailleurs jamais d'autres — se trouve exactement à l'emplacement qu'occupa jadis la porte. D'où cette évidence que l'existence de celle-ci n'est due qu'à la démolition de celle-là.

Que faut-il entendre ensuite par l'expression : tombés de vétusté ?

Les opinions à ce sujet diffèrent ; mais extrêmiste en la circonstance, M. E. Roux admet, sous la haute autorité de M. Auguste Bernard, de la Société des Antiquaires de France, qui jadis fit de l'inscription précitée une lecture à sa façon que le temple de Vésone était en entier ruiné, non par vétusté, ajoute notre confrère, qui, hanté par la solidité des constructions romaines, n'admet pas la formule, mais du fait de la violence volontaire attribuée à saint Front, ainsi qu'il est ci-dessus rapporté.

A notre avis, les éléments constitutifs d'une construction peuvent être répartis en deux catégories d'ouvrages présentant, à un moment donné, une vétusté très différente.

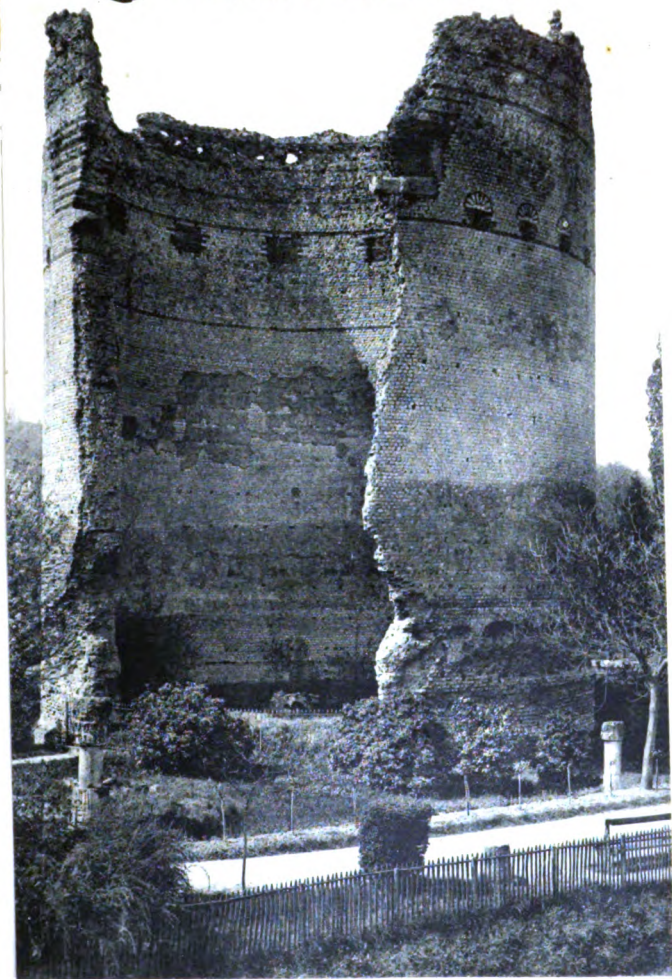
Dans la première, le gros œuvre qui, généralement abrité, peut avoir une longue durée.

Dans la seconde, les toitures, les charpentes, les intérieurs, etc., plus exposés aux intempéries ou à une usure due à un usage journalier, se dégradent plus rapidement et peuvent même, à un certain moment, présenter de graves avaries qui nécessitent d'importantes réparations sans que pour cela la construction soit hors d'usage.

Or, nous avons vu quelle était la consistance du temple et constaté la belle conservation, après dix-sept siècles d'abandon, du mur circulaire de sa *cella*. La restauration dont il s'agit ne put-elle, dans ces conditions, ne comprendre que des ouvrages de la deuxième catégorie ?



23. PÉRIGUEUX - Tour Romaine de Vésone



VUE DE LA BRÈCHE
(CÔTÉ EST)

Quoi qu'il en soit, M. Pompeius ne restaura pas seulement le temple, mais aussi les thermes publics, eux aussi tombés de vétusté. Est-ce à dire que saint Front, poursuivant son œuvre de violence, ruina aussi ce monument? Dans quel but?

Il eût été intéressant de connaître à ce sujet l'opinion de notre confrère qui n'en souffle mot. Ce silence n'est pas fait pour rehausser le prestige de sa thèse.

Et maintenant que nos précisions sont établies, reprenant les assertions de M. E. Roux, nous disons :

1^o Comment concilier la ruine totale du temple de Vésone avec, dans ce même temps, la co-existence d'une brèche ouverte, comme il est dit ci-dessus, dans sa façade tournée vers l'Orient.

De deux choses l'une, en effet, ou cette ruine fut *totale* et alors on prit place dans un mur inexistant la brèche dont il s'agit.

Ou la brèche exista, mais alors, *nécessairement* et sur toute sa hauteur dans un mur non détruit par ailleurs. Nous admettons comme seul possible le dernier terme du dilemme, sous réserve toutefois du moment et des causes. Ne voyons-nous pas, en effet, tous les jours dans sa forme et sa situation primitives la brèche précitée zébrant sur toute sa hauteur le mur en tous autres points resté intact du temple de Tutèle (1).

2^o Comment, d'autre part, raisonnablement admettre que la brèche étant restée béante ou l'étant redevenue à la suite d'une restauration défectueuse, les Vésoniens aient pu s'accommoder de cet état de choses pendant deux siècles au

(1) Nous avons, au cours de nos explorations, soigneusement examiné la Tour de Vésone depuis sa base qui repose sur le rocher jusqu'à son sommet qu'ont dentelé les intempéries de dix-sept siècles d'abandon et en nul endroit de cette bâtisse énorme, nous n'avons relevé la trace d'une reprise de maçonneries indiquant une quelconque restauration.

Cette construction magnifique, faite en maçonnerie ordinaire, parementée sur ses deux faces en moellons cubiques de petit appareil régulièrement assisés, construction dont le gros œuvre subsiste encore, brèche déduite, sur les 6/7^e environ de son périmètre, remonte, à n'en pas douter, à l'époque de la fondation du temple et fut bâtie d'un seul jet. Sa solidité est aujourd'hui aussi grande qu'elle put l'être au premier siècle de notre ère.

moins et continuer l'exercice de leur culte dans un sanctuaire ruiné et pour ainsi dire mis hors d'usage.

3° Et si suivant ce qu'avance notre confrère, qui ne paraît pas y ajouter grande créance, la brèche fut murillée, comment, depuis le moment où fut exécuté cet ouvrage jusqu'à celui de son écroulement qui marquerait une prétendue deuxième démolition du temple, les Vésoniens pénétraient-ils dans la *cella* ainsi close et par suite privée de toute communication avec l'extérieur (1).

En résumé, les hypothèses, présomptions et déductions de M. E. Roux, basées sur des faits incertains et contradictoires, nous paraissent imaginaires et dénuées de fondement.

Non le temple de Tutèle n'eut pas à subir deux démolitions ; une seule lui suffit. Nous allons en faire connaître *le moment et les causes*.



(2) Nous avons, au cours des six campagnes de fouilles pratiquées de 1906 à 1912 dans le sous-sol de Vésone, recueilli quarante-deux monnaies, grands et moyens bronzes, aux effigies d'une quinzaine d'empereurs dont quarante-et-une sont antérieures à l'an 273 et la quarante-deuxième postérieure à cette date et de beaucoup.

D'autre part, lors de la construction en 1857 du canal de navigation qui relie le port de la Cité à celui de Périgueux (ville) en traversant dans toute son étendue Ouest-Est le territoire de Vésone, vingt-huit monnaies furent également mises au jour et sur ce nombre vingt-quatre sont antérieures à l'an 273 et les quatre autres, dont deux à l'effigie de Constantin lui sont postérieures, la plus rapprochée d'environ cinquante ans.

(1) Nous croyons ne pas devoir faire état des deux dernières causes de démolition du temple par les chrétiens sous Constantin ou par les barbares au v^e siècle, attendu que la suite de notre étude démontrera, pensons-nous, que la ruine du sanctuaire de Tutèle est antérieure et remonte, ainsi que celle de Vésone, à la fin du III^e siècle.

(2) Cette seconde partie de notre réponse n'est qu'un court résumé du *Compte-rendu des Fouilles de Vésone* (1912-1913) auquel nous renvoyons pour plus amples détails.

D'où nous déduisons que la brusque interruption dans la série des monnaies issues du sous-sol de Vésone, à l'exception de quelques unités venues ultérieurement comme y vinrent, c'est-à-dire accidentellement, celles du moyen-âge et autres plus récentes que l'on rencontre parfois enfouies dans ce sous-sol, correspond à un événement violent, tel que s'en suivit la ruine de leur cité que les Vésoniens furent contraints d'abandonner (1). Et il existe à ce sujet une si exacte concordance entre nos constatations et les données de l'histoire (2) que nous n'hésitons pas à placer après la mort d'Aurélien et un peu avant l'avènement de Probus la ruine de notre cité.

En l'an 256, en effet, les Francs préludant aux événements tragiques qui marquent l'époque sombre des premières invasions, courent la Gaule et, franchissant les Pyrénées, se ruent sur l'Espagne dont ils font flamber villes et villas.

Un peu plus tard, en 275, les Alamans, auxquels n'avaient pas échappé un affaiblissement dans la garde de la frontière par suite du retrait des meilleures légions envoyées à Rome pour combattre Gallus, s'infiltrèrent à travers la ligne des *Castra* du nord de la Gaule qu'ils franchissent, et pénètrent dans la Province ouverte et désarmée qu'ils ravagent.

Une soixantaine de villes prises par eux sont pillées et brûlées. Vésone, nous le verrons, était du nombre (3). Probus

(1) Nous avons constaté, au cours de la longue existence de Vésone, quelques lacunes relatives à l'exhumation des monnaies rencontrées dans son sous-sol. Mais ces lacunes ayant été bientôt suivies d'une reprise continuée, nous n'avons pas cru devoir en faire état.

En 273 la chose est toute autre, l'interruption est devenue absolue et définitive. On ne trouve plus dans le sous-sol *romain* de Vésone de monnaies d'âge postérieur à cette date, ce qui pour nous constitue un fait très caractéristique.

(2) *Histoire des Romains*, par Victor Duruy, 1879, tome VI.

(3) Cette fin tragique de Vésone ne saurait faire l'objet du moindre doute. Partout, en effet, où à l'emplacement des locaux à usage d'habitation, nous avons pratiqué des fouilles et dégagé le sol antique ; parfois, sur une assez grande étendue, nous avons découvert sous le manteau plus ou moins épais des terres qui recouvrent les restes de la cité détruite un horizon de débris de toute sorte et tels qu'on les rencontre dans tout immeuble incendié, et sous ces débris, en contact avec les riches mosaïques, ou les dallages en partie calcinés, une couche épaisse de cendres et de charbon provenant de l'incendie des charpentes et des toits effondrés dans les intérieurs embrasés.

accourt, bat les Barbares, reprend les villes conquises et les refoule au-delà du Rhin jusqu'à la vallée du Neckar — ou Neckar — en leur infligeant de lourdes pertes et en les forçant à abandonner les captifs et le butin qu'ils avaient faits.

Ces deux invasions à si courte distance, qui en laissaient pressentir d'autres, devenaient menaçantes pour l'Empire. Il fallait au plus tôt remédier à cet état de choses et rassurer les populations affolées à l'aspect de ces guerriers redoutables, aux longues moustaches fauves qu'elles n'avaient pas encore vus. La décision de l'autorité souveraine, l'uniformité des dispositions prises et de la construction à gros blocs, dans les villes reconquises en témoigne, fut prompt et énergique. Elle enjoignit aux habitants des villes détruites d'abandonner leur territoire ouvert et trop étendu pour être utilement défendu et de fonder dans leur voisinage des cités nouvelles à enceinte réduite, entourée d'un rempart construit avec les matériaux de grand appareil des villes délaissées (1).

(1) M. E. Roux commet une évidente erreur historique en disant :

« Ils (nos aïeux Vésoniens devenus Pétrocoriens) renonçant à reconstituer leurs foyers ruinés par la torche ou le fer des Barbares, se retirèrent sur une colline toute proche et par leur groupement formé d'abord autour d'un modeste ermitage, plus tard autour d'un puissant monastère, créèrent le Puy-Saint-Front » (a).

Ce n'est pas, en effet, le Puy-Saint-Front qui continua Vésone, mais bien la Cité qui succéda à la ville romaine dont elle conserva longtemps encore le nom, dans les conditions que nous avons ci-dessus rapportées.

Le Puy-Saint-Front de Périgueux, de fondation ecclésiastique, est moins ancien et, bien qu'indéterminée, son origine paraît remonter, par analogie avec d'autres établissements de même ordre, à cette période de barbarie du haut moyen âge, au cours de laquelle, pour échapper aux misères du temps, hommes libres, colons et serfs se groupaient autour de puissants monastères qui les attiraient et, en les occupant à divers travaux, les protégeaient (b).

Dès ce moment, la Cité (*civitas*) et le bourg (*burgus*) ou ville (*villa*) du Puy-Saint-Front formèrent deux centres distincts parfois rivaux dont les

(a) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XLVI, page 228.

(b) *Histoire de la ville de Périgueux et de ses institutions municipales jusqu'au traité de Brétigny*, par R. Villepelet, archiviste aux Archives nationales.

L'emplacement choisi fut, en ce qui concerne Vésone, établi à l'extrémité du contrefort sur lequel étaient construites les Arènes, englobées dans l'enceinte de la Cité nouvelle.

La partie nord du monument forma un puissant bastion et le rempart rattaché à ses murailles aux deux extrémités Ouest et Est de son petit axe s'infléchit dans la direction du Sud en adoptant la forme ovalaire constituant une enceinte d'environ six hectares d'étendue.

Les utilitaires de toutes les époques ont fait de ce rempart une carrière ouverte à tous les besoins du voisinage, mais en ont laissé subsister d'importantes parties qui permettent d'en suivre le pourtour avec une assez grande facilité.

Ce rempart, rattaché au point Ouest des Arènes que nous avons fait connaître, se dirige sur la Porte Normande qu'il dépasse de la longueur d'une courtine; puis il se retourne brusquement vers le Sud où il sert de base aux ruines pittoresques du Château-Barrière, à la manutention, aux lits militaires et à l'hôtel de M. de Lestrade. De là il remonte vers le Nord, longe dans une direction à peu près parallèle la rue Cité-Champeau, franchit le carrefour formé par les rues de la Cité et Bourdeille et traverse sur sa longueur l'enclos du couvent de Sainte-Marthe d'où il sort pour se rattacher, à l'Est du massif des Arènes, dans une position sensiblement symétrique à celle qu'il occupe à l'Ouest.

C'est dans ce rempart qui développe 790 mètres en nombre rond sur 6 mètres d'épaisseur que furent entassés, autant que pouvait le permettre leur forme disparate, tous les

querelles trop souvent ensanglantèrent l'espace d'environ 300 mètres à vol d'oiseau qui les séparait.

Et pendant que la Cité se stabilisait dans l'enceinte réduite que ceinturait son rempart formidable, le Puy-Saint-Front grandissait, reculait la ligne enveloppante de ses fortifications et devenait cette fière commune ne relevant que du Roi, qui, finalement, par le traité d'union de 1240, engloba la Cité, constituant ainsi une ville nouvelle (*universitas*), à laquelle s'étendit le nom de Périgueux.

matériaux de grand appareil ou à gros blocs provenant de la démolition de Vésone (1).

Le complément du rempart, ainsi que son crénelage furent construits en maçonnerie de pierres cubiques de petit appareil, alternant par séries de plusieurs assises avec des cordons réguliers de briques épaisses ainsi que le montrent deux portions de murs surmontant une courtine et une tour situées dans l'enclos du Château-Barrière.

Mais pour construire il fallait démolir ce que n'avaient pas fait les Barbares. Ce n'était d'ailleurs pas leur façon. Ils s'emparaient des villes, les pillaient, les brûlaient et.... passaient. Cette démolition fut dévolue aux Vésoniens (2).

Successivement les monuments et constructions de toute sorte de notre métropole furent mis à bas. Puis, à son tour, le temple de la divinité tutélaire, son mur d'enceinte, ses portiques, son péristyle et la porte monumentale qui donnait accès à l'intérieur de la *cella* furent également abattus.

La démolition toutefois de cette dernière, moins haute que le mur de la *cella* dans lequel elle était encastrée, nécessita, pour la facilité de l'opération, le dégagement, par le haut, de la portion de mur qui la surmontait, portion de mur bâtie, ainsi que le reste de la construction, en maçonnerie ordinaire, parementée sur ses deux faces en moëllons cubiques de petit appareil.

Ce dégagement, qui consista, en une coupure de neuf mètres environ de largeur, donna naissance à l'ouverture qui, progressivement agrandie par le bas à mesure qu'étaient déposées les assises de grand appareil de la porte précitée et de son soubassement, aboutit à cette brèche impressionnante

(1) Le volume des matériaux de cette nature employés dans le rempart de la Cité, s'élève à environ 45.000 mètres cubes que les Vésoniens avaient mis trois siècles et demi à amonceler dans leurs monuments et leurs habitations particulières et qu'un effroyable événement rendit immédiatement disponibles. Un énergique à propos qu'imposaient des circonstances tout particulièrement menaçantes et dangereuses, en eût bientôt fixé l'emploi.

Combien de temps, en effet, aurait-il fallu pour extraire en carrière, tailler et mettre en œuvre une telle quantité de matériaux !

(2) Voir *Compte-rendu des Fouilles de Vésone*, 1912-1913, page 51.

devenue, pour le profane qui ne connaît pas son histoire, un sujet de grand étonnement. (Voir photo ci-jointe.)

Ajoutons que cette démolition de Vésone, ainsi que le remploi dans le rempart de la Cité des matériaux de grand appareil en provenant furent, nous l'avons constaté en maintes circonstances, exécutés avec un soin très grand. Les représentations sculptées de certains dieux et déesses furent l'objet d'attentions plus spéciales. Aussi, sans vouloir prêter à nos pères une intention qu'ils n'eurent peut-être pas, avons-nous cru voir dans ce geste l'expression pieuse et très touchante d'une pensée de conservation à l'égard de monuments qu'ils ne durent pas abandonner et renverser de gaieté de cœur et de divinités qui leur restaient chères.

Si, d'autre part, aucune inscription chrétienne, aucun emblème rappelant la religion nouvelle, n'ont été relevés sur la masse des matériaux reconnus, on est naturellement porté à conclure que Vésone, lors de sa ruine, était encore païenne (1).

Et quand fut accomplie l'œuvre immense, il ne restait dans la vaste plaine, où naguère encore florissait Vésone, que des ruines faites de décombres et de débris de toute sorte épars sur le sol antique abandonné.

Seuls, au milieu de cette dévastation, outre les substructions qu'aujourd'hui nos fouilles révèlent, se dressaient, évocateurs d'une grandeur à jamais disparue, les restes imposants encore du sanctuaire de *Tutèle*, pauvre protectrice de la Cité impuissante à conjurer, lorsque en sonna l'heure fatale, l'arrêt inexorable du destin.

* *

Les légendaires, dont quelques-uns de notre époque, dans leur désir de voir remonter jusqu'à Jésus lui-même la

(1) Ce qui nous conduit à cet autre dilemme ou saint Front fut un disciple du Christ envoyé par lui pour évangéliser notre province et alors il faut reconnaître que la foi ne fit pas les rapides progrès que l'on s'est plu à prétendre, puisque après plus de deux siècles de christianisme, Vésone, au moment de sa ruine, était encore attachée au paganisme ; ou saint Front est d'âge postérieur, et alors ce que les légendaires ont raconté de ce disciple du I^{er} siècle est imaginaire et dénué de fondement.

christianisation de notre province (1), ont fait vivre, longtemps avant sa venue en ce monde, *un bonus vir*, saint Front, dont un des premiers exploits fut, à les en croire, le sac. raconté en grande fantaisie par notre confrère, du temple de Vésone.

Nous avons vu ce qu'il fallait en retenir. Saint Front, en effet, ne détruisit pas plus ce temple qu'il ne terrassa le dragon fameux de Lalinde qui, suivant la légende, embusqué dans une anfractuosité du rocher, happait au passage les nautonniers descendant la rivière de Dordogne et les dévorait (?).

Ce sont là allégories forgées de toute pièce pour mieux faire comprendre, aux populations avides de merveilleux, appelées à les entendre, le triomphe de la religion naissante sur le paganisme expirant.

Ces allégories, jointes à d'autres parfois touchantes, peuvent, ainsi présentées, être, croyons-nous, acceptées. Elles poétisent notre histoire, mais ne sauraient lui être substituées.

Ch. DURAND.

Mai 1920.

(1) Cette recherche d'origines extraordinaires et fabuleuses, paraît être d'ordre humain ; elle est commune à tous les peuples.

Nos pères ne se targuaient-ils pas d'avoir pour grand ancêtre Japhet, fils de Noé ?

(2) Nous trouvons, reproduite par l'image, cette prétendue victoire de saint Front, sur un plan cavalier de la ville de Bergerac dressé vers l'an 1654 (Voir *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. Tome XV, page 276.)

RÉPONSE A UNE NOTICE DE M. EUGÈNE ROUX

SUR LA RUINE DE VÉSONE

Dans une notice sur la ruine de Vésone qu'il a récemment publiée, M. E. Roux « répudie formellement » l'an 275 que nous avons assigné à cet événement tragique et estime que cette date doit être reportée à l'an 474.

Cette assertion qui résulte d'une confusion nous paraît devoir être relevée.

Notre réponse sera brève.

L'existence de Vésone *romaine* présente deux phases très distinctes (1).

La première comprend la ville ouverte et sans défense qui, fondée dans une boucle de la rivière d'Isle, au sud du Périgueux actuel et y florit pendant environ trois siècles et demi, fut, avons-nous dit, brûlée (2) par les Barbares en 275, puis abandonnée et démolie par ses habitants pour en employer les matériaux à une œuvre de haute utilité publique.

La seconde, une cité nouvelle à enceinte réduite entourée d'un épais rempart (3) construit avec les matériaux de grand appareil ou à gros blocs de la ville détruite (4).

Cette cité continuatrice de Vésone dont elle garda longtemps encore le nom, puis devenue la ville des Comtes et des Evêques, mena, depuis sa fondation, une vie active et agis-

(1) Pour plus amples détails voir *Compte-Rendu 1912-13 des Fouilles de Vésone*.

(2) Ce fait ne saurait être contesté pour les raisons que nous avons fait connaître à ce sujet dans la réponse précédente relative à la Tour de Vésone.

(3) Nombreuses furent les villes de la Gaule qui, après la ruée barbare en même situation que Vésone, fondèrent des réduits fortifiés destinés à donner protection et asile aux populations épouvantées et naguère si éprouvées.

La généralité des mesures prises en vue de réaliser ce projet et l'uniformité de la construction à gros blocs des remparts qui ceinturèrent ces réduits, témoignent hautement de l'intervention du pouvoir souverain pour la prescription des unes et l'exécution des autres.

(4) Ce fait ne peut être contesté. Il peut à chaque instant être contrôlé dans les restes importants encore qui subsistent de ce rempart.

sante jusqu'au traité de 1240 qui l'unit au Puy-saint-Front. Dès ce moment, partie intégrante de l'*universitas* périgourdine, nous la voyons sous cette dernière forme subsister jusqu'à nos jours.

Or, M. Roux, paraissant méconnaître la transformation brutale de Vésone (1^{re} phase) et la succession chronologique des deux agglomérations qui ne co-existèrent pas, la seconde étant née des ruines de sa devancière, M. E. Roux, disons-nous, pour rendre sans doute sa démonstration plus probante prend Vésone à son berceau et passant outre aux faits accomplis, la conduit dans tout son éclat jusqu'à l'an 474, époque à laquelle, ce dont d'ailleurs il n'est pas très certain, puisque dit-il « l'hypothèse a besoin d'être fortifiée par d'autres éléments », il la suppose anéantie par le feu sur l'ordre du roi Wisigoth Euric. Que la cité ait subi les atteintes d'un roi barbare, la chose est possible, encore faudrait-il qu'elle fut confirmée. Dans tous les cas, son anéantissement prétendu fut si peu complet que son existence n'en éprouva alors aucune apparente interruption. On ne saurait donc prétendre sans exagération que ce simple fait de guerre, d'ailleurs incertain, ait causé la ruine de Vésone.

On voit la confusion. En résumé, nous estimons :

1^o Que la catastrophe qui eut pour conséquence la destruction *effective* de Vésone (1^{re} phase) et son abandon marque exclusivement la ruine de notre métropole ;

2^o Que la date de 275 que nous avons assignée à cet événement doit être maintenue et nous ne pensons pouvoir mieux conclure à ce sujet qu'en citant l'opinion suivante confirmative de notre thèse, que nous extrayons du substantiel et savant ouvrage de M. Adrien Blanchet, sur la construction des enceintes romaines de la Gaule, enceintes dont la fondation suivit de près la destruction des villes sur les ruines encore fumantes et avec les matériaux desquels leurs remparts furent édifiés.

« Nous tiendrons pour certain que les bases de gros appareils déterminant les enceintes des cités avaient été construites presque partout avant l'avènement de Dioclétien (284 après J.-C.), c'est une conclusion qui gardera sa valeur

- aussi longtemps qu'on n'aura point trouvé dans les sub-
- tructions non remaniées d'une enceinte de la Gaule, une
- inscription postérieure à l'année 276, date de l'avènement
- de Probus (1) ».

Ch. DURAND.

ERMITAGES DU PONT DE LA CITÉ ET DU TOULON

A PÉRIGUEUX EN 1623 ET 1636

Grâce à deux minutes de M^e Maigne, du 11 juin 1623 et du 20 mars 1636, conservées aux Archives départementales, on peut ajouter quelques indications sur les ermitages de Périgueux, aux articles de notre secrétaire général M. Villepelet et de notre vice-président M. Charles Durand, parus dans le *Bulletin* de la Société en 1916.

Ce sont des actes de prise de possession de l'ermitage du Pont de la Cité (11 juin 1623) et de celui du Toulon (20 mars 1636) par un religieux de l'ordre de St-Antoine, Hilarion Flamenc, qui, détail curieux, était étudiant au collège des Jésuites de Périgueux, au moins lors de sa prise de possession de l'ermitage du Pont de la Cité.

Le premier document renfermant de nombreux détails sur ce dernier ermitage et sur quelques autres points intéressants, il me paraît bon d'en donner le texte en entier.

« Ce jourdhuy onziesme jour du moys de juing mil six cents vingt et troys, environ six heures du matin, en la Citty de la ville de Périgueux, maison du notaire royal soubz singné, par devant icelluy et tesmoins au bas nommés, s'est présenté frère Hylarion Flamenc, religieux de l'ordre de St-Anthoyne, hermite estudiant au collège des pères Jésuystes de la ville de Périgueux et y habitant. Lequel nous a dict et remonstré que cy devant il auroit pleu à réverand père en Dieu Messire François de la Béraudière, seigneur évesque de Périgueux, conseiller du Roy en ses Conseils d'état et privé et en ses cours et parlement de Paris et Bordeaux, de lui faire don de l'hermitaige du lieu du pont de la Citty, avec inhibitions et deffances

(1) Adrien Blanchet, membre de l'Institut : *Les enceintes romaines de la Gaule*, page 338.

à tous autres hermites de le troubler ny empescher en la possession que led. Hylarion Flamenc y pourroit fere, ainsin qu'il nous a fait parroistre d'icelluy don, en datte du dix huictiesme janvier dernier, an présent, mil six cents vingt et troys, singnée de la Béraudière, evesque de Périgueux, et plus bas : par commandement de mond. Seigneur evesque ; ensemble de la cession et renonciation faicte dud. hermitaige du pont de la Citty par frère Jean Sappit, hermite au lieu du Toulon, en faveur du frère Hillarion Flamenc et de frère François Meyeux, qui demeuraient dans le présent diocèce de Périgueux, sans avoir aulcune retraicte d'aulcung hermitaige ; icelle cession escripte en une feuille de pappier, dactée du vingt quatriésme may dernier dudit an mil six cents vingt troys signée en ses lettres : F. J. Sap. qu'il nous a au-sy exhibée et représentée ; et, en vertu desd. dons et susd. cession, le frère Hillarion Flamenc nous a requis et sommé verbalement de vouloir nous transporter audict lieu du Pont de la Citty avecques luy, aux fins de luy fere procès verbal tant de la prinze de possession qu'il entend fere dud. hermitaige que de l'estat auquel est l'esglise de la chappelle et petite maison joignant à icelle, et sçavoir qui habite en lad. maison. Ce que nous lui avons accordé fere. Et à l'instant nous sommes portés aud. lieu du pont de la Citty, avec led. frère Hillarion Flamenc et autres cy-bas nommés, ou estant avons trouvé à la porte dud. hermitaige, situé au lieu du pont de la Citty, une femme nommée Biévyve du Chastenet, comme elle nous a dict, femme de Mataly Mesuron qui demeurerait dans lad. maison. Led. frère Flamenc en singne de possession s'en est entré dans lad. maison, accompagné de nous et desd. tesmoingts bas nommés ; et encorre. par le dernier d'icelle maison, sommes entrés dans un petit jardin et vieilhes murailhes tant de l'esglise et chapelle que autres murailhes ruynées, entre lad. maison et les maisons de François Laronze hoste, passé et repassé partout. et par ce moyen led. Flamenc a déclaré qu'il prenoit possession dud. hermitaige avec ses appandances et dépardances, et néanmoins a dict et déclaré à lad. Biévyve du Chastenet d'avertir led. Mesuron son mary de se pourvoyr ailleurs et trouver une autre maison, d'autant qu'il veut et entend fere accommoder lad. chapelle et maison pour s'y retirer, la sommant tant pour elle que pour son mary de vuyder ladicte maison ; et de là sommes allés au lieu appelé le Puybigou, dans une terre partie plantée en vigne, despandant dud. hermitaige, qui se confronte avec la vigne du sieur et dame de Sallegourde d'un cousté et avec les appartenances des héritiers de feu Germain Roubiet de deux parts, regardant ledit Flamenc, sommes entrés dans lad. vigne et terre, passé et repassé

audedans, led. Flamenc en singne de lad. possession a pris et rompu des branches des arbres estant audedans et faict tous autres actes requis et nécessaires en singne de possession. Dont et de tout ce que dessus il nous a requis luy fere procès-verbal pour luy servir en temps et lieu ; ce que nous luy avons octroyé sous l'autorité du scel royal. Le tout faict en presence de Jean Delage sieur de Marsaguet, bourgeois et habitant de la ville de Périgueux, François Laronze hoste, habitant aud. lieu du pont de la Cité et Leonard Veyssière, clerc, habitant de la ville de Périgueux, tesmoins qui avec led. Flamenc ont singné ; sauf led. Laronze qui a dict ne scavoir escrire de ce interpellé.

F. Hilarion FLAMENC.

DELAGE.

Leonard VEYSSIÈRE.

MAIGNE, not. royal.

Comme on le voit par cet acte, l'ermitage du Pont de la Cité était un bien d'église, puisque l'évêque M^r de la Béraudière, en fait *don* à l'ermitage qui doit y habiter. Si, en 1603 (Arch. mun. CC. 104), nous trouvons l'ermitage payant à la ville une rente de cinq livres, ce n'était donc pas parce que la ville était propriétaire de l'ermitage, mais ce devait être sans doute à titre de redevance pour quelque service que la ville devait lui rendre, ou peut-être une sorte de taxe sur les aumônes qu'il était autorisé à percevoir.

Le nom du prédécesseur de notre nouvel ermite était déjà connu par les registres municipaux (BB. 15). Mais ce Jean Sapit, titulaire de l'ermitage, qui en fait cession et renonciation entre les mains de l'évêque, en 1623, n'habitait pas alors l'ermitage du Pont de la Cité. L'acte nous dit qu'il résidait à l'Ermitage du Toulon et, d'ailleurs, ce détail ne serait-il pas expressément donné, le fait que la maison du Pont de la Cité était occupée par les époux Mezuron, obligerait encore à conclure que l'ermitage ne servait pas à l'ermitage.

Cet ermitage du Pont de la Cité était destiné à recevoir deux ermites. L'acte de renonciation de Jean Sapit est fait en effet en faveur de Flamenc et de Maleyeux ; de plus vers 1618 le même Sapit avait été autorisé par la ville à y habiter « avec un sien compagnon » (Arch. mun. BB. 15). Cependant Hilarion Flamenc en prend seul possession et François Maleyeux ne paraît en rien dans l'acte lui-même.

La maison d'habitation de l'ermitage du Pont de la Cité existait encore lors de cette prise de possession, le 11 juin 1623, et elle était habitable puisque le ménage Mesuron y réside ; tandis que la chapelle était en ruines. Cet état devait durer depuis les dévastations protestantes de 1575 et 1577, et c'est ce qui explique pourquoi le prédécesseur de Flamenc n'habitait pas l'ermitage du Pont de la Cité quoiqu'il eût reçu l'autorisation d'y résider.

Hilarion Flamenc fait sommation verbale à la femme Mesuron d'avoir à quitter la maison de l'ermitage parce qu'il veut la faire accommoder et relever la chapelle de ses ruines. Et c'est, sans doute, au nom de notre nouvel ermite que, la même année 1623, Jean Breuth, prébendier en l'église collégiale St-Front, offrit de faire réparer à ses frais l'ermitage du Pont de la Cité (Arch. mun. BB. 15). Nous ne savons pas si ce projet fut exécuté immédiatement ; mais la chapelle était restaurée, au moins en 1665, lorsqu'on y enterre un dragon de la Compagnie de Beauvais (Arch. mun. GG. 13).

L'acte nous apprend aussi que la chapelle était dans le jardin et derrière la maison d'habitation :

« par le dernier d'icelle maison sommes entrés dans un petit jardin
» et vieilles murailles tant de l'esglise et chapelle que autres
» murailles ruynées, entre lad. maison et les maisons de François
» Laronze »....

De cet ermitage dépendait aussi une terre, avec vigne, située au Puybigou que je n'ai pu localiser.

La deuxième minute, celle du 29 mars 1636, nous montre le même ermite Hilarion Flamenc prenant aussi possession de l'ermitage du Toulon. De ce procès-verbal il suffira de citer les passages qui donnent des détails supplémentaires relatifs aux ermitages de Périgueux.

« Ce jourdhuy vingtiesme jour du mois de mars 1636...., au lieu
» de l'hermitaige St-Anthoyne du Toulon, paroisse de la Cité de
» Perigueux, au devant la porte de la chapelle dud. hermitaige, s'est
» présenté Hillaire Flamenc, religieux hermite, lequel parlant à la
» personne de M^e Jehan Charles, prêtre curé de Coullouneys, trouvé
» au devant la porte de lad. Chapelle dud. hermitaige, luy a dict que
» sur la résignation faite par le frère Pierre Blanc, prêtre hermite

» dud. hermitage du Toulon, le jour d'hier dix neufviesme du présent
» moys et an, il auroit pleu à Messieurs du vénérable chapitre de
» l'esglise Cathédrale de la Cité, comme ordinaires collateurs de le
» pourvoyr dud. hermitage du Toulon », etc....

L'ermitage du Toulon était donc sur le territoire de la paroisse de la Cité et avait une chapelle dédiée à St-Antoine, ermite.

Entre Jean Sapit que nous avons trouvé, en 1623, titulaire du Toulon dans le premier acte, et Hilaire Flamenc qui en prend possession eu 1636, il y avait eu un nommé Pierre Blanc que nous voyons résigner l'ermitage du Toulon, le 19 mars 1636, en faveur de Hilaire Flamenc.

Enfin cette prise de possession nous apprend que l'ermitage du Toulon était à la collation du Chapitre de la Cathédrale St-Etienne.

Les deux actes mentionnent la coutume d'entrer en possession du jardin et de ses fruits en cassant des branches d'arbres. C'était un acte bien expressif du nouveau droit qu'acquerrait celui qui entraient en jouissance de l'enclos qui qui les contenait.

J. Roux, *Chanoine.*

LA MUNICIPALITÉ DE RIBÉRAC

ET LE

COMMISSAIRE MILITAIRE DU DISTRICT

EN L'AN III DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Pendant les guerres de la Révolution, des différends s'élevèrent parfois entre les représentants du pouvoir civil et ceux de l'autorité militaire.

A Ribérac, notamment, dans les premiers jours de germinal an III, le citoyen Rey, commissaire militaire, avait fait arrêter de son chef, sans plus de formalité, des fonctionnaires publics et d'autres citoyens qu'il accusait de prévarication, ou de négligence, à propos de la levée des volontaires.

La municipalité de cette ville, ayant à sa tête le maire Victor Darène dont l'énergie et l'intégrité s'étaient maintes fois affirmées, réclama des éclaircissements au sujet de ces arrestations. Elle adressa audit commissaire la lettre suivante :

« Le 8 germinal, an III.

» L'officier de police, Citoyen, chargé de la visite de la maison d'arrêt du district, nous a exposé que, s'étant fait représenter le registre de la geôle, il aurait vérifié qu'un assez grand nombre de citoyens, et notamment des fonctionnaires publics, détenus dans cette maison, se trouvent écroués sur ce registre en vertu d'ordres émanés de toi, sans aucune spécification de délit, ni cause d'arrestation, et sans désigner les tribunaux qui devront connaître de ces délits.

» Le Conseil général s'est aussi fait représenter une réquisition adressée à la municipalité de Ribérac, du jour d'hier, signée Rey, pour faire garder l'agent national de la commune de St-André, pour avoir prévariqué dans ses fonctions, sans désignation de la nature de la prévarication.

» Nous devons, comme tous les bons républicains, concourir efficacement à la prompte exécution des mesures qui procureront de nouveaux défenseurs à la Patrie ; mais il est des formes essentielles au maintien de la liberté individuelle, dont la loi a rendu les municipalités dépositaires : les mandats d'arrêt et écrous ci-devant mentionnés paraissent les avoir toutes mises à l'écart. D'ailleurs, la Municipalité a informé le Conseil général que les pouvoirs dont sont sans doute revêtus les officiers militaires en mission dans le District ne lui avaient point été communiqués, et qu'ils n'étaient pas, par conséquent, enregistrés à son secrétariat.

» Toutes ces circonstances nous font désirer d'obtenir de toi quelques éclaircissements pour éviter tout malentendu, tous actes qui pourraient être jugés suspects, arbitraires, et, par ce moyen, concourir plus efficacement à la prompte exécution de la levée dont il s'agit.

» Nous t'invitons, en conséquence, pendant que le Conseil général réunit un grand nombre de ses membres, à t'y transporter pour les renseignements dont il s'agit.

» Salut et fraternité » (1).

(1) Reg. de correspondance de la mun. de Ribérac, n° 18. fol. 20. Arch. de Ribérac.

Ce commissaire militaire était donc invité à présenter des explications au conseil général de la municipalité de Ribérac. Il refusa nettement et répondit même par des paroles inconvenantes. Alors, la municipalité porta l'affaire devant les représentants du peuple en mission, et l'en avisa dans les termes que voici :

« Le 8 germinal.

» La Municipalité de Ribérac, au citoyen Rey, commissaire militaire en mission dans ce District.

» Nous te faisons passer, Citoyen, les cinquante billets de logement que tu requiers pour les volontaires de la première réquisition. Nous ne pouvons te dissimuler notre surprise pour les procédés peu fraternels dont tu uses à notre égard. Nous ne répondrons que vis-à-vis les représentants du peuple aux imputations malveillantes que tu nous adresses, et nous nous flattons de leur démontrer par les pièces, par les faits, par notre conduite passée et présente, combien elles sont déplacées. Le tout leur est soumis. Et si nous avons commis même une erreur, nous demandons la rigueur de la loi. En attendant leur décision que nous avons provoquée, nous concourrons avec tout le zèle possible à la prompte exécution de la levée et du départ des citoyens de 18 à 25 ans, en ce qui pourra nous concerner.

» Salut et fraternité.

» Les maire et officiers municipaux de Ribérac «.

Que résulta-t-il de cela ? Je l'ignore, n'ayant pu recueillir aucun document qui l'indique. Cependant, il est permis de croire que la municipalité de Ribérac eut gain de cause, car, peu de temps après, lors de la réorganisation des municipalités, le maire Darène fut honoré de la confiance du Gouvernement du Directoire et reçut du Ministre de l'Intérieur une lettre flatteuse ainsi libellée :

« Paris, le 11 frimaire, an quatrième de la République française une et indivisible.

» Le Ministre de l'Intérieur au citoyen Darène-Larivière, commissaire du Directoire exécutif de l'Administration municipale du canton de Ribérac.

» Je vous fais passer, Citoyen, l'arrêté du Directoire exécutif, qui vous nomme son commissaire près l'administration municipale du canton de Ribérac. Cette confiance doit vous flatter ; elle vous impose des devoirs qui sont doux à remplir : ceux de coopérer au maintien

des lois constitutionnelles, de les faire aimer. et de préserver vos concitoyens des pièges que, dans ces premiers moments, le fanatisme et l'anarchie s'efforceront de leur tendre. Elevé à la hauteur et à l'importance de vos fonctions, vous tiendrez toujours ouvert le livre de la loi ; vous ne permettrez pas qu'il y soit porté atteinte ; vous prêcherez la paix, l'union et la concorde ; vous donnerez l'exemple des vertus républicaines ; votre vigilance à remplir vos devoirs sera le stimulant le plus sûr pour que l'Administration auprès de laquelle le Directoire vous a placé comme la sentinelle de la Constitution, remplisse exactement les siens, et ne s'occupe que du bonheur des administrés.

Voilà, Citoyen, les réflexions que le Directoire m'a chargé de vous transmettre, en vous observant que vous devez me dénoncer les abus, les infractions qui pourront être faites aux lois et tout ce qui tendra à troubler l'ordre et la tranquillité publique.

» Il importe aussi que vous me fassiez parvenir les états exacts de la population de votre canton, de l'espèce et du nombre de ses bestiaux, de la quantité de défenseurs qu'il a donnés à la Patrie et qui sont vivants.

» Donnez à la confection de ces tableaux autant d'attention que de célérité, et soyez convaincu, Citoyen, que vous trouverez dans ma fermeté l'appui de la vôtre.

» Salut et fraternité.

» Le Ministre de l'Intérieur, signé : BENEZUL (1) ».

Dénoncer les abus, les infractions aux lois, c'était ce qu'avait déjà fait, semble t-il, le maire Darène, dans l'affaire précédente.

Puis, les dernières recommandations qui lui sont faites, relatives aux recensements de la population et des animaux, ne sont elles pas encore d'actualité ? On était alors, comme aujourd'hui, à la quatrième année de guerre.

A. DUBUT.

(1) Reg. des délibérations de la municipalité de Ribérac. N° 13, à la date ci-dessus. Arch. de Ribérac.

CÉLÉBRATION DE LA FÊTE
DE LA
SOVERAINETÉ DU PEUPLE A LISLE
SOUS LE DIRECTOIRE

L'an six de la République française une et indivisible, le trente ventôse, les citoyens de la commune de Lisle s'étant réunis au dit lieu, en ayant été invités par l'agent municipal de la dite commune, à l'effet d'y célébrer la fête de la Souveraineté du peuple, et en conformité de la loi du 13 pluviôse dernier. La troupe des vieillards représentant le peuple souverain est partie de la maison commune, ayant la garde nationale et les quatre enfants qu'ils avaient choisi distribués à leur suite, comme il est porté par l'arrêté du Directoire, ainsi que les membres des corps constitués, se sont rendus, un bâton blanc à la main, à la salle décadaire, en passant par la rue de Périgueux, descendant par celle dite de Bussac, et montant par le foirail du dit lieu, où étant rendus, les vieillards ont déposé leurs bâtons sur les marchepieds de l'hôtel dressé à l'effet de la fête et sur lequel l'agent à son tour a déposé le livre de la Constitution sur un pupitre destiné à le recevoir. Pour lors un des vieillards a pris la loi et lu à haute voix ce qui lui était prescrit, l'agent à son tour en a fait de même, après laquelle lecture l'agent, craignant de ne pouvoir assez se faire entendre s'est rendu à la tribune ; là étant, il a fait lecture le plus distinctement possible de la proclamation du Directoire exécutif qui était à la suite de l'arrêté ; après laquelle lecture, il a fait lecture de l'adresse du Département relatif aux assemblées primaires, après ces préalables, le chant des chansons qui avait eu lieu en sortant de la maison commune et qui n'avait été interrompu que pour faire les susdites lectures, a recommencé et continué fort longtemps. Pendant le dit chant, le commandant de la garde nationale et l'agent se sont occupés de rassembler les bâtons en un fesseau qu'ils ont lié d'un ruban tricolore, et la Constitution dessus. Le dit fesseau a été pris par les enfants qui l'ont porté à la maison commune, suivis des municipaux, des vieillards et de la garde nationale ; où étant arrivés l'agent les a invités de se rassembler à trois heures du soir pour sadonner aux exercices joyeux que peuvent procurer les localités ; d'après quoi, l'assemblée a été dissoute, et à trois heures de relevée, le temps a été si mauvais, à cause de la pluie qu'il n'a pas été

possible de se rassembler : de tout quoi je agent, ai fait procès-verbal à Lisle, les dits jour, mois et an que dessus.

FARGEOT, agent.

On lit dans le *Moniteur* :

Séance du II pluviôse an VI, du conseil des Cinq Cents. « Motion d'ordre de Jean Debry pour la célébration d'une fête de la Souveraineté du peuple. Il demande que cette fête soit célébrée le 30 ventôse, à la veille des élections. Villers demande qu'elle soit annuelle et à perpétuité. Arrêté. »

Un arrêté du 23 pluviôse prescrit le cérémonial à suivre pour la célébration de la fête. Il peut être intéressant d'en citer quelques articles.

Art. VII. — La musique exécutera des airs patriotiques. Le plus âgé des vieillards du cortège se levera, et adressera aux magistrats la formule suivante :

« La Souveraineté du peuple est inaliénable. Comme il ne peut exercer par lui-même les droits qui en découlent, il délègue une partie de sa puissance à des législateurs et à des magistrats choisis par lui-même ou par les magistrats qu'il a nommés. C'est pour se pénétrer de l'importance de ces choix que le peuple se rassemble aujourd'hui. »

Le principal fonctionnaire public dans l'ordre constitutionnel présent à la cérémonie répondra par ces mots :

« Le peuple a su par son courage, reconquérir ses droits trop longtemps méconnus ; il saura les conserver par l'usage qu'il en fera ; il se souviendra de ce précepte qu'il a lui-même consacré par sa charte constitutionnelle, que c'est de la sagesse des choix dans les assemblées primaires et électorales que dépendent principalement la durée, la conservation et la prospérité de la République. »

La musique fera entendre de nouveaux chants.

Art. VIII. — Le principal fonctionnaire public montera à la Tribune et lira la proclamation du Directoire exécutif relative aux élections.

Un chant général terminera les cérémonies.

Art. XI. — Dans les communes où il serait absolument impossible de remplir toutes les dispositions de cet arrêté, les administrations sont chargées d'adopter pour la célébration de cette importante solennité les mesures qui se rapprocheront le plus de celles indiquées par le Directoire.

Cette importante solennité !... On peut penser que la fête

de la Souveraineté du peuple était en effet d'une grande importance au point de vue du Gouvernement puisqu'elle constituait tout simplement ce que nous appellerions aujourd'hui une manœuvre électorale.

Pour copie conforme :

A. DURAND DE RAMEFORT.

LE CHIMISTE PIERRE-FRANÇOIS CHABANEAU

Lorsque les félibres du Périgord vinrent, en 1911, à Nontron, pour rendre un juste et solennel hommage à la mémoire de leur président Camille Chabaneau, ils trouvèrent, à la tête du mouvement scientifique et littéraire, deux de nos anciens confrères, M. Roger Drouault, receveur de l'enregistrement, et M. Louis Puibaraud, greffier en chef du tribunal civil de cette ville, heureux d'employer leur intelligence et leur zèle à la glorification du Nontronnais. Une mort prématurée les a enlevés l'un et l'autre, avant qu'ils aient pu faire bénéficier notre Société de leur précieuse collaboration.

De cette collaboration, que la félibrée de Nontron avait vu naître, voici que le *Bulletin officiel* du Comité d'archéologie nous a apporté un témoignage posthume, à l'occasion de la statue en pierre de la Vierge et de l'Enfant Jésus, provenant de l'ancien couvent des Dominicaines de Saint-Pardoux-la-Rivière. En signalant à l'attention cet exemplaire curieux du type iconographique de la Vierge allaitant, M. Drouault a voulu ajouter une page complémentaire à cette histoire si documentée de Saint-Pardoux, dont sa plume érudite a doté nos annales. La représentation qui accompagne cette notice est due au talent photographique de M. Puibaraud.

C'est encore à Saint-Pardoux que ce dernier fit la photographie du portrait, qui a inspiré cet article. Tandis que M. Lajus mettait à la disposition de M. Puibaraud cette belle peinture, M. Drouault se rendait dans la commune voisine de Lussas, à Clarac, où avait fini ses jours le grand chimiste, dont les deux amis avaient eu la bonne fortune de rencontrer des souvenirs, dignes d'être conservés.

Pierre-François Chabaneau est particulièrement connu par la découverte qu'il fit, étant professeur à Madrid, de la fusibilité du platine. C'est surtout à ses travaux sur ce métal, depuis 1788, qu'ont trait la plupart des documents que M. Drouault trouva à Clarac. Ce dossier renferme à ce sujet de nombreuses lettres écrites par des notabilités espagnoles, quelques-unes au nom du Roi. Voici un inventaire abrégé, que je tiens de notre confrère, des pièces concernant le professeur :

1791 (24 juillet). Lettre pour accepter la collection des minéraux du chimiste.

1795 (24 décembre). Lettres pour l'engager à continuer sa publication sur les sciences naturelles, « *continuar una obrotan util para la instruccion nacional* ».

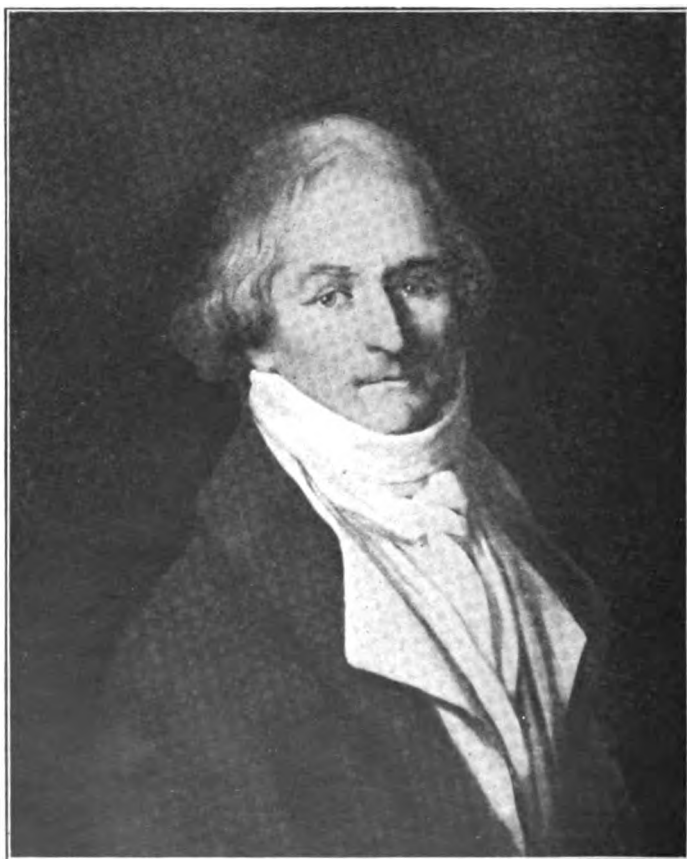
1797 (24 mai). Lettres reconnaissant qu'il a suivi pour ses cours de chimie et minéralogie une méthode particulière qu'on ne peut remplacer par aucun livre.

1801 (5 mai). Commission du Roi le chargeant de réunir, à Paris, tout ce qui se publie sur la chimie.

Enfin, des lettres relatives à ses succès comme professeur à l'Ecole centrale de Périgueux, comme directeur au collège de Brantôme, et à son séjour à Nontron. On y remarque une adresse du Conseil municipal de Brantôme, du 8 mai 1809.

M. Drouault se proposait de livrer à la publicité, avec une traduction des textes espagnols, l'intéressant dossier qu'il avait rapporté de son excursion à Clarac. Il lui aurait fourni, me disait-il, des raisons pour rectifier, sur plusieurs points, la notice (1), que Jules Delanoue avait consacrée à la vie et aux travaux de son concitoyen. Son travail devait être accompagné d'une reproduction du portrait, photographié par M. Puibaraud. Si nous ne voyons jamais la réalisation de cette louable entreprise, suspendue d'abord par la guerre, puis arrêtée définitivement par la mort des deux collaborateurs, nos annales conserveront du moins, grâce à la

(1) *Chabaneau, chimiste périgourdin*, Périgueux, Dupont, 1857, in-8° de 16 pages. Une deuxième édition en fut faite, en 1862. On peut en lire un extrait dans notre *Bulletin*, tome XVI, p. p. 208-210.



LE CHIMISTE CHABANEAU (1754-1842)

communication que me fit le photographe de ce portrait, les traits de la physionomie douce et éveillée du savant, que nos regrettés confrères avaient projeté de mettre en lumière.

Il serait superflu de retracer ici la carrière de ce compatriote, auquel revient toute la gloire d'avoir, le premier, découvert et employé en grand la méthode servant aujourd'hui à préparer un des métaux les plus précieux pour la chimie et pour les arts. Pierre-François Chabaneau avait pressenti l'avenir réservé à ce métal blanc d'argent, facile à travailler, très lourd, très réfractaire au feu et résistant aux acides. Pour ces propriétés et quelques autres encore, il lui sembla destiné à beaucoup d'usages. On sait quelle consommation la guerre a fait de ce métal, dont les gisements sont rares, et qui, pour certaines applications, est irremplaçable. Aussi a-t-on vu le prix en dépasser celui de l'or.

Je me bornerai à rappeler quelques particularités très peu connues concernant l'ancien professeur de sciences minéralogiques, physiques et chimiques de Madrid. Il était de la même famille que celle de Camille Chabaneau. Les deux cousins sont des célébrités de la ville de Nontron. Si la science est redevable au premier d'une très importante découverte, la littérature romane accorde au second une place éminente dans son histoire. Leur modestie égalait leur savoir.

Le romaniste vénérail la mémoire du chimiste. Il m'a raconté les essais infructueusement tentés par celui-ci pour arriver à cette découverte, en commémoration de laquelle Charles III fit frapper une médaille de platine et qui valut à l'heureux inventeur le don royal d'une rente viagère de douze mille livres ; ses fréquents découragements, les pressantes visites du marquis d'Aranda qui, « comprenant tout l'intérêt qui s'attachait à l'emploi du métal dont l'Espagne possédait alors toutes les mines », le consolait, l'incitait à persévérer dans ses quotidiennes expériences. Camille Chabaneau ajoutait qu'un jour, furieux de se voir si vivement pressé, le chimiste s'était écrié dans le parler expressif des bords du Bandiat : « Sang-Di ! Envouiarai tout permenà. Eiboulharai tout, si tornen me tarabutà enquèro per queu foutut metau ! » Et, de fait, il brisa tout le mobilier de son laboratoire.

Ce fut, en 1790, que le trop impatient nontronnais publia son ouvrage sur les sciences naturelles, suivi de quatre planches. J'ai vu, à Nontron, ce traité rarissime, écrit en espagnol. J'en ai fourni les indications bibliographiques (1). La préparation de ce grand travail avait altéré la santé de l'auteur, au point que les médecins de la Cour ordonnèrent à ce dernier d'aller se remettre sous le ciel natal. Il résolut d'y finir ses jours.

Chabaneau ne put cependant s'empêcher de consacrer encore à l'enseignement quelques-unes de ses dernières années. C'est ainsi que, sur la demande du Jury des Ecoles centrales de France, il accepta de faire un cours de physique et de chimie expérimentales, à l'Ecole centrale de Périgueux, où il publia, en l'an VII, ses *Leçons élémentaires de physique générale et analytique*, et, ce que n'avait pas dit Delanoue, qu'il prêta plus tard son concours à Jacques Ranouil, maire de Brantôme, pour la réorganisation de l'enseignement de la jeunesse. Entre temps, on voit son nom figurer, de 1808 à 1812, à côté de ceux de Guillaume Boyer et de Mazérat de Lord, comme adjoint au maire de Nontron.

J'ai déjà fait connaître (2) qu'il fut le véritable fondateur du pensionnat de jeunes gens de Brantôme. La direction de l'instruction en fut, selon les termes de l'annonce, insérée au *Bulletin du département de la Dordogne* (3), « confiée à M. Chabaneau, ex-professeur à l'Ecole centrale, pensionnaire de S. M. le roi d'Espagne, dont la réputation, justement acquise, est propre à inspirer aux parents l'espoir le plus flatteur pour l'éducation de leurs enfants ». Avec un tel directeur, des résultats satisfaisants se produisirent dès la première année. « Les exercices du pensionnat de Brantôme, constatait le même journal (4), ont répondu aux espérances qu'en avaient fait concevoir le zèle éclairé du maire de cette

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXXI, p. 351.

(2) *La Petite Gironde*, numéros des 16 et 17 décembre 1910.

(3) Numéro du 13 juillet 1808.

(4) Numéro du 20 septembre 1909.

ville, qui l'a fondé, et la réputation du directeur des études, M. Chabaneau, dont les talents distingués ont si puissamment contribué, dans le temps, à la gloire de l'Ecole centrale de ce département. Les succès qu'a obtenus cet utile établissement sont garants de ses succès futurs et de l'accroissement qu'il ne peut manquer d'acquérir par les soins des hommes estimables qui le dirigent ».

Cette participation à la fondation d'un pensionnat d'enseignement secondaire à Brantôme couronna la carrière du chimiste Chabaneau, qui mourut à sa campagne de Clarac, en 1842, dans sa quatre vingt-huitième année.

La mémoire du romaniste Chabaneau a été célébrée par l'Ecole félibréenne du Périgord, à Nontron et à Périgueux, par la pose d'un superbe médaillon, sculpté par Gauquié. Celle du chimiste Chabaneau, également digne d'être publiquement fêtée, a reçu, presque en même temps, un hommage, moins éclatant, pour lequel ne furent employés ni le bronze ni le granit. A l'exemple de Montpellier, Nontron avait tenu, en outre, à donner à l'une de ses rues le nom du professeur, dont les travaux ont enrichi la philologie romane. C'est un honneur identique, qui fut réservé au glorieux chimiste: il ne fut pas rendu par sa ville natale, mais par Brantôme. L'historiographe de cette ville, notre regretté confrère Georges Bussière en prit l'initiative. Le Conseil municipal ayant consenti à donner à l'une des places de Brantôme le nom de l'ancien directeur de son pensionnat, il fut convenu que le Bournat participerait à l'inauguration d'une plaque commémorative. Malheureusement le projet de la fête, dont le programme littéraire et musical avait été arrêté en vue de cette cérémonie, ne put, pour des raisons locales, être exécuté. Le Bournat, ne voulant pas que ses membres restassent privés de l'amusante poésie périgourdine, composée pour la circonstance par son président, notre confrère le majoral Robert Benoît, la publia dans son *Bulletin* (1).

(1) Numéro de juillet 1912, p.p. 137-140 : *Per la placu de Peire Chabaneu, a Brantôme. A Moussu George Bussiero.*

Le touriste qui, visitant la pittoresque cité des bords de la Drôme, s'arrête près de l'ancienne abbaye, où l'école communale actuelle a succédé au pensionnat du premier Empire, peut apercevoir, entre la grande cour de l'école et le jardin de la fontaine Médicis, une plaque portant cette inscription :

*Square Pierre-François Chabaneau, chimiste,
(1754-1842).*

Découverte de la fusibilité du platine (1783).

Direction du pensionnat C^{al} à Brantôme (1808).

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente la Tour de Vesone, avec sa brèche ; la 2^e est le Portrait du chimiste Chabaneau.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISSENT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLVII. — CINQUIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Septembre-Octobre 1920

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du mercredi 4 août 1920.....	213
— du mercredi 1 ^{er} septembre.....	220
Un dernier mot sur les galets à cupule (M. R. TAREL).....	230
Lettre à M. Charles Durand, vice-président de la Société historique et archéologique du Périgord (M. Eugène Roux).....	231
Requête présentée à Louis de Salinac, évêque de Sarlat, par les consuls de cette ville au sujet du collège (M. Ch. DANGIBEAUD).....	241
Le Périgord militaire : Gardes du corps du Roi au XVIII ^e siècle (<i>suite</i>) (M. Joseph DURIET).....	244
Les rues de Ribérae au XVII ^e siècle (M. le docteur Emile DUSOLIER).....	254
BIBLIOGRAPHIE. — La basilique de Saint-Front de Périgueux gueux et son plus récent historien (M. Léon GUILLOREAU, O. S. B., abbé de Sainte-Madeleine de Marseille).....	257

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du mercredi 4 août 1920.

Présidence de M. FÉAUX, Trésorier

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille; Féaux, le vicomte Maxence de Massacré, Eugène Roux, le chanoine Joseph Roux et Villepelet.

Se font excuser : M. le marquis de Fayolle, par une dépêche de Caunterets; Lajarric-Descombes, Charles Durand et Viglé.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. le Président annonce de bonnes nouvelles pour quelques-uns de nos membres, pour notre éminent confrère S. G. M^{re} RIVIÈRE, appelé de l'évêché de Périgueux à l'archevêché d'Aix en Provence; pour M. l'abbé FAURE-MURET, blessé près du cœur et au bras devant Verdun, la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

De sincères félicitations sont adressées à l'abbé Faure-Muret; de respectueux compliments à M^{re} Rivière, en même temps que des regrets, tout en espérant bien que son nom demeurera parmi nous.

M. le Président souhaite aussi la bienvenue à M. DE MASSACRÉ que nous voyons pour la première fois à nos réunions.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants qu'énumère M. le Président :

Œuvre internationale de Louvain, bulletin publié par le Commissariat général, n° 3, avril 1920, in-8° avec deux planches, Louvain, rue des Flamands, n° 1;

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, comptes rendus des séances de l'année 1919, bulletins de juillet-août et de septembre-octobre, deux fascicules in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ; le premier contenant une communication de notre savant correspondant M. le commandant Espérandieu, membre de l'Académie, sur *La Maison Carrée de Nîmes* ;

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, 1918, un vol. broché in-8° ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XVIII, n° 217, 3^e et 4^e trimestres de 1919, un fascicule in-8°, Orléans, imprimerie Paul Pigelet et fils, 1920 ;

Revue historique et archéologique du Maine, tome LXXV, année 1914, 1^{er} semestre, et tome LXXVI, 2^e semestre, années 1914-1919, deux fascicules in-8° avec planches, Mamers, imprimerie Enault, Le Mans, A. de Saint-Denis, libraire ; le second contenant une intéressante conférence de M. Camille Jullian, professeur au Collège de France, sur *Le Mans et le Maine sous les Celtes et sous les Romains* ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XLII, 2^e livraison, avril-mai-juin 1920, in-8° avec une planche. Brive, imprimerie de *La République* ; contenant un mémoire de notre confrère M. le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade sur *Une châtelaine de Castelnau*, Louise de Bretagne-Avaugour, et la *Généalogie de la famille Villotte*, par M. Gavelle ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 28^e 29^e, 30^e livraisons, avril-juin 1920, in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant plusieurs notices de notre vice-président M. Dujarric-Descombes sur « Nos maîtres-ouvriers le général Bruneau et Pierre Augièras ; — Les anciennes fêtes de mai » ; — et une poésie de M. Roubert Benoit sur *Le Memorial Day, Ous Amériquens morts par la Franco* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 47^e année, mars-avril 1920, in-8° avec planches, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant une notice nécrologique sur le regretté Philippe Lauzun, secrétaire perpétuel de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen,

président de la Société archéologique du Gers, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, membre non résidant du Comité des Travaux historiques et scientifiques ;

Bulletin trimestriel de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, n^{os} 1 et 2, année 1920, in-8° avec une planche, Bayonne, imprimerie Foltzer ;

Mémoires de la Société Archéologique de Montpellier, 2^e série, tome VIII, 1^{er} fascicule, un vol. broché in-8° avec onze planches, Montpellier, Imprimerie générale du Midi, 1920 ;

Bulletin de la Société Neuchateloise de géographie, tome XXVIII, 1919, un fascicule in-8° avec illustrations Neuchatel ;

Scientia, revue internationale de synthèse scientifique, I-IV, 1920, in-8°, Bologne ;

« *La grande campane* » de l'église de Vanosc en 1728, document publié par Jos. Berthelè, archiviste du département de l'Hérault, in-8°, avec une planche, Aubenas, imprimerie Clovis Habauzit, mai 1920 ;

De M. Gustave Chauvet, président des Antiquaires de l'Ouest, sa brochure sur *Les premiers habitants du Poitou*, in-8° avec illustrations, Poitiers, 1920 ;

De M. René Fage, sa brochure sur *Quelques dévotions populaires en Limousin, Fontaines à chiffons et Saints à rubans*, in-8°, Tulle, imprimerie Juglard, 1920 ;

Et le journal *Le Courrier du Centre* du 21 avril 1919, contenant un article de notre confrère M. de Marcillac, sur *L'expansion économique*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le vicomte DE MASSACRÉ et M^{me} DE MONTÉGUT, élus membres titulaires dans la dernière séance, adressent leurs remerciements à la Société. M^{me} de Montégut ajoute qu'elle n'a pu encore s'occuper de la bibliothèque de son regretté mari, mais qu'elle espère pouvoir offrir bientôt à la Société ses diverses publications dont une grande partie intéresse le Périgord.

En s'excusant, M. Charles DURAND nous envoie une communication qui avait été oubliée dans la dernière réunion et

qui est une réponse à la notice de M. Eugène Roux sur la Tour de Vésone. Notre érudit vice-président s'appuyant sur les fouilles pratiquées par lui de 1906 à 1912, dans le sous-sol de Vésone, pense que la tradition catholique, faite de légendes, est contraire à la vérité historique, et par son mémoire qui sera publié dans le *Bulletin*, il désire mettre cette très intéressante question au point.

Profitant de son passage à Périgueux, M. Maxence de MASSACRÉ nous signale l'état lamentable dans lequel se trouve la chapelle de Saint-Geniès classée comme monument historique. Cette ancienne chapelle, dépendant du château des Biron, est ouverte à tous les vents, à la pluie, et sert de hangard banal ou de dépôt aux habitants qui y mettent leurs fagots, leur bois, etc.

M. LE PRÉSIDENT engage M. de Massacré à signaler cette situation déplorable à notre confrère M. Dannery, inspecteur des Monuments historiques.

M. le chanoine Roux fait passer ensuite sous nos yeux un plan des fouilles, dressé en 1821 par M. de Taillefer, pour retrouver le cloaque des arènes de Périgueux. Ce plan est accompagné, dans les marges, de longues explications postérieures manuscrites du docteur Galy.

Cette pièce sera bonne à conserver dans notre bibliothèque.

A propos des souvenirs de la guerre de Cent Ans, évoqués d'une manière si intéressante par notre confrère M. Ch. Durand, à l'occasion d'« un héros périgourdin, Jean de la Jalage » (1), M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande qu'il a recherché dans l'histoire manuscrite de Chevalier de Cablanc ce qui pourrait se rapporter à ce personnage trop peu connu. Il n'est malheureusement fait, dans cette histoire, aucune allusion à la défense de Fanlac contre les Anglais. Jean Jalage n'y est pas même nommé.

C'est en 1431 que le premier Jalage apparaît sous le nom de Galage, dans le passage suivant :

« Ayant esté délibéré par conseil publicq d'armer des canons, qu'on appelloit alors coleuvrines, pour la deffense de la ville, les maire et

(1) *Bulletin*, mars-avril dernier, pages 89 à 95.

consuls donnèrent cette charge à *Héliot Galage* d'en faire venir de Limoges, et ledit Héliot en fit venir trois grandes avec de la poudre pour les esprouver, et on travailla incessamment à l'attirail et à les mettre en estat pour s'en servir. »

Cet Héliot Galage, auquel la jurade confia cette mission, s'il n'appartenait pas à la famille du lieutenant du seigneur d'Auberoche, pourrait être l'auteur de la famille consulaire des Jalage, peut-être le même que Héliès Jalage, mentionné par le chroniqueur parmi les quatorze consuls de la jurade « extraordinaire » de 1465, et réélu en 1472.

Le combat de La Baconnie, rappelé par M. Durand, faisait trop d'honneur à la vaillance de nos pères pour avoir été oublié par le maire-historien de la ville. Voici en quels termes il a relaté cette lutte entre les jeunes gens de Périgueux et les soudarts d'Angleterre :

« Le dernier de mars (1423), il y eut combat, auprès du Lieudieu, autrement appelé La Baronia ou Baconia, entre 39 jeunes hommes, sortis de Périgueux, et 23 hommes d'armes destinés, pour faire la guerre à la ville, par Héliès de Barglio, capitaine d'Auberoche ; lequel combat se termina à notre avantage, et y eut plusieurs des gents d'Auberoche tués, et entre autres le nommé Le Bastol. »

M. Charles DANGIBEAUD, vice-président de la Société des Archives historiques de Saintes, veut bien nous adresser la copie d'une requête présentée à Louis de Salignac, évêque de Sarlat, par les consuls de la ville, au sujet du collège. Cette requête, de la fin du xvi^e siècle, fait partie du dossier de la famille de Salignac-Fénelon, appartenant à la bibliothèque de Saintes (fonds de Beaumont, n^o 536 xxxvii). L'évêque attribue au collège le revenu de 200 livres d'une prébende préceptoriale avant octobre 1580.

Cette pièce intéressante sera publiée dans le *Bulletin*. « Tout son intérêt, écrit M. Dangibeaud, réside surtout dans la psychologie des requérants qui manifestent une défiance marquée à l'égard du personnel enseignant de leur temps et portant sur le haut clergé une insinuation malveillante qu'ils ne cherchent pas à atténuer ».

M. Robert VILLEPELET nous signale, d'après une de ses récentes lectures, un court article publié par M. Arthur

Chuquet, membre de l'Institut, dans le n° du 1^{er} juin 1913 (p. 494-496) de sa revue (dont la publication est suspendue depuis la guerre) *Feuilles d'Histoire du xvii^e au xx^e siècle*, sous ce titre : *Monsieur de Pompadour*.

M. Chuquet, rappelant que, en 1745, au retour de la campagne de Flandre, Louis XV envoya à sa maîtresse, M^{me} d'Étiolles, le brevet qui lui accordait le titre de marquise de Pompadour, s'est posé — et a résolu — la question de savoir depuis quand vauquaient le nom et le titre ainsi décernés à la favorite. La solution de ce petit problème historique intéresse le Périgord. Le dernier marquis de Pompadour était mort 13 ans avant 1745. • Ce Pompadour, qui se prénommait Léonard-Hélie, obtint, grâce à son oncle maternel Montausier, le régiment de Beauce dont il resta colonel de septembre 1684 à mai 1692. Il était, en outre, comme son père, sénéchal et gouverneur de Périgord, et, lorsqu'il vendit son régiment, il acheta la lieutenance générale de Guyenne. Il avait épousé une Navailles dont il eut une fille unique (devenue femme de Courcillon, fils unique de Dangeau). Menin de Monseigneur en 1708, désigné pour l'ambassade d'Espagne en 1714, compromis dans l'affaire de Cellamare, exilé après un an de Bastille, il mourut à Paris en 1732. • M. Chuquet a retrouvé également, ayant vécu à une époque un peu antérieure, un Pompadour, marquis du Bourdeix, qui périt au siège de Thionville. Il appert de là que les derniers authentiques marquis de Pompadour touchaient de très près au Périgord. Nous n'élevons aucune prétention sur celui qui, après eux, reprit le titre sans y avoir aucun droit que d'assez mauvais aloi.

Notre confrère a lu dernièrement dans une biographie de l'écrivain romantique Gérard de Nerval (1808-1855 ; à la fin de sa vie, son esprit sombra dans la démence et il se suicida en se pendant à une grille de la rue de la Vieille-Lanterne, à Paris), que cet auteur, s'appelant de son vrai nom Gérard Labrunie, fils d'un médecin des armées impériales, originaire d'Agen, racontait volontiers qu'il avait tiré son pseudonyme littéraire d'une petite propriété, *Nervalis campus*, que sa famille possédait en Périgord. Notre confrère s'adresse à nous pour savoir

s'il est à notre connaissance que cette allégation de l'écrivain repose sur quelque fondement.

Notre zélé vice-président M. Joseph DURIEUX nous apprend « que l'abbé de Lubersac, massacré aux Carmes le 2 septembre 1792, était né en 1729 à la forge de Masvaleyx, paroisse Saint-Aignan de Chaleyx, aujourd'hui canton de Jumilhac-le-Grand (Dordogne). Fils de messire Pierre de Lubersac, chevalier seigneur de Saint-Germain, et d'Elisabeth de Garebœuf, mariés à Masvaleyx en 1710, François de Lubersac Saint-Germain était prêtre du diocèse de Périgueux, il fut reçu bachelier en droit à Paris le 13 avril 1756 et devint aumônier de M^{me} Victoire, fille de Louis XV.

» On sait, par des communications faites notamment en 1916 à notre Société, que le Périgord a compté, outre François de Lubersac, cinq prêtres victimes des Septembriseurs : M^{sr} du Lau, archevêque d'Arles, et ses vicaires-généraux Chapt de Rastignac et Foucauld de Pontbriand, P. L. de La Rochefoucauld, évêque de Saintes et l'archiprêtre Delfau. Au total six, et non cinq, comme l'indique M. l'abbé Grente dans un récent ouvrage qu'il a, d'ailleurs, composé avec grand soin. »

Enfin, notre confrère M. Gabriel LAFON nous adresse une notice, dont lecture est donnée sur la conversion du conventionnel Bouquier, de Terrasson. Comme il nous le mande, elle est un appendice aux études publiées sur ce sans-culotte par le docteur Galy, M. Dujarric-Descombes, par M. Lafon lui-même et enfin par M. Defrance, publiciste de Paris.

Cette notice sera publiée dans le *Bulletin*.

La séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M. FÉAUX.

Séance du mercredi 1^{er} septembre 1920.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. le marquis de Bourdeille, Dubut, le docteur Emile Dusolier, le marquis de Fayolle, Féaux, le marquis du Lau, Géraud Lavergne, le marquis de Marcillac, Eugène Roux, le chanoine Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président souhaite la bienvenue au marquis du Lau et lui rappelle les souvenirs que son oncle a laissés parmi nous, les dons qu'avec sa générosité ordinaire il avait faits au Musée du Périgord et aux Archives départementales.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les publications suivantes :

De la Smithsonian [Institution l'*Annual*] *Report of U. S. National Museum*, 1919, un volume in-8° relié en toile avec planches, Washington, Government printing office, 1920 ;

Œuvre Internationale de Louvain, bulletin publié par le Commissariat général, n° 4, juillet 1920, in-8° ;

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1920, 1^{er} trimestre, et n° 2, deux fascicules in-8°, avec illustrations, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, Section des sciences économiques et sociales, année 1918, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur, 1920 ;

Revue des Etudes grecques, tome XXXI, n° 145, octobre-décembre 1918, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France, 43^e année, 1918, in-8°, avec illustrations, et *Mémoires de la*

Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France, tome XLV (1918), in-8°, à Paris, chez Champion, libraire de la Société, 1918 ;

Comité archéologique de Senlis, Comptes rendus et Mémoires, 5^e série, tome VI, années 1914-1916, et tome VII, années 1917-1918, deux gros fascicules in-8°, Senlis, imprimerie Vignon fils, 1917 et 1919 ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, années 1917-1918-1919, tome LIX, in-8°, avec trois plans, Nantes, 1920, imprimerie de Vatar à Rennes ; où, p. XXXII, M. Léon Maître donne lecture d'une étude sur le logement et le traitement des fous dans les églises, notamment à Périgueux « dans la fameuse église de Saint-Front » ;

Société des Antiquaires de l'Ouest, premier trimestre de 1920 (premier fascicule), in-8°, avec illustrations, Poitiers, Société française d'Imprimerie ; contenant une étude de notre savant correspondant M. Chauvet sur *Les premiers habitants du Poitou* ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXIX^e volume, 2^e livraison, in-8° avec illustrations, Saintes, librairie Prévost, 1920 ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 2^e livraison, 1920, avril-mai-juin, in-8°, avec un plan, Tulle, imprimerie Juglard ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XLII, 3^e livraison, juillet-août-septembre, 1920, in-8° avec illustrations, Brive, imprimerie de *La République* ; contenant une notice de M. René Fage sur *Un ami de Baluze, — l'orientaliste Antoine Galland* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 47^e année, mai-juin 1920, in-8° avec planches, Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1920 (juillet), 208^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Ceas et fils ;

De M. Eugène Roux, sa brochure sur *La ruine de Vézère*, in-12, Périgueux, imprimerie Robbin, 1920 ;

De M. l'abbé Jean Dubois, son *Etude historique et généalogi-*

que sur la famille de Chasteigner ou Castagner, brochure in-8°, Tonneins, imprimerie Georges Ferrier ;

Et du Rev. John Nainfa, sa brochure S^t Mary's Seminary Baltimore, Maryland, in-8°, Catalogue for 1919-1920 ;

M^{lle} Gabrielle Charavay veut bien continuer à nous envoyer sa *Revue des Autographes* d'août 1920, dans laquelle figure une pièce signée avec trois lignes autographes, sur vélin, du 18 avril 1673, par Jean de La Cropte, marquis de Saint-Abre, lieutenant général de l'armée commandée par Turenne, tué à la bataille de Sintzein en 1674. Il reconnaît avoir reçu 6.000 livres que le Roi lui a accordées comme gratification pour l'année courante.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Notre vice-président M. Dujarric-Descombes nous prie d'annoncer l'œuvre de M. Marcel AUGIÉRAS, fils de notre confrère M. Silvio Augiéras, de Montanceix, et les récompenses qu'il a obtenues.

« Le capitaine Marcel Augiéras a publié le résultat de ses explorations à travers le Sahara occidental dans un mémoire, qui lui valut, il y a deux ans, de la part de la Société de Géographie, une médaille d'or et l'attribution du prix Duchesne-Fournet (6.000 francs), destiné aux explorations scientifiques.

» A l'occasion du 14 juillet, il a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

» Enfin, l'Académie des Sciences vient de lui décerner le prix de la fondation Binoux (2.000 francs), de la section « Géographie et navigation », pour ses travaux géographiques dans le Sahara ; distinction scientifique, qui est la juste consécration de l'œuvre de notre compatriote. »

La Fédération archéologique et historique de Belgique informe M. le Président qu'elle tiendra son Congrès à Tournai au commencement d'août 1921 et qu'il durera probablement cinq jours. Toutes les correspondances et les communications relatives à ce congrès doivent être adressées à M. Adolphe Hocquet, secrétaire général du Congrès, rue des Orfèvres, 4, à Tournai.

M. le Président a reçu également de M. le Directeur des

Beaux-Arts, Service des Monuments historiques, une circulaire concernant l'inventaire supplémentaire, prévu par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1913, sur les Monuments historiques et ayant pour objet la protection des « édifices ou » parties d'édifices publics ou privés qui, sans justifier une » demande de classement immédiat, présentent cependant » un intérêt archéologique suffisant pour en rendre désirable » la préservation. »

L'instruction du 1^{er} juillet 1920, jointe à la circulaire, énumère, sans caractère limitatif, les édifices publics et les édifices privés.

» Sont considérés comme publics : les édifices du culte, les cimetières, les chapelles de cimetières ; les clochers, porches, cryptes ; les croix de chemin, les édifices hospitaliers, hôpitaux, hospices, maladreries ; les collèges et leurs dépendances ; les maisons communes (mairies) ; les beffrois ; les bastides, les portiques, les greniers, les halles ; les fontaines, les aqueducs, les ponts ; les portes de ville, les remparts, les édifices militaires, etc.

» Sont considérés comme édifices privés : les abbayes et prieurés et leurs dépendances ; les constructions urbaines, c'est-à-dire les maisons de ville en pans de bois, pierres, briques, pisé ; les caves, celliers, puits ; les escaliers, galeries (coursières) ; les balcons, grilles, porches, fenêtres, tourelles ; les boutiques, les cheminées et mitres, plafonds et charpentes, pavements, enseignes.

» Les constructions rurales comprenant les manoirs, les fermes et leurs dépendances (granges, colombiers, cuves et pressoirs, celliers, fours) ; les maisons de cultivateurs, les chalets de montagne, bergeries, grottes aménagées ; les moulins ; les châteaux et leurs dépendances, donjons, tours, etc., etc. »

M. le Président fait appel à la bonne volonté de ses confrères pour être aidé dans cette besogne.

Tout de suite, pour répondre à l'esprit de cette circulaire, M. DE FAYOLLE nous rend compte de la visite qu'il a faite récemment dans la commune de Port-Sainte-Foy dont le maire avait avisé M. le Préfet de la découverte de mosaïques

romaines. Au mois de mars dernier, un ouvrier qui faisait une plantation dans le parc de M. Ducou, propriétaire au Canet, ancienne paroisse, située au bord de la Dordogne en aval de Port-Sainte-Foy, mit à jour une mosaïque à fond blanc et décor géométrique. Le propriétaire fit faire une seconde fouille à peu de distance de la première, et découvrit une nouvelle mosaïque, composée de médaillons circulaires entourés de torsades et contenant des motifs décoratifs. Ces mosaïques n'ont été dégagées qu'en partie des terres qui les recouvrent ; mais elles présentent, la seconde surtout, comme on peut en juger par les photographies faites par M. de Fayolle, un dessin riche et un coloris encore vif. Elles dépendaient d'une villa romaine dont on trouve des traces dans toute la propriété et qui, après sa destruction, fut remplacée par une agglomération chrétienne. Le parc de M. Ducou recouvre l'emplacement de l'église et du cimetière dont plusieurs fosses ont malheureusement détérioré l'une des mosaïques.

La Société archéologique de Bordeaux, prévenue de la découverte, a pratiqué quelques fouilles aux alentours qui ont confirmé l'existence de la villa. On peut associer ces mosaïques à celles qui ont été signalées dans leur voisinage par M. le comte de Saint-Saud, comme ayant été découvertes en transportant les tombes de l'ancien cimetière qui entourait l'église de Montcarret dans le nouveau. On sait depuis longtemps qu'il a existé un établissement romain à Montcarret ; un lavoir est pavé de mosaïque ; des colonnes antiques décorent l'abside de l'église ; mais les mosaïques du vieux cimetière qui, comme au Canet, ont été traversées par des sépultures, étaient inconnues. Il est regrettable qu'aucun des membres de la Société qui habitent la région n'aient songé à nous prévenir, car nous aurions pu prendre des mesures pour la conservation des parties les moins endommagées et les plus intéressantes de ces mosaïques aujourd'hui presque entièrement détruites, sort qui, malgré toute la bonne volonté de leur propriétaire, menace également celles du Canet.

M. le chanoine Roux confirme la communication de M. de Fayolle ; il dit avoir vu récemment chez le sacristain

de Montcarret des fragments détachés par plaques de ces mosaïques représentant des torsades semblables, comme dessin et comme coloris, à celles du Canet.

Il est décidé qu'on publiera une note plus étendue de M. de Fayolle sur les mosaïques du Canet avec la reproduction des photographies.

A propos de la brochure publiée par M. Eugène Roux sous ce titre « *La Ruine de Vésone* », M. LE PRÉSIDENT fait observer que, d'après une théorie généralement admise aujourd'hui par les maîtres de la science historique, les cités gallo-romaines auraient, au III^e siècle, sombré dans un cataclysme dont les auteurs furent des Barbares qui les auraient alors visitées et saccagées. Après le passage de ces envahisseurs, elles auraient éprouvé le besoin de se clore pour se prémunir contre le retour de calamités semblables, et ce sont les habitants eux-mêmes qui auraient achevé de démolir leurs monuments ou leurs maisons en ruines, pour en extraire les matériaux au moyen desquels ils se construisirent des murs d'enceinte dans un périmètre réduit où ils se concentrèrent.

M. Roux répond qu'il n'ignore pas la théorie à laquelle M. le Président vient de faire allusion, ni la grande autorité dont jouissent dans le monde savant MM. Shuermans et Blanchet qui l'ont les premiers émise. Cette théorie, loin de la récuser, M. Roux l'adopte, mais dans la limite que lui tracent ces éminents écrivains eux-mêmes. Il l'adopte comme applicable, non à toutes les cités gallo-romaines indistinctement, mais seulement à celles qui, au III^e siècle, furent en contact avec les Barbares.

» Elles sont en grand nombre, M. Roux l'accorde. Mais la question est de savoir si Vésone est à ranger dans cette catégorie.

» L'histoire nous fait connaître d'une façon précise les incursions accomplies en Gaule, au III^e siècle, par des Barbares divers.

» Elle mentionne les tentatives auxquelles se livrèrent les

hordes germanes à deux reprises, en 235 et 241. Ces tentatives n'aboutirent pas. Les hordes en question firent leur apparition aux frontières de la Gaule, mais les généraux romains ne leur donnèrent pas le temps de les franchir. Ils les refoulèrent vivement.

» Une vingtaine d'années plus tard, une bande de maraudeurs Francs fut plus heureuse. Elle put même, à travers la Gaule, pénétrer jusqu'en Espagne. Mais elle ne passa pas par Vésone. Elle descendit par Poitiers et Bordeaux, et suivit ensuite la partie du territoire comprise entre la Garonne et l'Océan. Ce point est formellement reconnu par M. Charles Durand.

» Reste l'irruption fameuse d'Alamans et de Francs, survenue à la mort d'Aurélien. C'est celle-là qui, suivant M. Durand, aurait été fatale à Vésone. Or, tous les historiens sont d'accord pour constater que cette invasion exerça ses ravages dans le nord seul de la Gaule. M. Roux a produit en ce sens une citation de Victor Duruy dont la netteté ne laisse rien à désirer.

» M. Camille Jullian, toutefois, dans son *Histoire de la Gaule* (t. IV, p. 621) *incline à croire* qu'une grosse bande franchit la Loire et suivit la route de Poitiers à Bordeaux, allant de là à Dax, Bayonne et Roncevaux. Il est superflu de faire la remarque que Vésone ne se trouvait pas sur ce chemin. En somme, aucune bande de Barbares n'a désolé notre contrée lors de l'invasion de 276. L'assertion si catégorique de Victor Duruy, plutôt confirmée que contredite par M. Camille Jullian, est là pour le prouver. Par conséquent, la théorie de MM. Shuermans et Blanchet n'a rien à voir avec le cas de la capitale pétrocorienne; et quand, dans le dernier compte-rendu de ses fouilles, M. Charles Durand écrit textuellement (page 38) que vers 276 « Vésone périt par la main des Alamans », il commet une erreur flagrante. Vésone n'a pas pu périr alors par la main des Alamans », puisqu'ils n'y sont pas venus. Il y a, du reste, plein accord entre les données de notre histoire générale et celles de notre histoire locale pour exclure totalement l'hypothèse de la destruction de notre ville au III^e siècle.

• Au v^e siècle seulement, de 406 à 409, elle connut, à son tour, les horreurs de l'invasion ; et le nom seul du peuple barbare qui les lui infligea — les Vandales — dit assez combien elle en souffrit. Ces Vandales ne se contentaient pas d'être des pillards tieffés. Ils étaient d'acharnés démolisseurs, et il n'est pas douteux que leur rage de destruction s'exerça contre nombre de nos monuments.

• Il est très présumable que les Vésuniens, une fois débarrassés de la présence de ces hôtes malencontreux, songèrent à se mettre, pour l'avenir, à l'abri de pareilles dévastations, qu'ils se bâtirent le mur d'enceinte exploré par M. Durand, et qu'ils y employèrent des matériaux extraits de leurs édifices que les Vandales avaient abattus. Ils ne firent ainsi, d'ailleurs, que se conformer à un édit récent de l'empereur Honorius enjoignant à toutes les villes de se clore.

• Les Vandales avaient fait subir à Vésone des dégâts considérables, mais ils ne l'avaient pas anéantie. C'est dans la seconde moitié du v^e siècle que brusquement se constate la perte de son nom, signe ou conséquence de sa propre disparition.

• A quelle date exacte se produisit cette disparition ? Pour quelle cause ? Dans quelles circonstances ? M. Roux a voulu le rechercher, et ses recherches l'ont amené à cette double conclusion : 1^o Qu'en 474 l'Arianisme, dans la personne du roi wisigoth Euric, détruisit Vésone pour la punir de s'être révoltée contre ce prince ; et 2^o que, quelques années plus tard, le christianisme orthodoxe, dans la personne de l'évêque Chronope II, reconstitua la ville, sur un emplacement voisin, et créa Périgueux.

• Jusqu'à plus ample informé, M. Roux s'en tient à cette conclusion. »

M. DE SAINT-SAUD nous apporte le petit travail qu'il nous avait promis sur les rapports de quelques églises du Périgord et particulièrement de la Double, avec l'abbaye bénédictine saintongeaise de Baignes, dont elles dépendaient. Il nous donne lecture de quelques pages. On y remarque la fondation de Puymangou à la fin du xi^e siècle, avec des donations

émanant de hauts personnages tels que le comte de Périgord, une de ses sœurs, dame d'Aubeterre, inconnue des généalogistes, et le vicomte de Comborn. Puis la consécration des églises de Chenaud, de Chassaigne, de Gardedeuil. Celle-ci, devenue modeste petite chapelle, avait alors une sorte de suprématie sur Eygurande et Saint-Barthélemy-de-Bellegarde, qui dépendaient aussi de Baignes. Les sires de Montpon sont souvent nommés dans ces documents, de la fin du ^x^e siècle ou du commencement du ^{xii}^e siècle, à l'occasion de l'abandon de leurs droits seigneuriaux, nécessités par la donation de ces églises. Également les Vigier, coseigneurs d'Aubeterre, sur lesquels, peu connus, et leur fief de Puyviger en Chenaud, notre érudit confrère donne quelques détails.

Puis, M. le docteur Emile DUSOLIER nous donne lecture d'une notice intéressante sur *Le Prieuré de Notre-Dame du Bousquet* que Léon Dessalles, dans son *Histoire du Périgord* (tome II, p. 78 en note) dit être inconnu, et que de Gourgues, dans son *Dictionnaire* place près de Saint-Privat. D'après une minute de notaire de 1758, nous apprenons que ce prieuré simple et régulier des Bénédictins exempts de France, situé près du moulin de Bourjade, paroisse de Bourg-du-Bost au diocèse de Périgueux, est résigné par dom Philippe du Rousseau de Fayolle, prêtre du diocèse de Poitiers, en faveur de dom François de Corgnol de Tessé, prieur de N.-D. du Vieux Rufat et sacriste de l'abbaye royale de Nanteuil en Vallée au diocèse de Poitiers.

Cette notice sera publiée.

M. Joseph DURIEUX nous fait remettre par M. de Saint-Saud, qui l'avait depuis assez longtemps, pour l'annoter, la liste des gentilshommes du Périgord, faisant partie des 1^{re}, 2^e et 3^e compagnies des Gardes-du-Corps. Elle fait suite à celle de la Compagnie écossaise déjà reinise.

En ce qui concerne la première compagnie, les réceptions ne commencent qu'en 1759. Antérieurement à cette date, on a comme enseigne Guillaume Saunier de Monplaisir en 1694 ;

puis le comte Jean de Saint-Exupéry, exempt en 1738; puis lieutenant le comte Cosme de Saint-Aulaire.

Dans les lieutenants de la deuxième compagnie, on trouve Michel-Jacques comte de Ségur-Montaigne, Pierre-Astier marquis de Saint-Astier. La liste commence en 1718 d'après les contrôles du Ministère de la Guerre.

La troisième compagnie ne date que de François I^{er}. La liste ne commence qu'en 1731.

M. DUBUT nous communique ensuite une circulaire des administrateurs du district de Ribérac aux municipalités, lors de la fuite de Louis XVI, qu'il a retrouvée dans les archives de la mairie de Gouts-Rossignol. Les administrateurs engagent les maires à prendre des mesures pour maintenir le calme et l'ordre. Il faut montrer du courage, de la fermeté, et surtout l'union avec le district et le département, soutenir notre Constitution de tout notre pouvoir ou nous ensevelir avec elle, etc.

La pièce sera publiée.

Avant de clore la séance, M. LE PRÉSIDENT pense qu'il est utile de dresser un règlement pour le service de la bibliothèque de la Société :

1^o M. le chanoine Roux accepte provisoirement la charge de la bibliothèque ;

2^o Il est décidé que :

a) Personne ne pourra prendre un livre qu'après l'avoir demandé au bibliothécaire et avoir émargé sur un registre ;

b) Que ces livres seront rendus au bibliothécaire lui-même dans un délai d'un mois ;

c) Que le bibliothécaire se tiendra à la disposition des sociétaires les jours de séance après la séance et le troisième mercredi de chaque mois de midi et demi à deux heures et demie.

3^o Les brochures doivent être réunies dans des portefeuilles, comme certaines le sont déjà, soit par des courroies ; mais la conservation serait meilleure dans des portefeuilles. L'assemblée vote une provision de 100 francs pour en acheter et approuve ces décisions.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. André DAURIAC, étudiant en droit, boulevard Victor-Hugo, 11, à Limoges, présenté par M. l'abbé Jarry et M. Villepelet ;

Et M. Albert EYMA, propriétaire à Labrie, près Bergerac, présenté par le commandant Amadiou et le comte de Saint-Saud.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

UN DERNIER MOT

SUR LES GALETS A CUPULE

Une courte et, je l'espère, décisive réplique mettra fin à la discussion poursuivie avec mon aimable collègue M. Peyrony, sur la destination des godets à cupule.

L'absence de coloration dans la cupule fournissait le principal, je devrais dire l'unique argument pour contester le caractère de mortier : (notons, en passant, que l'absence de traces charbonneuses peut être invoquée avec autant de raison pour dénier au galet le caractère de lampe).

J'ai donc tenu à m'assurer si parmi tous les autres mortiers recueillis lors des précédentes fouilles du Soucy, il n'en existait aucun offrant des traces de coloration ou de matières charbonneuses. Le résultat de mon enquête a été si probant qu'il ne peut manquer d'entraîner l'adhésion de M. Peyrony lui-même.

Le savant conservateur du Musée de Toulouse, M. Cartailhac, dans une lettre au cours de laquelle il énumère les objets

préhistoriques recueillis au Soucy et figurant au Musée, me mande que dans l'un des mortiers (?) qu'on peut y voir, on remarque des « traces de couleur » et que personnellement il croit fermement mais en laissant toujours un point de doute que nos « mortiers semblables, pareils à ceux des primitifs actuels du Nord du golfe de Californie, servaient comme eux à broyer ou malaxer les matières colorantes. »

De sa main, M. Cartailhac a dessiné l'un des galets à cupule du Soucy : comme celui dessiné aussi par M. de Bracquemont, et dont il sera parlé plus bas, c'est absolument le même facies que mon mortier.

En second lieu, d'une lettre de M. de Bracquemont j'extrais la phrase suivante qui sert de légende à un dessin du mortier identique à celui de M. Cartailhac et au mien : « Deux récipients en granit qui devaient servir à broyer de la couleur : l'un d'eux offrait encore une couleur rouge à l'intérieur ! »

Et, nulle part, il n'est question de traces charbonneuses !

Non, je l'affirme hardiment, avec la ferme conviction partagée par les préhistoriens les plus avertis de notre région, auxquels j'ai soumis la pièce en litige, — les images rupestres qui ornent tant de grottes n'ont pas été gravées à la lueur de « mèches en mousse » garnissant la minuscule cupule de ces pesants cailloux.

R. TAREL.

LETTRE A M. CHARLES DURAND

VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

Mon cher collègue,

Vous m'avez fait l'honneur, dans la dernière livraison de notre *Bulletin*, de me consacrer douze longues pages. Vous y passez au crible d'une critique qui, par endroits, vise, ce semble, à l'épithète de méticuleuse, deux écrits que j'ai composés et publiés en ces derniers temps. Vous m'excuserez de vous répondre plus brièvement, et de m'en tenir à quelques précisions sur les points suivants qui nous divisent.

1° Y a-t-il eu, comme je le soutiens, deux démolitions du temple de Vésone, l'une vers le milieu du premier siècle de notre ère, et l'autre au iv^e ou au v^e ? Ou bien n'y en a-t-il eu qu'une, comme vous le prétendez, qui serait à placer en l'an 275 ?

2° Est-il vrai qu'à cette dernière date Vésone aurait péri par la main des Alamans, et qu'il s'en serait suivi la construction, à la même époque, du mur d'enceinte de la Cité ?

3° La vraie destruction de Vésone, ne se serait-elle pas accomplie en 474, et n'aurait-elle pas été l'œuvre d'Euric, roi des Visigoths ?

I

Mon opinion relative à la démolition au premier siècle du temple de Vésone se fonde sur une inscription conservée au Musée du Périgord. Cette inscription, dont nous devons la traduction épigraphique à l'un des antiquaires les plus réputés du xix^e siècle, Auguste Bernard, nous apprend que Marc Pompée Libo rétablit à ses frais le temple de la déesse tutélaire et les thermes publics, entièrement tombés l'un et l'autre de vétusté : *utraque omnino collapsa*.

J'ai établi que Marc Pompée, prêtre de l'autel d'Auguste, petit-fils de Sextus Pompée et de Scribonie Libo, par conséquent arrière-petit-fils du grand Pompée, était venu de Lyon à Vésone vers l'an 37, et qu'il avait pu y vivre sous Caligula, Claude et Néron, soit jusqu'en 68 : j'en ai conclu que c'est entre ces deux dates que le temple fut mis totalement en ruines.

J'ai fait observer, d'autre part, après le docteur Galy et beaucoup d'autres, que la locution « *vetustate collapsa* » ne doit pas être prise au pied de la lettre ; que c'était une formule courante, que les Latins utilisaient toutes les fois qu'ils ne jugeaient pas à propos d'énoncer la vraie cause de la chute d'un bâtiment.

Vous ne contestez pas ce point. Vous reconnaissez qu'un monument de l'importance du temple de Vésone n'avait pas pu tomber de vétusté cent ans à peine après sa construction. Mais, dites-vous, dans celles de ses parties qui n'étaient pas

couvertes, et qui, par conséquent, étaient plus sujettes aux intempéries, il avait pu subir quelques dégradations qui auraient motivé les réparations exécutées par Marc Pompée Libo. C'est là, mon cher collègue, une simple supposition de votre part. Elle est inadmissible, en présence du texte formel de l'inscription, où il est parlé, non d'avaries partielles, mais d'une ruine totale : *omnino collabsa*.

Si la précision de ce document ne suffit pas à vous convaincre, je peux invoquer une autre raison, que personnellement vous ne sauriez récuser, car elle est basée sur les résultats de vos fouilles.

Auriez-vous, par hasard, oublié ce que vous avez écrit dans vos comptes-rendus de 1906 et 1907 ? Explorant, à cette époque, les abords de la Tour de Vésone, vous avez, du côté-Est, sous un terre-plein constitué par un dallage fortement bétonné, mis au jour un blocage de maçonnerie dans lequel vous avez reconnu la fondation des aires de circulation du temple. Au pied de cette fondation, vous avez trouvé un moyen bronze, de Trajan, et vous en avez judicieusement conclu qu'elle pouvait être contemporaine du règne de cet empereur (98-117), ou lui être postérieure, mais qu'elle ne pouvait pas lui être antérieure.

Seulement — détail bien important ! — elle était formée « de matériaux réemployés et provenant de constructions d'âge plus ancien et ruinées par le feu ». Elle reposait, au surplus, sur un massif de décombres, composé de charbons, de cendres, de métaux fondus, bref de débris où vous avez vu, selon votre heureuse expression, un horizon d'incendie.

La position de ces décombres sous une muraille qui pouvait dater de la fin du I^{er} siècle ou du commencement du II^e, et leur enfoncement dans le sous-sol jusqu'à un niveau peu distant du terrain vierge, si j'en juge par des indications graphiques contenues dans votre compte-rendu de 1907, prouvent que le sinistre dont témoignent les débris en question remonte à une époque intermédiaire entre celle où les lieux avaient commencé d'être habités et le règne de Trajan.

Sur le même point, mais à un niveau très différent, à un niveau supérieur d'au moins un mètre (je base cette évalua-

tion sur le croquis auquel j'ai fait allusion tout à l'heure), vous avez constaté un deuxième horizon d'incendie, correspondant, selon votre propre expression, à la destruction probable, *encore* par le feu, des annexes du temple.

Je souligne le mot « encore » comme impliquant une appréciation identique de votre part, quant au premier horizon d'incendie. Et si vous ne parlez que des annexes du temple, c'est, évidemment, parce que vous jugez que la flamme ne pouvait pas avoir de prise sur les autres parties du monument construites en pierres, mais il ne vous a point échappé qu'à supposer volontaires les sinistres en question, on a dû, dans le moment où l'on a fait flamber les annexes, ruiner aussi, par d'autres moyens appropriés, les autres parties de l'édifice.

Un horizon d'incendie vous est encore apparu, mais cette fois dans des terrains situés hors du périmètre du temple, et vous en avez déduit, non seulement la probabilité, mais la certitude d'une destruction générale de la ville. Je ne fais donc que m'approprier votre raisonnement en tirant des deux horizons d'incendies, constatés aux abords de la Tour de Vésone, cette conclusion : qu'ils révèlent deux démolitions générales du temple.

Nous savons, depuis Linné, que les terrains des côtes maritimes mettent un siècle pour s'affaisser d'un mètre. Mais, à l'intérieur des continents, loin des infiltrations d'eaux corrosives qui contribuent si puissamment à la dislocation des assises intra-terrestres, les oscillations du sol, d'après les notions géognostiques conjuguées avec les données de l'histoire, sont, en moyenne, trois ou quatre fois plus lentes que sur le rivage de la mer. Par conséquent la différence des niveaux d'horizons d'incendies que vous avez constatés dans le sous-sol des abords de la Tour de Vésone correspond à un intervalle de trois ou quatre siècles : l'horizon inférieur peut donc dater du premier siècle, et l'horizon supérieur des iv ou v^e.

Entre l'hypothèse de la deuxième démolition du temple au iv^e siècle sous Constantin, ou sous son fils et successeur, auteur de l'édit de 341 qui ordonna la destruction des temples païens, et l'hypothèse de la même démolition au v^e par la main

des Vandales ou des Goths, on peut hésiter. Mais sur cette deuxième démolition vous n'insistez guère. C'est la première qui vous chiffonne, car elle confirme sur un point important, par sa date au premier siècle, la tradition historique de l'Eglise du Périgord relative à saint Front. Vous rompez carrément avec cette tradition. C'est votre droit. Sans encourir la qualification de mécréant qui, du reste, je crois, ne vous désobligerait guère, vous avez toute licence de contester, soit dans son ensemble, soit dans tel ou tel de ses détails, notre tradition catholique. Le tout est de le contester par des raisons valables. Or, je viens de le démontrer, les vôtres ne le sont pas, contredites qu'elles sont par les constatations de vos propres fouilles.

Serez-vous, mon cher collègue, la dernière vague d'assaut déchaînée contre mon étude sur *La Tour de Vésone* ? Je n'en sais rien et m'en soucie fort peu. Vous continuez à souhait la série brillante de mes contradicteurs ; mais, pas plus que vos devanciers dans la lice, vous ne portez à ma thèse des coups qui puissent l'ébranler. Aussi je la maintiens dans son intégrité.

II

Dans votre dernier compte-rendu des fouilles de Vésone, vous avez écrit : à la page 34, qu'un événement violent détruisit brusquement Vésone vers l'an 275 après J.-C. ; à la page 36, que cet événement fut tel que la cité fut ruinée et que les habitants furent contraints de l'abandonner ; enfin, à la page 38, que la ville périt par la main des Alamans.

Il n'y avait pas deux manières d'interpréter ces textes. On ne pouvait les entendre que comme exprimant l'idée d'une destruction générale et définitive de Vésone. Et c'était si bien votre pensée ; vous avez si bien voulu faire croire, par exemple, au complet exode des habitants, que c'est sur lui que vous avez fondé votre grand argument tiré de la pénurie, dans le sous-sol de Vésone, de monnaies romaines de date postérieure à l'an 273.

Mais je vous ai montré, l'histoire à la main, d'abord que Vésone n'a pas pu périr au III^e siècle sous les coups des

Alamans, puisqu'ils n'y sont pas venus à cette époque, pas plus qu'aucun autre Barbare, et ensuite qu'elle n'a même pu périr d'aucune façon au même ^{III}e siècle, puisqu'on la trouve au ^{IV}e plus vivante et plus resplendissante que jamais.

Alors vous avez compris que vous vous étiez trop avancé, et vous avez exécuté prestement un grand pas en arrière ; et, pour masquer votre retraite, vous faites se dérouler sous nos yeux un poignant drame en deux actes. Au premier acte la scène se passe en l'an 275. Vésone meurt. Elle est tuée par les Barbares qui la font brûler. Au deuxième acte nous sommes en 277, Vésone ressuscite sous la forme d'une cité nouvelle, à périmètre réduit, entouré d'un épais rempart. Elle garde, d'ailleurs, — vous le reconnaissez expressément — et gardera longtemps encore, son même nom.

Au premier acte, les Vésuniens sont partis. (Vous ne dites pas où : c'est une grosse lacune... dans votre documentation.) Au deuxième acte, ils sont revenus, et vous nous les montrez courant sus à leurs habitations de la veille et à leurs monuments publics. Ils complètent l'œuvre des Barbares, achèvent de démolir leurs maisons, et en emportent les matériaux pour les employer dans la construction du rempart qui doit désormais ceinturer et protéger la nouvelle Vésone.

D'autres vous diraient peut-être que c'est là du pur roman. Je suis plus accommodant. Je ne veux pas vous troubler dans votre virement de front. J'admets donc, pour l'instant du moins, votre version nouvelle. J'admets que la partie basse de la ville ait été seule dépeuplée ; que la partie haute, celle qu'englobe le rempart, ait continué d'être habitée ; qu'elle ait été même, à compter de 277, habitée de plus belle, puisqu'à ses habitants primitifs sont venus se joindre ceux de la partie basse.

Mais, dans ce cas, mon cher collègue, il faut biffer tout le raisonnement échafaudé sur une interruption qui se serait produite dans la série des monnaies que vous avez exhumées du sous-sol de Vésone.

Vous avez, en effet, exploré, dans la partie haute de la ville, une surface relativement importante ; le château Barrière, les locaux à usage de lits militaires, la Manutention, et une

certaine quantité de terrains dépendant de l'ancien dépôt de mendicité. Y avez vous trouvé des monnaies romaines postérieures à 273 ? Non, pas une !

Cependant ces lieux, selon votre dire d'aujourd'hui, n'ont pas cessé d'être habités pendant les 150 ans que la domination romaine a encore durés. Ne sentez-vous pas que l'arrêt de la circulation des monnaies impériales est incompatible avec la continuation de la vie et du mouvement de la population ? L'éclipse des monnaies ne pouvait être significative qu'à la condition d'être une conséquence de l'éclipse de Vésone. Il n'y a plus d'éclipse de Vésone, puisque Vésone I est remplacée par Vésone II. Votre argument ne rime donc plus à rien.

Vos fouilles prouvent que l'éclipse des monnaies fut la même dans la partie haute que dans l'ancienne partie basse de la ville. Alors comment expliquerez-vous que cette éclipse tire à conséquence pour l'une, et qu'elle ne tire pas à conséquence pour l'autre ?

En définitive, votre thèse relative à la destruction de Vésone au III^e siècle était appuyée sur deux arguments : l'invasion des Alamans en Périgord et l'interruption des monnaies. Le premier a été mis en miettes dans son choc contre un formel démenti des historiens, spécialement de Victor Duruy, et le second vient d'être anéanti par vos propres mains. Votre thèse, ainsi privée de ses deux étais, ne tient plus debout ! C'est sa faillite en ce qui concerne non seulement la soi-disant ruine de Vésone au III^e siècle, mais aussi la soi-disant construction, à la même époque, du mur d'enceinte de la Cité.

Vous futes d'avis jadis — votre compte-rendu de 1906 en fait foi — que Vésone n'éleva ce rempart qu'au V^e siècle en exécution de l'édit par lequel l'empereur Honorius venait d'enjoindre aux villes de l'empire de se clore : vous avez bien eu tort de ne pas vous en tenir à cette opinion, car c'est la vraie. La construction ne fut commencée qu'après le passage des Vandales qui, en 407 et 408, vinrent infliger à notre cité de cruels ravages.

Ces Vandales furent les premiers Barbares auxquels Vésone

eut à faire. Les nombreux vestiges d'édifices détruits et de villas incendiées, que vous avez constatés tant dans le mur que sous le mur d'enceinte de la Cité, ne peuvent provenir que de leurs dévastations, et ces vestiges sont la preuve que l'édification de ce rempart ne peut pas être antérieure au passage en notre contrée de ces odieux envahisseurs.

On détacha, dites-vous, les gros blocs des Arènes pour les encastrent dans le mur d'enceinte. Or, les Arènes étaient, en 277, un bâtiment encore tout neuf. Est-il croyable que les Vésuniens n'auraient pas craint de mutiler un bâtiment tout neuf de cette importance pour en utiliser les matériaux ailleurs ? Ce qui n'est pas vraisemblable au ⁱⁱⁱ^e siècle, l'est au ^v^e, car dans l'intervalle le monument avait perdu sa raison d'être, l'influence du Christianisme ayant rendu complètement désuets les jeux sanglants pour lesquels avait été créé l'amphithéâtre.

Je me suis expliqué ailleurs sur la théorie Schuermans. Il en est d'elle comme de toutes les bonnes choses : il ne faut pas en abuser. Or, vous en avez abusé quand vous avez voulu comprendre dans son application le cas de Vésone qui n'y peut pas entrer. Pourtant le maître par excellence de la science historique contemporaine, Fustel de Coulanges, vous avait mis en garde contre la trop grande généralisation des théories. « Le danger, écrit-il, est que, par amour pour une théorie, on ne fasse entrer dans l'histoire une série d'erreurs » (1).

Avertissement prophétique, non moins que sage ! Je le livre à vos méditations. Vous alliez, par amour pour la théorie Shuermans, introduire dans notre histoire locale deux erreurs pommées. Leur barrer la route m'a paru un devoir, et j'en ai pressé l'accomplissement, parce qu'il ne faut pas donner aux fausses légendes le temps de s'accréditer et de s'enraciner : on a trop de peine ensuite à les extirper !

(1) *Questions historiques*, revues et complétées par M. Camille Jullian, page 117.

III

J'ai fait allusion plus haut aux fouilles que vous avez exécutées, soit au sud de la ville, dans les jardins situés au-dessous du péribole du temple, soit au nord, sous le mur d'enceinte de la Cité : vous y avez découvert non deux horizons d'incendies comme aux abords de la Tour, mais un seul où vous avez vu la preuve que la ville a péri par le feu. L'horizon étant unique, il n'y a pas eu deux destructions, mais une. Il est maintenant démontré qu'on ne peut pas assigner à cette catastrophe la date de 275. Alors reste celle de 474.

Vous détournez de son vrai sens une phrase que j'ai écrite, celle où, parlant des énonciations contenues dans un vieux manuscrit de notre Bibliothèque municipale, j'ai reconnu qu'elles avaient besoin d'être fortifiées par d'autres éléments. Mais vous vous gardez d'ajouter que, ces éléments, je les ai fournis, sur l'heure, notamment par la production du texte si probant du poète Fortunat.

Ce texte ne vous suffit pas. Vous demandez des précisions nouvelles. Je me fais un plaisir de vous les apporter.

Le vieux manuscrit visé tout à l'heure mentionne la mise à mort, par ordre d'Euric, de l'évêque de Périgueux d'alors. J'ai tenu à vérifier ce fait, et je l'ai trouvé pleinement confirmé par tous nos historiens ecclésiastiques. Il y a quelques variantes sur le mode de supplice qui fut infligé à ce prélat. Il fut *décapité*, selon le manuscrit de la Bibliothèque ; *massacré*, selon les *Petits Bollandistes* (t. X, p. 145), et selon l'abbé Darras (*Histoire générale de l'Eglise* (t. XIII, p. 447) ; enfin *égorgé*, selon l'*Histoire générale de la France* (t. II, p. 25). Mais, quant au fait même de la mise à mort, pas l'ombre d'une dissidence.

L'auteur du manuscrit n'a donc rien inventé. Il s'est simplement fait l'écho d'une tradition, encore très vivante, parmi les Périgourdiens, au xvii^e siècle, comme le prouve la large place qui lui est accordée dans l'*Etat de l'Eglise de Périgord*, du P. Dupuy. Cet ouvrage désigne notamment comme ayant

été la plus critique, pour les Vésuniens, la période de la persécution d'Euric courue entre 471 et 476.

Cette tradition n'était pas seulement orale. Elle était écrite. Elle se basait en particulier sur le texte de Fortunat. Elle se basait aussi sur un passage où Grégoire de Tours, parlant de la même persécution, la qualifie d'ouragan par lequel auraient été détruites diverses villes de la Novempopulanie et des deux Aquitaines. Voici comment s'exprime Grégoire de Tours :

Maximè tunc Novempopulaniæ geminæque Aquitaniæ urbes ab hac tempestate depopulatæ sunt. (1)

Grégoire de Tours ne nomme pas ces villes, mais le meilleur éditeur de ses œuvres et leur commentateur le plus autorisé, le célèbre Bénédictin dom Ruinart a comblé cette lacune. Dans une note mise au bas de la page où figure la phrase latine ci-dessus, il énumère les villes, au nombre de sept ou huit, qui furent anéanties par Euric, et dans ce nombre il comprend Périgueux. (2)

Dom Ruinart, mon cher collègue, ne vous est certainement pas inconnu. Vous savez qu'après avoir été le disciple favori et le collaborateur le plus assidu de l'illustre Mabillon, il fut son continuateur. C'est dire qu'il était de ces savants qui n'avancent rien qu'à bon escient. Son affirmation, éclairant le texte de Grégoire de Tours déjà tant significatif par lui-même, est ici de nature à lever tous les doutes.

Il est donc constant qu'à la date indiquée par le manuscrit de notre Bibliothèque municipale, et confirmée, quoique d'une façon moins précise par le Père Dupuy, c'est-à-dire en 474 Vésone fut exterminée par Euric. Cet événement est assez mémorable pour que je m'applaudisse de l'avoir dégagé de l'ombre qui était allée l'enveloppant de plus en plus depuis le ^{xvii}^e siècle, et qui avait presque fini par éteindre son souvenir.

E. Roux.

(1) *Historia Francorum*, lib. II, c. XXV.

(2) On lit aussi dans les *Mémoires de l'Histoire du Languedoc*, de Guillaume de Catel, liv. III :

« Euric ruina les villes de Bordeaux, Périgueux, Rodez, Limoges, Mende, Eauze, Bazas, Saint-Bertrand de Comminges et Auch. »

REQUÊTE PRÉSENTÉE A LOUIS DE SALIGNAC

ÉVÊQUE DE SARLAT, PAR LES CONSULS DE CETTE VILLE
AU SUJET DU COLLÈGE

Cette requête fait partie du dossier de la famille de Salignac-Fénelon appartenant à la bibliothèque de Saintes (*fonds de Beaumont N° 536 XXXVII*). Elle n'est pas datée ; mais l'expression « d'homme de recommandable mémoire », dont se sert le rédacteur de cette supplique en parlant de Pierre de Blanchier est un indice certain qu'elle est postérieure au 16 septembre 1580, date de l'assassinat de ce Pierre Blanchier, conseiller au Parlement de Bordeaux, alors retiré en Périgord (1). Comme, d'autre part, Louis de Salignac, succédant à son oncle François, sur le siège épiscopal de Sarlat, ne prit possession de son évêché que le 7 septembre 1579 et ne fit son entrée dans la ville que le 28 mai 1580, il n'a pu attribuer au collège le revenu de 200 livres d'une prébende préceptoriale avant octobre 1580.

Ecrite sur une feuille de papier format grand écolier, la requête n'est signée que du syndic. L'inattention du scribe a rendu un paragraphe peu intelligible. Du reste, tout l'intérêt du document réside surtout dans la psychologie des requérants qui manifestent une défiance marquée à l'égard du personnel enseignant de leur temps et portent sur le haut clergé une insinuation malveillante qu'ils ne cherchent pas à atténuer.

CH. DANGIBEAUD.

Monseigneur l'evêque de Sarlat,

Monseigneur, les consuls, scindic, manans et habitans de la ville principale de vostre diocèse, vos tres humbles Serviteurs, vous remonstrent en toute humilité que oultre les grands biens tant spirituels que temporelz qu'ils ont receu de vous, depuis que vous

(1) Cf. *Archives historiques de la Gironde*, tome XIII, p 327.

Le collège fut fondé le 11 juin 1578, avec le consentement de l'évêque gois de Salignac qui fit donation d'un bénéfice.

estes constitué en la charge et dignité d'evesque de ceste présent (*sic*) ville, adjoustant puy quelques jours en ça à vos biensfaictz, poussé d'un grand zèle de l'honneur de Dieu et du bien que désirez à tout le troupeau de vostre bergerie, selon vostre bon instinct naturel, vous a pleu enrichir d'un fort beau et grand présent les fondemens gectéz d'un colliege en ceste ville par Monsieur de Blanchier, conseiller en la Court de parlement de Bourdeaux, l'homme de recommandable mémoire et à vous, Monseigneur, fort agréable et suyvant voz bonnes intentions, poser deux fortes colonnes de piété et de justice pour eslever la vertu ennemye d'ignorance, laquelle comme d'un hault spectacle aves preveu prendre place en ce pays, et par toute la France par le malheur des guerres civiles,

Duquel don et présent, Monseigneur, nous ressentans de beaucoup sommes venus nous présenter à vous, pour vous en remercier tres humblement pour tout le corps et communauté de vostre ville, et vous offrir de leur part, et nostre, très humble service à jamais en recognoissance de voz biensfaicts.

Et parce que, Monseigneur, par l'escript qu'il vous a pleu nous envoyer, pourtant déclaration de vostre vollonté et intention, sur la dotation du dict colliege, avez entendu que la prébende preceptoriale et les deux cens livres de revenu qu'il vous plait de donner fussent affectez à la personne du recteur ou principal dudict colliege, et non au corps d'icelluy.

Avons advysé vous faire tres humble requeste qu'il vous [plaise] (1), considérer sur ce que les papes, cardinaulz, archevesques, [evesques], qui ont esté cy devant poussez de mesme zèle et intention que vous, à faire plusieurs belles fundations et dottations de collieges en beaucoup de bonnes villes de la France, Paris, Thoulouse, Bourdeaux et aultres, ont tousiours affecté les bénéfices et prébendes aux corps desdicts collieges et non aux personnes pour que suyvant leurs saintes vollontéz le reveneu d'iceulz fust distribué par les principaulx recteurs ou equonomes des dicts collieges [] (2) possible des considérations et inconvenians que nous vous supplyons vouloir entendre et prendre en bonne part,

Premièrement que si le tiltre pension et benefice demeurent affectéz à la personne du recteur dudict colliege, pourra advenir que ledict

(1) Un trou dans le papier a enlevé ce mot et un autre à la ligne en-dessous ; les deux sont faciles à suppléer.

(2) Les deux lignes qui suivent ne se relient guère à celles qui précèdent. Le premier mot est notamment incompréhensible bien qu'il soit correctement écrit : *menez??*

recteur (selon la fragilité de nostre nature) se randra vicieux pour gaster et infecter la jeunesse qui sera soubz sa charge, que seroit comme nous avons veu advenir souvant de nostre temps, ce qu'à Dieu ne plaise, si ledict recteur devenoit hérétique ou autrement despravé et corrompu en ses mœurs, que sont de grandz tares en l'ame,

Comme aussy luy pourroient survenir en son corps des accidens de longue maladie qui le rendroient peult estre inhabille à jamais pour faire les fonctions de sa charge, ou bien peult estre l'envye qu'il auroit de s'en aller tenir et demeurer aultre part, le feroit s'absenter pour ung long temps ou pour tous jours,

de sorte que ne pouvant les dictz recteurs ou principaulx qui seroient une foit pourveux par vous ou voz successeurs estre destituez de leurs charges, adviendroît que vous (monseigneur) et voz successeurs demeureriez frustréz de vos saintes et louables intentions, et la jeunesse privée du fruit que vous esperez que par tel moyen elle en doit recullir et recevoir, pour aultant que les fruitz du dict benefice et pension. Suyvroient la personne du dict recteur qui seroit inhabille de leur pouvoir profiter,

davantage advenant vaction de la charge de recteur ou principal, comme il se void difficile et malaysé (au temps qui court) de trouver personnes califfées et dignes de telle charge, le revenu dudict benefice et prébende pëndant ledict temps demeureroit perdu pour ledict collège et les regens desnuez et despourveuz de moyens pour s'entretenir.

Et que pis seroit encore (dont Dieu nous vueille préserver par sa Sainte misericorde) pourroit advenir que vous, Monseigneur, aurez des successeurs qui ne vous imiteront en honneur et vertu, et comme nous en avons veu plusieurs exemples et s'en void encore pour le jourduy à nostre grand regret, qui donneroient l'office de recteur ou le revenu destiné audict collège à quelque homme ignare, vicieux et mal famé, qui du premier jour mettroict en ruyne et confusion ce que vous prenez grand peyne d'élever et bastir,

lesquelz inconveniens et autres qu'il y pourroit avoir cesseront s'il vous plait, Monseigneur, trouver bon que les dictz benefice et prébende soyent unys et incorporez au corps du dict collège.

D'ou en adviendra plusieurs grandz biens, scavoir que oultre l'obligation que nous aurons beaucoup plus grande en nostre endroit, la posterité se ressentira beaucoup plus de vostre bienfaict et la mémoire de vostre nom plus recommandée parce que voz successeurs en donnant le tiltre à quelque recteur s'attribueroient l'honneur qui vous est deu de ce bienfaict,

Cela fera encore que vos dictz successeurs, ensemble les corps des chappitres de vostre diocèse et les seigneurs et gentilzhommes temporels de ce ressort seront incitez d'apporter chacun une pierre à ce bel édifice et à vostre exemple seront convyéz l'enrichir de leurs biens pour [] randre parfaicte et durable une si belle œuvre a la gloire de Dieu et de la République chrestienne,

pour ces causes et raisons, Monseigneur, Vous supplyons trestous, voulloir incliner à nostre tres humble requeste qui augmentera de plus en plus la bonne devotion que nous avons au service de vous et de vostre maison pour demeurer soubz la conduite de vostre haollete tant qu'il plaira à Dieu, vous randant le service, honneur et obeyssance que nous vous devons, le suppliant pour vostre pros [perité] et santé.

CORDIER, Sindic desdicts manans
et habitans.

Au dos : Requeste de Messieurs les consuls de Sarlat à M. leur évêque pour la fondation du collège.

LE PÉRIGORD MILITAIRE

GARDES DU CORPS DU ROI AU XVIII^e SIÈCLE

(Suite).

II. — PREMIÈRE COMPAGNIE FRANÇAISE

Louis XI créa successivement, vers 1475, deux compagnies françaises de gardes du corps qui s'ajoutèrent à la Compagnie écossaise.

Dans son *Histoire de la Cavalerie* (I, 217), le général Susane intervertit ces deux compagnies : les documents ne sont pas d'accord, dit-il, au sujet du rang des compagnies qui ont longtemps roulé entre elles suivant l'ancienneté de leurs capitaines, et il les place suivant la date de leur création. Après quelque hésitation, nous préférons à son classement celui des Archives de la Guerre, suivi par Clairambault et qui est adopté par tous les auteurs. A l'époque où nous nous plaçons, la première et plus ancienne Compagnie

française des gardes du corps porte le nom de Villeroy qu'elle échangera, tout à fait en dernier lieu, contre celui de Gramont. La 2^e Compagnie française s'appela tour à tour Compagnie de Béthune, Beauvau, Noailles et Poix. Le plus souvent, en effet, chacune des compagnies était désignée par le nom du capitaine commandant.

A partir du 28 juillet 1669, jusqu'en 1672, la première Compagnie française eut pour capitaine *Antoine Nompart Caumont de la Force, duc de Lauzun*, marquis de Puyguilhem, qui en acquit la charge du duc de Gesvres au prix de 750.000 livres. Ce personnage n'est autre que le célèbre Lauzun, l'ami de la Grande Mademoiselle, qui devint lieutenant-général en 1670.

Du 11 février 1673 à 1695, le successeur de Lauzun à la tête de la compagnie fut François-Henri de Montmorency, promu maréchal de France en 1675 et connu sous le nom de *maréchal de Luxembourg*, le célèbre « tapissier de Notre-Dame », fils du fameux duelliste Bouteville et d'Angélique de Vienne, petit-fils du président Jean de Vienne natif de Sarlat, si complètement étudié et légitimement restitué au Périgord par M. de Gérard.

Au nombre de ses enseignes on trouve en 1694 Guillaume Saulnier, seigneur de Montplaisir (1), passé maréchal de camp en 1704, blessé et pris à Ramillies.

Parmi ses exempts il y eut, à la date du 8 février 1758, Jean comte de *Saint-Exupéry*, seigneur du Fraysse, de Larche, de Paulin, de l'Isle, Lalande, la Salvagie, né au château de l'Isle, paroisse de Paulin, sénéchaussée de Sarlat, le 16 mai 1735, fils de Jacques et de Marie de Saint-Exupéry, ancien mousquetaire, qui eut rang de mestre de camp en 1766, passa lieutenant en 1776, brigadier en 1780, commandant d'escadron en 1783. Il avait épousé à Paris, le 13 septembre 1756, Jeanne-Anne-Madeleine de Cugnac de Dampierre, fille du baron de Villeroy. Il fit la campagne de 1761 en Westphalie

(1) Guillaume Saunier de Monplaisir, seigneur de Montréal, fils de François et de Gabrielle de La Filolie, fut d'abord capitaine au Bisan-Cavalerie. Il fut tué à Malplaquet, le 11 septembre 1709.

avec les gardes du corps et celle de 1762 en Portugal comme aide de camp du prince de Beauvau. Chevalier de Saint-Louis le 17 juin 1770, maréchal de camp le 1^{er} janvier 1784, il fut pensionné en avril 1788.

Le comte Cosme de *Beupoil de Sainte-Aulaire*, brigadier des armées du Roi, était depuis 1776 lieutenant chef de brigade à la première compagnie française des gardes du corps. Né à Condat-sur-Vézère, le 10 septembre 1741, de Jean-Baptiste comte du Pavillon et de Catherine de Baillot de Ladournat, il avait été nommé exempt aux gardes le 8 août 1767, sous-aide-major, le 9 avril 1769, aide-major, le 5 mai 1771, enseigne le 30 septembre de la même année. Il obtint le grade de maréchal de camp le 9 mars 1788. Il se trouva de service à Versailles, à l'OEil de bœuf, le 6 octobre 1789, auprès du Dauphin lorsque le château fut assailli; il réveilla de grand matin M^{me} de Tourzel et réussit à sauver ce prince qu'il conduisit dans le cabinet du Roi. Quoiqu'il eût vainement dissuadé Louis XVI de se rendre à Paris, il l'accompagna dans la capitale sous un déguisement, aux côtés de la voiture qui transportait « le boulanger, la boulangère et le petit mitron ». Plus tard il émigra. La Restauration le nomma lieutenant-général des armées et grand-croix de l'Ordre de Saint-Louis. Il mourut à Paris le 25 mars 1822.

Ancien garde de la marine, officier à la compagnie de Villeroy le 6 juillet 1786, le comte François de *Lamarthonie* obtint rang de colonel le 1^{er} avril 1788 et reçut la croix de Saint-Louis le 15 juillet suivant, en qualité de sous-lieutenant des gardes du corps. Il se trouva aux affaires des 5 et 6 octobre 1789 et reçut de Louis XVI l'ordre de se mettre à la tête de quatre cents gardes pour reconnaître la colonne parisienne qui venait à Versailles; accueilli par des huées, des pierres et des coups de fusil, il eut la sagesse de se retirer. Il donna, dans ces circonstances, selon le prince de Condé, des preuves éclatantes de son attachement au Roi et de son respect pour ses ordres. Emigré à la fin de 1790, il servit jusqu'en 1801 à l'armée des Princes et à l'armée de Condé, avec rang de maréchal de camp depuis le 1^{er} juillet 1797. Lors des

événements célèbres du 12 mars 1814, il commanda à Bordeaux les quatre compagnies de volontaires royaux à cheval. La même année, il fut promu chevalier puis officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre de Saint-Louis et lieutenant-général. Il avait repris, le 1^{er} juin 1814, du service aux gardes du corps comme lieutenant aide-major à la Compagnie de Raguse. Lieutenant général honoraire, retraité en 1815, il vint habiter Tiregan. Né à Saint-Pierre de Langoiran (Gironde), le 13 février 1755, de François-Léon, écuyer, et de dame Marie-Aune de Guizelin de la Vierge, il avait épousé Henriette de La Lande. Il mourut à Paris, rue de la Madeleine, le 11 novembre 1829.

D'après l'*Etat militaire* de Roussel pour 1783, un *De Fayolles* était maréchal-des-logis. C'était Jean de Fayolles, né en 1717, du mariage du seigneur de Mons et de Catherine Bouyssou, qui entra le 6 novembre 1743 dans la Compagnie de Villeroy, fut nommé brigadier en 1773, sous-lieutenant le 29 avril 1786 (grade équivalent à brigadier des armées).

Notons également avec le grade de maréchal des logis Jean *de Nadal de Lamothe*, de Saint-Agne, chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, dont un fils, Guillaume, chevalier de Saint-Louis le 1^{er} février 1815, avait émigré en 1791 et était devenu garde du corps en 1814.

A la compagnie de Villeroy appartient Martial *D'Alby Dumaine*, d'abord comme garde du corps, ensuite comme sous-brigadier, chevalier de Saint-Louis, né à Agonac en 1702 de Charles d'Alby, sieur de Laborie, bourgeois de Périgueux, et de M^{lle} Antoinette de Valbousquet. Il épousa, le 27 mars 1747, à Saint-Mard (Somme), Françoise Frontil de La Coste, fille d'un bourgeois et marchand de Périgueux (1). Il fut le beau-père de J.-B. Martin de la Salle, garde du corps (2). Mort en 1767, il fut inhumé dans sa chapelle, paroisse Saint-Martin d'Agonac.

Voici dressée sur les contrôles du Ministère de la Guerre

(1) *Bulletin* de la Soc. hist. et arch. du Périgord, année 1891, p. 261.

(2) Voir à la 3^e compagnie.

la liste des gardes périgourds de cette compagnie postérieurement à 1758 :

6 mars 1759

Prioreau (Jean), de Bergerac, né le 25 février 1738 à Saint-Capraise. présenté par son frère, garde du corps (1).

Fit la campagne de Hanovre, 1761-62.

Passa dans le régiment de Lyonnais en 1763. Retiré avec pension en 1784 comme premier lieutenant. Lieutenant en 1^{er} de fusiliers dans le bataillon de garnison de Bresse, 28 octobre 1788.

6 mars 1759

De La Rigaudie (Joseph-Simon), né à la Rigaudie près Saint-Hilaire d'Estissac, le 22 août 1740, âgé de dix-huit ans, présenté par M. Prioreau, garde du corps.

Chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, 28 mars 1785. Brigadier 26 avril 1789. Licencié, 25 juin 1791. Était aux appointements annuels de 1600 livres. Emigra et et servit à l'armée des Princes, 1792.

Capitaine des grenadiers de la Garde nationale de Saint-Hilaire d'Estissac. Commandant en chef de la Garde nationale de Douville.

Retiré à la forge du Pont Saint-Mamès, commune de Douville. Pension de 1.600 francs, 1^{er} juin 1814.

Il était fils de Laurent-Auguste et de Marie de Sorbier.

18 mars 1759

Dumas de La Morlie (Nicolas), de Salon, âgé de vingt-sept ans, présenté par M. de Saint-Exupéry, exempt dans la compagnie de Villeroy.

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 31 mars 1786. Retiré en 1786.

(1) Probablement Guillaume de Prioreau, ensuite mestre de camp de cavalerie, prévôt général des maréchaussées des voyages et chasses du Roi, qui joua un rôle à Versailles, le 5 octobre 1789, en conduisant de la place d'armes à M. de Saint-Priest, la députation des femmes de Paris. Cf. *Procédure du Châtelet*, 312^e déposition. Garde à la Compagnie de Villeroy le 17 juin 1755, sous-brigadier le 1^{er} mai 1770, il fut attaché au service du Dauphin, devint maréchal de camp en 1791 et lieutenant général en 1815.

22 avril 1759

De Piis Degrave (Antoine), de Bergerac, âgé de vingt-deux ans, présenté par M. Prioreau.

Retiré en 1785. Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 10 juillet 1785.

Il déposa sa croix à Sarlat, en 1792, lors des élections à la Convention nationale.

Il était fils de Jean de Piis de Grave et d'Anne Boucherie.

21 septembre 1759

Gigognoux de Verdon (Antoine), de Saint-Sernin au diocèse de Sarlat (1), âgé de dix-neuf ans, présenté par De Molenne, sous-brigadier à la compagnie de Noailles. Retiré en 1779.

Il naquit le 14 juin 1738 du mariage de Germain, capitaine au Gondrin, et de Marie Mallevac. Il servit à la compagnie de Villeroy. Il décéda le 14 mars 1784 à Roussille (paroisse de Capdrot).

De son mariage avec Marie-Madeleine-Marguerite Boutiron, célébré le 27 novembre 1772, il eut un fils, Antoine, né à Roussille en 1783, chef de bataillon, *alias* colonel, du génie et officier de la Légion d'honneur, décédé en 1846 à La Rochelle.

1^{er} mars 1760

Lédrier (Georges), de Fougueyrolles, âgé de vingt-sept ans, présenté par M. de Poinsonet, brigadier des gendarmes de la garde. Retiré en 1763.

24 décembre 1760

1^o *Soulier de Lortal* (Antoine), âgé de vingt-quatre ans, de la paroisse de Manaurie, présenté par M. de Vandièrre, brigadier à la Compagnie de Luxembourg.

Epousa en 1772 d^{lle} Françoise de Lidonne, du village de la Genève, paroisse de Saint-Aignan d'Hautefort.

Était aux appointements de 750 livres en 1791.

(1) Saint-Sernin-de-l'Herm, commune du canton de Villefranche-du-Périgord.

2° *Soulier de Lortal de Lavermondie* (Raymond), âgé de vingt-deux ans, né à Grangès le 6 octobre 1738 (1).

Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, 1786.

Était aux appointements de 750 livres en 1791.

Retraité. Vint habiter Siorac-de-Belvès.

3° *Soulier de Lortal* (François), âgé de vingt ans.

Epoux de d^{lle} Marie-Pierre-Scolastique de La Fournière.

Laissa un fils, François, né à Châlons-sur-Marne le 18 octobre 1782, devenu directeur des contributions indirectes et mort en 1832.

4° *Soulier de Lortal de Laforest* (Pierre), âgé de dix-sept ans.

Était aux appointements de 750 livres en 1791.

29 août 1762

De Vidal premier (Aubin), de Périgueux, âgé de vingt-deux ans, présenté par M. de Montaign, aide-major des gardes du corps.

Commission de capitaine, 1773. Était aux appointements de 750 livres en 1791.

Décédé à Wiesbaden-Nassau.

Epoux d'Elisabeth de Pedehoy : d'où une fille, Geneviève, qui épousa, le 23 juin 1813, son cousin Bernard, ancien garde du corps (V. ci-après).

12 février 1761

De Métivier (François), de Lamothe-Montravel, âgé de vingt ans, présenté par M. de Marcon, brigadier aux gardes du corps.

31 décembre 1761

Richaume de Pechalvet (Jean), du diocèse de Sarlat, à Issi-

(1) Raymond Soulier épousa par articles du 2 novembre 1772, Valérie Lachaud de Loqueyssie ; il était seigneur de la Vermondie et de Lortal, fiefs en Manaurie, qui advinrent à sa famille par Anne de La Clergerie au commencement du XVIII^e siècle. Il était fils de Jean-Baptiste, sieur desdits lieux, et de Marie de Lacoste. Il est possible qu'Antoine soit son frère, car des Lidonne signent à ces articles, de même qu'un « Laforet de Lortal », qui serait ou frère ou cousin. Raymond eut deux fils : N...., receveur général à Angoulême, et Jean-Jacques, né en 1773, qui aurait été garde du corps, et qui fut père de Marie-Louise de Lortal, auteur de livres pour la jeunesse.

geac, présenté par M. De Lalande, brigadier à la compagnie de Villeroy. Mort chez lui en 1777.

30 mars 1765

Durand de Lajarte (Jean), de Montpeyrour, âgé de dix-huit ans, présenté par la comtesse de Durfort. N'est pas resté.

27 décembre 1765

De Vidal du Maine second (Jean-Jacques-Alexis), de Péri-gueux, âgé de dix-huit ans, présenté par son frère, garde du corps. Était aux appointements de 650 livres en 1791. Chevalier de Saint-Louis.

20 mars 1767

Métivier de Meillac (Gabriel), de Lamothe-Montravel, âgé de dix-neuf ans, présenté par son frère garde du corps. Mort à Versailles, 1781.

21 mars 1767

Trigand ou *Trigant de Geneste* (Nicolas-Jean-François), de Saint-Michel-Rivière, né en 1749, âgé de dix-huit ans, présenté par M. Métivier, garde du corps. Rang de capitaine de cavalerie, 21 mars 1782. Chevalier de Saint-Louis, 24 avril 1791. Était aux appointements de 610 livres. Réformé avec le corps.

Cet officier, surnommé « le Beau Trigant », était fils de Jacques Trigant de Geneste et de Suzanne Rougier. Il ne se maria pas (1).

29 mars 1767

Prioreau de la Brissonnie (Jean), de Bergerac, âgé de vingt-deux ans, présenté par son frère, garde du corps. Était aux appointements de 610 livres en 1791.

(1) M. Trigant de la Tour : *Les Trigant*, souvenirs de famille (1896). Il y a eu également aux gardes du corps de 1765 à 1786, compagnie écossaise, Raymond Trigant de Geneste, né à Libourne en 1751, mais qui, comme la plupart des Trigant, était de la Roche-Chalais en Périgord. Il était fils de Jean, garde du corps, maire de Sainte-Foy, et de Madeleine Petit de Goulard. Lieutenant de canonniers garde-côtes du Carbon-Blanc en 1789, capitaine de la gendarmerie de la Gironde en 1791, chevalier de Saint-Louis en 1818, il mourut en 1824, après avoir été marié en 1781 à Marguerite Pouyaud et en 1816 avec Marie-Félicité Josset.

Peut-être un fils du conseiller Prioreau et de Marie de Caty.

23 juin 1767

De Lacombe de l'Isle (François), de Daglan, âgé de dix-neuf ans, présenté par M. de la Vermondie, garde du corps. Retiré en 1772.

Le 18 octobre de la même année il assistait à la délibération des habitants de la paroisse de Daglan pour les réparations de l'église (1).

De Lignerat (Léonard-Félix), de Gauben, diocèse de Périgueux, âgé de dix-sept ans, présenté par M. La Morlie, garde du corps. Probablement un Robert de Lignerac.

27 décembre 1767

Pierre-Marie-Joachim *Vidal Duclos* ou du *Claud* dit Vidal troisième, âgé de dix-neuf ans, né à Périgueux, le 15 août 1746, de Claude Vidal, homme de loi, et de Marie Lami, baptisé le lendemain dans l'église paroissiale Saint-Silain.

Présenté par son frère. En 1791, était aux appointements de 610 livres.

Le certificat ci-après fait connaître en détail jusqu'à la fin du XVIII^e siècle la carrière militaire de ce garde du corps :

« Nous Maréchal des camps et armées du Roi et chef de brigade des gardes du corps en la Compagnie Ecossaise, général major au service de Russie, et commandant le détachement des Cent gardes du corps que S. M. l'Empereur de toutes les Russies a attaché au service de la personne de Sa Majesté Louis XVIII roi de France,

» Certifions que Monsieur Pierre-Marie-Joachim Vidal Duclos a été reçu garde du corps dans la Compagnie de Villeroy, le 27 décembre 1767 et a été fait capitaine de cavalerie en 1782, qu'il a émigré en 1791 et a fait la campagne de 1792 dans l'armée de Leurs Altesses Royales les Princes, frères du Roi ; Certifions que Monsieur Pierre-Marie-Joachim Vidal Duclos, lieutenant-colonel de cavalerie, a joint l'armée de Condé, le 28 juin 1794 et y a fait cette campagne dans la Compagnie n° 4 des Chasseurs nobles, et celles de 1795, 1796 et 1797 dans le 2^e régiment de cavalerie noble, composé de gardes du corps ; que Sa Majesté Impériale ayant pris à sa solde l'armée de Condé à la fin de 1797, Monsieur le lieutenant-colonel Vidal Duclos a été réuni

(1) *Bulletin* de la Soc. hist. et arch. du Périgord, année 1911, p. 58.

au détachement que S. M. I. a attaché au service de la personne du Roi Louis XVIII. Certifions que M. le l^{re}-c. Vidal Duclos s'est conduit avec zèle, fidélité et la plus grande distinction depuis son entrée au service et que sa conduite parfaite lui a accordé l'estime, l'attachement et l'amitié de ses chefs, de ses supérieurs et de ses camarades.

» En foi de quoi, lui avons donné le présent certificat écrit et signé de notre main, auquel nous avons fait apposer le sceau de nos armes à Mitau, ce 18/30 décembre 1800.

Signé ; V^{te} de Barentin Montchal .

Reçut le brevet de chevalier de Saint-Louis, le 25 août 1795 et celui de colonel, le 27 décembre 1802.

Décédé célibataire, le 16 novembre 1820 ? 13 janvier 1822.

30 juin 1768

De Saint-Ours (Jean-Baptiste-François), de Bergerac, âgé de dix-sept ans, présenté par M. Prioreau, garde du corps. Retiré en 1784.

Pensionné comme lieutenant invalide, 1798.

Retiré à Singlayrac.

Peut-être de la branche d'Henri de Saint-Ours, seigneur de Clermont et de la Jaubertie, en Bergeracois, et de Marie de Cosson de La Sudrie.

12 décembre 1768

Peguerre (Henri), de Villefranche-de-Longchapt, âgé de dix-neuf ans, présenté par M. de Parocel, fourrier-major de la compagnie.

Ce fils de Geoffroy, seigneur de Lespaux et de Marie de Belcier, naquit le 4 octobre 1749 ; il épousa, en juillet 1790, Anne-Marie de Grailly.

En 1791, était aux appointements de 610 livres.

Il fut colonel de cavalerie et chevalier de Saint-Louis (*Histoire de Libourne*, III, p. 137).

Joseph DURIEUX.

(A suivre).

LES RUES DE RIBÉRAC

AU XVIII^e SIÈCLE

Pour peu que l'on soit curieux de l'histoire de Ribérac, on s'aperçoit bien vite que, même pour une époque peu éloignée, les documents sont singulièrement rares.

A ce point de vue, on nous sera peut-être reconnaissant de faire connaître la pièce suivante que je livre *in-extenso*, telle que je l'ai copiée aux Archives départementales de la Dordogne (juridiction de Ribérac).

Verbal des rues de Ribérac du 28 août 1733

Cejourd'huy, vingt huitiesme jour du mois d'aoust mil sept cens trente trois, en la ville de Ribérac, en Périgord, pardevant nous, M^r M^r Jacques-Joseph Beau s^r de la Gaudinie, avocat en la Cour, juge sénéchal civil et criminel et de police de la ville et comté de Ribérac, environ les huit heures du matin, a comparut M^e Pierre Dusolier, s^r de Fonjoumard, procureur d'office de la présente juridiction, lequel nous requérant de vizitter les rues et place de la présente ville aux fins de faire notre verbal de l'état de malpropreté d'icelle, quoique led. procureur d'office ait déjà, précédemment, fait publier, sur nos ordonnances qu'un chacun tiendrait net et propre devant sa maison et qu'on ne laisseroit pas dans les rues ny dans lad. place aucun tas de fiant, de boues et d'ordures, comme on avoit accoutumé, ce quy a causé jusques à présent un air infect et des maladies contagieuses dans la présente ville et de condamner les particuliers quy se trouveront en contravention à telle somme par forme d'amende que nous jugerons convenable, payable par chacun des contrevenants et pour chaque contravention tant à présent qu'à l'avenir entre les mains dud. s^r procureur d'office et nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques, sans y préjudicier, le tout conformément à l'ordonnance, ce que nous luy avons accordé pour le bien et avantage public et, en conséquence, nous sommes, tout présentement, transportés, en compagnie du s^r procureur d'office, de notre greffier, et Pierre Lagarde, un de nos sergents, dans la rue appelée du Fourg, où estant, nous avons trouvé devant la maison de Jean Peyrichou, dit Labourjade, masson, scise à l'entrée de lad. rue, partant de notre logis, susdite ville, paroisse de Saint-Martial, un tas de fiant et immondices, quy nous a apparu y estre de quelque temps et, l'ayant fait appeller par notre susd. sergent, il a avoué le tas de fiant être à luy, et luy avons

enjoint de l'oster dans vingt-quatre heures, avec inhibition des réchidives, et l'avons condamné, pour cette fois, en dix sols d'amande. De là, suivant toujours lad. rue, nous avons vu un autre tas de fiant devant la maison de Jeanne Colly, matronne, qui nous a avoué pareillement estre à elle et luy, avons fait les mêmes précédentes inhibitions qu'au dit Peyrichou et l'avons condamnée à dix sols par forme d'amande, et ayant suivi lad. rue jusques au bout, avons trouvé un tas de terrailles devant la maison où habite Sicaire Lacour qu'il nous a confirmé estre à luy et luy avoir, depuis quelques jours, et descendant de lad. rue par une grand rue qui descend à l'église de la Trinitté, nous avons trouvé un tas de fiant devant la maison où habite Guillaume Rous, dit Lespérance, chapellier, qu'il nous a dit estre à luy. De là, descendant toujours, avons trouvé un tas de fiant devant la maison d'Anthoine Poitevin, serrurier, et un autre tas de fiant devant la maison de Jean Lafaye, arquebuzier, que nous avons fait appeller et qui a confessé que led. fiant luy appartient. De là, tournant toujours dans la même rue jusques au bout, n'y ayant rien trouvé, nous sommes venus dans une autre rue, la plus basse, où nous avons trouvé devant la maison où habite Jean Mignon, dit Cheyrac, cabaretier, un tas de fiant et un autre derriere la maison de Jacques d'Orliac, sergent de céans, un autre devant un portail de la maison de Jean de Villefumade et un autre devant la maison où habite Marie de la Jonie, veufve ; lesquels estant mandés et appelés par notre susd. sergent, ont reconnu les d. tas de fiant estre à eux. De là estant tournés tout court et estant entrés dans la rue qui est contre la halle, venant de lad. église de la Trinitté en droite ligne au marché et place publique dans laquelle nous avons trouvé un tas d'ordures et terrailles devant la maison de... Arnaud, boucher, un autre tas devant la grange du s^r de Foncroze, occupée par le s^r La Chaume du Trimon, marchand, et n'ayant rien plus trouvé dans la dite rue, nous sommes transportés dans une autre rue, venant de la porte de Saint-Martin à la place publique et y avons trouvé à l'extrémité, du côté de la place, un autre tas de fiant appartenant à... Coustal, dit La Grille, marchand, et estant devant sa maison, lequel La Grille n'auroit parut et ayant appelé des voisins, ils nous ont dit que led. tas estoit à luy et dans son fonds. De lad. rue sommes venus dans la place publique et aurions trouvé à l'extrémité d'icelle, du côté de la rue de la présente ville au Chalard, devant la maison de M^e Bertrand Petit, sergent royal, un autre tas de fiant et un autre devant la maison de Jean Chabaneix, maréchal, lesquels nous auroient avoué lesd. tas de fiant de lad. rue. Éstant entrés dans une autre rue qu'on appelle

de Nostre Dame, descendant de l'église de Nostre Dame au moulin du Faure, nous y avons trouvé du côté dud. moulin du Faure un tas de terrail devant la grange de la veufve de Lasfayas, marchande, qui a avoué led. tas de terrail. De là, montant toujours vers la dite église, nous avons trouvé un autre-tas de flant et un autre devant la maison de Geoffroy Meyjonade, tailleur d'habits, qui nous ont pareillement avoué. Et ayant parcourut lad. rue jusques à l'église nous n'y avons rien plus trouvé et estant revenus sur nos pas et prit la rue de l'opital, nous avons trouvé un tas de flant devant la maison de Jean Fougères, menuziers, un autre devant celle d'Anthoine Sudraud et un autre devant la maison du nommé Beller, et, enfin, un autre devant la maison de Jean Noel, s^r de Lotherie, et de là estant rentrés dans la rue de Nostre Dame et tourné court dans la rue du Chalaré à la place publique, nous n'y avons rien trouvé. Et, en attendant l'aveu desd. particuliers que les tas de flant et de terrail placés devant ou contre leurs maisons, leur appartiennent et qu'ils y sont de quelque temps, les uns plus, les autres moins, et que cela cause une infection dans la présente ville, occupe les rues à ne pouvoir les pratiquer librement, nous avons enjoint à un chacun et fait réitératif commandement d'enlever lesd. tas de flant et de terrail dans vingt-quatre heures et tenir les rues, chacun devant chez soi, nettes et propres à peine de vingt sols d'amande pour la première fois, de trois livres pour la seconde, qu'ils contreviendront à nosd. ordonnances et la troisième à la confiscation du flant et toutes plus grandes peines que nous verrons bon estre, auxquels pour la présente contravention et négligence de lever lesd. flant et terrail, avons condamné et condamnons un chacun desd. contrevenants à dix sols par forme d'amande, comme sus est dit, au paiement de laquelle ils seront contraints par toute voye de saizie, même par corps, comme fait de police, et nostre présente ordonnance sera exécutée, nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

Lesd. paiements se feront aud. s^r procureur d'office du présent comté pour estre employés en réparation du parquet ou autre uzage utile au public.

BEAU DE LA GAUDINIE, *juge susdit.*

DUSOLIER, *greff.*

De la lecture de ce verbal se dégagent plusieurs constatations intéressantes.

1^o D'abord l'exiguïté de la ville qui n'abordait la rive droite du Ribéragnet que près de l'église de la Trinité (emplacement du théâtre actuel).

2° A cette époque la ville devait conserver, à tout le moins, quelques vestiges de défenses puisqu'il est question de la porte de Saint-Martin.

3° Il existait un moulin sur le Ribeyraguet, dans le prolongement de la rue Notre-Dame, appelé le moulin du Faure.

4° L'hôpital était, non pas en son emplacement actuel, mais proche de la rue Notre-Dame, vraisemblablement dans l'ambiance de la petite place où se tient, maintenant, le marché de la volaille.

A défaut de plan, introuvable, de l'ancien Ribérac, ce verbal peut, dans une certaine mesure, y suppléer et sera peut-être de quelque utilité.

D^r Emile DUSOLIER.

BIBLIOGRAPHIE

LA BASILIQUE DE SAINT-FRONT DE PÉRIGUEUX

ET SON PLUS RÉCENT HISTORIEN (1)

On a dit, et il y a de cela bien longtemps, que les livres ont leurs destins : la matière dont ils traitent, n'a-t-elle pas aussi parfois les siens, semble-t-il ? Cette pensée se présente d'elle-même à mon esprit au moment où j'achève la lecture de la pénétrante étude, que M. l'abbé Roux vient de consacrer à la basilique de Saint-Front de Périgueux.

On a longuement, diversement écrit et disserté à propos de cet édifice si gracieux de lignes et d'aspect. Certains, comme M. de Mourcin, se sont astreints à nous transmettre la description minutieuse de l'œuvre et de ses détails dans leur ancien état ; d'autres, tel M. de Verneilh, sont partis de l'étude du monument pour en déduire une thèse séduisante, si l'on veut, mais peu soutenable et qui, en réalité, a rencontré de sérieux contradicteurs. J'ai nommé les deux premiers historiens de la basilique. D'autres encore, beaucoup d'autres sont venus à leur suite qui, avec des compétences diverses, ont exprimé tour à tour et souvent avec divergences, leur opinion au

(1) *La Basilique St-Front de Périgueux : ses origines et son histoire jusqu'en 1583*, par l'abbé J. Roux, 1920, in-4° de 341 pages et 58 planches.

sujet de la construction de Saint-Front. De cette variété d'exposés ou d'aperçus la pleine lumière a-t-elle jailli sur l'histoire du monument, et ne nous restait-il plus rien à en apprendre ? Le livre dont j'entreprends ici l'analyse, répondra, je pense, pleinement à cette question.

Averti par l'erreur, ou plutôt le défaut de méthode de quelques-uns de ses devanciers, M. l'abbé Roux s'est préoccupé avant tout de ménager à l'ensemble de son étude une base solide, appuyée sur des faits. Aussi la première partie de son livre est-elle intitulée ; Histoire du monument d'après les textes, précaution excellente qui lui permet, en restreignant le champ des hypothèses, de procéder avec plus de sécurité du connu vers l'inconnu. Les documents auxquels se réfère le diligent érudit sont : un passage de l'épître de Chronope, évêque de Périgueux, composée par Venance Fortunat ; l'Histoire abrégée des évêques de Périgueux de 976 à 1182, qu'a imprimée le P. Labbe ; le procès-verbal de la reconnaissance des reliques de saint Front dressé le 2 mai 1261, par Pierre de Saint-Astier ; un autre procès-verbal du même genre daté de 1440, sous l'épiscopat d'Elie de Bourdeille ; la supplique adressée à Eugène IV l'année suivante, par les chanoines de Saint-Front ; plus un extrait de la relation de Chillaud des Fieux mentionnant les destructions commises par les huguenots à Périgueux. Le tout ne fournit en apparence qu'une somme d'informations assez maigre, tant les détails paraissent ténus, parfois contradictoires. Patiemment, prudemment, avec une perspicacité toujours en éveil, M. l'abbé Roux a réussi néanmoins, en scrutant et pesant pour ainsi dire tous les mots, à tirer de cet ensemble un historique du tombeau et des reliques de saint Front, que personne avant lui n'avait encore si parfaitement élaboré. Cette portion de son livre peut compter comme l'une des meilleures. et il n'est aucunement téméraire d'affirmer que les quarante et quelques pages consacrées à la discussion de ce point particulier ne laissent rien à désirer comme rigueur de déduction. Grâce à l'exposé précis qui nous est mis sous les yeux, nous savons désormais que les restes de l'apôtre du Périgord sont demeurés depuis le vi^e siècle jusqu'en 1463. dans une crypte qui se trouvait sous le chœur de l'église ; lequel chœur occupait l'emplacement de la coupole occidentale dans la basilique actuelle ; qu'à deux reprises, en 1261 et en 1440, il fut fait des reconnaissances solennelles desdits restes, et que, seulement le 22 mai 1463, le Saint Corps sorti de la crypte fut renfermé dans le monument dit de Guinamond, où il devait demeurer jusqu'au pillage de la basilique par les protestants, en 1575. Et incidemment, notre historien nous apprend que, si l'on resta si longtemps sans procéder à l'élévation des reliques de

saint Front, c'est qu'un conflit aigu d'intérêts et d'influences divisait depuis des siècles les deux Chapitres rivaux de la Cathédrale et de la Collégiale.

La question du tombeau résolue, M. l'abbé Roux aborde l'histoire du monument par l'étude des constructions elles-mêmes : c'est la seconde partie de son travail. Celle-ci, d'un caractère tout technique, passe en revue successivement les constructions antérieures à la basilique à coupoles, la basilique à coupoles elle-même, puis enfin le clocher, qui, en raison de son établissement sur d'anciennes constructions et à cause de ses particularités architectoniques, forme un tout distinct. Ici, l'historien nous apparaît doublé d'un observateur subtil, qui *sait* son monument en toutes ses parties, qui en a étudié longuement les moindres particularités, auquel la position du moindre pan de mur a révélé quelque chose (1). Je ne saurais mieux faire que de résumer ses conclusions, tant elles me paraissent claires, logiques, sortant rigoureusement du sujet.

Une première église s'éleva au *vi*^e siècle sur le sommet du Puy-Saint-Front, bâtie par l'évêque Chronoque. Dévastée par les Sarrasins au *viii*^e siècle, cette église fut restaurée à l'époque carolingienne ; mais elle conserva sa forme et ses dimensions premières, parce que la crypte qu'elle recouvrait, renfermait toujours le tombeau, objet de la vénération des foules. Quelques portions de cette bâtisse primitive subsistent dans le porche et dans la façade actuels. Aux débuts du *xi*^e siècle, la célébrité du culte de saint Front et l'affluence toujours plus considérable des pèlerins suggérèrent l'idée d'un sanctuaire plus vaste, mieux approprié aux exigences nouvelles. On agrandit, on élargit surtout, et l'on transforma — mais sans rien détruire. La vieille église devint seulement le chœur de la nouvelle, à laquelle elle se souda, pour ainsi dire. De cette époque date aussi l'élévation d'une première tour, ou beffroi. En 1120, un incendie consume l'habitation des chanoines, la vieille église et le clocher. Une restauration s'impose derechef et, de cette époque date le projet de transporter le chœur de l'église à l'est, avec les reliques du Saint. Pour en assurer la réalisation, on construit alors les trois absides de l'est et, par cette addition qui oriente normalement l'église, on espérait rendre du même coup la basilique neuve indépendante du vieux sanctuaire. Il n'en fut rien néanmoins jusqu'en 1583. A cette date, les reliques de saint Front avaient été dispersées et la crypte qui,

(1) La restauration du monument par M. Abadie, et la reconstruction de certaines de ses parties, a cependant compliqué notamment les recherches de l'auteur, c'est lui qui nous l'apprend.

depuis 1463, ne les abritait plus, semblait avoir perdu sa raison d'être. Pour aplanir le sol, plus élevé à cet endroit, on en démolit la voûte : le chœur fut transporté sous la coupole orientale et, de la chapelle de Saint-Antoine élevée en 1347 par le cardinal Talleyrand de Périgord, on fit l'abside principale au moyen du percement d'un mur. Tel fut dans ses grandes lignes le plan nouveau de la basilique jusqu'à la restauration de 1852.

M. l'abbé Roux nous offre son volume solidement composé, judicieusement illustré et accompagné de plans qui permettent à son lecteur de le suivre pas à pas dans la série de ses démonstrations. Sa tâche n'est cependant qu'à moitié remplie. Les admirateurs de Saint-Front — et ils sont nombreux — ne seront complètement redevables au consciencieux auteur et ne le tiendront pour tout à fait quitte, que le jour où il leur sera donné la suite de l'Histoire de la vénérable basilique, celle qui s'étend depuis 1583 jusqu'à nos jours. Nulle plume n'est préparée mieux que la sienne pour parachever l'œuvre désirée, et alors seulement Saint-Front aura rencontré son historien définitif.

Paxit Deus !

Léon GUILLOREAU, O. S. B.

Abbé de Sainte-Madeleine de Marseille.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLVII. — SIXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES ET C^{ie}, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Novembre-Décembre 1920

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du mercredi 6 octobre 1920	261
Assemblée générale du mercredi 3 novembre	268
Jeanne de Tustal, mère de Ranconnet et son testament (1509) (M. le comte DE SAINT-SAUD)	279
Notre-Dame de la Garde (M. le chanoine J. Roux)	282
Le premier bureau de bienfaisance en Périgord (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES)	287
Quelques rectifications à l'article de M. l'abbé Pergot sur l'hospice de Beaumont (M. le docteur L. TESTUT)	295
NÉCROLOGIE. — Le comte Robert de Fleurieu (M. Gabriel LAFON)	297
Table alphabétique et analytique des principaux noms et matières contenus dans le tome XLVII (M. le comte DE SAINT-SAUD)	301

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du mercredi 6 octobre 1920

Présidence de M. marquis de FAYOLLE
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis de Bourdeille, le docteur Emile Dusolier, le marquis de Fayolle, Féaux, de Fleurieu, Géraud Lavergne, Ribette, Eugène Roux, le chanoine Roux et Villepelet.

S'excusent par lettres : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président est heureux tout d'abord de pouvoir annoncer les récompenses honorifiques qui viennent d'être accordées à quelques-uns de nos confrères : la croix de la Légion d'honneur à M. DROUILH, agent-voyer en chef du département, pour ses longs et distingués services ; — à M. Alfred DE TARDE, avocat à la Cour de Paris, publiciste de talent, qui est venu, cet hiver, nous faire une intéressante conférence politique ; — à M. le docteur CHAUME, l'un de nos érudits et bons latinistes, qui, « au cours de sa longue carrière, n'a cessé de donner des preuves de son dévouement aux pauvres et aux malheureux, particulièrement pendant la guerre » ; — et à notre savant correspondant M. le vicaire-général de Montauban, le chanoine Pottier, président de la Société archéologique de Montauban.

L'un de nos assidus confrères, M. l'abbé JARRY, aumônier du lycée de Périgueux, reçoit les palmes d'officier d'académie.

A tous l'assemblée vote de sincères félicitations.

M. André DAURIAC, élu dans la dernière séance et dont le grand-père était des nôtres dès l'origine de notre association, adresse ses remerciements à la Société.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Annales de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, mémoires, rapports et documents, tome XXIX, un vol. broché, grand in-8°, orné de nombreuses planches, Bruxelles, Vromant et C^{ie}, imprimeurs éditeurs, 1920 ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXXX, année 1919, un volume broché in-8°, avec une planche, Paris, Auguste Picard, éditeur, 1919 ; contenant deux discours prononcés sur la tombe de notre savant et regretté correspondant M. Antoine Héron de Villefosse ;

Discours prononcés à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes à Strasbourg, le samedi 29 mai 1920 par MM. Charles Bémont, Anselme Laugel et André Honnorat, brochure in-8°, Paris, Imprimerie nationale ;

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, XXVI^e volume, premier et deuxième fascicules, in-8°, à Nevers, chez Gremion, libraire, 1920 ;

Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais, lettres, sciences et arts, un fascicule en feuilles, n^{os} 1-6, 1^{er} semestre 1920, in-8° avec illustrations dans le texte, Moulins, imprimerie Etienne Auclair, 1920 ;

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome LXVIII, in-8° broché, avec gravures, Limoges, imprimerie Guillemot et de Lamothe, 1920 ; où, p. 196, M. Alfred Leroux, dans ses *Glanures limousines* signale *La Lemovicade* de Lagrange-Chancel (1758) et constate qu'elle « a échappé aux recherches de M. Précigou, comme à la plupart des biographies du poète périgourdin » ;

Lou Bournat, bulletin de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 31^e-32^e livraisons, juillet-août 1920, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix, contenant une *Lettre de l'archevêque de Tours, Hélié de Bourdeille*, en langue romane,

du 23 février 1476, publiée par M. Dujarric-Descombes, et une poésie de M. Roubert Benoit intitulée *Lou Vièi Roumaire* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 47^e année, juillet-août 1920, in-8°, avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, tome XLVII, année 1919, in-8°, Montauban, imprimerie Forestié, 1920.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous adresse une circulaire et le programme, concernant le 54^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements qui s'ouvrira à la Sorbonne le mardi 29 mars 1921, à deux heures. Le Ministre présidera la séance générale de clôture, le samedi 2 avril, à deux heures.

Les manuscrits contenant les communications devront être adressés, avant le 15 janvier 1921, au 3^e Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur, au Ministère de l'Instruction publique.

M. le docteur Emile DUSOLIER nous donne communication d'un mémoire intéressant qu'il accompagne de plusieurs dessins à la plume, sur la commanderie de Combeyranche, de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, située près de Ribérac, dont il subsiste encore une petite église sous le vocable de Saint-Jean-Baptiste et un grand corps de bâtiment. Il nous relate l'existence de cette petite commanderie jusqu'à la Révolution où ses biens peu considérables furent vendus comme biens nationaux.

Ce mémoire sera publié avec ses deux dessins.

En s'excusant, M. DE SAINT-SAUD nous annonce l'envoi prochain d'une note sur les rapports du Périgord ecclésiastique avec l'abbaye poitevine de Charroux, « qui possédait chez nous les églises de Sourzac, Sainte-Colombe, Ribagnac, La Chapelle-Faucher, Saint-Médard de Limeuil, Parcou, Frugie, Eglise-Neuve d'Eyraud, Notre-Dame de Mussidan, Saint-Priest-les-Fougères.

» Dans le cartulaire de Charroux, sont citées les églises périgourdines de Saint-Egide, Landas, Saint-Projet, Vornenacum, Mazeiras, La Techea, Elbels, que les publicateurs n'ont pu identifier. Y aurait-il quelqu'un de nos confrères qui saurait cela ? Trois Jaubert furent abbés de cette importante abbaye ; le dernier Jean eut pour successeur Richelieu auquel succéda Mazarin presque directement.

» Dans la dernière séance, il fut question de la chapelle du Cheylard, qui est dans le cimetière de Saint-Geniès. Ce petit monument est classé ; les Beaux-Arts ont commencé des réparations ; mais elles ont été interrompues. Présentement elle sert de débarras à la commune : il y a entre autres choses des caisses pleines d'ossements, qui attendent d'être transportées dans le nouveau cimetière.

» Puisque nous parlons de Saint-Geniès, j'ai remarqué dernièrement, dans la chapelle de gauche de l'église, un très vieux vitrail, du xvi^e siècle, si je ne me trompe, représentant la Vierge. Les armes des Salignac sont sculptées sur la clef de voûte ; sur l'arceau de la chapelle de droite, on trouve les armoiries suivantes : 3 mouchetures d'hermine, 2 et 1, surmontées d'un croissant. Notre nouveau confrère M. le vicomte de Massacré, qui possède celui des deux châteaux qui touche l'église (l'autre, en ruines, a une cheminée qui tient en l'air de miraculeuse et menaçante façon) pourrait peut être nous dire ce qu'il pense de cet écusson. »

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie une intéressante notice sur *La léproserie de La Tour-Blanche* dont lecture est donnée et dont il a retrouvé la plus ancienne mention au milieu du xvi^e siècle.

Ce mémoire sera publié dans le *Bulletin*.

M. Dujarric joint à son envoi le registre des minutes d'un de ses anciens prédécesseurs à Brassac, de M^e Baurac, de 1499 à 1511, qui sont des reconnaissances en faveur des seigneurs de Montagrier par des paroissiens de Brassac, Montagrier et Saint-Victor.

Ce registre sera versé aux Archives de la Dordogne où

existe déjà un fonds des notaires de Brassac donné par notre vice-président.

Puis M. LAVERGNE nous rend compte d'une trouvaille fort intéressante qu'il vient de faire dans le fonds de Taillefer aux Archives départementales : c'est la relation de l'entrée de l'évêque Hélié Servien à Périgueux, le jour de la Toussaint 1385. Ce procès-verbal de prise de possession, rédigé à l'issue de la cérémonie par deux notaires de Périgueux, présente un grand intérêt pour la connaissance du cérémonial usité à Périgueux lors de l'entrée des évêques. Il indique aussi deux cloîtres, l'un dans la chapelle de Saint-Jean-Baptiste, où sont les fonts baptismaux, au coin du bas-cloître de l'église Saint-Etienne, l'autre dans la chapelle de Saint-Jean-l'Evangeliste, et également une porte au fond de l'église cathédrale dont on ne retrouve pas aujourd'hui la trace.

Ce document, qui est un *vidimus* de l'année 1611 sera publié dans le *Bulletin* avec les savantes explications de notre confrère qui l'éclairent.

M. VIGIÉ nous envoie une étude sur la congrégation religieuse des dames ou filles de la Foi, fondée à Belvès à la fin du XVII^e siècle. Il en avait dit autrefois quelques mots dans son *Histoire de Belvès*. La notice qu'il nous adresse aujourd'hui est une étude complète du sujet; elle sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre vice-président M. Joseph DUBOIS veut bien nous rappeler que le siège archiepiscopal de Paris, auquel vient d'être appelé le cardinal Dubois, « existe comme métropole depuis une bulle du pape Grégoire XV, du 20 octobre 1622, sur la demande du roi Louis XIII. Il a eu pour neuvième titulaire, d'août 1746 au 12 décembre 1781, Christophe Beaumont du Repaire, né au château de la Roque, paroisse de Meyrals (aujourd'hui canton de Saint Cyprien) le 26 juillet 1703, fils de François et d'Anne-Marie de Lostanges de Sainte-Alvère.

Le treizième archevêque de Paris fut Alexandre-Angélique cardinal de Talleyrand-Périgord, du 1^{er} octobre 1817 au 20 octobre 1821, né à Paris le 16 octobre 1736, fils du marquis

Daniel, tué à Epernay, et d'une demoiselle de Chamillart, qui descendait du ministre de ce nom ; il était l'oncle du célèbre évêque d'Autun et avait été, avant la Révolution, archevêque de Reims pendant douze ans. Comme grand aumônier de France, il baptisa, voici juste un siècle, le comte de Chambord « nommé l'enfant de l'Europe et l'enfant du Miracle, en attendant qu'il devint l'enfant de l'exil ».

» M^{re} de Beaumont et le cardinal de Talleyrand, archevêques de Paris, l'un plus de 35 ans et l'autre pendant 4 années, reposent à Notre-Dame de Paris. »

De son côté, M. Robert VILLEPELET nous envoie un petit travail intitulé *Archives et Archivistes de la Dordogne : Notes et documents*, qu'il a rédigé d'après les archives même du service des Archives départementales et dans lequel il retrace les vicissitudes du dépôt documentaire qui devait devenir celui de la Dordogne, depuis la Révolution jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Notre confrère a pu étudier sur pièces et présenter ainsi sous leur véritable jour la gestion des deux premiers archivistes, Prunis et Noël Pointe, et donner, d'après les rapports des préfets du premier Empire et de la ~~Révolution~~, un tableau des Archives départementales avant leur organisation réglementaire. Il a pensé que cette étude, quoiqu'un peu technique, pourrait trouver place dans notre *Bulletin*.

+ Restauration

M. Charles DURAND, auquel ont été soumis pour identification par M. le chanoine Roux deux dessins trouvés dans la bibliothèque de notre Société, nous les renvoie avec les explications suivantes ;

« Ces dessins, qui paraissent avoir servi de croquis-étude, ne remontent pas à M. de Taillefer, ainsi qu'en témoigne la mention « Chemin de fer » qui figure sur l'un d'eux, mais bien à l'époque qui s'étend de 1860 à 1865, au cours de laquelle furent exécutés les travaux de ce chemin de fer.

» Les notes transcrites sur les dessins et qui, pour une bonne part sont extraites des *Antiquités* sont, au dire de M. Villepelet de l'écriture de M. le docteur Galy et comme ce docteur, en même temps que Président de notre Société, était conservateur du Musée dans l'une des salles duquel

celle-ci tenait au début ses séances; il n'est aucunement surprenant que l'attribution des croquis en question ait été faite à la Société au lieu d'être conservés par le Musée, auquel ils devraient peut-être revenir — ce que je ne puis décider.

» Dans tous les cas, la trouvaille n'offre rien d'inédit et notamment le croquis qui représente les Arènes, est très inférieur en technique à celui coté planche XII, tome II' des *Antiquités de Vésone*, qui représente l'amphithéâtre avec des détails très étudiés de son cloaque. Je ne crois pas que dans ces conditions il y ait grand intérêt à reproduire ces croquis dans notre *Bulletin* ».

Avant de clore la séance, notre trésorier M. FÉAUX nous donne quelques éclaircissements sur la situation financière actuelle de la Société. Il nous annonce que sa caisse aura, cette année, un déficit d'environ 1.600 francs, et il nous propose en conséquence, pour remédier à cette situation, de réunir une assemblée générale le premier mercredi de novembre, à laquelle on proposerait de porter le chiffre annuel de la cotisation de 10 à 15 francs.

Tous nos confrères seront invités par lettre à cette assemblée générale.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après trois votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. P. BARRIÈRE, agrégé des lettres, à Piégut, présenté par M. le marquis de Malet et M. l'abbé Farnier ;

M. le capitaine DURET, attaché à l'Etat-major de la 24^e division, cours Tourny, 28, à Périgueux, présenté par M. de Lacroussille et M. Eugène Roux ;

Et M. le comte Raoul DE NULLY, présenté par M. Tarel et M. Villepelet.

La séance est levée à cinq heures du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
du mercredi 3 novembre 1920

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président

La séance est ouverte à une heure, dans la salle accoutumée.

Des convocations par lettre imprimée ont été adressées à tous les membres de la Société en raison de l'importance de la réunion, comme on le verra tout à l'heure.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Sont présents : MM. le marquis de Bourdeille, Dubut, le capitaine Duret, le marquis de Fayolle, M^{lle} Irène Faure, MM. Féaux, le comte de Fleurieu, l'abbé Jarry, le marquis de Marcillac, M^{me} Moulinié, M. Ribette, le marquis de Roque-maurel, MM. Roudeau, Eugène Roux, le chanoine Roux, le général de Teyssièrre, MM. Thauziat et Villepelet. En tout dix-huit membres présents.

S'excusent par écrit : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Joseph Durieux, Aublant, Blanchard, Délugin, le docteur Emile Dusolier, de Lacrousille, Joseph Mallat, de Peyronny des Gendres, le comte de Saint-Saud et le docteur Testut.

M. le capitaine DURET et le comte Raoul DE NULLY, élus à la dernière séance, adressent leurs remerciements à la Société.

De son côté, M. l'abbé Pierre SOCILLAC, secrétaire particulier de M^{sr} Rivière, archevêque d'Aix, nous mande « qu'il a été sensible aux aimables félicitations que notre assemblée du 7 juillet dernier a bien voulu lui adresser, à l'occasion de

sa nomination de chanoine et qu'il a trouvées consignées dans la dernière livraison de notre *Bulletin*.

» Puis-je me permettre de vous prier de vouloir bien être mon interprète auprès de nos confrères et leur dire avec ma gratitude mon meilleur souvenir : La Provence ne me fera pas oublier mon cher Périgord. L'intéressant et instructif *Bulletin* de la Société, qui me viendra régulièrement et que je lirai toujours avec le plus grand intérêt, diminuera la distance qui me séparera de mon pays natal et me fera toujours vivre avec lui. »

L'objet de la convocation sera traité en fin de séance pour laisser à nos confrères le temps d'arriver.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes-rendus des séances de l'année 1919 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de novembre-décembre, et comptes-rendus des séances de l'année 1920, bulletin de janvier-février, deux fascicules in-8°, avec gravures, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bulletin philologique et historique (jusqu'à 1715) du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1918, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1920 ; contenant, p. 228-230, des comptes-rendus par M. Bémont des travaux publiés dans notre *Bulletin* de 1917, t. XLIV ;

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1919, première livraison, in-8° avec planches, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur ;

Pro Alesia, n° 20-21, 5^e année, mai-août 1919, nouvelle série, in-8° avec illustrations, éditions Ernest Leroux, rue Bonaparte, 28, à Paris ;

Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XXXV, un volume broché in-8° avec planches, Orléans, imprimerie Paul Pigelet et fils, 1920 ; contenant un intéressant mémoire sur la céramique orléanaise ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'École félibréenne du Périgord, tome VII, 33-34^e livraisons, septembre-octobre

1920, in-8°, Périgueux, typographie Rontéix; contenant les *Perpauz dou Maître-Oubrié : Nos Majoraux : M. Lavaud*; — *Nos maîtres-ouvriers : M. Paul Leroy*, par M. Dujarric-Descombes; — *La Bastille de Domme*, par M. Géraud Lavergne; — *Vieux usages périgourdins : Défaiseurs d'Encontre et conjureurs*, par le marquis de Fayolle; — *A moussur lou doutour Chaumo*, par M. Roubert Benoit;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXIX^e volume, première et troisième livraisons, deux fascicules in-8°, Saintes, librairie Prévost, 1920; la seconde contient un mémoire fort intéressant pour nous, *l'Introduction à l'histoire des évêques de Saintes (suite)*: saint Eutrope, saint Front);

Bulletin de Biarritz-Association, Société des sciences, lettres et arts, in-8°, n° 3, octobre 1920, Biarritz, typographie Soulé;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1920 (octobre), 209^e livraison, in-8°, avec une planche, Valence, imprimerie Jules Céas et fils;

De notre érudit confrère M. Richard de Boysson, son intéressant volume sur *l'Invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Haut-Quercy*, un gros volume in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur, 1920, qui a paru dans le *Bulletin* de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive;

De M. Charles Durand, ses brochures *Un héros Périgourdin : Jean de la Jalage* et *Réponses à deux notices de M. Eugène Roux sur la Tour et la Ruine de Vésone*, tirées à part du *Bulletin* de notre Société;

De M. René Fage, deux brochures: *Un ami de Baluze, l'orientaliste Antoine Galland*, extrait du *Bulletin* de la Société historique de Brive, imprimerie de la « République », 1920; — *Le « Remède prodigieux » du docteur Degimard*, in-8°, imprimerie Guillemot et de Lamothe, rue Turgot, 18, à Limoges;

Et de M^{me} Henri de Montégut, un assez grand nombre des tirages à part des brochures de son mari:

Philippe de Gentils de Lajonchapt, marquis de Langallerie, premier baron de Saintonge, lieutenant général des armées du Roi, feld-maréchal au service d'Autriche, etc. (1661-1717),

in-8° avec portrait, Angoulême, imprimerie Charentaise de Nadaud, 1866 ;

Dix entrées solennelles à Périgueux, 1470-1566, in-8°, Bordeaux, Chollet, libraire-éditeur, 1872 ;

Inventaire des bijoux de Jeanne de Bourdeille, dame de Sainte-Aulaire et de Lanmary, 1595, in-8°, Périgueux, imprimerie Dupont, 1881 ;

Les châteaux de Vauconcourt et de Planeaux en Périgord, in-8° avec deux planches, Périgueux, imprimerie Dupont, 1883 ;

Inventaires du château de Montréal en Périgord (1569-1792), in-8° avec planches, Paris, Pedone-Lauriel, éditeur, 1892 ;

Le buste d'Antoine Arnaud de La Briffe, premier président du Parlement de Bretagne, par J.-B. Lemoyne, in-4° avec illustrations, Paris, Gazette des Beaux-Arts, 1902 ;

Cartulaire de l'abbaye de Vigois en Limousin (954-1167), un volume in-8° broché, Limoges, Ducourtieux et Gout, imprimeurs-libraires, 1907 ;

Et Documents relatifs à la ville de Saint-Yrieix, in-8°. Limoges, imprimerie Ducourtieux et Gout, 1916.

Des remerciements sont votés aux donateurs et particulièrement à M^{me} de Montégut.

Comme M. le Président vient, dans sa revue des ouvrages offerts à la bibliothèque de notre Société, de parler des faïenceries du Périgord, M. Eugène Roux signale l'existence dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, d'un établissement de ce genre à Marsac. Cette faïencerie était exploitée par Jean-François Daumesnil, frère du futur général, en association avec Jean Gontier et Léonard Debord, suivant contrat, reçu Beylot, le 30 octobre 1765.

Léonard Debord était avocat. Ses collègues l'exclurent du barreau comme faisant acte de commerce par sa participation à la gestion de la faïencerie. Cette exclusion donna naissance, en audience du Présidial, à un incident fort orageux relaté dans un procès-verbal notarié dont nos Archives départementales conservent la minute.

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous adresse un extrait du tome II de l'*Histoire* manuscrite de Chevalier de Cablanc, relatif au siège de Lisle, en juillet 1593.

Le maire-historien de Périgueux, après une brève allusion à la négociation d'un accord entre Montpezat, gouverneur de la Ligue, et le sénéchal David Bouchard d'Aubeterre, rappelle que la trêve proposée « n'ayant pas subsisté », Montpezat alla assiéger Lisle et l'« emporta à la faveur » des canons envoyés de Périgueux.

Voici le récit des événements qui suivirent cette prise de la petite cité des bords de la Dronne. Chevalier de Cablanc y donne des détails qu'on ne rencontre pas ailleurs.

« Aubeterre, ayant appris cela, envoya demander du secours à Bourdeaux, où M. de Matignon commandoit toujours en Angoumois, Xaintonge et Limousin, et revint incontinent assiéger la place, dans laquelle M. de Montpezat, retournant ici, avoit laissé M. de Puyferrat pour y commander avec des soldats du pays, et le capitaine Latour avec un régiment de Gascons, lesquels soustindrent le siège durant 15 jours, au bout desquels les ennemis, après avoir donné divers assauts inutilement, levèrent le siège.

» Le vicomte d'Aubeterre fut blessé au dernier assaut, dont il mourut quelques jours après. Deux choses particulièrement furent cause de sa mort. La première c'est qu'estant ennemy particulier de Montpezat ; outre qu'ils estoient tous deux en dispute pour une mesme charge, il faisoit alors toutes choses avec beaucoup de chaleur et d'impétuosité ; et la seconde fut parce que Montardy refusa, sur ses ordres, d'aller reconnoistre la brèche, ce qui le mit dans une telle colère qu'il alla là-dessus brusquement à l'assaut, sans garder aucunes mesures.

• Sur les nouvelles de la levée du siège, qui se fit le 28^e juillet, M. de Montpezat partit de Périgueux à la teste d'un régiment de troupes réglées et 200 habitants conduits par les capitaines Chaignon et Espert, consuls : et, ayant sceu que les ennemis estoient encore arrestés au pont de Lisle, à raison d'une pièce de canon qui s'y estoit engagée, il les y fut attaquer et les rompit. Les habitants de Périgueux eurent tout l'avantage dans cette escarmouche, et on leur donna la garde du pont pour la nuit suivante ».

« Le siège de Lisle causa aussi, — ajoute M. Dujarric, — la mort d'un enseigne dans le régiment du marquis de Villars,

Pierre Malvin de Montazet. Elle est révélée par un registre des Archives de Lot-et-Garonne (B. 23), où se trouve consigné le résultat de l'enquête ordonnée au sujet du testament militaire de cet officier, dont il est juste de mentionner le nom ».

M. le docteur Emile DUSOLIER, ne pouvant venir à la séance, nous adresse un mémoire intéressant sur la fondation de l'hôpital de Sainte-Marthe de Ribérac en 1768 « par deux sœurs émues de compassion à l'égard des malheureux. C'était les deux sœurs Marie Moulin, filles d'Annet Moulin, sieur de la Chaume et de Suzanne de Lachèze. Pendant vingt-et un ans, depuis 1747, elles se dévouèrent inlassablement à la misère de leur prochain ; après quoi, constatant le long succès de leur entreprise et la reconnaissance qui les entourait, elles résolurent de faire mieux encore et, par une donation pure et simple, de fonder un hôpital qui subsistât après elles ».

De son côté, M. le docteur TESTUT nous envoie *Quelques rectifications au chapitre de M. l'abbé Pergot sur l'hospice de Beaumont*. Il y a eu au XVIII^e siècle deux hospices à Beaumont, l'ancien et le nouveau. Le nouveau est celui dû aux libéralités de M. Louis Ters en 1778. Quant à l'ancien, il est inexact, quoi qu'en dise, M. le chanoine Pergot, qu'il ait été fondé par M^{re} Jacques de Montesquiou, évêque de Sarlat, en 1730, aidé des dons généreux des dames de la Pradelle.

Notre laborieux vice-président, M. Joseph DURIEUX veut bien nous signaler, comme l'a fait précédemment M. Robert Villepelet, dans la 7^e série des *Etudes d'histoire* de M. Arthur Chuquet, membre de l'Institut, l'article consacré à M. de Pompadour, dans lequel l'auteur complète et rectifie une assertion de l'archiviste Pinard. On sait que la seigneurie du Bourdeix en Nontronnais passa, à la suite de mariage, en 1629, dans la maison de Pompadour. Au XVIII^e siècle, Messire Philibert-Hélie de Pompadour, chevalier, conseiller du Roi, titrait marquis de Laurière et du Bourdeix, baron de Nontron, seigneur de Piégut, Augignac, Saint-Estèphe et autres

places. Il fut maréchal de camp et devint en 1672 sénéchal de Périgord ; il mourut au château de Nontron, le 26 juin 1683, à l'âge de 70 ans, et fut inhumé au Bourdeix où sa femme, « très haute et puissante dame Catherine de Sainte-Maure marquise de Laurière » avait été ensevelie, le 16 juin 1674 « dans les tombeaux ordinaires de sa maison qui sont en voûte dans le chœur de l'église du Bourdeix ».

Un autre Laurière, prénommé Philibert et non Charles, brigadier de cavalerie, se noya dans le Weser, près de Minden, le 30 juin 1679. Un Pompadour, marquis du Bourdeix, périt au siège de Thionville. Le dernier du nom de Pompadour, Léonard-Hélie, colonel du régiment d'infanterie de Beauce, grâce à son oncle maternel Montausier, fut comme son père gouverneur et sénéchal de Périgord et, lorsqu'il vendit son régiment, il acheta la lieutenance générale de Guyenne. Il avait épousé une Navailles qui lui porta le duché-pairie de Lavalette et dont il eut fille Françoise (devenue femme de Courcillon, fils unique de Dangeau). Menin de Monseigneur en 1708, désigné pour l'ambassade d'Espagne en 1714, compromis dans la conspiration de Cellamare où se trouva impliqué le comte d'Aydie, il fut exilé après un an de Bastille et mourut à Paris, en 1732.

« Treize ans après la mort du dernier seigneur de Pompadour, Louis XV fit don de cette terre en 1745, au retour de la campagne de Flandre, à sa maîtresse M^{me} Le Normand d'Etioles, si connue depuis sous le nom de Marquise de Pompadour ».

M^{lle} Irène FAURE demande ensuite la permission de présenter à M. le Président un petit christ, qui a été trouvé dans des terrassements provenant de la cathédrale de Cahors, pour savoir s'il offre quelque intérêt.

Après l'avoir examiné, M. LE PRÉSIDENT pense que ce petit objet de piété, qui peut remonter au xvii^e siècle, n'a pas d'intérêt archéologique.

M. LE PRÉSIDENT nous rappelle ensuite qu'il a été plusieurs fois question dans les procès-verbaux des séances des deux

dernières années, de la famille Lidonne et du mathématicien Nicolas-Joseph Lidonne au sujet des divergences de dates qui le concernent.

« Selon la *Biographie Universelle de Michaud*, suivie par la *Bibliographie générale du Périgord* (t. IV, p. 89), Nicolas-Joseph Lidonne, professeur de mathématiques, chef de division au Ministère de la Justice pendant la Terreur, est né à Périgueux, le 9 juillet 1757.

M. Joseph Durieux a fait observer (*Bulletin* 1919, p.p. 108-109) que M. Léon Lapeyre n'a rencontré, dans ses recherches à la Mairie de Périgueux, aucune confirmation de cette date et qu'on ne trouve le nom de Lidonne sur aucun état d'embarquement des fonctionnaires de la Justice à l'époque Révolutionnaire ni sur les listes de l'*Almanach National*.

» Mais il a relevé dans le quatrième volume de l'ouvrage de M. Armand Brette sur les documents relatifs à la Convocation des Etats Généraux de 1789, la mention d'un dossier déposé aux Archives nationales d'après lequel Nicolas-Joseph Lidonne aurait été baptisé, le 10 août 1744 et serait devenu procureur du Roi pour la sénéchaussée de Périgueux, le 12 février 1772.

» M. Robert Villepelet (*Bulletin* 1919, p.p. 205 et 206) a recherché le dossier cité par M. Brette et y a trouvé que Nicolas Lidonne se démit, le 12 février 1772 de sa charge de procureur du Roi en faveur de son fils Nicolas-Joseph, avocat en Parlement, qui fournit son extrait baptismal, du 10 août 1744.

» Enfin M. Dujarric-Descombes (*Bulletin* 1920, p.p. 57 et 58) a donné une intéressante filiation de la famille Lidonne, originaire d'Hautefort, dans laquelle figure Nicolas-Joseph, avocat, professeur de mathématiques, chef de Division au Département de la Justice, écrivain, admis en 1823 à l'Athénée des Arts et marié, le 5 juillet 1769, à Françoise de Montozon.

» Mme Forestier, descendante de la famille Lidonne possède un portrait au physionotrace, gravé par Quenedey, de Nicolas-Joseph Lidonne qui apporte dans la question un précieux document et qu'elle a bien voulu m'autoriser à communiquer à la Société. Il est représenté en buste, de

profil à droite, portant perruque et catogan, dans un médaillon circulaire au-dessous duquel on lit l'inscription suivante gravée sur le cuivre de la planche :

N. J. LIDONNE.

*Né à Périgueux, le 9 juillet 1757,
Chef de Division au Ministère de la Justice.*

» Le procédé du physionotrace, alors très en vogue, exigeait la présence du modèle qui assurait l'authenticité du libellé de l'inscription. Il résulte de celle-ci que N.-J. Lidonne est né comme le disent la *Biographie universelle de Michaud* et la *Bibliographie générale du Périgord*, à Périgueux, le 9 juillet 1757 et qu'il a été chef de Division au Ministère de la Justice.

» Mais comme il n'est pas douteux, d'après les documents reproduits par M. Brette et par M. R. Villepelet qu'un Nicolas-Joseph Lidonne, fils de Nicolas Lidonne, né le 10 août 1744, est devenu à la suite de son père, procureur du Roi pour la sénéchaussée de Périgueux, le 12 février 1772, il est évident qu'il y a eu deux Lidonne portant le prénom de Nicolas-Joseph dont l'un a été chef de Division au Ministère de la Justice et l'autre procureur du Roi.

» En effet, le chef de Division, né en 1757 ne peut avoir obtenu la charge de procureur du Roi, le 12 février 1772 parce qu'il n'aurait eu que 15 ans. Il ne peut davantage avoir épousé Françoise de Montozon, le 5 juillet 1769 parce qu'à cette date il n'avait que douze ans. L'inscription du portrait de Mme Forestier ne dit pas qu'il ait été mathématicien ; cependant il paraît bien que celui-ci et le chef de Division ne font qu'un, ainsi que le dit Michaud. M. Dujarric-Descombes fait ressortir qu'il se consacra à des travaux scientifiques et fut admis comme membre de l'Athénée des Arts en 1825, ce qui est compatible avec son âge ; mais s'il s'était agi de l'ancien procureur du Roi, on aurait attendu pour l'admettre à l'Athénée des Arts qu'il eût 81 ans et il n'aurait fait imprimer son livre, *Table analytique*. .. etc., qu'à 84 ans, ce qui paraît bien improbable.

» Il est probable au contraire que le procureur du Roi fut



N. J. LIDONNE

CHEF DE DIVISION AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE



le mari de Françoise de Montozon, le frère de Jacques-François, capitaine au régiment de Turenne et de Mme de Ville-reynier, mais qu'on ignore ses liens de parenté avec Nicolas-Joseph Lidonne, né en 1757 à Périgueux, professeur de mathématiques et écrivain, chef de Division au Ministère de la Justice, mort en 1830. Telles sont les constatations qu'autorise l'intéressant portrait que je remercie Mme Forestier d'avoir bien voulu nous communiquer.

Une généalogie manuscrite de la famille Lidonne par A. de Froidefond, que possède M. Dujarric-Descombes et qu'il veut bien me signaler, confirme les observations précédentes sur la confusion produite par la similitude des prénoms du procureur du Roi et du mathématicien dont on a fait un seul personnage. On y lit, en effet, que Nicolas-Joseph de Lidonne, procureur du Roi par provision, le 12 février 1772, mourut cette même année 1772, laissant de sa femme, Françoise de Montozon, un fils Jean-Baptiste qui devint Receveur des finances à Nonttron. Le mathématicien a pu avoir pour parrain le procureur du Roi, son aîné de 13 ans, ce qui expliquerait la similitude de leurs prénoms.

M. le Président pense que le moment est venu pour nous d'élucider la question du relèvement de notre cotisation annuelle. A plusieurs reprises, dans l'année, notre trésorier nous a exposé la situation financière de notre Société qui en ce moment est assez critique. Elle a eu à payer cette année des dépenses supplémentaires, il est vrai, qui lui causeront un déficit de 1.600 francs par suite des dépenses occasionnées par le dernier *Rapport sur les fouilles de Vésone*. Mais on ne pouvait laisser inachevé un travail de cette importance qui fait honneur à notre Société.

D'autre part, le prix du papier, la cherté de la main-d'œuvre ne baissent pas.

Dans ces conditions, nous demandons à notre assemblée provisoire, puisque nous ne sommes que 18 membres présents et ne pouvons délibérer valablement, de porter le chiffre annuel de notre cotisation à 15 francs jusqu'à ce que nous revenions à des temps meilleurs pour nos finances.

En s'excusant de ne point assister à la réunion, notre vice-président M. Joseph DURIGUX nous écrit qu'on ne peut « que déplorer une augmentation du chiffre de la cotisation qui depuis 46 ans est restée immuable, alors que la Société vient de traverser une période bien malaisée ; mais je subirai avec résignation, comme l'unanimité de nos confrères sans doute, le relèvement de la cotisation que laisse prévoir la convocation. Il serait cependant souhaitable qu'on revînt au chiffre statutaire dès que les circonstances le permettront. Ceci pour ne pas effaroucher les Sociétaires vétérans et actuels, ainsi que les nouvelles recrues qui viendraient à nous. Ne pourrait-on, par exemple, maintenir l'ancien chiffre de dix francs en y ajoutant, pour un ou deux ans, un supplément facultatif à déterminer d'après le nombre des personnes qui y adhéreraient ? Je m'en remets, au surplus, à la résolution que prendra l'assemblée ».

M. DE MARCILLAC parle à peu près dans le même sens, se fondant surtout sur le prix du papier qui est arrivé à son *summum* et ne peut augmenter.

La question du relèvement de la cotisation à 15 francs est mise aux voix par le Président et adoptée à l'unanimité. Elle sera soumise définitivement à notre seconde assemblée générale du 1^{er} décembre.

Notre TRÉSORIER demande à être autorisé à procéder aux recouvrements des cotisations dès la fin d'avril, ce qui lui est accordé.

Il reste à procéder à l'élection d'une personne qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admise membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} la comtesse Henri DE GALARD-BÉARN, au château de Vauriac par Coulaures (Dordogne), et rue Géricault, 11, à Paris, XVI^e, présentée par le comte Alphonse de Fleurieu et le marquis de Bourdeille.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

JEANNE DU TUSTAL, MÈRE D'AIMAR DE RANCONNET

ET SON TESTAMENT

(1509)

Maintes fois, dans les pages de notre *Bulletin*, il a été question d'Aimar de Ranconnet, cet infortuné Périgourdin membre du Parlement de Bordeaux, cet érudit précurseur des érudits parlementaires de cette ville, qui, au *xviii^e* siècle, devaient briller d'un si vif éclat. On y parla, on y discuta sur son origine périgourdine ou bordelaise. Sut-on seulement que sa mère était « Bordelaise » bien que portant un nom périgourdin ? A l'aurore du *xvi^e* siècle, le Périgord par les Fayard, les Camain, les Le Comte, les Tustal, les Saint-Angel, etc., faisait bonne figure au Parlement. Plus tard, revirement. Ce sont les parlementaires de Bordeaux, les d'Augeard, les d'Aulède, les Gourgues, les du Sault, etc., qui acquièrent de bons fiefs en notre province.

Mais je reviens à Ranconnet. Dans les susdites pages, de sa famille maternelle point n'est parlé. Que sait-on jusqu'à présent sur sa mère ? Je l'ignore. Il est vrai que je n'ai pas la brochure que Tamizey de la Roque a consacrée au « Grand homme oublié. » Il est vrai toutefois que je possède celle qu'un Autrichien, le baron de Ranconnet (de son vrai nom Eugène de Ranconnet-Villez) a publiée sur Aimar de Ranconnet ; intéressante notice, imprimée, il y a dix ans, à Périgueux.

On y lit que François de Ranconnet (qui ne fut point conseiller au Parlement, quoi qu'en dise un mémoire du *xvii^e* siècle, qu'a vu le baron) épousa « Jeanne de Tustal, fille de Bertrand de Tustal ou Tustard, président au Parlement de Bordeaux et de damoiselle Perrine Duplessix. Jeanne fit son testament le 18 juillet 1509. » Plus loin il est dit qu'Aimar issu seul dudit mariage.

Dans tout cela il n'y a d'exact que la date du testament de Jeanne de Tustal (rien de Tustard). Qui était donc Jeanne ? Une bonne Bordelaise, mais très mâtinée de sang périgour-

din. Sa mère se nommait Sérène de Pélisses (ce qui ne ressemble en rien à Péronne Duplessix), de nos Pélisses de Thiviers, sans nul doute. Son père, Bertrand de Tustal, probablement procureur du Roi au siège de Sarlat en 1484, fut lieutenant-général en la sénéchaussée de Guyenne en 1488, conseiller, puis président au Parlement de Bordeaux en 1497. Ses petits-fils aliénèrent les biens qu'il avait hérités en Sarladais.

J'ajoute qu'on tenait beaucoup au nom de Tustal dans la famille puisqu'il y avait des maynements ainsi désignés près de Costerauste en Quercy, où j'ai découvert une de leurs branches à ces époques ; puisqu'un terrain acquis dans la paroisse de la Tresne, près de Bordeaux, s'appelait le « dixmon de Tustal », et qu'un bien dans Sadirac portait aussi ce nom. Il n'est pas jusqu'à une autre terre de ce nom, sise en cette région, qui advint, je ne sais comment, à une famille bordelaise, les Journu, dont un membre, Journu-Aubert, fut créé comte de Tustal sous l'Empire, nom passé, mais sans le titre, par succession dans la famille Le Grix de La Salle (1). Et la rue Tustal à Bordeaux ? Au xvr^e les Tustal possédaient deux maisons près de l'église Saint-Projet, dont l'une était rue de Tustal, et l'autre, rue Jus-le-Mur, avec jardin donnant rue du Loup. (Le nom de la première et de la troisième sont conservés.)

Ajoutons que les premiers conseillers Tustal avaient comme frère et cousins de leur nom à Bordeaux des marchands (François, Giron), des banquiers (autre François), dont ils héritèrent, en partie du moins.

Ceci dit revenons à Jeanne Tustal mariée en 1497 (*Haag* : date à vérifier) à François de Ranconnet, lequel est indiqué, dans la brochure citée, comme ayant testé en janvier 1538, mais qui ne mourut que sept ans après, le 3 janvier 1543, ayant testé le même jour (2) et sur lequel rien de nouveau à dire.

(1) Bernard Journu épousa Monique Aubert et prit le nom de sa femme. Ils n'eurent qu'une fille. Un frère cadet de Bernard, Auguste Journu, seigneur de la baronnie de Saint-Magne, est le seul des enfants de Bonaventure, qui eut de la postérité.

(2) Note de M. Huet, d'après le *Fonds Périgord*, vol. 157, n° 8.

Jeanne testa le 18 juillet 1509, à Bordeaux, devant Militis, notaire royal de cette ville. Son testament est dans les minutes de ce notaire, déposées aux Archives départementales de la Gironde sous la cote 3 E 12512, au f° 325. Il est en langue romane assez décadente, et n'offre que peu d'intérêt. Voici quelques-unes de ses lignes :

In nomine Patris et Filii... coneguda... damiselle Johanna Tustal, molher de honorable homme messire mestre (1) de Ranconnet, licencié en leys advocat en la present court de parlement de Bourdeaux estans malauda... (Elle parle de l'église de Saint-Projet et demande à être inhumée) dans la gleysa dessus designat en la sepellauda de deffunct honorable homme messire mestre Bertrand Tustal, tiers president quen vivoyt... Cedat et leyssat lad. testaressa a damiselle Sérenne Péliesses, sa may, la somma de... livras tourneysas... (ainsi que) lo saphir et lo balay que la deyta sa may ly a dat per ci avant... et leyssat lad. testaressa a damiselle Clémence Tusta, sa sors, una roba descarlata... item cedat et leyssat... a sa filha... Johanna de Ranconnet, la somma de cent livras tourneysas... Et ordonnat... son heritey universal... Aimar de Ranconnet, son filh... natural et legitime... Die decima octava mense Julii anno D. milleslmo quingentesimo nono... (en présence de) messire Arnaud de Pelisse, son auceri (?) vivant pronotari, Johanne Petrucelli, Antonio Layarihac (?) Helie Pauli presbitero, domino Johanne Syranols, presbitero, Johanne Langlardi notario...

A retenir les noms de la mère de Jeanne, de sa fille Jeanne, dont la destinée n'est pas connue. J'ajoute que Clémence Tustal, sœur de la testatrice, épousa Guillaume Bordes, conseiller référendaire en la Chancellerie.

C'est donc par sa mère et non par son père qu'Aimar de Ranconnet put être à même d'avoir une situation, que compromet, hélas ! sa fille, une vraie catin, cause indirecte de l'emprisonnement et du suicide de son père.

Comte DE SAINT-SAUD.

(1) L'accouplement de *messire* et de *maître* est rare. *Messire* devint *monsieur* dans les qualifications données aux magistrats. On peut se demander si ici *messire* n'est pas une sorte de qualification nobiliaire, qui, sans ce caractère, devint l'apanage du clergé.

NOTRE-DAME DE LA GARDE.

Dans sa relation des dévastations protestantes à Périgueux en 1575, Chillaud des Fieux dit que toutes les églises et monastères de cette ville furent démolis, la grande église Saint-Front exceptée.

La chapelle de Notre-Dame de la Garde, si voisine de Périgueux, semblait bien comprise dans cette mention générale, mais nous ne connaissons rien de spécial sur elle.

Le fonds Maigne, des Archives départementales, renferme deux prix-faits concernant la reconstruction de la chapelle et de la maison d'habitation y attenant, faite en 1619. Comme c'est vers cette époque que les églises et monastères de Périgueux furent relevés de leur ruine, on peut conclure de cette restauration, que la chapelle de la Garde avait été certainement ruinée comme tous les autres édifices religieux.

Le contrat relatif à la reconstruction de la chapelle fut passé le 22 février 1619 entre

« révérend père M^e Nicolas Dumazeau, s^r abbé de Peyrouse, chantre et chanoine de l'église cathédrale de la Cité et les m^{rs} massons Giraud de la Peyronie et Léonard Eymerie ».

Ces derniers s'obligent à

« bastir et édifier le corps de l'esglise de Notre-Dame de la Garde lès Périgueux, membre despandans de l'abbaye de Peyrouse, savoir : de bastir lad. esglise sur les vieux fondements de ladite esglise, de bonne muraille plainière, bien garnie de mortier de chaux et sable des deux coustés, ensemble les pignons et les quatre coins de cartelaige, qui seront à la hauteur de deux brasses et les pignons à l'équipolent de la hauteur qu'il les faudra monter, et seront tenus de charger lesd. fondements. Autrement est abattue la muraille ancienne tout et jusqu'à ce qu'ils trouveront qu'elle sera bonne pour bastir et fonder dessus. A laquelle esglise des deux coustés, lesd. Lapeyronnie et Aimerie seront tenus de faire deux esclairoirs de chaque cousté pour bailler clarté dans lad. esglise ; lesquelles murailles de coings de lad. esglise ils promettent de bien bastir... à l'ordonnance des m^{rs} massons ; le tout suivant lesd. fondements anciens. »

Ils devront se servir des matériaux et du sable de la bâtisse

démolie, et prendront l'eau au puits et au lac qui se trouvent audit lieu de la Garde.

Le prix convenu pour cet ouvrage est de 40 sols par brasse de muraille, et les entrepreneurs reçoivent 12 livres 8 sols d'avance le jour même du contrat. Ils s'engagent à livrer le travail fini « le jour de Pâques prochain venant » ; c'était le 31 mars cette année-là. Et cet engagement dut être tenu, car déjà le 14 avril ils donnaient quittance finale des 30 livres s'ajoutant aux 12 livres 8 sols déjà reçus.

Un autre acte du 25 novembre nous assure qu'à cette date la chapelle était déjà couverte.

D'après ce contrat, la reconstruction se fit donc en conservant les anciens fondements de la chapelle. C'est ce qui explique pourquoi M. de Taillefer a pu dire que le bas des murs de cette construction datait du ^{xii}^e siècle. (*Antiquités de Vésone*, II, 589.)

Le même auteur, qui avait encore sous les yeux cette chapelle quand il écrivait, ajoute :

« Sa direction est de l'ouest à l'est avec déclinaison de 10 degrés vers le nord. Son plan est une croix latine ; sa longueur est de 59 pieds (19^m25), sa largeur de 46 pieds (15^m95) ».

Cette restauration de 1619 s'étendit aussi au bâtiment qui servait autrefois au chapelain, car le 3 septembre de cette année, le même Nicolas Dumazeau fait un autre contrat avec Jehandou Seguy, m^e masson, habitant de Champcevinel pour

« bastir et construire une maison aud. sieur abbé de Peyrouse, au lieu de N. Dame de la Garde... au lieu où il luy a esté montré par led. sieur et sur les mesmes fondements qu'il en y a heu ci devans une autre bastie ».

A ce moment, la bâtisse de la chapelle subit une petite modification puisque ledit Seguy s'engage en plus à

« fere ung larmier en chapiteau de bon cartellaige à l'esglise que led. sieur y a fait bastir et ce au sommet de la muraille de lad. esglise pour la contribution de la couverture de lad. esglise ».

Les ruines offraient encore assez de matériaux puisque le m^e masson doit prendre pour tout ce travail la pierre qui est sur place.

D'après ce contrat, la maison et le couronnement du mur de la chapelle joignant la maison devaient être terminés pour la Noël, mais le tout fut livré, sans doute, avant cette date puisque nous trouvons la chapelle déjà couverte le 25 novembre. Ce travail coûta 150 livres.

M. de Taillefer donne une brève indication qui fait connaître la situation de la maison par rapport à la chapelle. Après avoir dit que celle-ci a la forme d'une croix orientée de l'ouest à l'est, il ajoute : « à l'angle du nord-ouest de la tête de la croix on voit un petit bâtiment du XIII^e siècle. » (*Antiquités de Vésone*, II, 589).

La chapelle actuelle de N.-D. de la Garde située à droite de la route de Paris pourrait induire en erreur sur l'emplacement de la construction dont il est question dans les contrats ci-dessus. Actuellement il ne reste rien de la bâtisse de 1619, et cette ancienne chapelle était ailleurs que là où se trouve aujourd'hui N.-D. de la Garde.

M. le chanoine René Bernaret écrivait en 1874 :

« L'ancienne chapelle fut démolie en 1826. Il n'y a plus pour rappeler son emplacement qu'une simple croix érigée par la famille de Crémoux dans le jardin actuel de M^{me} de Bellussière ». (*Semaine Religieuse de Périgueux*, année 1874, p. 892).

Aujourd'hui, cette croix elle-même a disparu, et le socle sculpté qui la soutenait a été transporté au Musée du Périgord où il est catalogué sous le nom de « Croix Ferrade ». Plusieurs se rappellent l'avoir vue à quelques pas de l'ancienne entrée de la maison de Bellussière, presque en face du portail de la Garde actuelle. Cette croix devait avoir été placée, comme le demande la tradition en pareil cas, sur l'emplacement du sanctuaire même de la chapelle, lorsqu'elle fut démolie en 1826.

Ce n'est pas l'établissement de la route de Paris qui détruisit cette chapelle, car sur le plan de la ville de Périgueux accompagnant le *Mémoire sur la Constitution politique de la Ville et Cité de Périgueux*, de 1775, la route de Paris est tracée, telle qu'elle est aujourd'hui, et la chapelle est située à gauche de la route sur l'emplacement actuel du collège de filles.

D'ailleurs, M. de Taillefer écrivait en 1825 : « La chapelle de N.-D. de la Garde est à quelques pas à l'ouest de la route de Paris ; elle sert maintenant de grenier à foin et de magasin » ; et il terminait par cette note ajoutée pendant la composition du volume : « on vient, en 1826, d'acheter cette église pour la démolir, et on se propose de bâtir une maison sur son emplacement ».

Puisque le sanctuaire était à quelques pas de la route et que la chapelle avait la forme d'une croix de 19^m25 de long sur 15^m95 de large, sa longueur se développait donc du côté de l'ouest, et la maison d'habitation, objet du second prix-fait, se trouvait au nord, du côté d'en haut.

A cette chapelle se rattachent, non seulement de vieux souvenirs, mais un fait historique qui fit époque dans les annales périgourdines. C'est le P. Jacques Peyrousse, recteur du Collège des Jésuites de Périgueux, qui le rapporte dans la notice sur la Garde qu'il fit pour l'atlas Marianus de Guinpenberg :

« Près de Périgueux est une colline naturellement faite soit pour servir de lieu de promenade, soit pour être un lieu de vigie en temps de guerre. Voilà pourquoi les Périgourdins ont élevé dans ce lieu un temple en l'honneur de la mère de Dieu, dont la statue devint bientôt miraculeuse. Je passe sous silence les faits anciens, mais l'année dernière, 1653, pendant une neuvaine de messes qu'un particulier y faisait célébrer, avant même la fin de la neuvaine, la ville fut délivrée des périls dans lesquels elle se trouvait. Heureuses les villes qui ont semblable garde. »

Le particulier dont parle le P. Peyrousse n'est autre que le chevalier de Bodin, qui, le 16 septembre 1653, reprit la ville de Périgueux aux partisans du prince de Condé.

La relation de ce fait d'armes, consignée au *Livre Vert* des Archives municipales, confirme la note du recteur des Jésuites quand elle dit que c'est à l'intercession de la S^{te}-Vierge que l'on dû la réussite de cette entreprise, et que, pour la remercier, le sr Bodin fit construire une chapelle à Notre-Dame des Vertus où toute la ville fut en procession solennelle pour lui rendre ses hommages et ses remerciements. (*Arch. mun.* BB., 29 novembre 1654).

Le 20 juin 1791, cette chapelle, la maison adjacente et l'enclos furent estimés 8.000 livres comme biens nationaux, puis vendus, la même année, 8.500 livres à un nommé Sers.

Dans la soumission de 1790, publiée dans notre *Bulletin* par M. Robert Villepelet, et relative aux biens ecclésiastiques dont la ville de Périgueux voulait se rendre acquéreur, les auteurs de ce mémoire n'ont pas distingué les biens appartenant directement à la Garde d'avec les possessions de l'abbaye de Peyrouse (paroisse de St-Saud) dont dépendait la Garde.

Il est à croire que, en dehors de l'enclos et des bâtiments qu'il contenait, la chapellenie n'avait que la jouissance d'un pré situé près de la Font Pinquet et estimé 1.050 livres dans l'estimation du 20 juin 1791. (*Bulletin Arch.* XXXIII), p. 336). Cependant un acte notarié du 1^{er} juin 1637 (M^e Maigne) parle des « rentes despendantes de N.-D. de La Garde, situées es paroisses de St-Méard de Dronne, Touscane, Douchat, Marsat, Trélistat, ville et faulx bourgs et environs de Périgueux ».

Si dans les actes de reconstruction ci-dessus, nous voyons l'abbé de Peyrouse en assumer tous les frais, c'est que depuis 1409 la chapelle de la Garde et ses dépendances avaient été unies à cette abbaye et en dépendaient.

Quelque temps après la Révolution, le culte de N.-D. de la Garde fut repris sur la même colline, mais plus au sud-est et de l'autre côté de la route de Paris.

L'enclos, où se trouve aujourd'hui la chapelle, appartenait, en 1813, à M. de Jaillac. C'est celui-ci qui appelant alors les Clarisses, les installa dans son immeuble. Après la mort de leur bienfaiteur, en 1814, ces religieuses devinrent propriétaires de tout l'enclos et du monastère.

Ce n'est toutefois qu'en 1835 (le 6 août) que M^{sr} de Lostanges bénit la première pierre de la chapelle du pèlerinage.

Et c'est là que la dévotion à N.-D. de la Garde s'est perpétuée, mais sans que la nouvelle chapelle rentre en possession de l'ancienne statue de la S^{te}-Vierge, vénérée autrefois dans la chapelle primitive. Cette statue est encore dans l'église de Saint-Laurent-sur-Manoire.

Chanoine J. Roux.

LE PREMIER BUREAU DE BIENFAISANCE

EN PÉRIGORD

Celui qui voudra étudier l'histoire du paupérisme sous l'ancien régime trouvera dans les documents reproduits au cours de cette étude quelques données intéressantes. Ils sont un éloquent témoignage de ce que nos pères du XVIII^e siècle tentèrent, à Périgueux, pour soulager les pauvres. Ils compléteront la trop brève allusion des archives municipales à l'établissement du bureau de charité, que ma ville natale eut l'honneur d'inaugurer, bienfaisante institution que le Parlement devait généraliser, en y ajoutant une consécration officielle.

Si l'on interroge les annales des deux siècles précédents, on y trouvera aussi la préoccupation de conjurer les désastreux effets de la famine, à laquelle notre province n'était que trop fréquemment exposée. Comme les pauvres affluaient de toutes parts, « à cause de la cherté et stérilité des blés », le Parlement de Bordeaux, par un arrêt du mois de mars 1554, avait réglementé leur nourriture. L'extrait ci-après, relevé à la Bibliothèque nationale, dans le XXXV^e volume manuscrit du *Fonds Périgord* (folio 19), donnera une idée des mesures employées à cet effet, à Périgueux, après les mauvaises récoltes de 1553 :

« Comme l'année 1554, il y avait une grande disette de blé en Périgord, Quercy et Agenais. Quoiqu'il y eut assez de vin, la famine se fit sentir. Les pauvres, rassemblés dans la ville, donnaient le spectacle le plus attendrissant et le plus expressif de la misère humaine ; aussi les habitants plus aisés, touchés de leurs malheurs, leur donnèrent un asile et les logèrent pendant ces temps de misère. Les commissaires envoyés par le Roi, à cause de l'indigence, se contentèrent de 10.000 livres au lieu de 30.000 qu'ils avaient mission de lever sur le pays ».

La municipalité prit dès lors l'habitude, dans les années de disette, de répartir les miséreux entre « les plus riches » habitants. Chevalier de Cablanç, dans son histoire manuscrite

de Périgueux, rapporte plusieurs exemples de cette distribution des pauvres « dans les maisons des particuliers ».

La hausse du prix du blé commençait à inspirer des inquiétudes. Dans l'espace de quatre années, de douze sols le boisseau, il monta à vingt-neuf (1). Trente-six ans plus tard, en 1595, il atteignait de si effrayantes proportions que les consuls de Thiviers crurent devoir en consigner le souvenir dans le registre de leurs actes. On y lit, sous la signature du consul Farrand :

« En la présente année 1595, a esté si grande cherté de bled qu'il n'est mémoire d'homme vivant l'avoir veu vendre à si hault prix, ayant valu le boyssseau, mesure de la présente ville, la somme de six livres le froment, cent dix solz le seigle et cent solz le mexturage. Dieu veuille par sa grâce que jamais par suite ne puisse arriver si grande cherté » (2) !

Si l'histoire du *xvii^e* siècle témoigne aussi des misères sans nombre que les guerres laissaient derrière elles dans la politique comme dans le commerce, celles qu'elles laissèrent dans l'état matériel des campagnes n'étaient pas moins navrantes, particulièrement dans certaines parties de la Guyenne, où la détresse générale se trouvait encore aggravée par le rendement très défectueux des récoltes.

Un livre de raisons nous a laissé le triste tableau de ce qu'était devenu le Périgord, en 1693. Avec une douloureuse sincérité, Louis-Gabriel d'Artensec, sieur de Lafarge, écrivait alors dans son journal domestique :

« Je ne peux omettre les malheurs de l'année présente : ils ont été si grands que nous nous sommes vus accablés sous le poids de trois fléaux différents, guerre, famine et une très grande mortalité ; enfin une espèce d'abandon de Dieu jusque là même que les parents les plus proches se fuient les uns les autres, et à peine, parmi le menu peuple, le mari veut enterrer sa femme sur le lieu même où elle est morte » (3).

(1) *Mercuriale ou état et prix des grains en Périgord depuis 1552 jusqu'en 1739*. Manuscrit de la Bibliothèque de Périgueux.

(2) Communication de M. Maisonneuve-Lacoste.

(3) Louis Peyroche : *Un livre de famille (1594-1794)*, p. 39.

Les tristesses de la fin du grand siècle trouvèrent chez nous un adoucissement dans l'admirable charité de l'évêque Daniel de Francheville. Mais à peine sept années s'étaient écoulées depuis la mort de ce prélat, qui avait mérité le titre glorieux de « père des pauvres », que le rude hiver de 1709 ramenait en Périgord toutes les horreurs de la famine. C'est encore un livre de raisons, celui de la famille Fournier, de La Charmie, paroisse d'Eyvirat, qui nous révèle en ces termes les calamités dont souffrirent alors les paroisses rurales :

« La récolte prometté si peu que le froment valut 115 sols et le blé d'Espagne 30 livres, 10 ; la peinte de vin sep sols. Il se fit très peu de vin et mauvais... Les pauvres étoient réduit à manger les raves et le blé d'Espagne en épi et des autres grains. Les aumônes étoient si petites qu'il en mourut un grand nombre. Il y eu des personnes qui firent du pain de porreaux sauvages... Le Roi ordonna qu'on puvé faire semer la terre de son voisin, s'il n'estoit pas en estat de la faire valoir, en ce qu'on luy donneroit le tier du revenu ».

Le sieur de La Charmie complétait son récit par la mention des épidémies qui furent la conséquence du froid et de la famine. Il évalue à « plus de deux mille » le nombre des personnes qui moururent à Périgueux et dans les faubourgs, en 1710 (1).

Il y avait alors, au château de Villamblard, une ancienne fille d'honneur de la mère du duc d'Orléans, Madelaine de Taillefer, demoiselle de Barrière, qui avait été à la Cour aussi recommandable par sa beauté que par sa vertu. Elle s'intéressait vivement à la misère de ses compatriotes. Emue de l'état déplorable de la campagne, où elle s'était retirée, elle ne craignait pas de le signaler aux gouvernants.

« Je vois, par votre lettre, lui mandait de Versailles, le 7 janvier 1713, la princesse Palatine, que le pays où vous êtes a été fort affligé, et que vous vous y ressentés de la misère publique ».

De son côté, le duc d'Orléans lui exprimait son regret de ne pouvoir lui faire obtenir les secours qu'elle réclamait. Il lui écrivait, le 9 février 1716 :

« Je voudrais bien que les finances fussent en état que je puisse

(1) *Bulletin* de l'Ecole félibréenne du Périgord, 1913, p. 279.

seconder toutes les charités que vous auriez envie de faire, car je scay que vous n'en feriez jamais qu'un très bon usage ».

On a constaté que, depuis une époque reculée, les rois, hantés par le spectre de la famine, avaient reproché à la vigne d'occuper des terres à froment et d'être ainsi la cause de l'augmentation de la cherté du pain. De là des mesures restrictives de la liberté de culture de la vigne, que Louis XV renouvela par deux arrêts des 27 février 1725 et 5 juin 1731. Après avoir dénoncé les abus résultant de la trop grande quantité de plantations de vignes qui faisaient négliger la culture des terres propres à être ensemencées en grains, le Conseil d'Etat du Roi ordonna

« qu'il ne serait plus fait de nouvelles plantations de vignes dans l'étendue des provinces et généralités du royaume et que celles qui auront été deux ans sans être cultivées ne pourront être rétablies sans une permission expresse de S. M., à peine de 3.000 livres d'amende et de plus grande, s'il y échet..., laquelle permission ne sera accordée qu'au préalable l'intendant de la province n'ait fait vérifier le terrain pour connaître s'il n'est pas plus propre à autre culture qu'à être planté en vignes ».

Le Périgord usa largement des permissions accordées pour les nouvelles plantations de vignes (1) ; mais les arrêts qu'on avait cru capables de provoquer une augmentation des céréales n'eurent pas le résultat qu'on avait espéré.

Les années 1740 et 1741 furent marquées par une grande disette. On vit alors, à Périgueux, l'évêque Macheco de Prémieux, le maire Léonard de Montozon de La Borde et les consuls se concerter pour des mesures extraordinaires, destinées à remédier à une situation devenue pitoyable.

Le prélat en prit l'initiative. Il réunit, à l'évêché, ainsi que nous l'apprend un des registres mémoriaux de l'hôtel-de-ville, le *Livre Rouge*, tous les corps religieux et civils de la cité, à l'effet d'aviser aux moyens de nourrir les pauvres de la ville et de la banlieue, de détruire autant que possible la mendicité et d'empêcher la foule des pauvres étrangers

(1) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tomes XXXVI, pp. 207-210, et XXXIX, p. 208.

d'envahir Périgueux, où ils ne pouvaient apporter que du désordre et surtout des maladies contagieuses, qui avaient été trop souvent la suite de la famine.

Heureusement aucune épidémie ne se fit l'horrible compagne de la faim. Rien ne constate qu'on fut obligé de recourir à des moyens prophylactiques, semblables à ceux qui furent employés à Sarlat, vingt ans auparavant, lorsque le maréchal de Berwick, commandant en Guyenne, ordonna la création d'un « bureau de santé ». Notre regretté vice-président M. le vicomte de Gérard, en produisant cette précieuse ordonnance, a pu dire que jadis l'on avait de la santé publique le même souci que de nos jours, et que les commissions sanitaires ne sont pas nées d'aujourd'hui. *Nil novum sub sole* (1). On établit un simple « bureau de charité », qui fit un pressant appel à la générosité des Périgourdiens, que des quêteurs devaient aller solliciter à domicile. Les offrandes étaient versées dans la caisse du bureau, qui en ordonnait l'équitable distribution.

De son côté, la municipalité faisait placer des gardes aux portes de la ville pour empêcher les pauvres étrangers d'y entrer, et organisait des ateliers de travail sur les chemins que l'hiver rendait impraticables.

Les premiers chemins auxquels les pauvres furent appelés à travailler furent ceux de Sainte-Ursule et du Toulon, qui avaient le plus grandement besoin d'être réparés.

Ce fut alors que l'on commença la promenade de la Limogeanne. On la fit border de pierres de taille pour que les charrettes ne pussent plus y passer, et, en 1742, on y planta des rangées d'ormeaux. L'année suivante, Aubert de Tourny vint de Bordeaux pour se rendre compte lui-même des divers travaux entrepris sous les auspices de la charité. On décida d'appeler désormais la promenade de la Limogeanne transformée du nom de l'intendant (2). Une ordonnance fut rendue,

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXVII, p. 289.

(2) Tel fut le témoignage de reconnaissance publiquement donné au marquis de Tourny pour s'être intéressé aux embellissements de Périgueux. En particulier, le président de l'élection Etienne Cœuilhe lui dédia son recueil de *Pensées diverses*. Les allées de Tourny, la plus belle des promenades de

le 15 mars 1747, pour la conservation des « jeunes ormeaux nouvellement plantés aux *allées de Tourny* ». C'est le premier document, où l'ancienne promenade de la ville se trouve désignée sous le nom de l'intendant de Tourny, dont on constate encore la présence à Périgueux, au mois d'octobre 1748. Ce qui nuisait à la beauté de ces allées, c'est que le chemin d'Excideuil les traversait. On résolut de le porter près des murailles de la ville. Ce travail de dégagement, dont l'avantage était de rendre « la seule promenade que nous avons infiniment plus spacieuse et plus commode », devait être exécuté, en 1785, par un nouvel « atelier de charité ».

L'année où Aubert de Tourny fit sa première visite à la ville, on avait fait procéder par les pauvres à la réfection du pont de Lesparrat. Le passage en était si étroit qu'une charrette avait peine à tourner pour le traverser.

En 1747, les pauvres furent encore employés à d'autres travaux urgents.

Tandis que, sous la surveillance de la municipalité, les ateliers de travail rendaient de nombreux services, le bureau de charité, dirigé par l'évêque et le curé de Saint-Front, fonctionnait avec non moins de succès. M. de Cablanco fut l'âme de ce premier bureau de bienfaisance.

Pierre-Joseph Chevalier, seigneur de Cablanco, Saint-May ne, Marsaneix, Atur, Puybernard et La Péculie, mérite bien une mention particulière. Il était le petit-fils du maître-historien de Périgueux, et l'ami intime du poète Lagrange-Chancel, avec lequel il collabora à l'histoire du Périgord. C'est lui qui se chargea de recueillir toutes les souscriptions offertes aux pauvres de la ville et des environs. Chaque mois, il en dressait la liste. Je possède une de ces listes, sans date, écrite de sa main, et où le montant des souscriptions s'élève à 325 livres trente sols. Elle contient 23 noms : le premier est celui de l'auteur des *Philippiques*. La plus forte offrande

la ville, à laquelle il avait inspiré, selon l'expression de l'abbé Audierne, « ce cachet de grandeur qu'il imprimait à toutes ses œuvres », perpétueront toujours le souvenir de l'illustre intendant de la Guyenne.

est celle du chevalier de Sainte-Aulaire de Fontenille. Cette liste présente assez d'intérêt pour être conservée. La voici :

ÉTAT DE CEUX A QUI J'AI DEMANDÉ POUR LES PAUVRES,
POUR LE SECOND MOIS .

M. de La Grange m'a donné, que j'ai donné à S ^t -Astier....	3#
M. de Montplaisir m'a donné, que j'ai donné à S ^t -Astier...	6
M. de Salleton m'a donné	31 10 s.
M. Delpy de S ^t -Gerat m'a donné pour les 2 mois.....	18
M. l'abbé des Romains, pour M. son neveu.....	18
M ^{lle} Daumasip	12
M. le chevalier de Fontenilles.....	18
M. du Lau.....	9
M. Desbordes	13 10 s.
M. le marquis de Fontenilles.....	100
M. du Bastiment.....	3
Le Chevalier de Cablans.....	18
M. de la Veissière.....	9
M. Ducluzel de la Chabrerie.....	3
M. de La Rampinsole.....	9
M. de Sanilhac.....	9
M. de Puycontaud.....	9
M. de Montaigut.....	9
M. de Puyroger.....	4 10 s.
M. de La Baulme.....	3
M. de Gressac.....	12
M. de Gardonnet.....	6
M. de Lafarges.....	8

Le de Cablane, faisant sa tournée de quêteur, avait trouvé fermée la maison de M. de Sencenac (1), qui était à la campagne. Celui-ci lui écrivit la lettre suivante, dont je détiens aussi l'original. Elle témoignera du nombre des mendiants parcourant alors la province, du côté de Sencenac et de Puy-de-Fourche, dans le canton de Brantôme; en même temps qu'elle honore la mémoire de son auteur.

(1) Antoine Charon, seigneur de Sencenac, ancien page du duc d'Orléans, régent, et lieutenant dans le régiment de cavalerie du comte de Clermont-Bourbon, marié avec Marie de Bordes. Leur fille Honorée avait épousé Louis de Charon, seigneur du Bâtiment, commandeur de Saint-Lazare.

A Sencenac, ce 27 avril 1747.

» Monsieur, ma femme m'a mandé que vous nous avés fait l'honneur de venir au logis pour savoir combien ma mère (1) et moi voulions nourrir de pauvres à Périgueux. Il en passe ici tous les jours une très grande quantité, quelquefois trente et même jusques à quarante et cinquante. Nous ne refusons à pas un. Apparament qu'on ne fait pas partout de mesme ; car mes domestiques en ont veu, qui, pendant qu'on leur coupoit du pain, étoit si pressés de la faim qu'ils dévoroint des cotes de chou qu'ils trouvoient sous leur main, et en emportoient d'autres pour en faire usage dans le besoin. Cependant, Monsieur, si vous et Monsieur l'évêque ou monsieur le curé de S'-Front, à qui, je vous prie, si vous le jugés à propos, d'exposer mon cas, croient que les charités qu'il a plut à la providence par des voyes bien singulières, de m'engager à faire ici, ne me dispensent pas, en qualité de cytoyen de Périgueux, d'en faire en ville, je me soumettray à vos décisions.

» Je vous prie d'avoir la bonté de me iaire réponse, dès que vous le pourrés et de présenter mes très humbles respects à Madame de Capblanc (2). Je vous souhaite à tous deux une parfaite santé, et je vous prie d'estre persuadé que je serai toute ma vie, avec le plus sincère et le plus respectueux attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

» SAINT-SENAC ».

On voit, par cette lettre, de quelle manière les classes élevées de la société entendaient et pratiquaient chez nous cette « philanthropie », dont Fénelon, — un Périgourdin — avait employé le mot pour la première fois.

Lagrange-Chancel, non content d'apporter son offrande pécuniaire, employa aussi son talent poétique à implorer du Roi des secours pour ses infortunés compatriotes, en proie à la disette, aux exactions et aux rapines. Ce fut l'objet de son *Ode à la comtesse de Périgord, dame du Palais de la Reine*. Voici deux des huit strophes, que lui dicta alors sa noble et généreuse nature :

Fais que les cris de ta patrie
Parviennent jusqu'à ce grand Roi :
Tous les élémens en furie
Y sèment l'horreur et l'effroi.

(1) Marie du Cluzel de La Jonie.

(2) Suzanne du Lau de La Côte.

Tout ce que la guerre a d'horrible
Nous semble un fléau moins terrible
Que l'inclémence des saisons.
La terre, pour nos funérailles,
Nous ouvre de vastes entrailles,
Qu'elle ferme pour nos moissons —

Mais rien n'égale les ravages,
Que, pour le malheur de nos jours,
Exercent sur nos héritages
D'infâmes troupes de vautours.
Les tristes laboureurs s'étonnent
Que le peu de grains qu'ils moissonnent
Soit porté loin de leurs hameaux,
Et que, dans leur besoin extrême.
La pâle faim et la mort même
Soient les seuls fruits de leurs travaux.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

(A suivre).

QUELQUES RECTIFICATIONS

A L'ARTICLE DE M. L'ABBÉ PERGOT SUR L'HOSPICE DE BEAUMONT.

Au dix-huitième siècle, la petite ville de Beaumont, comme ses voisines, Issigeac, Belvès, Villefranche, Montpazier, etc., avait un établissement hospitalier, établissement déjà vieux de plusieurs siècles, que nous appellerons l'*ancien hôpital* de Beaumont, pour le distinguer de celui que devait construire M. Ters, en 1778, et qu'il convient de désigner sous le nom de *nouvel hôpital*.

L'abbé Pergot, dans un ouvrage bien connu et très estimé, du reste, écrit à propos de l'hospice de Beaumont, les lignes suivantes (1) :

« Avant la grande révolution de 1789, la petite ville de Beaumont possédait un très bel établissement d'instruction pour les jeunes filles, dirigé par les Dames de la Foy, et un hospice desservi probablement

(1) PERGOT, *Les origines chrétiennes des Hôpitaux et des Bureaux de bienfaisance en Périgord*, Périgueux 1882.

par les mêmes religieuses, quoique leur institut ne fût pas essentiellement hospitalier. Les deux maisons, occupées l'une par le pensionnat et l'autre par les pauvres, très vastes et bien bâties l'une et l'autre, paraissent dater de la même époque... »

« L'hospice fut fondé en 1750 par M^{re} Jacques de Montesquiou, évêque de Sarlat, aidé des dons généreux des dames de Lapradelle... »

Je ne sais où l'abbé Pergot a puisé cette information que l'hospice de Beaumont avait été fondé par M^{re} de Montesquiou en 1750, mais elle est manifestement inexacte.

Comme je l'ai dit au début de cette note, il y a eu a Beaumont, au XVIII^e siècle, deux hospices : l'*ancien* et le *nouveau*. S'il s'agit de l'ancien, l'auteur des *Origines chrétiennes* se trompe. J'ai là sous les yeux un document de l'époque où je lis que Joseph Martin, sieur de Chambard, le père de la supérieure du couvent, remplissait en 1743 les fonctions de syndic de l'hospice : l'hospice existait donc en 1743 et, par conséquent, ne fut pas fondé en 1750. Dans son testament, en date du 29 décembre 1750, Hélène de Maignac, Dame de la Foy au couvent de Beaumont, lègue « cent pistoles » pour, avec les revenus de cette somme, « faire les bouillons des pauvres ». Il y avait donc en 1750, dans la ville de Beaumont, un établissement de bouillons pour les pauvres. Et, plus bas, Hélène de Maignac ajoute : « il sera libre à mes héritiers d'employer le revenu au profit de l'hôpital ou des pauvres ». Il y avait donc aussi un hôpital. Il est très probable que les deux institutions n'en formaient réellement qu'une, qu'elles étaient régies l'une et l'autre par la même administration et qu'elles s'abritaient sous le même toit. D'autre part, dans deux autres documents, notamment dans les lettres patentes de Louis XV confirmant l'hôpital de Beaumont, il est dit qu'« il existe dans ladite ville de Beaumont depuis un temps immémorial, un hôpital dont les bâtiments sont en bon état ». M^{re} de Montesquiou n'eut donc pas à créer ce vieil hôpital en l'année 1750.

Peut-être l'abbé Pergot, dans son livre, a-t-il voulu parler du nouvel hôpital, celui qui est occupé aujourd'hui par la mairie et le presbytère. Mais, encore ici, il est dans l'erreur : ce nouvel hôpital, en effet, a été bâti sur un terrain qui ne fut

donné à la Commission de l'hospice (par le curé Geneste) qu'en 1773, vingt-trois ans après la date assignée par l'abbé Pergot à sa *prétendue* fondation par M^{sr} de Montesquiou.

Les deux autres assertions de l'abbé Pergot, relativement à M^{lle} de Lapradelle et aux Dames de la Foy, ne sont pas mieux fondées. M^{lle} Louise de Martin de Lapradelle (et non les dames de Lapradelle), la fondatrice et la première supérieure des Dames de la Foy de Beaumont, ne s'intéressa jamais à l'hospice. Elle avait mis tout son avoir dans la construction du couvent et elle n'aurait pas pu, l'eût-elle voulu, disposer d'une somme quelconque en faveur de l'hospice. Du reste, elle était morte depuis onze ans (13 mars 1767) quand Louis Ters, en 1778 jeta les fondations du nouvel hôpital.

En ce qui concerne les sœurs qui desservaient l'hospice, je suis absolument certain qu'elles ne faisaient pas partie de la communauté des Dames de la Foy. Elles n'appartenaient même à aucun ordre religieux. C'était tout simplement des personnes charitables qui, pour une raison ou pour une autre, quittaient leur famille pour se consacrer au soulagement des pauvres. Leur résolution une fois prise et le consentement des parents obtenu, elles se présentaient devant le bureau de l'hôpital qui, après accord consigné dans un acte notarié, les « agrégeait » et leur confiait ses malades (1).

D^r L. TESTUT.

NÉCROLOGIE

LE COMTE ROBERT DE FLEURIEU

C'est avec un vif sentiment de tristesse que nous avons appris la mort subite de M. le comte Robert de Fleurieu.

Il faisait partie de notre Société historique et archéologique depuis

(1) J'ai en main trois actes notariés portant « agrégation » à l'hospice de Beaumont comme sœur infirmière : le 11 avril 1773, de Jeanne Nicaud, de Saint-Avit de Vialard ; en 1774, de Marie Semelle, de Périgueux ; le 20 mars 1785, de Marie Labatut, de la paroisse de Labouquerie.

1898. Il y avait remplacé son père M. le comte Henri de Fleurieu décédé le 23 juin 1897.

Issu d'une ancienne famille du Comtat, M. le comte de Fleurieu père était devenu Périgourdin par son mariage avec Marie-Marguerite, de Carbonnier de Marzac (1). De ce mariage naquirent Blanche-Louise-Marie de Fleurieu, qui épousa le comte de Monspey, aujourd'hui tous deux décédés, Alphonse de Fleurieu et Robert de Fleurieu, dont nous pleurons aujourd'hui la perte.

Ce dernier était marié avec Marie-Thérèse Doyon, originaire de l'Isère. Il laisse, issus de cette union, deux jeunes filles et deux garçons dont l'aîné, Pierre de Fleurieu, s'engagea dans l'aviation pendant la guerre et se distingua par sa bravoure qui lui valut le grade de capitaine et la Légion d'honneur. Atteint dans un combat aérien, il dut subir l'amputation du bras droit.

Esprit très cultivé, M. le comte Robert de Fleurieu s'intéressait à tout ce qui touchait à l'histoire du Périgord, s'occupant d'antiquités, favorisant les fouilles préhistoriques dans ses propriétés, faisant avec son frère, qui partageait ses goûts, de nombreux et précieux dons d'ethnographie à nos musées. D'un caractère charmant, d'une grande bonté, il était aimé et estimé de tous ceux qui le connaissaient.

Ses obsèques ont eu lieu à Tursac le 14 décembre dernier. Une foule où se trouvaient représentées toutes les classes de la société se pressait dans la petite église de Tursac où le service funèbre était célébré par M. l'abbé Salomon, ami de la famille, ancien curé de Tursac, aujourd'hui curé de Sanilhac, entouré de nombreux prêtres de la

(1) Marie-Marguerite Carbonnier de Marzac était fille unique de Carbonnier qui habitait le château de Marzac, commune de Tursac, une des plus nobles demeures du Sarladais et dont il avait retenu le nom. De Carbonnier aîné avait deux frères, l'un qui était propriétaire à Saint-Cyprien et pendant longtemps juge de paix ; l'autre, Louis de Carbonnier, qui fut député de la Dordogne et qui mourut subitement le 3 novembre 1875, au moment où il montait en wagon à la gare des Eyzieux, pour se rendre à Versailles, où siégeait l'Assemblée nationale. Il écrivait deux jours avant sa mort : « J'espère, avec l'aide de Dieu, faire mon devoir jusqu'au bout. »

La famille de Carbonnier de Marzac était apparentée à Marc de La Barthe, écuyer, seigneur de Vézat, domicilié à Saint-Cyprien, né à Campagne, qui épousa en 1732 Magdeleine Marie Bart, fille de Jean Bart, le héros dunkerquois, ce qui explique comment aujourd'hui les de Fleurieu possèdent, outre la terre de Marzac, les tableaux et souvenirs de Jean Bart et de sa famille, ainsi que le dit le baron du Roure de Paulin dans une étude sur la famille Bart, étude dédiée à M. Alphonse de Fleurieu.

région. L'oraison funèbre a été prononcée par M. l'abbé Barrière, chapelain de Notre-Dame-de-Pitié, curé de Plazac. Il a rappelé la vie studieuse et chrétienne du défunt, ses qualités d'esprit et de cœur, sa bonté et sa simplicité, en termes éloquents qui nous font regretter de n'avoir pu reproduire ici, faute de place, cette allocution.

Espérons que ces belles paroles, ces *ultima verba*, seront imprimées et reproduites, afin de perpétuer dans la famille du cher disparu et au milieu de ses amis, le souvenir de ses vertus.

Après cette éloquente oraison funèbre qui a profondément ému l'assistance, la cérémonie funèbre étant terminée, le corps du défunt a été transporté dans le caveau nouvellement construit dans le cimetière de Tursac et où il repose en paix, en attendant le grand réveil, « dans le Paradis auguste et resplendissant de gloire », suivant le mot de saint Bernard.

GABRIEL LAFON.

Une planche accompagne cette oraison : Elle représente le Portrait de Nicolas-Joseph Lidonne.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XLVII (1920)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Membres de la Société morts pour la patrie pendant la guerre 1914-1918.....	10
Liste des membres.....	11
Sociétés correspondantes.....	31
Séance mensuelle du jeudi 4 décembre 1919.....	33
— du jeudi 8 janvier 1920.....	49
— du mercredi 4 février.....	69
— du mercredi 3 mars.....	75
— du mercredi 7 avril.....	117
— du mercredi 5 mai.....	133
Assemblée générale du 27 mai.....	165
Séance mensuelle du mercredi 7 juillet.....	174
— du mercredi 4 août.....	213
— du mercredi 1 ^{er} septembre.....	220
— du mercredi 6 octobre.....	261
Assemblée générale du mercredi 3 novembre.....	268
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1919) (M. Maurice FÉAUX).....	60
Dépense de route d'un noble plaideur de « Verng » à Nérac par Bordeaux et retour, en février 1608 (<i>suite et fin</i>) (M. F. V.).....	63

La bastide du Pic (Puoch de Pico) dans le canton de Beaumont (M. le docteur TESTUT).....	79
A propos de lampes et galets à cupule de l'époque magdalé- nienne. Réponse à l'article de M. Tarel (M. D. PEYRONY)	84
Un héros périgourdin : Jean de la Jalage (M. Ch. DURAND)	89
Un lettré du xvi ^e siècle : Louis-Arnaud de Laborie, maire de Périgueux (M. Géraud LAVERGNE).....	95
La Tour de la Vizonne ou enclos près de la Tour de la Vizonne (M. le chanoine J. Roux).....	96
Monseigneur du Lau (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	99
Les établissements et les monuments publics à Ribérac, en l'an II de la République française (M. DUBUT).....	101
Fouilles de Vésone : Fragments de peinture murale M. Ch. DURAND).....	141
Les Bastides du Périgord et les <i>Rôles Gascons</i> (M. A. VIGIÉ)	143
Notes archéologiques : Travaux à la cathédrale de Sarlat au xvi ^e siècle (M. Géraud LAVERGNE).....	155
Incarcération et mise en liberté de Merlhie-Lagrange (M. DURAND DE RAMEFORT).....	161
Réponse à une notice de M. Eugène Roux sur la Tour de Vésone (M. Ch. DURAND).....	184
Réponse à une notice de M. Eugène Roux sur la Ruine de Vésone (M. Ch. DURAND).....	195
Ermitages du Pont de la Cité et du Toulon à Périgueux en 1623 et 1636 (M. le chanoine Joseph Roux).....	197
La municipalité de Ribérac et le commissaire militaire du district en l'an III de la République française (M. A. DUBUT).....	201
Célébration de la fête de la Souveraineté du peuple à Lisle sous le Directoire (M. DURAND DE RAMEFORT).....	205
Le chimiste Pierre-François Chabaneau (M. A. DUJARRIC- DESCOMBES).....	207
Un dernier mot sur les galets à cupule (M. R. Tarel)....	230
Lettre à M. Charles Durand, vice-président de la Société historique du Périgord (M. Eugène Roux).....	231
Requête présentée à Louis de Salignac, évêque de Sarlat, par les consuls de cette ville au sujet du collège (M. Ch. DANGIBEAUD).....	241

Le Périgord militaire : Gardes du corps du Roi au XVIII ^e siècle (<i>suite</i>) (M. Joseph DURIEUX).....	244
Les rues de Ribérac au XVII ^e siècle (M. le docteur Emile DUSOLIER).....	254
<i>Bibliographie.</i> — La basilique de Saint-Front de Périgueux et son plus récent historien (Dom Léon GUILLOREAU, O. S. B. abbé de Sainte Madeleine de Marseille).....	257
Jeanne de Tustal, mère de Ranconnet et son testament (1509) M. le comte DE SAINT-SAUD).....	279
Notre-Dame de la Garde (M. le chanoine J. Roux)	282
Le premier bureau de bienfaisance en Périgord (M. A. Dujarric-Descombes).....	287
Quelques rectifications à l'article de l'abbé Pergot sur l'hospice de Beaumont (M. le docteur TESTUT).....	295

VARIA

Le comte de Rions : Contribution nouvelle à sa biographie (M. Joseph DURIEUX).....	104
Un témoignage de l'esprit public dans la Dordogne en mars 1814 (M. R. V.).....	113

NÉCROLOGIE

M. Henri de Montégut	163
Le comte Robert de Fleurieu (M. Gabriel LAFON).....	297

PLANCHES

Tête encastree dans le mur extérieur de l'église de Fanlac	94
Portrait de M ^{sr} du Lau, archevêque d'Arles.....	100
Fragments de peinture murale, provenant des fouilles de Vésone et représentant un combat de gladiateurs.....	142
Portrait du chimiste Chabaneau (1754-1842).....	208
Portrait de Nicolas-Joseph Lidonne.....	276

A

Abbeyes, convents, prieurés, etc. — La Visitation à P., 126 ; — Vauclaire, 129 ; — N.-D. de la Garde, 135, 282 ; — le Chailard, 181 ; — Charroux, 263 ; — Ribérac, 273 ; — Belvès, 265.

Alby (Famille d'), 247.

Amelote (Denis), 77.

Anthropologie. — Lampes et galets à cupules, 84, 230.

Architecture. — Voir *Sarlat, Vésone*.

Arlot de Saint-Saud (Louis et Fr.), 104.

Armoiries. — A Saint Geniès, 264.

Arnaud de Laborie (Famille), 77, 95.

Artenset (Famille d'), 288.

Auberoche, com. de Fanlac et du Change, 90, 91.

Anblant (Charles). — Tour de Vésone et Jean de La Jalage, 180.

Augiéras (Marcel). — Explorations, 222.

Autographes, 222.

Aydie (Famille d'), 104.

B

Baconnie (La), com. de Boulazac, 217.

Balens (Izarn de), 82.

Barglio (Hélie de), 217.

Beau de la Gaudinie (Jean), 254.

Beaudoin (Pierre), 103.

Beaulieu, bastide, 152-3.

Beaumont (Mgr Chr. de), 265.

Beaumont-du-Périgord. — Hospice, 273, 295.

Beupoil de Sainte-Anlaire (Famille de), 246.

Belhade (Léonard de), 103.

Belvès. — Contagions, 134 ; — Filles de la Foi, 265.

Bibliographie. — *Office de la Semaine Sainte, Advertissements*, 78.

Biran (Elie de). — Don de pièces, 34.

Blanc (Pierre), 201.

Bodin (chev. de), 285.

Boisseuil (Léonard), 103.

Bordier (Guy), 103.

Botas (Guillaume de), 76.

Bouquier. — Sa conversion, 219.

Bourdeille (Hélie de). — Lettre, 262.

Bourdeille (Marquis de). — Commun. div., 48.

Bourdeilles. — Classement du pont, 48.

Bousquet (Le). — Prieuré, 228.

Brachet-Laboitière (Pierre), 104.

Boysson (Famille de), 46.

Boysson (Richard de). — Notes diverses, 46; — *Invasion Calviniste en... Périgord*, 270.

C

Camps retranchés. — Saint-Méard, 177.

Canet (I.e). — Voir *Port-Ste-Foy*.

Caraman (M.). — Notes de Bellet, 129.

Carbonnier (Famille de), 298.

Castillon-sur-Dordogne. — Partie périgourdine, 179.

Caumont duc de Lauzun (Antoine), 245.

Centenaires, 78.

Chabaneau (Pierre-François), 207.

Chabaneix (Jean), 103.

Chalard (Prieuré du), 181.

Charon (Famille), 293.

Chaume (Docteur). — Chevalier de la Légion d'h., 261.

Chenaud, canton de Sainte-Aulaye. — Fondation, 228.

Chevalier de Cablanc (Joseph). — Lettre, 71, 292.

Clédat (Jean). — Ampoules de Saint-Ménas, 170.

Clergé. — Voir *Amelote*; — terres du chapitre de la Cité, 96; — voir *Servien*; — archev. de Paris Périgourdins, 265.

Comberanche, canton de Ribérac. — Commanderie, 263.

D

Dangibeaud (Charles). — Requête concernant Sarlat, 217, 241.

Darène (Victor), 202.

Daumesnil (François), 271.

Debets de Lacroussille (Famille), 136.

Debord (Léonard). — Avocat, faïencier, 271.

Décombe (Guillaume), 103.

Denois et Denois-Lamothe (Marie Charles dame), 103, 104.

Dessins, gravures, etc., 266.

Dordogne. — Etat des esprits en 1814; — gardes nationaux en 1804, 131, 138; — voir *La Linde*; — archives et archivistes, 266.

Doussault de La Primaudière (J.-M.-J.), 139.

Drouault (Roger), 207 et suiv.

Drouilh (Henri). — Chev. de la Légion d'h., 261.

Dubut (Annet). — Commun. div., 46, 229; — établissements à Ribérac, 101; — municip. de Ribérac, 201.

Dujarric-Descombes (Albert). — *Vie de Saint-Front*, 39; — commun. div., 51, 57, 127, 140; — lettre de Chevalier de Cablanc, 71; — l'abbé Amelote, 77; — Mgr du Lau, 99; — Merlhie-Lagrange, 173; — commerce de liqueurs, 176; — restauration de l'église du Grand-Brassac, 176;

— Pierre-François Chabaneau, 207 ; — notices dans le *Bournat*, 214 ; — siège de Lisle, 272 ; — premier bureau de bienfaisance, 287.

Dumas de La Morlie (Nicolas). 248.

Dumontell (Jean), 39.

Dupuy dit Bingou (Raymond), 77.

Durand (Charles). — Jean de la Jalage, 46, 89 ; — peintures à Vésone, 141 ; — *Fouilles de Vésone*, 175, 184, 216 ; — note sur des dessins, 266.

Durand de Lajarthé (Jean), 251.

Durand de Ramefort. — Commun. div., 48 ; — Merlhie-Lagrange, 161 ; — fête à Lisle, 205.

Durfort-Boissières (Jean Sylvestre de), 128.

Durieux (Joseph). — Notice sur Lamarque, 46 ; — sur A. de Loulme, 57 ; — centenaires, 78 ; — le comte de Rions, 104 ; — gardes nationaux, 130, 138 ; — G.-P. Mergier, 172 ; — l'abbé de Lubersac, 219 ; — gardes du Corps, 228, 244 ; — archev. de Paris, du Périgord, 265 ; — Pompadour, 273 ; — notes sur cotisation, 278.

Dusolier (Docteur). — Ribérac, 58, 130, 180. — Prieuré du Bousquet, 228 ; — rues de Ribérac, 254 ; — commanderie de Comberanche, 263 ; — hôpital Sainte-Marthe, à Ribérac, 273.

Duvignaud (Jeannet), 101.

E-F

Ecornebœuf. — Fouilles, 119.

Eglises, dép. de Châirroux, 263.

Enceintes, retranchements, 122.

Epigraphie. — Discussion, 36, 167. — Voir *Vésone*.

Escodéca de Boisse (Famille). — Assassinat de Pierre d'Escodéca, 135 ; — cap. Raymond, 175.

Eulogie. — Ampoule, 170.

Espérandieu (Commandant). — Discussion épigraphique, 36, 167.

Faienceries, 271.

Fage (René). — Fondation de la Visitation à P., 126.

Faure (Irène). — Présent. d'un christ, 274.

Faure-Muret (Abbé). — Chev. de la Légion d'h., 213.

Fayolle (Marquis de). — Vervelles émaillées, faucons et chiens, 74 ; — fouilles à Ecornebœuf, 119 ; — découvertes de ruines romaines à Campniac, 121 ; — ampoule de Saint-Ménas, découverte à Périgueux, 170 ; — villa romaine du Canet, mosaïques à Montcarret, 223 ; — note sur cités gallo-romaines, 225 ; — naissance de N. J. de Lidonne, 274.

Fayolles (Famille de), 247.

Féaux (Maurice). — Gestion de la Société, 66.

Flamenc (Hilarion), 197.

Fleurieu (Comte Robert de). — Nécrologie, 297.

Fournier (Mgr P.). — Assassinat, 127.

Fournier de La Charmie (Famille), 289.

Front (Saint), 39 et suiv., 126.

G-J

Gaddi (Mgr Nicolas de), 157.

Galage (Héliot), 217.

Garde (N.-D. de la), 135, 282.

Gardes du Corps. — Première comp., 244.

Gigougnoux (Famille), 149.

Giraud (Louis), 95.

Gourgue (Marquis et famille de), 136, 181.

Gontaut (Famille de), 83, 155.

Guerre (Famille de), 253.

Guerre de Cent Ans, 89 et suiv.

Guichard (François), 103.

Hospices, Hôpitaux, Bureaux de Bienfaisance. — Ribérac, 273 ; — Beaumont, 273, 295 ; — Périgueux, 287.

Jarry (Abbé). — Carnet de comptes, 135 ; — officier d'A., 261.

Jay d'Ataux (Jean), 127-8.

Journu (Famille), 280.

L

La Barthe (Famille de), 298.

Lacombe (François), 252.

La Cropte (Jean de), 222.

Lafon (Gabriel). — Conversion Bouquier, 219 ; — le comte de Fleurieu, 297.

La Grange-Chancel, 262, 292, 294.

La Jalage (Jean et famille de), 46, 89, 186, 216.

La Linde, bastide, 147.

Lamarque (Famille), 46.

La Marthonie (Famille de), 246.

La Mote (Famille), 45.

La Rigaudie (Famille de), 248.

Lassaigne (Gabriel). — Citation, 182.

Lau (Famille du), 99, 104.

Lavergne (Géraud). — Commun. div. 52, 77 ; — assemblée du Conseil de Périgueux, 76 ; — fouilles à Périgueux, 121 ; — cathéd. de Sarlat, 155 ; — entrée de Mgr Servien, 265.

Lidonne (Famille de), 57, 275.

Lieu-Dieu. — Noir *Baconie*.

Lignerat (L. Félix), 252.

Lisle, cant. de Brantôme ; — fête, 205 ; — siège, 272.

Livres de raison. — L. de J. Sauret, 172.

Loulme (Famille de), 57.

Lubersac (Famille de), 219.

Lussau (Jean), 103.

M

- Machinon** (P. et A. de), 79.
Magat (Abbé). — Décès, 69.
Maleyeux (François). 198-9.
Malte (Ordre de). — Commanderie de Comberanche, 263.
Margat (Georges). — Don de photog., 118, 166.
Marsac. — Faïencerie, 271.
Massacré (vicomte M. de). — Chapelle à St-Geniès, 216.
Maurice (Baron), 115.
Mergier (Général), 35, 172.
Merlhie-Lagrange (Famille), 161-173.
Métivier (Famille de), 250, 251.
Migranh (Vidal de), 82.
Molières, bastide, 144.
Mons (Bertrand de), 82.
Montagnier. — Reconn. en faveur des seigneurs, 264.
Montcarret, cant. de Vélines. Mosaïque, 224.
Montégut (Henride). — Décès, 163, 165.
Montoxon (Famille de), 277, 290.
Montpazier, bastide, 144.
Monuments historiques (Service des). — Edifices à classer, 223.
Moreaud (Docteur). — Camp retranché à St-Méard, 177.

Moulin (Famille), 273.

Musée. — Dons, 170.

N-Q

- Nadal** (Famille de), 247.
Naussannes, cant. de Beaumont, 82.
Nerval (Gérard de). — Origine de son pseudonyme, 218.
Objets divers. — Vervelles, 71; — ampoule en terre cuite, 170.
Panissals (Bertrand de), 143.
Périgord. — Pétrocoriens, 124; — bastides, 143: — détresse, 288.
Périgueux. — Voir *Vézère*; — assemblée du Conseil, 76; — chapitre de la Cité, 96; — fouilles sur bords de l'Isle, 119; — ermitage de la Cité, 129, 197; — N.-D. de la Garde, 135, 282; — commerce de liqueurs, 176; — ermitage du Toulon, 197; — plan de fouilles aux Arènes, 216; — traitement des fous, 221; — bureau de bienfaisance, 287.
Peyronny (D.). — Lampes et galets à cupule, 84.
Philip de St-Viance (Louis), 107.
Pic, ou **Puoch de Pico** (La Bastide du), com. de Naussannes, 79.
Piis (Famille de), 249.
Pompadour (Les derniers), 218, 273.

Port-Sainte-Foy. — Fouilles, 223.

Prioreau (Famille), 248, 251.

Puibarand (Louis), 207 et suiv.

Puy-Guilhem, com. de Sigoulès, 150.

Puymangou, cant. de Ste-Aulaye. — Fondation, 227.

R

Ranconnet (Famille de), 279.

Rapine (Henry-Léon). — Chevalier de la Légion d'h., 73 ; — restaur. de l'égl. du G. Brassac, 176.

Reclus (Pierre), colonel des gardes nationales, 131.

Réforme (Epoque de la), 270, 272.

Restauration (Epoque de la). — Rapport de Lapparent, mars 1814, 113.

Révolution (Epoque de la), 46 ; — étab. et monum. à Ribérac, 101 ; — municip. de Ribérac, 201 ; — fête à Lisle, 205.

Rey, commis-milit. à Ribérac, 201.

Ribérac. — Etablissements en l'an II, 101 ; — notes diverses, 58, 130, 180 ; — municip. et commissaire du district, 201 ; — rues, 254 ; — hôpital Ste-Marthe, 273.

Richaume (Jean), 250.

Rions (Comte de), 104 et suiv.

Rivière (S. G. Mgr.). — Remarques sur la question de la Tour de Vésone, 72 ; — archevêque d'Aix, 213.

Roffignac (Guy de), 45.

Romanet du Caillaud (). — Décès, 69.

Rousseau (Dom Philippe du), prieur, 228.

Roux (Chanoine). — Discussion sur la Tour de Vésone, 52, 131 ; — notes diverses, 72 ; — chapelle à la Cité, 76 ; — terres du Chapitre, 96 ; — ermitage de la Cité, 129, 197 ; — N.-D. de la Garde, 135, 282 ; — *La Basilique de Saint-Front*, 175 ; — plan de fouilles des Arènes de P., 216 ; — biblioth. de notre Société.

Roux (Eugène). — Discussion épigraphique, 37, 168 ; — sur Vésone, 54, 225, 231 ; — note sur camps retranchés, 122 ; — Jean d'Ataux, 128 ; — faïenceries, 271.

S

Saint-Exupéry (Famille de), 245.

Saint-Front. — Histoire de cette basilique, par le chan. Roux, 175, 257.

Saint-Geniès, cant. de Salignac. — Chapelle, 216, 264.

Saint-Méard-de-Dronne. — Camp retranché, 176.

Saint-Ours (Famille de), 253.

Saint-Saud (Comte de). — Commun. div., 128-30; — Castillon en Périgord, 179; — Jeanne de Tustal, 179, 279; — églises du Périgord, 227, 263.

Salignae (Louis de), év. de Sarlat, 241.

Sapit (Jean), 198-9.

Sarlat. — Trav. à la cathédrale, 155; — collège, 217-241.

Saunier (Fnmille), 245.

Sauret (Jean). — Livre de raison, 172.

Servien (Hélie). — Entrée de cet évêque, 265.

Société Archéol. (Notre). — Bibliothèque, 229; — nos finances et la cotisation, 267, 278.

Souillac (Pierre). — Chanoine, 269.

Soulier de Lortal (Famille), 249, 250.

T-Z

Taillefer (Madeleine de), 289.

Talleyrand-Périgord (Cardinal A.), 265.

Tarde (Alfred de). — Cheval. de la Légion d'h., 261.

Tarel (R.). — Galets à cupule, 280.

Ters (Louis), 273.

Testut (Docteur). — Bastide du Pie, 79; — hospices de Beaumont, 273, 295.

Toulon (Ermitage du), 197.

Trigant (Famille), 251.

Tustal (Famille de), 179, 279.

Vaunclair (Abbaye de), 129.

Vésone. — Notes et discussions sur cette tour et cette ville, 39 et suiv., 52 et suiv., 72 et suiv., 96, 180, 184, 195, 216, 225, 231; — fragments de peintures, 141; — *Fouilles de V.*, 175.

Vidal (Famille de), 250, 251, 252.

Viglé (Albert). — Contagions à Belvès, 134; — nos bastides et les *Rôles gascons*, 143; — livre de raison Sauret, 172; — Filles de la Foi, à Belvès, 265.

Villefranche, bastides de ce nom, 145.

Villefranche-de-Pér., bastide, 145 et suiv.

Villepelet (Ferdinand). — Dépenses de route, 63.

Villepelet (Robert). — Un témoignage de l'esprit public en 1814, 113; — pèlerins à Périgueux, 126; — notes sur La Crousille, 136; — J.-M. de Gourgue, 181; — notes sur les Pompadour et Nerval, 217; — archives et archivistes de la Dordogne, 266.

Villesuzanne (Pierre), 103.

Waleis (Henri de), 151.



